Après avoir été sommés par l'ONU d'évacuer les alentours de Srebrenica

Les Serbes sont menacés de nouvelles

Un plan de palx moribond

QUE Srebrenica soit investie unilitairement par les forces serbes, évacuée par le HCR sous la supervision d'une compagnie de le supervision d'une compagnie de bleise » canadiens ou la supervision d'une compagnie de « casques bleits » canadiens ou beptisée « zone protégée », conformément à la dernière résolution (819) du Conseil de sécurité, le sort de l'exclave musulmans de Bosnie orientale marque une nouvelle victoire des troupes du sinistre général fistico Miedio, déjà surnommé le « boucher de Sarajevo».

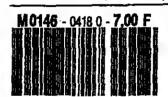
Rests à savoir, à présent, si les Serbes vont arrêter leur offensive et commencer à négocier sérieu-sement, ou s'ils vont pousser leur avantage en tentant de s'emparer d'autres poches, comme Gorazde, Zepa, voire Tuzia, atratégique-ment plus importante? Estimont-ils que les opérations de purification ethnique qu'ils ont pu maner depuis un en sans être véritable-ment gênée par la communauté internationale sont à présent achevées et que l'heure est venué de « marchander» ou d'échanger des

E plen de peix Vance-Owen, que le président serbe Sioune base correcte de négocia-tions, tanant compte des intérêts et droits légitimes des trois et droits legitimes des trois en ations», est en tout cas de plus en plus malmené. La carte propo-sée per les deux médiateurs, qui redécoupait la Boenle-Herzégovine en dix provinces largement auto-nomes, est bei et bien périmée en raison des conquêtes serbes de cas demires mois.

Alors que le président bosniaclaquer in porte de la conférence de New-York, le chef des Serbes de Bosnie, le docteur en psychia-trie Radovan Karadzic, refuse toujours, lui, de signer le plen, parce qu'il ne prévoit pas crite « comi-nuité », à laquelle il est viscérale-ment attaché, d'une part entre les divers territoires attribués aux Serbes, d'autre part entre ceux-ci et la mère-patrie. N'ayant pas obtenu ce « cordon ombilical » dans les négociations politiques -MM. Vance et Owen ne veulent pas entendre parier de « Grande Serbie», — il est en train de parve-nir à ses fins militairement et de mettre Européens et Américains

DE leur côté, les Crostes de Bosnie, qui ne donnent pes cher du plan de l'ONU et de la CEE – qu'ils ont signé, – « nettoient» à leur façon et préparent, à toutes fins utiles, un plan de rattachement à Zagreb, en abandonent ceux qui sont pourtant difficillement leurs allés, à savoir de le leur contra leurs allés, à savoir de le leur contra leurs allés, à savoir de le leurs de leu officiellement leurs alliés, à savoir les Musulmans I .

Le président américain se dit indigné de l'offensive contre Sre-branica, que l'action du général Morilion a rendu symbolique de la tragédie des Musulmans. Si les Serbes persistant dans leur refus de signer le plan de paix, qui n'a plus guère pour intérêt que d'im-pliquer un cessez-le-feu, Bill Clinton affirme n'exclure aucune option, à l'exception de l'e envoi de troupes au sol». Une fois de plus, on se dirige donc sans doute vers de nouvelles sanctions contre Belgrade, peut-être un blocus total. Un embargo auqual M. Karadzic répondrait per son départ définitif de la Conférence de paix internationale, comme il l'a annoncé. Et, depuis le début de la guerre, force est de constater que les Serbes ent toujours fait ce qu'ils annonçaient. En Croatie comme en Boenie-Herzégovine.



sanctions internationales

Selon des radioamateurs, émettant de Bosnie centrale et captés à Zagreb, des bombardements ont rapris, samedi 17 avril au matin, sur Srebrenica, mais les miliciens serbes n'avaient apparemment pas avancé leurs positions, à 1 kilomàtre environ de la ville. Les autorités musulmenes locales auraient d'autre part démenti avoir l'intention de négocier une reddition de l'enclave.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence vendredi à New-York, a adopté à l'unanimité une résolution exigeant des forces serbes qu'elles éva-cuent les alentours de Srebrenica, traitent la région comme une «zone proté-gée» et laissent pénétrer dans la ville un bataillon canadien de 150 hommes pour une mission humanitaire. Si les Serbes refusaient d'obtempérer, les Occidentaire envisagement un restrement des sanctions costes Polymetes Occidentaux envisageaient un renforcement des sanctions contre Belgrade.



Lire pages 3 et 4 les articles de AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON FLORENCE HARTMANN, JEAN-BAPTISTE NAUDET, ISABELLE VICHNIAC Banque de France, Caisse des dépôts, privatisations

M. Balladur engagera très vite ses grandes réformes financières

Trois semaines après la formation de son gouvernement, Edouard Balladur commence à dévoiler ses intentions en metière économique et à préciser comment il voit ses relations avec le président de la République et avec le Parlement. Si les décisions sociales nécessitent une concertation approfondie, la premier ministre entend mener très rapidement à bien ses grandes réformes financières que sont l'autonomie de la Banque de France, les privatisations et l'éclatement de la Caisse des dépôts. Il souhaite marquer ainsi sa volonté de rupture avec la politique de son prédécesseur.

M. Balladur admet que tout se passe au mieux avec le président Mitterrand. Son émancipation, en période de cohabitation, le premier ministre la veut réelle. En revanche, il se prépare déjà à rappeler à l'ordre sa majorité parlementaire.

La volonté de rupture

par Erik Izraelewicz

Lorsque Edouard Balladur e quitté, en mars 1988, le ministère des finances, le mioistre d'Etat evait fait part, en coofidence, à ses collaborateurs de ses deux principaux regrets: celui de ce pas evoir cassé cette puissance atypique qu'est, dans le système financier français, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) d'une part, celui, d'autre part, de o'evoir pas prive-tisé, faute de temps, l'UAP (Unico des assurances de Paris), la principale société d'assurance nationale, une autre force de frappe financière importante dans le capitalisme français.

Il devait, plus tard, recoonaître une autre erreur, celle de n'avoir pas accordé, comme promis, l'indépendance à la Banque de France. Des regrets et une erreur qu'il veut effacer ao plus vite. Son gouver-nement à peioe composé, le premier ministre a en fait immédiatement confié à

soo mioistre de l'économie, Edmond Alphandéry, et evant même son discours de pulitique générale, trois chantiers, urgeots à ses yeux : celui sur l'autonomie » de la Banque de France, celoi sor la réforme de la Caisse des dépôts et celui des privatisations. Sur ces trois sujets, Edouard Balladur compte aller vite. Très vite. Les objectifs de ces trois réformes financières sont, pour le premier ministre, d'une grande importance : elles doivent marquer, vis-à-vis de l'opioion, sa ferme volonté de rupture avec la politique des socialistes (il y aura des privatisations, des vraies) et surtout - avec la réforme de la banque centrale - convaincre les mar-chés financiers de sa détermination euro-

Lire la suite page 13 et, page 7, l'article de THIERRY BRÉTIER : « M. Balladur est décidé à faire prévaloir son autorité sur la majorité parlementaire »

Le nouveau procès Rodney King a ravivé le souvenir et la crainte des émeutes

correspondance

«King? Martin Luther King? Non... Rodney, Rodney_King!», répondait récemment un jeune Noir à qui l'oo demandait, pour le vingt-cinquième anniverseire de l'assassinat de Martin Luther King, ce qu'il evait retenn du le second procès des policiers le des droits civiques. Le a été une oouvelle occasion de

secondes où l'on vnit l'automobiliste noir Rodney King passé à tabac par quatre policiers blancs scrait l'image la plus diffusée à la télévision depuis l'assassinat de John Kennedy et les premiers pas d'un homme sur la Lunc...

Le Monde des

Le Monde

THATEEN 1903 COMMETAERANCE IN 1958

Naire guerre d'Algérie à nous, c'est la

declare le president du Sénat, Giovanni

Spadolini, comparant la situation de l'Italie

d'une table ronde qui réunissait à Rome

Le Monde des debuts d'avril public le compte

En vente dans les kiosques

Le numero 30 F

constitutionnalistes français et italiens.

randu de cette rencontre.

film vidéo de quatre-vingt-une présenter encore et toujours les moment du passage à tabac. Ses images sonvent floues, caochemardesques, irréelles d'nn homme à terre et longuement frappé à coups de matraque. Rodney King est ainsi devenu, maigré lui, le Noir le plus célèbre des années 90, en vertu d'un concours de circonstances : un hélicoptère de la police de Los Angeles survolait la scène eu

projecteurs donnaient suffisamment de Inmière ponr qu'nn hahitant, George Holliday, réveillé par le tapage, sorte sur son balcon avec la caméra vidéo qu'il venait d'acquérir et saisisse la hrutalité des policiers.

> **RÉGIS NAVARRE** Lire la suite page 6

L'ultime voyage des Odier

La dérive d'un couple et de sa fille jusqu'au suicide collectif

MONTPELLIER

de notre correspondant

Personne ne leur a vraiment prêté attention. Aux passants qu'ils nnt croisés sur le vieux port de Marseille, les «Odier» ont donné l'image d'une famille unie parmi les autres. Un père, une mère et leur fille de quinze aus, scrutant les vitrioes illumi-nées de la rue dans l'anonymat de Noël. Le 25 décembre 1992 an soir, ils se sont offert un repas à 1 240 francs. Un vrai repas de fête, au restaurant Calypso.

Jean, Martine et leur fille, Sybille, ont passé ainsi, ensemble, ces derniers jours de l'année, les derniers jours de leur vie, lis sont restés quatre jours à l'hôtel Sofi-tel de Marseille où ils ont dépensé 10 000 francs. Tout l'argeot qu'il leur restait. Le 28 décembre, ils oot repris le chemin de leur domicile, on coquet pavillon sbrité par des

pins à Fontanès, petit village de l'arrière-pays héraultais. Le lendemain après-midi, ils ont vidé le frigo, nettoyé la maison de fond en comble, et verrouillé les portes. Puis ils se sont assis sur le lit parental du premier étage. Martine et Sybille ont ainrs attendu la mort. Mais elle ne s'est pas laissé dompter docile-

Jean s'est saisi d'une carabine, a tiré dans la tête de sa femme et de sa fille avant de retourner l'arme contre hii. Sybille a repris connaissance quelques heures plus tard. La balle qui lui était destinée o'était pas mortelle. Les mocassins souillés de sang, elle a trouvé la force de monter dans la mezzanine pour chercher une boîte de bailes, et elle a rechargé

JACQUES MONIN

HEURES LOCALES

Au service du public rural

La Haute-Saône va mettre en place un dispositif pour faciliter l'accès eux administrations des habitants des campagnes.

Auxerre : deux «consuls» et un ballon

Jean-Pierre Solsson et Guy Roux farment un étrange tan-dem sur le terrain de footbell pages 17 à 24

> Votes décisifs en Italie

Les référendums dee 18 et 19 avril devraient nuvrir la voie à une « recomposition politi-

Lire page 4 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

DATES

Il y e cinquante ans, l'insurrection du ghetto de Varsovie.

> Jacones Attali an «Grand Jury RTI-le Monde»

Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERO), invité de l'émission hebdomadaira «La grand jury RTL-le Monde», dimanche à 18 h 30.

Le sommètre complet se trouve page 16

A L'ETRANGER ; Algéria, 450 DA ; Merce, 8 DH; Tunkis, 850 m ; Alemagna, 2.50 DM ; Antricha, 25 ATS ; Bélgiqua, 45 FB; Canada, 2.25 S CAN; Antifen/Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoira, 466 F CFA; Danamarie, 14 KFD; Espagna, 190 FTA; G.-B., 85 p.; Rorlands, 1.20 £; Italia, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Rorvèga, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 180 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suèda, 15 KRS; Suissa, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

Le Monde RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: [1] 40-65-26-25

copieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:
1, PLACE HÜBERT-BEÜVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tál.: (1| 40-65-25-25
Tölécopieur: (1) 49-60-30-10
Tölex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société nivile
« Les Réducteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M Jecture Lecture des lecteurs

M. Jacques Lesourne, gérant

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne Directeur général : Michel Cros

PAYS rule

CEX

790 F

1 560 F

1 28

Edité per le SAPI. Le Monde Comité de direction : Jacques Lescume : gérent directeur de la publication Bruno Frappet

Rédacteurs en chef

éry (1944-1986

SUMME

PAYS-BAS

572 F

1 123 F

2 486 F

L'insurrection du ghetto de Varsovie

par Nicolas Weill

QUAND le 19 avril 1943. les QUAND 16 19 avril 1943, les
2 000 à 3 000 Waffen SS, auxiliaires ukrainiens, lettons et
« bleus » de la police polonaise,
commandés par le colonel von Sammern-Frankenberg cotrent dans la
rue Zamenhof pour liquider ce qui reste du ghetto de Varsovie, ils savent qu'il existe une résistance uive. Ils ne s'attendent peut-être pas à la combattre pendant plusieurs semaines. Les Allemands oot choisi, pour mettre un point final à la pré-sence juive à Varsovie, la veille de la Pâque jnive (Pesah), uni coïncide avec l'anniversaire d'Hitler. La vio-lence du feu, les pluies de bouteilles incondissing qui acqueilles l'éffen. incendiaires qui accueillent l'offen-sive empêchent les SS 'd'offrir au Führer les débris sangiants des juifs de Varsovie. L'attaque, lancée à 3 heures du matin, tourne à la confusion des assaillants. A 8 heures, le général SS Stroop relève von Sam-mern-Frankenberg de son commandement et prend en main la direction des opérations. Des combats éclatent rue Zamenhof, place Muranowska, rue Gesia. A 14 heures, les Allomands se retirent.

Marek Edelman, l'un des dirimarek Edelman, l'un des dirigeants de l'insurrection, a confié en
1977 à la journaliste polonaise
Hanna Krall l'effet que fit ce premier
choc sur les combattants juifs:
« Nous pensions que c'était très
important qu'ils n'aient embarqué
personne ce jour-là. Nous prenions
même ça pour une victoire. »
« Embarquer personne! » Decrière
ces deux mots gft tout le martyre des
juifs de Varsovie demuis que le juifs de Varsovie depuis que, le la décembre 1940, un mur de brique long de 18 kilomètres les a isolés du reste du monde. Les Allemands oot entassé la près de 380 000 personnes (39 % de la population de la ville sur 8 % seulement de la superficie de la capitale). Le 16 novembre 1941, le ghetto est bouclé. Seuls les ouvriers travaillant dans les entreprises dites vitales pour l'économie du Reich obtiennent uo laissez-passer pour le « côté aryen ». Les autres perdent tout. La faim s'iostalle. Rien que dans la première année, on compte déjà près de 43 000 décès par mainu-tritioo. Première forme de résis-taoce : celle de ces. « contreban-diers » de sept à treize ans poursuivis impitoyablement par la Yiddisch Ordniges Dienst ha police juive), qui se faufilent par les trous de la muraille pour passer à tout prix

de la nourriture. A la tête de l'administration du ghetto, devenu une entité séparée du reste de la Pologne, les Allemands ont commé uo Judenrat (Conseil juif) de vingt-quatre membres, pré-side par l'ingécieur Adam Czernia-kow. Début 1942, la « solution finale » s'accélère. Les officiels juifs prennent la mesure de ce que recouvrent les expressions de « réinstallation », d'« evacuation », d'« Est »... L'bistorieo officieux du ghetto, Emmanuel Ringelblum, oote dans son Journal, le 17 juin 1942 : « J'al eu une conversation l'autre jour avec un ami de Biala-Podlaska, directeur un ami de tsialo-rodiaska, airecteur de l'organisation d'aide sociale. Il avait aidé au « transfert » (il serait plus exact de dire au « transfert dans l'autre monde ») de la population à Sobibor, près de Chelm, où les juifs sont asphyxiés par les gaz d'échappement » Lorsque commence la grande Aktion (l'évacuation du ghetto), Adam Czerniakow met fin a ses jours, le 23 juillet, quelques heures avaot que le premier contingent de juis en partance pour le camp d'extermination de Treblinka soit rassemblé sur l'*Umschlagplatz* (la soit rassemblé sur l'Umschlagplatz (la gare de rassemblement et de triage). Ce suicide est sévèrement jugé par

la clandestinité juive : « Nous avions pensé, dit Marek Edelman, qu'il n'avait pas le droit de faire ça que son devoir en tant qu'unique person-nalité jouissant d'une autorité dans le ghetto était d'avertir toute la population juive, de dissoudre toutes les ins-titutions et surtout la police juive. La résistance, de son côté aussi, cherche à connaître le sort des juifs de Varsovie qui tout l'été, au rythme de cinq mille à six mille par jour, quittent le ghetto. Zygmunt Frydrych, son eavoyé, rapporte que a tous les jours, un train de marchandises rempli de gens en provenance de Varsovie emprunie cet embranches. ment et revient à vide. Aucun convoi alimentaire ne passe par là et la gare est interdite à la population civile ». Pourtant, les groupes de résistance qui se rassemblent ce même 23 juillet votent contre le passage à la lutte armée. En avril 1942, les Allemands n'ont-ils pas fusillé cinquante otages pour une simple distribution de jour-naux clandestins? Tant qu'on n'est pas certain que tous les juifs sont concernés par la « déportation », on craint pour la masse, pour les vieillards, les enfants qui ne peuvent se défendre et que des combats condamneraient à une mort certaine.

Ce dilemme insupportable est résumé par Ringelblum : « Combien de temps encore irons-nous « comme des moutons à l'abattoir » ? Pourquoi ne bougeons-nous pas ? Pourquoi n'y



(Photographie reproduite avec Paccard de la Commission centrale d'enquête sur les crimes unzis en Pologue et de l'Institut d'histoire juive.)

o-t-il pas d'appel à s'enfuir dans les forêts? D'appel à la résistance? Cette question nous tourmente tous, mais elle n'a pas de réponse parce que tout le monde sait que la résistance, en particulier si un seul Allemand est tué, peut conduire au massacre d'une communauté entière. » En 1943, le président du Judenrat de Haute-Silésie orientale décrit encore sa situation en ces termes : « Je suis dans une cage, devant un tigre affamé et furieux. Je bourre sa gueule de nour-riture, la chair de mes frères et de mes sœurs, pour le maintenir dans cette cage de crainte qu'il ne s'échappe et ne nous mette en

> Extermination totale

Peu à peu pourtant, il devient évi-dent que o'est bien-une extermina-tion totale que les Allemands ont pla-nifiée. Dès lors, à Varsovie, à partir de septembre 1942, les victimes se laissent prendre moins facilement, ce que confirme l'accroissement du nombre des décès par balle (2 305 en août 1942, 3 158 en septembre). En octobre, alors que la grande Aktion se termine, Ringelblum écrit avec rage dans son journal : « Nous curions du nous précipiter dans les rues, mettre le feu partout, abattre le mur et nous échapper vers le côté aryen. Les Alle-mands se seraient vengés. Cela nous aurait coûté des dizaines de milliers de vies, mais pas 300 000. ».

Quand les troupes du général Stroop cherchent à investir le ghetto au printemps 1943, celui-ci a done bien change. Il n'y reste que 70 000 personnes, dont la moitié seulement sont officiellement recensées. La plu-part sont employées dans des usines allemandes (fabriques de brosses ou d'uniformes), les « shops », qui exploitent une main-d'œuvre d'esclaves pour qui un poste de travail équivant à une illusoire chance de survie. La géographie du ghetto a

également été modifiée. Réduite à le révolté qui o l'initiative. Nous, nous quelque rues, menant invariablement ne cherchions qu'à nous défendre, à l'Umschlagplatz, la portion habitée l'initiative était tout entière du côté quelque rues, menant invariablement à l'Umschlapplats, la portion habitée est désormais ceruée par une ville fantôme où les volets claquent, où les cadavres se décomposent sur les trottoirs. Dans ce no man's land, se terrent les «driki » (les « sauvages »), qui n'oot plus d'existence légale, Enfin, politiquement, le poovoir est passe à la résistance, qui exécute soccessivement le chef de la police juive, Josef Szerynski, son successeur Jakub Lejkin et le chef de la division éco-

nomique du Judenrat, Izrael First. Combien sont-ils, ces résistants armés, poor la plupart issus des divers monvements de jeunesse juive, géoéralement sionistes mais auxquels vienoent s'adjoindre des communistes et le Tsukunst (les jennes du parti socialiste juif autono-miste polonais, le Bund)? Les esti-mations sont contradictorres: 700 au plus, peut-être moins. Il y aura d'ailleurs jusqu'à la fin de l'insurrection deux organisations juives distinctes: l'Organisation juive de combat (Zydowska Organizacja Bojowa), sous la houlette d'un «général» de vingt-quatre ans, Mordechaï Anielewicz, responsable du Hashomer Hatzair (la Jeune garde, mouvement sioniste de gauche); et une organisation émanant du Betar, l'Organisation militaire juive (Zydowski Zwionzek Wojskowy, formée de jeunes natio-nalistes sionistes appartenant au parti révisionniste l'ondé par Zeev Jabotinsky, lequel prone depuis le début du siècle l'«autodéfense juive» et la lutte armée pour libérer Eretz Israel L

Ytzhak Cukierman (Antek), qui quitte le ghetto le 18 avril ultin de négocier le soutien de la résistance nationale polonaise, l'Arma Krajowa (qui oe lui accordera en tout et pont tout qu'une vingtaine de revolvers), définit ainsi les «buts de guerre» des insurges: «Il s'agissait pour nous d'une défense organisée et non d'une révolte. Dans le cas d'une révolte, c'est

allemand. » Néanmoins, les rebelles, qui ont en tête la toute récente capi-(affection des Allemands à Stalingrad (2 février 1943), espèrent bien cten-dre les combats au-delà du ghetto: «Notre ambition, dit Antek, était de provoquer une insurrection dans tout le Gouvernement général [la

Polognel.» Mais à Varsovie comme dans le reste de l'Europe d'Hitler, les juis seroot abandonnés à leur sort. Le 27 avril, les révoltés pressent Arthur Zyngielbojm, qui représente à Lon-dres le Bund auprès du gouvernement polonais en exil, de convaincre les Allies d'exercer des represailles umédiates: «Au nom des millions de juifs qui sont déjà morts, au nom de ceux qui sont assassinés dans les flammes, au nom des hérosques com-battants et en notre nom à tous qui sommes promis à la mort, nous en appelons au mande entier (...). Les Alliés doivent prendre conscience de la responsabilité historique qui rejail-lirait sur eux s'ils restaient sans réaction face à un crime qui n'eut jamais d'équivalent perpetré par les criminels hitlériens contre tout un peuple tout près de périr. » Les Alliés restent sonrds à ces appels. Pour protester coutre l'indifférence des gouvernements et l'apathie des opinions publiques, Arthur Zyngielbojm se uicide le 12 mai.

Sculs quelques isolés prétent mainforte aux juits, comme le K.B. (Kor-pus Bezpieczenstwa), réseau formé d'anciens officiers de l'armée polonaise dirigé par Enryk Iwanski (Bystry), dont use unité vient même faire le coup de feu au côté des révisionnistes à l'intérieur du ghetto. Dans ces conditions la lutte ne peut être qu'une bataille de retardement. Les 20 et 21 avril les juifs tiennent les usines et les font sauter. Le 22 les Allemands mettent le feu au ghetto et essaient d'inonder les canalisations

afin de faire sortir les juifs des cachettes et des bunkers souterrains. e Le ghetto tout entier flombait, raconte Marck Edelman, et tout le monde s'était tapi dans les caves. Il y faisait terriblement cnuuu. One faisait terriblement cnuuu. One femme a laissé sortir un instont son enfant à l'air libre. Des Allemands lui ont donné un bonbon puis lui ont demandé: « Mais où est ta petite man?» L'enfant les a conduits sur aemanae : «Mais ou est la pette maman? » l'enfant les n conduits sur place et les Allemands ont fait sauter tout l'abri avec les quelques centaines de personnes qui étaient dedans. » Les combats les plus durs se déroulent autour du secteur dit des Brossiers et de la place Muranowska les 27 et 28 avril. Le 8 mai, Mordechaï Anielewicz se suicide avec les siens dans son bunker du 19 de la rue Mila. Les juifs qui cherchent à fuir par le réseau de canalisations co sont chas-sés par des furnigènes. Quelques groupes d'isolés poursuivent le combat jusqu'en juin, véritable « peuple des ruines » (gruzowey), sortant la nuit en quête de nourriture et d'eau. Mais quand le 16 mai Stroop fait sauter la grande synagogue du 5, rue Tiumacka, en «zone aryenne», il ne demeure que quelques centaines de

Le ghetto est rasé. Rare souvenir de la révolte, cette bague exposée au Musée des partisans de Tel-Aviv. Les bommes de liaison l'utilisaient comme signe de reconnaissance; chacun devait en guise de mot de passe décrypter les symboles gravés sur l'anneau : « l. étoile : « Et une étoile naîtra de Jacob» (nombres 24-17); le nombre 7: le chandetier à sept branches; le lion; le lion de Juda, symbole d'héroïsme; l'agneau; le sucrifice; les sept sortes de fruis: le peuple d'Israël refleurira et portera de nouveaux fruis.»

· -- ·

17.5

400

2 2

2 . Zi e-

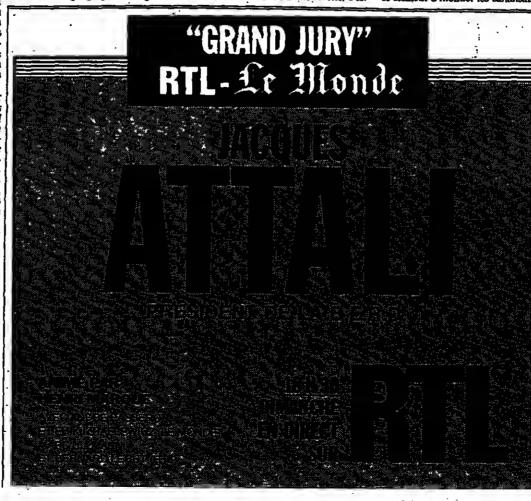
En Israel, certains de ces survivants, regroupés an sein de deux kib-boutz (Yad-Mordechaï et Lochamei-Haghettaot, en Galilée), entretiennent le souvenir de la résistance juive de Varsovie. Dans l'Etat juif, la mémoire collective de la Shoah a longtemps privilégié la bravoure des combattants des ghettos au détri-ment de la foule anonyme des viotimes du nazisme - processus que décrit le journaliste et historien Tom Segev dans son déruier Ivre le Sep-tième Million, les Israèliens et la

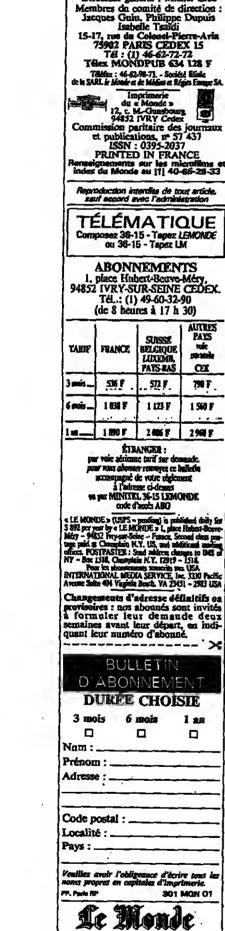
Cependant idepuis une vingtaine ées en Israel, la mémoire de la destruction des juifs d'Europe s'est diversifiée. La résistance au nazisme a cessé de se confondre avec le seul combat arme au poing. D'autre figures se sont peu a peu imposées : celles du groupe d'iocllectuels et d'historiens (Oneg Shabbat) qui, autour d'Emmanuel Ringelblum, s'est efforcé sans relâche et dans les pires conditions de raconter le plus objectivement possible la vie du ghetro; celle de Janusz Korczak, responsable d'un orphelinat qui, ayant eu la possibilité de s'enfuir, choisit d'accompagner les enfants dont il avait la charge jusqu'à Treblinka. Peu à peu, les victimes anonymes sortent aussi de l'ombre, héroïques ou pas, et reprennent leur place dans une histoire de la Shoah où l'hé-roïsme armé ne règae plus désocnais sans partage sur le souvenir.

➤ A lire: Marek Edelman, Hanna Krali, Mémoires du ghetto de Varsovie, un dirigeant de l'insur-rection raconte (Scribe Liana-Lévi, Paris, 1993); le livre com-porte una excellente bibliogra-phie sur l'insurrection établis porta una exceuente unnugraphie sur l'insurrection établia
par Annette Wievincke; Tom
Segev, le Septième Mällon, éditions Keter, Jérusalem 1992 (an
hébreu, en cours de traduction);
Edout (témoignage), numéro
d'avril 1993; recueil da témoignages inédits ádité par Beith
Lochemei Heghettaot (en
hébreu); Haïm Lazar, The Massada of Warsaw, 1962; voir
également Raul Hilberg, la Destruction des juifs d'Europe,
Fayard, pp. 413 à 466; Emmamuel Ringelblum, Chronique du
ghetto de Versovie, version francalse de Léon Poliakov d'après
l'adaptation de Jacob Sloan,
Robert Laffont (Paris réédition
19931; Yisrael Gutman, The
Jews of Wersaw 1939-1943,
Ghetto Underground Revolt, Ghetto Underground Revolt, Bloomington and Indianapolis, 1989.

Signalans la sortie d'un court texte de Marek Heiter, la Mémoire inquiète: il y a cin-quante ane le ghetto de Varso-vie (Robert Laffont, 80 p., 39 F).

D Rectificatif. - Dans l'article de Stéphane Meylac consacré à la découverte du charnier de Katyn. public dans le Monde date 11-12 avril, deux erreurs de transcription nous ont fait écrire, d'une part, que l'armée d'Anders avait été évacuée vers le Proche-Orient en anût. 1940 alors qu'il s'agissait d'août 1942, et d'autre part qu'il y avait en 4 000 rescapés du massa cre de Katyn alors qu'ils n'étaient que qualre cents.





1.

arsovie

BOSNIE: le siège de Srebrenica

Les forces serbes maintenaient leur étau autour de Srebrenica, samedi 17 avril eu matin, mais n'evaient paa pénétré dens la ville. Le commandant des forces musulmanes bosniaques, Sefer Halilovic, sa préparaît à rencontrer en milieu de journée le commandant des forces serbes dans la zone neutre de l'aéroport da Sarajevo.

D'eutre part, des éléments du bataillon canadien de la FORPRONU devaient se rendre, samedi matin, à Srebrenica « en vertu d'un accord » obtenu la veille entre le commandant de la FORPRONU, le général Lars-Eric Wahlgren, le président da Serbie, Slobodan Milosevic, et la chef des Serbes bosniaques Redovan Karadzic. La mission de ces 150 hommes n'a pas été officiellament préci-

Vandradi dane la solrée le Quai d'Orsay avait fait état dans un communiqué de l'entrée des Serbes dans la ville. « Qu'il y ait eu reddition ou prise d'assaut, les Serbes en porteraient l'entière responsabilité. Dès lors que la FORPRONU aura confirmé cette nouvelle, la France demandera la convocation immédiate du Consail de sécurité en vue d'adopter la résolution renforcant les sanctions contre la Serbie », déclarait le communiqué.

Pau après, l'entrée das Serbes dans Srebrenica était démentie par la FORPRONU, les autorités musulmanes locales et le leader des Sarbes da Bosnia, Radovan Karadzic.

A Paris, où l'émissaire américain Reginald Bartholomew e'était entretenu dans la journée de vendredi avec des représentants de l'Elvsée, du Quai d'Orsay et avec le ministre de la défense, l'augmentation de la tension à Sreprovoqué en fin d'après-midi une aérie da

Sans évoquer un recours à la force

consultations entre les services da la présidence et le gouvernement. Après des entretiens téléphoniques entre MM. Alain Juppé, Warren Christophar et Douglae Hurd, les trois pays s'étaient mia d'accord pour avancer le vota de nouvelles sanctions à l'ONU.

Les responsables français, comme la veille leurs homologues britanniques, ont en revanche refusé de souscrire à l'idée d'une levée da l'embargo sur les armes au profit des Musulmans bosniaques pour laquella plaidait M. Bartholomaw.

Una tella décision comporterait des risques e pour les populations civiles et pour les troupas des nations unles présentes sur le terrain», a fait valoir la porte-parola du Quai d'Orsay, « notre priorité reste la mise en brenica et las réactions de Washington ont œuvre du plan Vance-Owan ». - (AFP,

corridor menant à le République

de Serbie. Lord Owen en est bien

conscient. L'ancien secrétaire au

Foreign Office est apparemment de plus en plus affecté par le peu de cas que les Serbes font de ses pro-

positions et par le peu de « mus-

cle » que la communauté interna-

lionale est prête à dépenser en

faveur de son plan. Vendredi soir, il disait, à la télévision, que les éternels débats du Conseil de sécu-

rité sur le vote de sanctions contre

la République de Serbie étaient

a pathétiquement inadéquats » pour

La prodence

de Bill Clinton

Dans une interview accordée à la revise américal de Poletjes Affalles

lord Owen envisage, pour la pré-mière fois, l'emploi de la force contre les milions serbes, Après,

avoir été longtemps opposé à toute intervention militaire occidentale, autre qu'humanitaire, lord Owen

déclare : « Nous pouvons donner

plus d'effet aux sanctions ct. peut-être, modifier l'équilibre des forces

(sur le terram) en utilisant les bom-

bardements aériens (...) Faire pen-

ger une partie récalcitrante à

accepter un plan de paix juste et èquitable, cela, à mon avis, relève

d'une action diplomatique parfaite-

A la Maison Blanche, M. Clinton

donnait, lui eussi, des signes d'exaspération et d'impatience

devant la poursuite de l'agression

scrbe, sans pour entant indiquer qu'une modification de l'attitude

américaine était prévisible à court terme. Confronté aux nouvelles de

l'avancée sur Srebrenica, le prési-

dent faisait part de son « indigna-

tions. eA ce moment précis, je

n'exclus aucune aptian, à l'excep-

tion de l'envoi de troupes au sola, déclarait-il. Un haut responsable

de Pentagone rappelait que «l'ap-

tion» des bombardements aériens

sur l'artillerie serbe « était sur la

table », qu'elle était « toujours

débattue» et représentait, peut-être, «la meilleure d'une série de mau-

vaises aptions ». Pour entant, aucune source autorisée à Washing-

ment légitime.»

arrêter les « massacres» en cours.



L'enclave vue de Belgrade

Une «tache» musulmane sur la carte des territoires conquis et « purifiés »

BELGRADE

de notre correspondanta Perchée dans les montagnes bosniaques à une vingtaine de kilomètres de la Serbie. Srebrenica n'était, il y un an, qu'une petite ville de 6 500 habitants qui ne feisalt pae parler d'elle. Aujourd'hui, elle est devenue le symbole de la souffrance des populations musulmanes bos-

niaques essiégées et de l'im-

puissence de la communeuté

internationale à ampâcher l'avance des Serbes. Au bout d'un an de siège qui évaque les guerras du Moyen Age lorsque les armées encerclaient et affamalent les popula-tions pour obtenir leur raddition totale, la parite anciava musuimane, qui e accueilli depuis des dizaines de miliers de réfugiés ayant fui les localités valsines prisee par les Serbes, est désormals perdue.

« Complice de la tragédie»

de Srebrenica parce que cette ville constitue une «teche» musulmane dans lee territoires « purifiés » de le vellée de le Drina. Une région limitrophe de la Serbie que les Serbes bosniaques n'ont jamais caché voutoir s'approprier en dépit de le mejorité musulmene qui pauplait, evant la guerre, ces terri-

Habitués aux meneces sens conséquences fâcheuses pour eux, les Serbes de Bosnie ne semblaient pes s'Inquiéter du durcissement de ton de le communauté internationale intervenu eprès l'ennonce, vendredi matin, de la chute imminente de Srebrenica. Le leeder des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, affirmait avoir ordonné à ses troupes de ne pas prendre la ville puisqu'il comptant désormais sur les bons offices de l'ONU at de son egence humanitaire pour erécupérers Srebranica sans que le sang ne coule : « Nous voulons à tout prix éviter de faire des victimes parmi la population civila de

cette ville. » Les forces serbes, disait-il, e attendent conformément à un accord que les formations militaires de l'anclave remettent leurs armes aux membres de la FORPRONU (....). La partie serbe souhaite la pacification de Srebrenica», ce qui permettrait à la population de cette ville « de vivre palsiblement ou d'être évacués selon son chob; ». Dans la journée, le leader serbe avait également précisé que, esi les Musulmens na rendalent pas leurs armas, nous serions obligés de leur imposer une défaite totale ».

Les autorités locales ont finalement accepté, vendredi, de négocier avec les assiégeants la reddition de l'anelave. Les Musulmans ont proposé d'abandonner la ville pour sauver les 30 000 elvils bloqués à condition que les combattants soient évacués par hélicoptère. Les Serbes ont exigé pour leur part

la capituletina en demandent que les milices musulmanes dépusent les ermes et les remettent à la FORPRONU.

ils devaient tenter samedi de rapprocher leurs posidons lors de nouveaux pourpariers, organisés à l'aéroport de Sarajavn par la FORPRONU, entre le commandant des forces bosniaques loyales au président Alija Izetbegovic, le général Sefer Hatilovic, et le chef des forces serbes bosniaques, le général Miladic.

Accusant lee Netions unles d'avoir été «le témoin passif et le complice de la tragédie », les autorités bosniaques ont lencé. vendredi, plusieurs appels désespérés à la communauté internationale l'exhortant à intervenir nde quelque feçon que ce soit » pour empêcher que des dizaines de milliers « de femmes, d'enfants et de vieillards innocents soient messacrés ou écrasés per les chars serbes». Le commandant en second des forces bosniaques, le colonel Stijepan Siber (Croate), e notamme demandé un déploiement immédiat de troupes de la FOR-PRONU à Srebrenice et eux frontières avec la Serble et le Monténégro. Une mesure visant à mattre fin à l'infiltration de renforts venus de Serbie evec des chers et de l'entitlerie lourde pour eider les forces serbes de Bosnie à réduire les enclaves musulmenee de Bosnie mien-

Camp de concentration ou évacuation

Après avoir négocié avec des Sarbes de Bosnie et le président de Serbie Slobodan Miloeevic, le commandant en chef de le FORPRONU, le général Lars-Eric Wehlgren, ordonnait vendredi soir à une compagnie de 150 Canadiens de «se tenir prêta », pour pénétrer, samedi matin, dans l'enelave. L'accord ne stipule pas si les soldats de la FORPRONU ont été autorisés à s'installer à Srebrenica ou s'ils se replieront eprès avoir organisé avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés [HCR) l'évecuetion des ci-contre l'articla d'Isabella

En visite vendradi en Suède. le président bosmaque Alije Izetbegovic a eccepté que le poche de Srebrenica soit vidéa de ses habitants eu profit de l'agresseur. « Entre la création d'un nouveau camo de concentration pour 50 000 personnes et l'évecuation, nous n'avons pas la choix, nous devons opter pour l'évacuation », a-t-il expliqué. Mais la chute de Srebrenica, à lequelle les Musulmans se sont résignés faute de pouvoir se défendra, risquait de renforcer la détermination des Serbes à prendra par les armes les deux dernières poches musulmanes qu'ils convoitent dans l'est de la Bosnia, Zepa et

FLORENCE HARTMANN

Le Conseil de sécurité « demande » aux Serbes de laisser entrer 150 « casques bleus » dans la ville

WASHINGTON at NEW-YORK (Nations unles)

de nos correspondents.

Le scénario est loujonrs le même. Chaque nouvelle avancée de l'offensive serbe contre les populations de Bosnie orientale est accompagnée de nouvelles mises en garde de la part du Conseil de sécurité de l'ONU comme de l'ad-ministration démocrate à Washington. Et comme ancune de ces réactions verbales n'a encore jamais intimidé les Serbes, le Conseil, les Etats-Unis et leurs alliés européens sont condamnés à hausser le ton toujours un peu plus, mais avec un effet toujours sussi limité.

· Il en e été ainsi, encore fois, tout au long de la journée du vendredi 16 avril, alors die les inflices serbes, après des bombardements nourris, paraissaient sur le point de contrôler la localité de Srébrénica en Bosnie orientale. Pénétrer dans la ville ne servirait guère leur objectif militaire, selon de nom-breux analystes: l'intention des milices serait d'en réduire les défenses afin de pouvoir communiquer librement evec la République

Au terme d'intenses consultations sur la situation bosniaque, à Is Meison Blanche comme à l'ONU, le Conseil de sécurité, tard dans la nuit de vendredi à samedi, e adopté, à l'unanimité, la résolu-tion 819 qui, de l'avis général, ne risque guère de faire reculer les milices. A l'initiative des non-alignés, ce texte «demande» aux Serbes de «traiter» la ville de Srobrenica comme une « enclave protégées, d'en quitter les environs «immédiatement» ct d'y laisser entrer un contingent de 150 « cas-ques bleus » canadiens se trouvant

En aucun cas cette résolution ne prévoit l'application de la force si les milices serbes décidaient de ne. pas obtempérer. Dans cette bypo-thèse, le seule conséquence néga-

 $(q_{2m,n},\beta^{p,q})$

 $V_{\mathcal{T}} = \{ \frac{q_{\mathcal{T}} h^{2}}{q_{\mathcal{T}}^{2}} \}$

× 21 T

tive pour les Serbes serait le vote les Serbes, alliés traditionnels de la immédiat par le Conseil d'une Russie dans les Balkans. Mais l'acrésolution sur un renforcement des sanctions contre la République de Serbie..., résolution que le Conseil était de toute façon décidé à adop-ter eu lendemain du référendum russe du 25 avril. Autrement dit, si les Serbes ne quittent pas les environs de Srebrenica, le vote de ces sanctions supplémentaires sera svancé de quelques jours. Jusqu'à présent, le régime de sanctions eppliqué à Belgrade n's sucunement incité le gouvernement de M. Slobodan Milosevic à feire pression sur les milices serbes ou à cesser son appui militaire massif à

« Veiller nux droits "de Thommen"

Les 150 Canadiens ne seront envoyes dans Srebitmica, pour garantir la sécurité des quelque 60 000 habitants qui s'y trouvent encore, que si a toutes les parties y consentent». Cele ne devrait pas fsire une grande différence. Comme disait, un peu désabusé un diplomate occidental, «150 «casques bleus » n'arriveraient déjà pas à transformer Central Park en zone protégée». La résolution demande eu secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, d'assurer le renforce ment de la force de l'ONII en Bosnie orientale, « pour y veiller au respect des droits de l'homme ». Elle prévoit l'envoi d'une délégation d'ambassadents membres du Conseil sur place. Le nombre est à déterminer : « Ccla dépendra des volontalres », e dit le président du Conseil, le Pakistanais Jamsheed

A la demande des Russes, le Conseil s'était this d'accord, il y a quelques jours, pour différer au 26 avril le renforcement des sanctions contre Belgrade. Il s'agissait de ne pes donner d'arguments aux adversaires du président Boris Eltsine qui l'accusent d'abandonner

cord passé avec les Russes pré-voyait que coux-ci empêcheraient les Serbes, entre-temps, de passer à l'assant des villes assiègées de Bos-nic orientale. On indiquait, vendredi soir à l'ONU, que les Russes evalent, dans la nuit, fait pression sur M. Milosevic pour qu'il inter-vienne auprès du commandant des milices serbes en Bosnie, le général Ratko Mladic, afin que celui-ci. ordonne à ses hommes de ne pes entrer dans la ville - ce qu'ils ne semblaient de toute fscon pas avoir l'intention de faire.

Depuis plusieurs semaines déjà, certains responsables de l'administration Clinton envisagaient de créer des «zones refuges» on garde de « craques bleus», pour mettre les populations civiles musulmanes à l'abri des milices, serbes Celles ci, au nom de « l'oppration ethnique» et an moyen de bombardements d'artillerie, cherchent à faire fuir les populations manes et «taillent» ainsi par la force et la terreur, une Grande Serbie que le plan des médiateurs de la communauté internationale, MM. David Owen et Cyrus Vance,

Le débat aux Etats-Unis

De retour fin février d'une mission sur le terrain, use équipe du gouvernement américain, dont le rapport a été partiellement publié cette semaine, conseillait au président Bill Clinton d'envisager ces fameuses « enclaves de protection». A la condition de s'en donner les moyens militaires. L'équipe observait crûment que les vrais «besoins bumanitaires» en Bosnie n'étaient pas le fait de la famine on du froid mais, d'abord et avant tout, du martyre subi par des populations eiviles constamment bombardéces par les milices serbes et dans l'incapacité de se défendre. Elle suggérait d'utiliser les moyens militaires adéquats – y compris, si nécéssaire, le bombardement aérien des pièces d'artillerie serbes – pour établir des zones de refuge où les Musulmans seraient à l'abri des miliees serbes. Le rapport est

La logique des «enclaves-refuge» est de tenter de contrer l'«épuration ethnique», en fixant et protégeant les populations locales sur place, à Sarajevo comme dans les localités de Bosnic orientale. Les autres opérations, celles qui consistent à intervenir pour déplacer les civils des villes que les Serbes s'apprêtent à investir, vont dans le sens de «l'épuration ethnique». Sur un simple plan logistique, ces interventions-là pourraient devenir de plus en plus problématiques. Car, comme per-sonne n'imagine que les milices, appuyées par la République de Ser-bie, s'arrêteront à Srehrenica et qu'il est clair qu'elles visent les antres villes de la région, Goradza, Zepa, peut-être même Tuzla, il faudra envisager, tour à tour, de redéplacer à chaque fois les populations (locales et réfugiées) de ces localités à mesure de l'avance serbe...

Celle-ci se poursuit inéluctablement dans toute la zone que le plan Vance-Owen attribue aux Musulmans – pour la bonne raison qu'ils y résident depuis cinq siè-cles. L'objectif des milices est d'asancer la continuité territoriale et un

ton ne laissait entendre que les Etats-Unis se dirigeaient vers une telle intervention. M. Chinton rappelait d'ailleurs, à demi-mots, que ce conflit est d'abord l'affaire des Européens. « Les Etats-Unis ne peuvent pas tout faire tout seuls, disait-il; ils doirent agir dans le cadre d'une coopération multilatérale. » Le pré-sident a estimé qu'il était « nécessaire» de « prendre maintenant en considération des tdées qui étaient (jusqu'à présent) inacceptables pour quelques-uns des membres du Conseil de sécurités.

L'aliusion portait sur une éven-tuelle levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie et la remarque visait notamment la France et la Grande-Bretagne résolument opposées à cette meaure. Mais M. Clinton était prudent, mesuré, précantionneux; il observait que la complexité de ce conflit adonnait des raisons d'être humbles face au drame en cours. Cétait, semble-t-il, une manière de dire qu'il n'y avait pas d'illusion à se faire sur la capacité d'intervention des Occidentaux.

> AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

3.

Le HCR a pris toutes les mesures possibles pour aider les réfugiés en cas d'exode massif

GENÈVE

de notre correspondante

Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) s'est préparé depuis de longues semaines à la chute de Srebrenica. Sadako Ogata, Hnat Commissaire, qui depuis le début du mois de mars n's cessé d'alerter la communauté internetionale, s'est adressé, ven-dredi 16 avril, aux belligérants pour les inciter à épargner la popu-lation civile et à autoriser un nouvel et tragique exode. Pour environ trente mille personnes, épuisées par les longs mois de siège, les bombar-dements, la maladie, la famine et le froid, Srebrenica était déjà un refuge sprès d'interminables marches à travers les montagnes

Pour qu'un autre exode qui les jetterait sur la route menant à Tuzda (à 60 km de Srebrenica) soit le moins meurtrier possible, le HCR a pris toutes les mesures en son ponvoir. Cinquante camions munis de couvertures et de mateias et ayant à leur bord les vivres essentiels et de l'eau sont partis à la rencontre des réfugiés afin de recueillir les plus blessés, les plus

malades, les plus vulnérables D'antre part, douze équipes mobiles de véhicules tout-terrain équipés de radio et ayant à leur bord un membre du HCR et un interprète silloment la route principale et les voies secondaires qui pourraient également être emprun-tées par les gens en fuite. Des postes de secours d'urgence où les réfugiés pourront trouver de l'eau et de quoi se sustenter jalonneront

la coute. Tuzia est une ville ravagée par la guerre et la famine, où le HCR ne dispose en tout et pour tout que de cinquante tonnes de vivres, ce qui représente un faible ravitaillement, pour cinq jours au maximum. Cependant, trois mille tentes, qui senvent abriter huit personnes chacune, ainsi que celles destinées é l'origine à protéger vivres et matériels, seraient mises à la disposition des réfugiés.

L'hôpital de Tuzia est en mesure de recevoir sept cent cinquante malades ou blessés, mais souffre d'une pénurie de médicaments et de matériel médical.

ISABELLE VICHNIAC

«Au nom de Dieu. faites quelque chose!»

ZAGREB

de notre correspondant

que chose! Nous vous prions de faire quelque chose. Ce que vous pouvez. Au nom des 30 000 hebitants de Srebrenica, nous demandons à la communauté internationale de protéger radioameteurs installés dans le mosquée de Zagreb, Srebrenica, sur le point de tomber aux mains des forces serbes sprès un an de siège – « dans une heure ou dans un joura, selon l'expression d'un militaire bosniaque - lançait, ven-dredi 16 evril, un eppel au

Il est 17 heures, l'haurs de la seconde liaison redio quotidienne avec l'enclave musulmene de l'est de la Bosnie, et la ville vit des heures dramatiques. « Dans le journée, la situation s'est aggravée, il est de plus en plus difficile de résister, de tenir les lignes de défense», continue le radioamateur de Srebrenica qui transmet lee informatione des

«La ville est ettaquée au mortier, aux obus tirés par des chars et, depuis le Serbie (distante de 15 kilomètres), eu lence-ro-quettes multiple. Dans les col-lines environnantes (tombées aux meine des assaillants), les Serbes se livrent à des représaillee contre le populetion civile», affirme la voix grésillante dans le poste, qui fait état de six

morts et de quinze blessés, dont neuf enfants, pour le journée de vandred, Les observateurs de l'ONU sur place ont compté «Au nom de Dieu, faites quelquinze à vingt vagues de bombardements sur la ville au début de l'après-midi.

Si, vendredi metin, la commune de Srebrenice affirmeit résister à l'offensive finale, dans le soirée elle confirmsit, par la voie des ondes, les informationa en provenance du camp ennemi : les forces serbee n'étaient plus qu'à 1 kilomètre de la ville, dont la chute était « Imminente » : les villages alentour et lee faubourgs étaient délà tombés.

Deux heures plue terd, vers 19 haures, elors que le Maison Blanche menacait le Serbie de sanction el Srebrenica - la cible des premiers parachutages «de eeuvetage américains - tombait, le commandant de le Force de protection des Nations unies basé à Zagreb ennonçait evoir obtenu dee Serbee un «eccord de principe » pour déployer des « casques bleus » dens le ville. Pour quoi faire? «Pour éviter une tregédie humanitaire majeure » en aidant à évacuer les civils.

«Faites quelque chose, ce que voue pouvez...» Le souvenir de le résistance et de le chute de Vukover, celui des quelque 300 « dieperus » de son hôpital, planeient vendredl sur Zagreb comme une ombre macabre.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Le témoignage d'un délégué du HCR

Des bombardements « calculés pour tuer des civils »

Les bombardementa serbes. lundi 12 avril, contre Srebrenica étaient « calculés pour tuer des Heut-Commisseriet des Natione unies pour les réfugiés (HCR), Louis Gentile, témoin de l'attaque

C'était une journée ensoleillée, et de nombreux enfants louaient au footbell, tandis que les adultes se promenaient sur la rue principale, indifférents aux coups de canon qui retentissaient eu loin, e-t-il reconté. La population e été prise per surprise vers 14 h 15 par un tapis d'obus « qui ont déferié systématiquement du nord eu eud de la ville », dens laquelle les hebitations cont concentrées, « tout le long de la rue principale». Une ecconde vague de dre e touché la ville vers 16 heures. L'attaque a fait entre soixante-dix et soixantequinza morts et plus d'una centaine de blessés

Tous ces tirs étaient « systématiquament organieés de manière à toucher tous les points importants de la ville. Il s'agissait de tirs très précis, régulièrement espacés, causant un vrai bain de sang ». Plusieurs heures après les bombardements, les rues proches de l'école transformée en centre de réfugiés, où le majorité des victimes ont été touchées, étaisnt encors rouges

Un blindé de l'ONU a eidé à transporter les bleesée jusqu'à l'hôpitel. « Dee corps étalent des corps, perce qu'il y e evait des morts, des blessés, et aussi des morceaux de coros, des cervelles qui se répandaient et des estomacs déchirés », e expliqué le délégué du HCR. Il e vu, « comme dens un cauchemer. deux enfents presque eene visage». Il e précisé qu'il n'avait pas aperçu de soldets blessée, car ils sont sur la ligne de front. Le personnel de l'hôpital, assisté par troie docteurs de Médecins sans frontières, était débordé et deveit « choisir qui soigner, sachant qu'à chaque moment quelqu'un d'eutre elleit mourir

Louis Gentile e précisé que ce lundi-là, tout le monde à Srebrenica était très inquiet, d'abord parce que c'était le début de l'opération de contrôle de la zone d'exclusion eérienne, et eussi parce que le convoi du HCR de la veille était reparti à vide, ce qui, selon lui, «s eu l'effet négatif de précipiter des bombardements comme punition. Un autre convoi était attendu le lendemain, et il n'est pas illogique de penser que les Serbes ont voulu encourager la population à évacuera. - (AFP.)

SLOVAQUIE

Manifestation antigouvernementale à Bratislava

PRAGUE

de notre correspondent

Plusieurs milliers de personnes, venues de toute la Slovaquie à l'ap-pel de la Confédération des syndicats slovaques (KOZ), ont manifesté, ven-dredi 16 avril, à Bratislava, contre la politique économique et sociale du gouvernement de Vladimir Meciar. Le gouvernement n'a tenu aucune de ses promesses. Sa politique conduit à la dévastation de l'économie slovaque et à l'appairrissement de la population, ont estimé les dirigeants de la KOZ, qui avaient pourtant largement eidé à le victoire de M. Meciar aux élections de juin 1992. Cette première manifestation de mécontentement de la population

slovaque depuis l'indépendance, en janvier dernier, s'inscrit dans un contexte de nette dégradation économique. Le budget de l'Etat s atteint, après trois mois de fonctionnement, un déficit de 13 milliards de couronnes (2,6 milliards de francs), les réserves en devises ont baissé et ne couvrent même plus trois mois d'importations. Les entreprises ne vendent ni n'exportent quasiment plus, et les menaces de faillites inquièteni la population déjà touchée par le Des sondages récents font état d'un désenchantement croissant des Slovaques et d'une chute de la popularité de M. Meciar, dont la position au Parlement s'est par ailleurs fragilisée.

La «recomposition» polítique a déjà commencé

ITALIE: les référendums des 18 et 19 avril

Quaranta-sept millions et demi d'électeurs italiens sont eppelés, dimanche et fundi matin 18 et 19 evril, à se prononcer sur huit référendume, dont certeins pourraient être décisifs pour l'avenir du pays (le Monde du 17 avril).

ROME

de notre correspondante

Les électeurs n'out même pas encore fini de réfléchir à tous les bulletins qu'ils glisseront dans l'urne, que déjà les spéculations vont bon train sur « l'après réfèrendum.». Les sondages, il est vrai, annoncent une très forte victoire du «oui» aux principales questions posées. Le quotidien la Repubblica de samedi, qui a interrogè nombre de directeurs d'instituts spécialisés, croit même savoir que le référen-dum sur le mode d'élection au Sénat - «cœur» de la consultation - l'emporterait avec un record de 78 % des voix! En tout cas, les marchés boursiers ont déjà voté «oui» et la lire, en légère reprise ces derniers jours, e'est redressée vendredi face en mark allemand.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les grandes manœuvres légèrement assourdies en nom de l'intérêt supérieur du changement, ressurgissent ovec plus d'évidence notamment dans le cian du «oui». L'heure n'est pas encore vraiment au partage des dépouilles, mais pas loin, et comme le dit en ironisant le dirigeant radical Merco Pannella, « il y a beaucoup trop de pères à se pencher sur le berceau

Le chef de la Ligue lombarde, Umberto Bossi, qui ne désespère pas oon plus d'emporter les élections locales dans quelques semaioes, e déjà esquissé sa vision ment de soixante jours pour faire uoe mini-réforme électorale. ensuite élections avec scrutin uninominal ou Sénat et proportioonelle «corrigée» (la serait l'innova-tion) à la Chambre des députés. But ultime de tonte cette opéra-tion : enclencher, au-delà du réfé-rendum, le mécanisme qui ouvrirait la voie au fédéralisme, credo

Le PDS devant la démocratie chrétienne?

Toujonrs dans le camp des futurs « vainqueurs », le PDS (excommuniste), s'est vu gratifier en début de semaine d'une étonnante étude publiée par II Giornale, dont il ressortait que ce parti, jadis bête noire des électeurs bien pensants, dépassait à présent la démocratie chrétienne (DC) dans les intentions de vote. Et son secrétaire, Achille Occhetto, n'e de cesse de déclater Occhetto, n'e de cesse de déclarer sa « disponibilité » pour une future majorité de gonvernement. Offre de services si pressante que le diri-geant de la DC, Mino Martinaz-zoli, déjà affaibli par les scandales qui ont miné son parti, n'a guère envie de passer, à très court terme, sous les fourches candines du PDS. M. Martinazzoli, qui a annonce une refonte complète du vieux parti pour le mois de juin - il est même question d'en changer jus-qu'au nom – a clairement expliqué dans plusieurs interviews que sa formetion, même en ruines, e n'irait vers nucune alliance en

En un mot, avant même d'avoir gagné, la fragile alliance référen-daire laisse voir ses incompatibilités internes. Ce qui ne facilitera pas la tâche du futur gonverne-ment, Lequel d'ailleurs? Car la eussi, grand mystère. Giuliano Amato a déciaré vendredi, que son « gouvernement était arrivé au ter-minus de sa destination ». Le président du Conseil se rendra an plus tard mardi matin an Quirinal, pour, a-t-il dit, «étudier les procé-dures et décider».

robe de bure et costume de péni-

Et eprès? Goovernement de transitioo institutionnel evec le l'cité avec la Mafia sicilienne, et un récemment en Italie. - (AFP.)

TURQUIE

Le PKK prolonge «jusqu'à nouvel ordre» son cessez-le-feu unilatéra

Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK. séparatiste marxiste-léniniste). Abdalleh Ocalao, dit Apo, a annoncé, vendredi 16 avril lors d'une conférence de presse à Bar-Elias, dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, que son mouvement prolongeait « jusqu'à nouvel ordre » le cessez-le-seu unitatéral qu'il applique depuis le 20 mars et qui expirait jeudi. Le PKK mène une rébellion armée daos le Sud-Est anatolien de la Tnrquie à majorité kurde. Apo a également réclamé « l'ouverture par le gouvernement turc d'une discussion publique sur les droits des Kurdes dans un cadre fédéral».

La conférence de presse s'est tenue en présence du chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, irakien), Jalai Talabani, du dirigeant eo exil du Parti (ture) socialiste du Kurdistan (TKSP), Kemal Burkay, et de cinq députés du Parti traveilliste du peuple (HEP, le seul parti prokurde représenté au Parlement turc). Mercredi, dans l'attente d'une reconduction du cessez-le-feu, les dirigeants de la coalition gouvernementale turque evaient indiqué qu'Ankara souhaitait « In prolongation de In paix » dans le Sud-Est anatolien. Tontefois, les forces de sécorité contiouent leurs opérations contre le PKK. - (AFP.)

entrepreneur, Enrico Nicoletti, cinquante-sept ans, lié à la Camorra napolitaine. D'entres arrestations seraient intervenues dans des milieux criminels liés au terrorisme d'extrême droite. L'opération, nommée «Coliséen, a été rendue possible grâce à la collaboratioo de Maurizio Abbatino, trente-huit ans, un mafieux arrêté en janvier 1992 à Caracas et extradé

MARIE-CLAUDE DECAMPS

dolini, ou celui de la Chambre

Giorgio Napolitano? Ou même

encore un « Amato bis »? Le presi-

dent de la République, Oscar Luigi

Scalfaro, resté sur la réserve ces

dernières semaines, a déclaré que

« les chambres tiendraient absolu-

ment compte de la volonté popu-

laire » exprimée à travers le réfé-

rendam qui marque « une date

importante» – le « passage d'une

vieille situation à une autre, que

l'on espère nouvelle » – ajoutant que «dans aucun cas il n'y aurait

et devrait y avoir de « vide du pon-

voir». Ce qui serait particulière-

ment dangereux dans le climat

malsain de règlements de comptes

et de rumeurs qui règne actuelle-

D'autant que le président de la

République sait que la semaine qui s'annonce sera difficile. Ontre

l'après-référendum à gérer, il fau-

dra tenter d'exorciser les erreurs et

la confusion du passé, à travers

deux rendez-vous importants en

milieu de semaine : la réunion de

la commission du Sénat sur une

éventuelle levée de l'immunité par-

lementaire de l'ex-président du

Conseil Giulio Andreotti, et le

déhat à la Chambre sur la levée de

l'immunité de Bettino Craxi. Dans

ce dernier cas, la commission ad

hoc de la Chambre e déjà donné

son feu vert, il y a quelques

a 56 arrestations à Rome dans le cadre d'une opération anti-Mafia. - 56 personnes ont été arrêtées au cours d'une opération anti-Malia lancée dans la mit du jeudi 15 au vendredi 16 avril à Rome par la police italienne, a-t-on appris de source judiciaire, Les policiers ont notamment appréhendé Ernesto Diotallevi, quarante-peuf ans, soupçonné de compli-

LOIN DES CAPITALES

· Dixmude, haut lieu flamand

DIXMUDE

de notre envoyé spécial

ULLE pert ailleurs, le « plat pays » ne mérite eutant son nom qu'ici. Seuls les arbres plantée eu bord d'innomvoice d'eau bouchent la ligne d'horizon sur laquelle ciel, mer et terre se confondreient à perte de vue sane le mur d'immeublee érigé tout au long du littoral entre Niauport et Ostende.

« Impossible de rater la Tour de l'Yser, vous le verrez da foin », avait prévenu l'aubergiste, étonné qu'on puisse s'imaginer que le monument passe inaperçu. A le sortie de Dixmude (Dikemuide pour lee néerlendophones), sur la route de Nieuport, elle e'élève, noire dans un ciel noir. De ses 83 mètres et de ses 482 merchee intérieurss, elle surplombe la crypte et les tombes des soldats morts. Partout our ces monuments, les mêmes initiales : AVV-VVK. Pour Alles voor Viaanderen, Viaanderen voor Kristus, « Tout pour la Flandre, le Flandre pour la Christ.».

Pendant la guerre de 14-18, dans catte région très catholique où une statue de la Vierge orne encore certaines façades, beaucoup de prêtres engagés volontaires comme brancardiers e'unirent aux intellectuels flamingants sous les ermes pour former le frontbe-weging (mouvement du front) qui fut un dee multiples avatars de ce qu'on eppelle le Mouvernent flemand. Celui que formèrent des hommes divers, insurgés contre l'hégérnonie francophone dans le classe dirigeante belge tout au long du pramier siècle qui suivit l'indé-

> Sauvés par l'eau

Ce qui était déjà mal supporté dans les universités ou devant les tribunaux le fut encore plus mal quand les ouvriers et employés flamands mobilisés pour contentr l'invasion ellemande furent placéa sous le commandement d'officiers incapebles de s'exprimer dans leur langue. Malgré son interdiction, en 1917, le frontbeweging, ne dés-arma jamais pour revendiquer l'égalité linguis-

tique dans le combat national. Avec son beffroi, son hôtel de ville néo-go-Avec son beirro, son note de vier inso go-thique, sa Grand-Placa sux proportions har-monleuses, ses ruelles conduisant au bégui-nega, Dixmude resaemble à dea dizaines d'autres localités flamandes. Prospères, proprettes, balayéee par une bise marine qui apporte jusqu'eu « cantre ville » l'odeur un peu écœurante de la terre flamande gorgée d'eau, d'angreis chimiques et de lisier. Seulement, Icl. tout est neuf, reconstruit à l'identique après le grand camage. L'église Saint-Nicoles

est la fidàle reconstitution de celle du XIVe siècle, réduite à un tas de pierres, comme le montre une photo d'époque encadrée dens la nef. Autre encadrement : «Le jubé de Dixmude, d'eprès nature, 1913». Cette belle ouvrage-le, les hommes n'ont pas su le refeire.

Dixmude et la bataille de l'Yser font partie de l'histoire commune encore enseignée aux écoliers flamands et walkone. 10 octobre 1914 : le roi Albert - décline une proposition franco-britannique de se réfugier chez les elliés et décide de rester evec ses quelque 60 000 soldets, épuisée par une première batallle. 16 octobre : précédés de terrifiants barrages d'artillerie, les vagues d'assaut allemandes prennent pied sur la rive gauche de l'Yeer, stteignent le ligne de chemin de fer Dismude-Nieuport, avant de sa faire repous-ser à la balonnette. 28 octobre : la pression allemande s'accentuant, le génie militaire, guidé par les éclusiers Geerarerts et Cogge, ouvre les écluses de la mer du Nord, l'eau se répand sur tout le front, inondant des terrains parfois situés sous le niveau de la mer, et fige situation. Une implacable guerre de tranchée commence pour quatre ans.



«Plus jamais la guerre », implorent en néer-landais, français, anglais et ellemand des ins-criptions sur la Tour de l'Ysar. La Mouvement flamand a une composante pacifiste, encore nette dans la classe politique néerlandophone. Mais, su fil des années, et au prix, peut-être, d'un certain détournement des aspirations d'origine. Dixmude est devenue la cité symbole des flamingants. Inaugurée en 1930, le Tour de l'Yser fut chaque été le lieu de pèlerinage de milliers de Flamanda parmi lesquela l'aile nationaliste de droite évinça en parde le courant entimititaniste. En 1945, des entifiamingants dynamitèrent l'ouvrage. On en reconstruisit un eutre entre 1952 et 1965.

plus mastoc, plus solide pour défier le temps et les adversaires de l'intérieur.

Un « comité du pèlerinage de l'Yser» veille à le grand-messe annuelle du mole d'eoût. Des milliers de personnes affluent fidèlement à Dismude, nationalistes de droite, excités de groupuscules marginaux, meie eussi personités socialistes et sociales-chrétiennes des coalitions gouvernementales. En 1991, Hugo Schlitz, alors vice-premier ministre dens le gouvernement netional, était parmi les 35 000 « pèlerins » qui écoutèrent Lionel Vandenberghe, président du comité, demender l'autodétermination pour les Flemends, les Kurdes, les Pelestiniens, les Baltea, les Slovènes et les Croates.

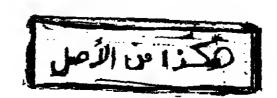
« Commonwealth néerlandonhone »

L'été demier, la pluie tombant dru, l'assistance n'était que de 25 000 personnes. Mais, au milieu d'un océan de parapluies, M. Vandenberghe fit sensation devant les caméras de télévision : « Amis wallons, nous avons vécu cent soixante ans ensemble sans parvenir à être heureux. Divorcons, allons chez le notaire comme le font Tchèques et Slovaques [...] Vous lorgnez déjà vers la France. Je vous souhaite bonne chance. Nous formerons un Commonwealth néerlandophone de 21 millions d'habitante et mettrons ainsi à l'abri. dens une Europe unie, notre identité, notre langue et notre culture. »

Le caractère posé de cette déclaration, ce ton de constat paisible, inquiètent bien plus que les rodomontades des nervis soversoie qui ont insulté le roi Baudouin quand celui-ci est venu inaugurer la cycle des manifestations prévues dans le programme « Anvers, capitale culturelle de l'Europa », le 26 mers, et ont repris, devant des touristes médusés, le slogan « Crève Belgique ». De très paisibles Flamands viennent se faire photographier en famille devant le Tour de l'Yaer, toujours aimables pour renseigner le francophone dans sa langue, dès lors que son absence d'accent atteste qu'il n'est pas un Belge de mauvaise volonté, incapable de a exprimer en néerlan-

Cas families sont la Flendre orofonde, en tout cas une partie d'ella. L'eutre partie se demande ca qui se dire au prochain « pèle-rinage », en ce lieu qui, sprès avoir été le théâtre de la plus grande épopée du jeune royaume, pourrait davenir calui où son histoira s'arrêta. Si, par malheur, certains démons l'emportent sous le crucifix rouillé dressé à l'entrée de la crypte du souvenir.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE



scepticisme de le population face à la transition économique, le gouvernement hongrois a ennoncé, vandradi 16 avril, le mise en route d'un programme dit de « privatisation de masse ». BUDAPEST

de notre correspondant

Trois ans après le changement de régime, la Hongrie vient d'opérer un tournant dans sa politique de privatisation. Le gouvernement conservateur de Budapest a donné son feu vert, vendredi 16 avril, à un projet visant à «accèlèrer» et «démocratiser» la vente des entreprises d'Estaser» la vente des entreprises d'Etat, à un an des prochaines élections législatives. Selon les informations divulguées à l'issue du conseil des ministres bebdomadaire, ce programme, contamment baptisé « privatisation de masse», doit démarter à la fin de l'année ou au début 1994, après avoir reçu l'approbation du Parlement.

Même si le gonvernement se borne, pour l'instant, à ne dévoiler que les grandes lignes de ce programme, son contenu fait l'objet de vives polémiques depuis plusicurs mois. Farouehement opposé à ce projet, l'encien ministre des finances, Mihaly Kupa, a demis-sionné au mois de février en Invo-quant, notamment, un profond différend evec son bomologue chargé des privatisations, Tamas Szabo, récemment nommé chef de la campagne électorale de 1994 pour le parti du premier ministre,

L'enjeu de ce oouveau programme est autant politique qu'éco-nomique. Conscient de la nécessité d'accélérer les privatisations, le gou-vernement e cherché un compromis entre le modèle tchécoslovaque de distribution gratuite de propriétés de l'Etat et la privatisation par les scules forces du marché, en vigueur en Hongrie jusqu'à présent. Or cette dernière pratique s'essouffle : au bout de trols ans, seul 16 % du

September 12.

Pour tenter de dissiper la patrimoine de l'Etat, évalué à deux mille utilizards de forints, ont été vendus (1).

> Le gouvernement doit donc impé-Le gouvernement doit donc impérativement activer ce processus car la valeur des entreprises invendues diminue à vue d'œil, alors que les finances publiques dépendent de plus en plus des recettes des privatisations à cause du gonflement spectaculaire du déficit budgétaire. Autre raison de presser le pas : l'intérêt initial pour la Hongrie de la part des investisseurs étrangers est retambé depuis l'onverture des marchés des autres ex-pays socialistes.

Révision à la baisse

Politiquement, il y a aussi urgence. Pour désamorcer la contestation des mouvements d'extrême droite qui dénoncent le « bradage » du patrimoine, le gouvernement veut associer davantage de Hongrois nux privatisations, largement dominées par le capital étranger. Il cherche aussi, à un an des élections, à jeter les bases d'un « capitalisme nonulaire » nour tenter de montrer à jeter les bases d'un «capitalisme populaire» pour tenter de montrer que les bénéfices de la transition économique ne sont pas seulement le fait d'une poignée de privilégiés. «Nous devons changer l'image de la privatisation qui devient de plus en plus négative avec la montée du chômage», souligne György Lajtai, l'un des dirigeants de l'Agence pour la privatisation (AVU).

Le programme annoncé vendredi est nettement plus modeste que le projet initial. Il vise à stimuler la demande intérienre en offrant des crédits evantageux à ceux qui achètent des actions dans les sociétés d'Etat. Les ambitions ont été revues à la baisse car « seul un nombre limité d'entreprises solvables o pu être trouvé pour ce projet qui doit représenter le minimum de risques ofin de renforcer la confiance de la population», constate M. Lajtai.

Au total, trois categories d'entreprises ont été retenues. Il y a d'abord une dizaine de grosses compagnies, obligatoirement cotées en Bonrse, incarnent les «valeurs sûres», parmi lesquelles on parie de la société nationale des télécommunications, le groupe Hungar Hotels ninsi que la chaîne de magasine Centrum. La priorité est toutefois réservée aux investisseurs «stratégi-ques», dont le capital (généralement

étranger) sera majoritaire. Le reste (5 % à 20 % des actions) serait alors

réservé aux petits porteurs. Ensuite, il y a le cas des sociétés déjà privatisées au sein desquelles l'AVU dispose « d'actions résiduelles ». Celles-ci pourraient être vendues au rabais par l'intermédiaire de finds d'investissement. Enfin, il y a la situation plus délicate des entreprises en cours de restructuration où les managers actuels auront des options prioritaires et

«Le pari d'un big bang n été écarté», insiste M. Lajtai . «Plus qu'une privatisation de masse, nous omptons davantage sur une partici-pation de masse.» L'Etat espère, en effet, aftirer environ un million de personnes en mettant à la disposipersonnes en metiant a la disposi-tion du public un crédit gratuit de cent mille forints, renboursables sans intérêt sur une période de cinq ans. Autre incitation : dès la souscription du prêt, les actionnaires pourront participer aux dividendes et bénéfi-cier du droit de vote avant méme l'acquittement de leur dette.

Ce tournant doit encore surmondeux obstacles. D'abord, la méfiance de la population qui rechigne depuis trois ans à mobiliser son épargne vers des investissement productifs, préférant le faire fructi fier sur des comptes bien rémunérés Ensuite, la bataille politique s'an-nonce rude. L'opposition a jusqu'é présent réservé un accueil mitigé à ce projet, taxé de « dirigisme populiste» et y a surtout vu une «manœuvre électorale».

YVES-MICHEL RIOLS

Un franc veut environ 15 forints.
 Les chiffres cités proviennent de l'Agence pour la privatisation.

RUSSIE: à l'approche du référendum du 25 avril

Les chefs d'Etat de la CEI ont apporté leur soutien à M. Eltsine

Réunis à Minsk vendredi 6 nvril, les chefs d'Etat de la CEI ont exprimé leur soutien au président Eltsine, estimant que l'evenir des réformes et de la CEI elle-même dépendait de l'issue du référendum du 25 evril. MOSCOU

de notre envoyé spécial

Cette journée du 16 avril aurait pu être marquée d'une pierre blanche sur l'agenda électoral de Boris Eltsine. D'abord, l'annonce de la suspension sine die du pro-cès des putschistes d'août 1991, en raison de la maladie d'un des accusés, faisait bien l'affaire du président russe. Ce dernier, peu soncicux en fait d'offrir une tribune sux communistes avant le référendum du 25 avril, sveit d'ailleurs émis le souhait que les premières semaines du procès soient cantonnées à des questions de procédure. Souhait plus qu'exaucé : non seulement le tri-bunal militaire a tenu compte de l'indisposition d'Alexandre Tiziakov, qui devrait durer plusicurs semaines, pour interrompre les débats, mais il est elair maintenant que les querelles de procedure reprendront dès la reprisc du

Autre motif de satisfaction pour le président russe : le soutien sans faille qu'il a reçu des chefs d'Etat de la CEI, réunis à Minsk pour un sommet convoqué apparemment dans le seul but de manisester cette soliderité. Le président ukrainien, pourtant le plus contestataire à l'égard de la CEI et celui qui donne le plus de fil à retordre à Moscon, s'est mootré le plus oct. « Si la Russie, s affirmé Leonid Kravtchouk, continue à s'avancer sur la vole des réformes prises par Boris Elt-sine, la CEI existero, sinon, elle n'existero plus car les forces les plus actives en Russie ne veulent

pas de lo CEI mais de l'URSS, » «La victoire des réformes et la réalisation du processus en cours nous intéressent tous », a ajouté, plus prudent, le président ouzbek, Islam Karimov.

Même tanalité chez Noursoultan Nazarbacv, le président du Kazakbstan : « Tous les membres de la CEI sont concernés par le progrès des réformes en Russie, et le garant de ces réformes, c'est le président élu au suffrage univer-sel. » Formez le ban.

> Gaspillage des biens nationaux

Le matin, Arkadi Vnlski, prėsenté comme le « patron » des industriels russes, avait apporté son soutien non pas directement nu président Eltsine, mais au premicr ministre, Viktor Tchernomyrdine, qui vient d'ailleurs. lui aussi, du complexe militaro-in-dastriel. M. Volski, un des responsables du monvement « cen-triste » Unioo civique, a rejeté l'idée de la formation d'un gouvernement de coalition, estimant que ce dernier ne pourra être formé qu'au vn des résultats d'élections anticipées permettant de déterminer l'audience de chaque parti.

Las! Alexandre Routskoï, qui fait d'ailleurs partie lui aussi de l'Unioo civique, jour les trouble-fête et jeta un beau pavé dans cette passible unanimité. S'adressant au Soviet suprême, dans no discours retransmis intégralement à la télévision, le vice-président avertit d'abord qu'il ne démissionnerait pas, comme le lui avait conseillé Boris Eltsine. « Seul le peuple peut décider de mon sort, j'ai été élu en même temps qu'Eltsine. Je n'ai pas entendu de demandes de démission émanant du peuple v, martela M. Routskoï avaot de se livrer à une attaque en règle contre ce qu'il nomma « le gaspilloge inous des blens notionaux » commis par les res-ponsables de l'exécutif.

S'en prenant nommément à l'ancico premier ministre Egar Gaïdar, à l'éminence grise de M. Eltsine, Guennadi Bourboulis, mais aussi à deux ministres aetucliement en exercice, Vladi-mir Choumeiko et Anatoli Tehoubaïs, le vice-président dénonça ensuite la création d'« un réseau d'organisations commerciales criminelles » ayant réalisé des for-tunes de « milliards de ronbles ».

Selon lui, les revenus de l'éconamie parallèle se montent à près de 5 milliards de dollars et les exportations illégales de matières premières et de devises oscillaient eutre 17 et 40 milliards de dollars pour la seule année 1992. Autre cbiffre avancé : les « structure parallèles » controlcraient 45 % du produit national brui.

Parlant d'une voix assurée, n'hésitant pas à utiliser des dossiers qu'il montrait aux députés, M. Routskoï s'était vraisembla-blement préparé depuis longtemps cette contre-attaque. Le viceprésident, qui apparaît dans les sondages comme une des seules personnalités politiques capables, pour le moment, d'inquiéter M. Eltsine lors d'une éventuelle élection présidentielle, a pris

JOSÉ-ALAIN FRALON

D AZERBATDJAN: bombsrdcment arménien. - Trois avions de chasse arméniens ont bombardé vendredi 16 svril les villes de Fizouli et d'Agdam, dans le sud et l'ouest de l'Azerbaïdjan, où les combats se poursuivent, a indiqué l'agence russe ltar-Tass citaot des sonrces de Bakou. Les troupes azerbaīdianaises auraient repoussé, seloo Bakou, une oouvelle offensive arménienne au sol sur Fizouli.

AFRIQUE

FOR CONTRACT MALLS I

Angola: dans Huambo dévastée

Désormais aux mains de l'UNITA, la capitale des hauts plateaux, privée d'aide humanitaire, survit dans des conditions très précaires et témoigne de l'âpreté des combats

HUAMBO

de notre envoyé spécial

A l'entrée de la ville, les restes d'un blindé pulvérisé par un obus antichar ont été repoussés sur le côté. Des camions, roues en l'air, eisent comme des insectes morts, un peu plus loin. Traversée de noit, Huambo o'est qu'nne enfilade de rues couvertes de poussière et de détritus, aux maisons défoncées par les bombes et aux murs criblés de balles. Uoe ville fantôme, sans lumières ni sons, surprise à la vue du convoi qui, sous bonne escorte, transporte les premiers journalistes nutorisés à entrer dans la ville depuis l'arrêt des combats.

lci, durant deux mois, des milliers de soldats des troupes gouvernemen-tales ont affronté leurs adversaires de l'Union nationale pour l'indépen-dance totale de l'Angola (UNITA). Commencée début janvier, la bataille s'est terminée le 7 mars par la défaite des gouvernementaux. Menée avec la férocité propre aux combats de rues, sans antres témoins que les combattants et les habitants piégés sous un déluge de leu, elle a donne à l'UNITA, dure-ment affectée par la défaite électorale de septembre dernier, la possibilate de septemore demier, la possib-lité d'un spectaeulaire retour politique. Après avoir perdu Huambo, le gouvernement angolais affirmait que la ville, vidée de ces habitants, était désormais rayée de la carte. Tel n'est pas le cas. Demeurée miraculeusement à l'écart des combats, la Huambo des faubourgs populaires a été épargnée. C'est la que l'UNITA compte ses meilleurs soutiens, partisans à l'enthousiasme soigneusement réchauffé pour acqueille d'a passe d'agandage. accueillir « la presse étrangère », priée de prendre bonne note des

En revanche, le centre de la cité et les quartiers résideotiels, où vivaient et travaillaient les fonctionnaires du gouvernement, apparais-sent complètement ravaés. Aucune maison tra échappé aux bombarde-ments sériens, aux tirs de mitraillcuses ou aux obus de mortiers. Dans le quartier sud de la ville, non loin de la route qui mène à l'aérodemeure patricienne qui abritait Jonas Savimbi, n'est plus qu'un tas de gravats. Dès le début des affron-tements, les avions de Luanda l'ont prise pour cible dans l'espoir d'y ensevelir le chef de l'UNITA. Une bombe l'a frappée de plein fouet, soufflant le toit et les murs. Une autre a creusé un cratère de trois mètres dans le jardin. Les maisons voisines sont, elles aussi, détruites.

Non loin de là, des dizaines de femmes, balais et sacs d'osier à la main, s'emploient à déblayer les mes des vestiges de la guerre, sans paraître se soucier des mines encore enfouies dans le sol. Un char, tourelle et chenilles arrachées, est immobilisé devant l'école maternelle que tenait une congrégation reli-gieuse. Des cahiers souilles traînent par terre, au milieu de débris de verre, de brodequins troués et de boîtes de conserve rouillées. Dans une salle de classe, des livres jon-chent le sol. Un opuscule promet l'espoir par la prière. Un autre, rédigé en français, décrit les précautions à prendre contre la malaria. «Le moustique apporte le malheur»

Pillages

Aucunc des villas qui bordent cette avenue cossue n'est intacte et rares sont celles encore habitées. Pendant comme après les combats, toutes ont été pillées, ainsi que les immeubles de l'avenue du 8 février, principale artère de la ville, vidés de leur contenu par les combattants et les civils. Des chars et des camions noircis par les flammes sont encore visibles en plusieurs endroits. Su des eentaines de mètres, les bâtiments ont été défoncés au mor-tier ou bombardés par l'aviation. La concentration des impacts de balles désignent les maisons où les affron-tements ont été les plus acharnés. Quelques sans-abri campent dans les locaux les moins touchés.

Un ouragan semblable a frappé les abords du palais du gouverneur, du siège de la télévision, de la direc-tion de l'agriculture et des finances. Comme le: autres, ce quartier a été soignensement pillé. De la Banque nationale, il ne reste que le coffrefort descellé et onvert à l'explosif. Sur le trottoir, rassemblés par des équipes de nettoyage, s'enfassent des douilles d'obus, un lance-granade et quelques uniformes abandonnés par les vaiocus. Des détritus brûlent doucement dégageant une forte odeur de caoutchoue:

Pris et repris durant les combats, le palais du gouverneur, bâtisse de pur style colonial, n'n plus que la moitié de son toit. Les balcons du premier étage pendent dans le vide, désarticulés. Les archives ont été dispersées sur le sol. Partiéres ouvertes, le vébicule réservé aux hautes personnalités de passage est encore garée derrière le bâtiment,

sans roues ni vitres. Uoe rafale e du mouvement de M. Savimbi, à traversé la voiture de part en part, à hauteur d'horame. « C'est celle qu'n utilisée le président Dos Santos lorsqu'il est venu à Huambo lors de la campagne électorale», explique l'un des officiers de l'UNITA qui, visiblement, regrette que le chef de l'Etat n'y soft pas resté...

Un mois après la fin des combats, l'UNITA, mieux rompne à la guérilla qu'à l'administration, est, pour la première fois de son existence, confrontée aux contraintes de la gestion d'une ville qui compte quelque 400 000 survivants. Militairement parlant, la prise de Huambo est un d'armes récupérées sur l'ennemi emplissent désormais les arsenaux

côté des chars et des canons saisis dans les hangars de l'école militaire. Un matériel qui pesera aussi lourd dans les combats que dans les négo-

Pour le reste, l'affaire se présente moins brillamment. Huambo man-que de carburant pour faire tourner ses générateurs et ses usines, de médicaments pour soigner ses malades et ses blessés, de nourriture et de vêtements nour alimenter et vêtir ses habitants. L'hôpital central privé, comme toute la ville d'électricité, n'a ni équipements, ni médica-ments, ni literie. La saleté y est repoussante et l'air irrespirable. On y fait la cuisine en plein air, en brûlant les arbres du jardin. Ce

jour-là, l'unique repas quotidien se composait de haricots et de choux. Repas fastneux : la veille, les malades avaient du se contenter d'un soupe d'eau claire. Paradoxale-ment, la longueur et la férocité des combats a évité à l'hôpital d'être submergé de blessés. La plupart des victimes de la bataille sont mortes sur place, faute de soins, ou achevées, puis enterrées dans des fosses communes, voire dans les jardins proches des lieux où elles étaient

Sur les marchés de San-Pedro et de Kanata, l'épi de maïs et la pomme de terre se vendent à l'unité, à côté des téléviseurs et des médicaa cote des televiscurs et des medica-ments vulés durant les pillages. Depuis la fin des combats, les orga-nisations bumanitaires n'ont rien pu faire, bloquées à Luanda par un gou-vernement visiblement peu pressé de porter assistance aux populations passées sous contrôle de l'ennemi. passées sous contrôle de l'ennemi. Non sans raison, le nouveau gouver-neur de la ville, nommé par l'UNITA, accuse le gouvernement d'otiliser l'arme alimeotaire en échange de concessions pohitiques.

« Nous ne céderons pas », assure-t-il. Mais il sait mieux que personne combien la situatinn pourrait se révéler incontrôlable si l'aide tardait à venir. Pour l'instant, assommée par la guerre, la population demeure GEORGES MARION

Premier accord aux pourpariers d'Abidjan. - Au terme d'une nouvelle réunion de négociation à Abidjan, les délégations du gouvernement angolais et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ont annoncé, vendredi 16 avril, qu'elles acceptaient le principe d'un partage du pouvoir. Mais un représen-tant de l'UNITA a dit qu'un accord de paix, comprenant d'abord uo cessez-le-feu, était loin d'être conclu. La questinn de la participation de l'UNITA au gouvernement angolais était le troisième des neuf points à l'ordre du jour de la conférence patronnée par les Nations unies et le premier sur lequel les belligérants sont par-

venus à s'entendre. - (Reuter.)

Luanda aurait perdu plus de 10 000 hommes dans la bataille

Peu de blessés, pas de prisonniers

HUAMBO

de notre envoyé spécial

La bataille d'Huambo est l'aboutissement de la crise politiqua nouée en septembre 1992, à l'issue da la défaite électorale de M. Savimbi et de son mouvement. Estiment les résultats frauduleux, le chef de l'UNITA s'était retiré dans son fief des hauts plateaux, refu-sent de participer à la poursuite du sem de participer à la poursure du processus de pacification tant que la contentieux des élections na sarait paa réglé. Au mêma moment, en violation des accords de paix, ses troupes faisalent mou-vement dans plusieurs régions du pays, où elles consolidaient leurs

Perdant patience, Luanda ripostait le 30 octobre 1992, en faisant massacrer, dans la capitale, nom-bre de cadres et militants de l'UNITA, dont plusieurs proches de M. Savimbi. La même opération de «nettoyage» se répétait, début jan-vier, dans les villes côtières de

Espérant écraser définitivement

l'UNITA, les forces gouvernemen-tales tentaient, le 9 janvier, une opération similaire à Huambo, deutême ville du pays. Mais, cette fois, elles s'y heurtelent à una forte résistance. Le 7 mars, au terme de cinquante-cinq jours da combats achamés, ce qui restait de l'armée gouvernamentala abandonnait la ville, qui passait, dea lors, sous le contrôle total des partisans de M. Savimbi. Luanda n'a jamais rendu public la chiffre des forces engagées dans le bataille, ni celui de ses pertes. Invoquant des eraisons de sécurité », l'UNITA a nbservé le mêma silence. Mais selon l'un de ses responsables militaires, in liautenant-colonel Alfonso Pinto, les troupes gouvernementales étaient fortes de 12 000 à 15 000 hommes, 800 d'entre eux, seulement, auraiem

Lobito et de Banguela, où, de plu-sieurs sources, on faisait état da massacres systématiques. combets, et 300 autres auraient été faits prisonniers. Ainsi, de 11 000 à 14 000 hommas auraient été tuéa. Pour se pert, un' médecin de l'hôpital militaire nous a parié de emilliers de morts a ayant transité par la morgue. Seule certitude : les blessés survivants et les prisonniers sont peu nombreux.

A ce bilan, il faut ajouter las pertes civiles. Selon le lieutenantcolonel Pinto, qui se dit incapable de produire autre chose qu'une astimation, da 1 000 à 6 000 civils auraient été tuéa, la plupart dans les bombardements et les mitraillages aériens auxquels se sont livrées les troupes gouvernementales. Quant aux exactions qui, aprèa la bataille, auraient été commises per l'UNITA sur ses déclaré : «Les débordements ont été moins graves que ce que nous avions craint. M. Savimbi est intervenu personnellement.»

Will's

Le samedi 2 mars 1991, pen avant minnit, Rodney King, vingt-six ans, et deux amis, Freddie et Bryant, prennent leur voiture et empruntent l'autoroute 210 pour « sortir de leur banlieue ». Ils ont déjà bu plusieurs bières, non pas de la bière ordinaire, mais de la «malt liquor», une bière à hante teneur en alconi. Comme l'a racooté Bryant Allen Inrs de snn témnignage, ils allaient «chercher des filles». Les trois amis quittent Altadena, un quartier limitrophe au nord de Los Angeles, sur les pre-miers contreforts des montagnes de San-Gabriel. La famille King y est propriétaire d'un bungalow en bois. Les habitants des alentours sont principalement des familles noires et mexicaines, qui, bien que modestes, s'effnreent d'entretenir leurs jardinets, de veiller à l'éducation de leurs enfants et de rester dignes. Mais les jeunes comme Rodney ou Bryant finissent souvent mal. Bryant a quitté l'école à dix-sept ans pour aller en prison. Rodney a déjà été condamné à la prison ferme pour avoir dévalisé une épicerie et volé 200 dollars. Le soir du 2 mars, Rodney King

bénéficie d'une mise à l'épreuve, eprès avoir écrit une lettre su juge. Il travaille comme ouvreur dans le grand stade de base-ball de Los Angeles. Conduisant à tnote allure dans la descente qui mêne à Lake view Terrace, Rodney King raconte qu'il n'evait pas remarque derrière sa voiture les flashes d'une voiture de police. Bryant, quant à lui, se souvient de la sirène; il demande à Rodney de s'arrêter. Mais King accélère et sort de l'autoroute. Après quelques minutes de pour-suite, pendant lesquelles plusieurs voitures de police se sont regroupées, Rodney King gare sa voiture sur le côté de la route à l'entrée du parc d'Hansen Dam. Uoe femme parmi les policiers, Mélanie Singer, pointe son arme sur la voiture et ordonne à King de sortir et de gar-der ses mains bien en vue. Sur le film vidéo de M. Holliday, incomplet et en partie flou, on voit trois policiers." MM. Powell, Wind et Briseno frapper et frapper encore à raques metal homme qui rampe sur le sol, tandis que le sergent Koon supervise l'arrestation. Plusieurs personoes en uniforme observent la scène sans intervenir. Les menottes sont finalement passées à King, une ambu-lance vient le chercher. M. Holliday propose plus tard son film à une ebeine de télévision locale qui l'achète nour 500 dollars. La chaîne CNN le reprend et le diffuse.

Ces images de brutalité policière, au mnmeot oò les Etats-Unis, en pleine opératina «Tempête du désert» en Irak, se veulent plus que jamais les champions de la démo-cratie, scandalisent le monde. Le

₹.

président Busb se dit « malade » devant cette violence. Le chef de la police, Daryl Gates, parle d'une aberratinn. Une commissinn d'enquête est formée, dirigée par un evocat de Los Angeles, Warren Christopher, qui, plus tard, deviendra le secrétaire d'Etat du président

> Le verdict de Simi Valley

Quatre policiers ne tardent pas à être inculpés pour « usage déraison-nable de la force». Ils sont blancs. L'un d'entre eux, M. Briseno, e déjà été sanctionné pour evoir frappé un Latioo eprès lui avair passé les menottes. Par peur d'attiser encore les tensions raciales déjà vives à Los Angeles, le juge décide de déplacer le procès des quatre poli-ciers dans le comté de Ventura, au nord de Los Angeles, à Simi-Valley. La communauté noire fait aussitôt remarquer que la population de ce comté est dans sa très grande majo-rité blanche et que les chances d'obtenir un procès équitable sont

Le 29 svril 1992, les douze jurés de Simi-Valley, dont aocun n'est noir, décident, sprès deux mois de procès et sept jours de délibération.

LOS ANGELES

correspondance

sept jours, les douze jurés char-gés de décider du sort des qua-

tre policiers ont quitté vendredi

16 evril, plus tôt que d'ordi-naire, le bâtiment où se tient le

procès depuis le début du mois

de février. Etait-ce enfin le ver-

dict? Un responeeble de le

police ennonçait dans la soirée que les jurés envisageaient de

faire une edéclaration, samedi.

Ce délai était eussitot inter-

prété comme le signe avant-

thung jury > (décision du jury

euspendue) dens le cas où les

jurés, qui doivent prendre leur

décision à l'unenimité, ne sont

pas parvenua à un accard. En

cas de « hung jury», les procu-

reurs peuvent engager une nou-

velle procédure contre lee poli-

ciers dans un délai de quelques

semeines, ca qui emanerait un

trnisiame praeae eRadney

Tom Bradley, le maire noir de

Los Angelee, e mie en gerda

taua ceux qui tentereient de reproduire les pillegee d'evril

King ».

Après avoir délibéré pendant

Rumeurs et mises en garde

coureur d'un verdict favnrable "i tions, les rumeurs les plus folles aux quatre paliciers. Ceux-ci ont couru dens le ville, Elles peuvent en effet bénéficier d'un étaient entretenues per les

que les quatre policiers sont inno-cents. Au cours des mois précé-dents, plusieurs décisions judiciaires avaient été ressenties dans la com-munauté noire comme des humilis-tions. La penne très légère infligée à une commerçante coréenne, qui avait tué une Noire de quinze ans, en ini tirant dans le dos, Latasha Harlins, avait dėjà failli provoquer des émeutes.

Bien des Noirs qui, quelques heures après ce verdict de Simi-Val-ley, commencent à piller et à incen-dier des commerces coréens, soogent autant à Latasha qu'à King. La police tarde à répondre aux pre-miers troubles. Pendant trois jours, des centaines d'incendies sont allu-més à travers la ville. Les grandes surfaces de plusieurs quartiers populaires sont pillés, aussi bien par des Noirs que par des Latinos ou des Blanes. Des commerçants coréens, particulièrement visés par les iocendiaires, ebnisissent de se défendre eux-mêmes et se postent sur le tnit de leurs échoppes, sou-vent équipés d'armes automatiques.

Ce n'est qu'ao troisième jour que la garde nationale commence à rêta-bir l'ordre à South Central, le quar-tier le plus tnuché. Un couvre-feu est instauré, des hélicoptères de l'arest instauré, des hélicoptères de l'ar-mée survoient la ville. Les émeutes ont fait 53 morts, 2 000 blessés et 1 milliard de dollars de dégâts, m bilan plus lourd que celui des émentes de Watts en 1965 (34 morts) on de Détroit en 1967 (43 morts). George Bush en per-sonne demande alors au départe-

1992 : e Je ferai tout ce qui est

en mon pouvoir pour maintenir

l'ordre public et pour épargner à

eette ville le supplice de l'en

dernier. A tous ceux qui cher-

cheraient une excuse pour nuire

à leur quartier, je lance cet aver-

tissement : vous na vous en

tirerez pas. N'essayez même

pas». Depuis une semaine, la

police, le garde netionele et

même les «marines » multiplient

des démonstrations de force

afin d'éviter des troubles sem-

blables à ceux du printemps der-

Denuis le début des délibéra-

étaient entretenues per les

chaînes de télévision à sensa-

tion enmme Action News: les

gangs viseraient cette fois-ci les

villas de Beverly Hills; ils dispo-

seraient d'uniformes de policiers

et d'exploeifs. Les «marines»

du camp de Pendleton se sont

adonnés merdi, devent les

caméras de téléviaion, à un

exercice de lutte contre la gué-

rilla urbaine, dans un décor qui

resaemblait étrangement à un

quertier e chaud » de Lns

« Partie de base-ball»

ment de la justice d'engager une

procédure pour rejuger les policiers, cette fois-ci pour violation des

droits civiques de Rodney King.

Le second procès commence à la mi-février 1993, au cœur de Los Angeles, à Downtown, le quartier des affaires. Le jury est composé de neuf Blancs, deux Nnirs et un Latino (quatre femmes et huit hommes). Une fois de plus, le film vidéo de M. Holliday est la pièce à conviction principale. Une nouvelle version du film a été préparée par le FBI, où les images sont plus sta-bles. Paur démontrer l'intention malveillante des policiers, les pro-cureurs rappellent que M. Powell, le policier qui e frappé Rodney King le plus souvent, a dit à la radio: « Je n'ai pas battu quelqu'un comme ca depuis longtemps... », evant de rire nerveusement. Plus tard, à l'hôpital, il s'adresse à Rodney King: «Alors, nous avons fait une bonne partie de base-ball; tu as

perdu, nous avons gagné.

Paradoxalement, le témoignage le plus dévastateur pour les policiers est apporté par la femme policier Mélanie Singer qui, appelée par un des evocats des policiers ponr décrire la scène, fond en larmes en décrivant les comps recus par Rodney King. «J'm vu un grand coup n la tête, je ne l'oublierai jamais jus-qu'à ma mort », affirme-t-elle. Uo accord tacite s'établit entre les proarreurs, les avocats de la défense et le juge pour éviter la question du racisme. Il s'agit d'abord, expliquet-on de part et d'eutre, de oe pas ensammer les passions. Cependant Rodney King tente, lors de soo témoignage, de réintroduire cette question. Il prétend que les policiers l'ont traité de « sale nègre » et de « tueur ». Mais il n'en est pas sor. Les procurents ne mentionneront pas soo souvenir dans leurs

A l'iotérieur du bâtiment où se tient le procès, il o'est plus question de race que dans des allusions jugées «inappropriées» par le juge Davies. Mais, à l'extérieur, toute une ville et, plus largement le pays, accutent avec inquiétude les réac-tions des minorités et de leurs leaders. Ces demiers traignent depuis Tongtemps que ce proces ne soit deux mesures : une justice pour les Blancs et une autre pour les Noirs.

RÉGIS NAVARRE | retrouvés à plus de vingt mètres de l'explosion. – (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Estimant que « les conditions requises » n'étaient pas réunies

Les Palestiniens demandent un report des pourparlers de paix israélo-arabes

Alors que l'on tensit pour pratiquement acquise la reprise des pomparlers de paix israélo-arabes à la date du 20 avril, fixée par les Etats-Unis, les Palestiniens ont demandé vendredi 15 avril, un délai, estimant que «les conditions requises» n'étaient pas réunies.

De retour à Jérusalem après evoir rencontré au Caire, en compagnie du chef de l'OLP, Yasser Arafat, le président Hosni Monbarak, Fayçal Husseini, chef de la délégation palestinieone, a remis un message en ce sens au consul général des Etats-Unis à Jérusalem, Molly Williamson. Parallèlement, à Tunis, le chef du département de l'information de l'OLP, Yasser Abed Rabbo, indiquait que l'OLP souhaitait le report pour « une courte période », afin que « les problèmes qui n'ont pas encore été règlés le soient ». « Il y a eu des promesses variées et des suggestions ambiguês qui ne sont pas convain-cantes », a ajouté Abed Rabbo.

L'OLP avait demandé, entre antres, qu'uoe grande partie des quelque mille six cents Palestiniens

Pour la première fois

depuis le début de l'Intifada Deux morts et huit blessés dans un attentat «à la voiture suicide» en Cisjordanie

Pour la première fois depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987, dans les territoires occupés par Israel, un attentat «à la voiture suicides e en lieu, vendredi 16 avril, en Cisjordanie, mant les deux Palesti-niens qui se trouvaient à bord do véhicule piégé et blessant huit mili-taires israéliens.

Selon les premiers éléments de l'enquête policière, le chaufteur evait placé sa voiture, chargée de bon-bonnes de gaz, entre deux autobus transportant des militaires. Il tenait le Coran à la main, ont indique des témoins. L'attentat aurait pu être qu'une parodie de justice et ne démontre qu'il existe deux poids, n'étaient pas descendus des autobus en stationnement pour se rendre à une buvette. Des débris ont été

expulsés des territaires occupés depuis 1967 soient rapatries et que l'Etat juif s'engage à faire revenir chez eux, le plus rapidement possible, les quelque quatre cents Palestiniens déportés au Liben, en décembre. Ces derniers - pour la pinpart militaots islamistes et npposés aux négociations - net organisé vendredi une marche de protestation en direction du premier barrage israélien au Liban du sud. Mais, des tirs d'obus israéliens devant leur cortège ayant blessé l'un d'eux, ils nnt rebroussé che-

La demande palestinienne a pris de court les participants à une réunion interarabe qui s'était ouverte dans la metinée à Damas pour adopter une position commune quant à la reprise des pourparlers. Les ministres des affaires etrangères de Syrie, du Liban, de la Jordanin et de l'Egypte, ainsi que le chef du département politique de l'OLP deveient se prononcer samedi sur ce sujet. - (AFP, Reu-

a IRAK: un enfant tué par l'explosion de bombes à fragmentation. - L'agence officielle irakienne INA a affirmé qu'uo garçon de huit ans a été tue et sa sœur grièvement blessée, vendredi 16 avril, par l'explosion de bombes à fragmentatinn, dans le nord de l'Irak, près du barrage Saddam, au cord de Mossoul. Scloo INA, ces bombes avaient été larguées une semaine euparavant, par l'aviation américaine lors d'un raid contre des batteries de DCA irakiennes (le Monde daté 11-12 avril), mais elles n'avaient pas explosé à ce momeot. - (AFP.)

LIBAN : rald d'un hélicoptère israélien contre un militant palestinien. - Les services de sécurité libanais oot indiqué qu'un cadre do Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) e été griève-ment blessé; vendredi 16 avril, au Liban du Sud, lorsque son véhicule a été touché par un missile tiré d'oo bélicaptere israellen qui l'avait pris en chasse. Sa femme e sa fille oot été brûlées vives. Uo autre missile a atteiot une habitation, tuant un de ses occupants et en blessant trois autres. - (AFP.)

`C:- ·

. جاد ا

The same

1.00

72 m

...

Transport

7.5

Alors que le nombre d'homosexuels fait l'objet de polémique

M. Clinton a reçu une délégation de gays et de lesbiennes

Au beau milleu d'une polémique sur la nombre d'homosexuels dans la pays, Bili Clinton e été, vendredi 15 evril, le premier président des Etats-Unis à recevoir officiellement à la Maison Blanche une délégation du clobby » des gays et leebiennes d'Amérique.

WASHINGTON

de notre correspondant

Ceta s'est fait dans la plus grande discrétinn, sans phntographies ni communiqué de presse, en fin d'après-midi, mais tout de même dans le bureau nvale. Certains des représentants de la communnuté hamosexuelle avaicui déià été recus à la Maisoo Blanche du temps de l'administration précédente mais pas par le président George Bush tui-même. Durant la campagne électorale, M. Clinton avait cultivé le groupe de pression des gays et des lesbiennes, dont il avait reçu le soutien potitique et finnncier. Il aveit promis, en retour, d'appuyer le combat mené par les principales organisations le National Gay and Lesbian Task Force et le Gay and Lesbian Victory Fund - pour « l'égalité de trai-

La conversation a porté sur le lutte contre le sida et les difficultés que rencontre M. Clintan pour obtenir la fin des discriminations dont les homosexuels sont l'obiet dans l'armée. Cette dernière mesure se heurte à une opposition résolne an sein du Pentagnne, appuyé par une bonne partie du Congrès - v compris des démocrates, - et nombre d'associations conservatrices activement mobilisées. L'affaire, qui ne sera pas décidée avant cet été, sera le grand thème d'une manifestation géante le dernier week-eod d'avril à Washington; les associations des « gays et lesbiennes » d'Amérique attendent plus d'un million de per-

Nombre de conseillers de M. Clinton ne seraient pas mécootents de voir cette questinn quitter le devant de l'actualité : ils redoutent qu'une grande partie de l'électorat reproche à la Maison Blanche de consacrer autant de temps nt d'énergie politique à nn problème que les Américains considèrent comme marginal. L'inquiétude des conseillers du président n'e pu qu'être renfurcée par l'étude publiée cette semaine seinn taquelle à peine plus de 1 % des bommes seraient «gays», et oon pas 10 % comme l'avait établi, en 1948, le rapport Kinsey (le Monde du 17 avriD.

Conservateurs et républicains se sont emparés du document publié par l'Institut Alan Guttmacher, pour dénier à la communauté des «gays et des tesbiennes» le droit de se présenter comme une minorité conséquente et, en tant que telle, fondée à modifier les statuts de l'armée ou de toute autre institution : e Vous ne pouvez pas prétendre avoir un sérieux problème de droits civiques si vous ne représentez qu'un peu plus de 1 % de la population », expliquait un responsable républicain. Argument évidemment rejeté par les gays et les lesbicones qui font valoir qo'une discrimination reste nne discriminatinn quelle que soit la taille de la communauté qui en est victime.

A vrai dire, pas plus le chiffre de I,t % avancé par l'institut Alan Gnttmacher qun l'évaluatinn du rapport Kinsey ne font l'unanimité." Des analystes, eités par le New York Times mettent en avant des estimntinns fundées sur les enquêtes électurales qui évaluent l'électorat hamosexnel à 3, 4 ou 5 % des électeurs potentiels. C'est une fonrchette suffisamment large pour alimenter encore longtemps la passion américaine pour les débats statistiques. Toujours très complet, le New York Times mentionnait un dernier avis, peut-être aussi solide que celui des statisticiens, celui du «business». Selon une firme de marketing spécialisée, la communauté homosexuelle du pays représenterait dn 2,5 à 3,5 % de la population...

ALAIN FRACHON

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD L'ANC veut obliger M. de Klerk à fixer rapidement la date des élections

Le Congrès national africein (ANC) e décidé, vendredi 16 avril. de poursuivre eu-delà des funérailles de Chris Hani, lundi, la campagne ectuelle de manifestations pour obtenir que la date des prenières élections multiraciales soit

Au coura d'une conférence de presse, l'ANC nt la SACP (Parti communiste aud-africaln) - dont Chris Hani était le dirigeant - et la confédération syndicale COSATU ont fixé enmme échéanca la fin mei pour qu'une décisinn soit prise sur cette dete et qu'un eccurd global snit trnuvé sur toutes les institutions de le transition vers la démocratie. Ils ont par allieurs annoncé qu'ils avaient l'intentinn de faire fi des mesures prises par le gouvernement pour toute la région du grand Johannesburg, avant de nouvelles manifes tations, samedi, à la mémoire du

CAMBODGE

Menaces khmères rouges contre l'ONU

dirigeant noir assassine. - (AFP.)

Le chef naminal des Khmers rouges, Khieu Samphan, dont in délégation e quitté Phonm-Penh mardi 13 avril, e lancé à la radio une violente diatribe contre les Natings unles. «Lee élections organiséea par l'APRONUC [autorité provincire da l'ONU au Cambndge] ont pour objectif de détruire complètement la partie du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges] », a-t-il affirmé.

Pendant ce temps, les guérilleros dirigés par Pol Pot sccentuent leurs menaces contre les délégués

de l'ONU chargés de préparer les élections en province. Déjà deux d'entre eux ont été assassinés et cinq ont demandé à être rapatriés. Dans le village de Mao, contrôlé par les Khmers rouges, à 330 kilomètres eu nord-est de Phnom-Penh, des menaces de mort ont été placardéea aur les murs; on peut fire : «APRONUC, n'organisez pas les élections». eFaites attention à votre sécurité, einon voue ne rentrerez pas dans votre pays. «Ceux qui se rendront dana les bureaux de vote, à commencer par les gene de l'APRONUC, devront

faire attention eux mines et eux

CHINE

Amnesty International demande à Pékin de prendre des mesures contre la torture

roquettes. > - (AFP, UPL)

A quelques jnurs de l'examen, par des experts des Nationa unies, de la situation des droits de l'homme en Chine, Amnesty Internationel a demandé, vendredi 16 avril, aux autorités de Pékin, de «prendre de véritables mesures législatives, administratives et judiciaires destinées à mettre la législation et la pratique en conformité evec les dispositions de la convention de l'ONU sur la torture », qu'elles ont ratifiée en 1988.

Selon Amnesty, «la torture est davenue systématique dans de nombreux centres de détention. Cette pratique est actuellement beaucoup plus répandue qu'elle ne l'était il y n dix ans, et les prisonniers sont soumis à des sévices beaucoup plue gravee. (...) Le recours à la torture et aux mauvais traitements est encouragé par les méthodes d'application des lois et par le système judiciaire, qui prive les détenus de certains de leurs droits les plus élémentaires».

COLOMBIE

Un ancien avocat de Pablo Escobar est assassiné

A peine vingt-quetre heures après l'attentat meurtrier qui e fait. ieudi 15 avril, onze morts et deux cent dix-huit blessés à Bogota, et que les eutorités ont ettribué à Pablo Escobar, le groupe clandestin Los Pepes (Perseguidos por Pablo Escobar, e Victimee de Pablo Escobar ») a eseaeainé un ancian avocat du «baron» de la cocaîne et confirmé sa volonté d'en finir avec le chef du cartel de Medellin. L'evncat Guido Perra et son fils, Guidn Andrsa, nnt été enlevés vendred! 16 avril à Medallin, et leurs cedavres nnt été retrouvéa quelques heures plus tard portant un écriteau avec l'inscription : cEn échanga des bambes à Bogots. Qu'en penses-tu, Pablo ? Signé Los Pepes. » Dans un communiqué Los Pepes ont d'autre part indiqué que devant l'attitude du baron de la drogue, lle poursuivrelent leurs attaques contre les membres de son organisation. Le groupe a également revendiqué trois attentats contre des propriétés de lieutenants d'Escobar. Guido Parra avait été à plusieurs reprises l'un des intermédiaires entre Escobar et les autorités quand celui-ci avait voulu négocier sa reddition.

Le groupe des «Pepes» est apparu au début du mois de février nprèa las premiers attentats à la vniture piégée de Pabln Escobar qui auparavant aveit annoncé une clutte armée » contre le gouvernement. A chaque attentat d'Escober, les «Pepes» ont répondu par des actinne punitives, soit contre ses proches, soit contre ses biens. - (AFP.)

M. Balladur est décidé à faire prévaloir son autorité sur la majorité parlementaire

Les rapports de forces politiques dictent leur loi. Les hôtes du Palais-Bourbon sont forts de leur légitimité toute récente; celui de l'Elysée ne peut mettre en avant que celle acquise il y a cinq ans. Ce sont donc les premiers, plus que le second, qui sont en position de compliquer la tâche du chef du gouvernement. Après trois petites semeines à Matignon, Édouard Balladur doit bien admettre que ai tout se passe au mieux avec François Mitterrand, il lui faut déjà se préparer à rappeler à l'ordre sa mejorité parlemen-

« J'avais elairement unnoneé quelles seraient mon attitude et mon aetinn», dit en quelque sorte aujourd'hui le premier ministre en faisant allusion à ses propos et à ses écrits des mois précédents. Effectivement, dans son Dictionnaire de la réforme, M. Balladur avait expliqué qu'en période de cohabitation « le premier ministre apparaît - et il l'est - comme émancipé [par rap-port au président de la République], jouant son propre jeu, menant sa propre politique grace à l'appui du Parlement».

Cette émancipation, le chef du gonvernement la veut sans limite, mais non pas totale. Avoir place, parmi ses priorités, uo vaste plan pour recréer uo ordre contioental curopéen, lui permet ainsi de montrer que la diplomatie, qui, tradi-tioonellemeot, fait partie do «domaine réservé» du président de la Répoblique, oe doit pas être étrangère à l'action d'un premier étrangère à l'action d'un premier des partis politiques. Ses ministres ministre cobabitant. Cependant, ayant tenu à conserver les fonctions

respectueux de la fonction présiden-tielle, M. Balladur ne cache pas qu'avant de faire état publiquement de cette idée, il eo a longuement parlé à M. Mitterrand et que l'Ely-sée sera associé au petit groupe qui va être ebargé de la mettre en forme (voir ci-dessous). L'attitude est et sera identique sur bien d'au-tres domaines.

La règle, pour M. Balladur, est simple, même s'il ne cache pas que la cobabitation est noe période « difficile», tant la Constitution est tont à la fois assez « commode» et tout à la fois assez «commode» et «peu elaire»: chacune des deux autorités de l'exécutif a des prérogatives qui lui sont propres, mais elles partagent aussi an domaine «médian», la politique étrangère, la défense et tout ce qui est débattu en conseil des ministres. La pratique qu'il compte mettre en œuvre est donc aisée à énoncer: le président de la République doit tout savoir, mais le premier mioistre aussi, afin que, sur tous ces sujets communs, ils décident ensemble.

Si Edouard Balladur ne revendi-

Si Edouard Balladur ne revendique pas, ainsi, un pouvoir sans partage au sommet de l'Etat, il cotend bien, en revanche, être le seul epatron» de la majorité parlemen-taire. Quand îl en réunit les diri-geants, tous les mardis à déjeuner, il est le seul « président» de cette séance de travail, même s'il a face à lui un ancien président de la Répu-blique et celui dont îl espère qu'il sera le prochain titulaire de cette fonction. Car même avec Jacques Chirae, le chef du gouvernement assure que tout est clair : le président de RPR sait qui est « le pre-

Pour celoi-ci, il o'est pas question que son gouvernement soit un

La réunion des responsables fédéraux du PS

Les fabiusiens posent leurs conditions

pour les «états généraux» socialistes

qu'ils occupent à la tête de ceux-ci, il leur a signifié qu'ils sont priés de ne pas faire de déclarations politiques, au sens partisan du terme. Même s'il sait bien que, parfois, les vieux réflexes reprendront le dessus, il entend faire respecter la règle qu'il a fixée: la campagne présiden-tielle oe devra pas être onverte avant le vote définitif du budget pour 1995, done avant la mi-dé-cembre 1994.

Fermetë et souplesse

Si tout paraît en ordre do côté de l'exécutif, M. Balladur redoute qu'il o'en soit pas de même avec le Parlement. Il sait que des groupes aussi imposants que ceux du RPR et de l'UDF oe peuvent pas rester très longtemps obéissants s'ils ne sont pas rappelés régulièrement à la dis-cipline. Or, déjà, les deux premières conférences des présidents de l'As-semblée nationale, cette institution semblée nationale, cette institution où est établi l'ordre du jour des travaux, ne se sont pas bien passées pour le représeotant du gouvernement, tant le programme qu'il présentait ne correspondait pas vraiment au souhait de la majorité. Aussi le premier ministre a-t-il décidé de se rendre lui-même à décidé de se rendre lui-même à décidé de se rendre lui-même à celle du mardi 20 avril, pour rappeller qu'en vertu de la Constitution, c'est le gouvernement qui fixe l'ordre du jour des Assemblées par-

Son pouvoir, M. Balladur le tient, certes, du Parlement, mais il o'en-tend pas, pour autant, se priver des instruments du « parlementarisme rationalisé» doot les constituants de 1958 oot doté le chef du gouverne-ment. Cette fermeté n'interdit pas une certaine souplesse, même si l'alliance des deux n'est pas toujours évident. La proposition de Charles Millon sur la décentralisation de la formation professionnelle sera bien discutée dans la deuxième semaine de mai, mais Matignon voudrait de mai, mais Matignon voudrait bieo en limiter le coût. Quant au statut de la Banque de France pour satisfaire, à la fois, les anti-Maastricht et les Européens de sa majorité, le premier ministre a retenu une solution qui gevient à utiliser le mot «autonomie» avec le contenn de l'«indépendance».

La révision de la Coostitution l'amène, aussi, à faire quelques d'une confédération européenne, qu'il avait formulée pour la première fois il juge «nécessaire et urgente» la en décembre 1989.

Conseil supérieur de la magistra-ture, il a décidé de demander au Sénat d'examiner le plus vite possible le projet déposé par le président de la République dans le dernier mois du gouvernement Bérégovoy. Cependant, non seulement il oublie le texte cherchant à rééquilibrer le ne texte cherchant a reequilibrer le functionnement des pouvnirs publics, mais, dans celui sur les ins-titutions judiciaires, il accepte que soient retirées les dispositions per-mettant aux justiciables de saisir aux-mêmes le Conseil constitution-

Printant, dans son Dictionnaire de la réforme, il écrivait qu'une telle réforme « serait facile à décider et à mettre à œuvre ». Aujourd'hui il estime qu'il n'y a pas de majorité au Parlement pour la voter. Un pre-mier mioistre de la cohabitation doit toujours tenir compte des deux puissances de la Ve République : l'Assemblée nationale et le prési-dent de la République.

THIERRY BREHIER

Le premier ministre s'est entretenu deux fois de son plan européen avec M. Mitterrand

Dans sa déclaration devant le Sénat, M. Balladur a précisé, à pro-pos de son projet de conférence européenne, que « toutes les outorités de l'Etat concernées par ce grand pro-blème ont commencé d'y réfléchir en commun » (le Monde du 17 avril). Cette allusion visant en particulier le président de la République, on confirme, à l'Elysée, que le premier ministre s'est entretenu de son plan à deux reprises, en tête à tête, avec M. Mitterrand, avant la réunion des deux derniers conseils des ministres. De plus, M. Balladur a exposé, mer-credi 14 avril, devant le conseil des ministres, le dernier état de son pro-jet, tel qu'il l'a fait connaître ensuite

Qu fait observer d'autre part, dans l'entourage du chef de l'Etat, que ce plan relance, sous une autre forme, une idée chère à M. Mitterrand, celle

Le scrutin des 21 et 28 mars

Le Conseil constitutionnel doit faire face à un contentieux électoral sans précédent

l'occasion de vérifier que les Français aiment de plus en plus la chicane juridique. Electeurs ou candidats battus avaient jusqu'au 8 avril à minult pour en contester les résultats devant le Conseil constitutionnel. A cette date, celui-ci a enregistré deux cent treize requêtes, un nombre de contestations sens précé-

Deux cent treize requêtes, portant sur cent quarante-deux cir-conscriptions, ont été déposées auprès du Conseil constitutionnel par des candidats on des électeurs au sujet des élections législatives des 21 et 28 mars. Le chiffre d'il v a cinq ans est pratiquement duu-blé : en 1988, il n'y avait eu que quatre-vingt-dix-neuf requêtes, por-tant sur soixante-dix-sept circons-criptioos. Uo accroissement était certes attendu, puisque la loi régle-mentant strictement le financement des campagnes a été pour la pre-mière fois appliquée lors d'un renouvellement général de l'Assem-blée nationale (le Monde daté 21-22 mars), mais, en fair, ce n'est pas celle-ci qui explique la plus graode part de cette formidable inflation.

La couvelle législation va. malgré tout, compliquer la tache du Conseil constitutionnel, même s'il a coordoooé soo travail avec la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, chargée de contrôler le respect par les candidats de leurs obligations financières. Dans uo premier temps, le Conseil, comme la loi organique régissant son fonc-tionnement lul en doone le droit, va analyser « sons instruction contradictoire » les requêtes mani-festement infondées on irrecevables. Pour les autres, il attendra que la commission, qui a été pré-venue de tous les cas soumis au Conseil, ait fait soo travail d'ins-

Les candidats ont deux mois ponr déposer leurs comptes de campagne et la commisssion a six mois pour les examiner, mais elle va faire le nécessaire pour s'intéresser en priorité aux circonscrip-

Les élections législatives sont tions sur lesquelles le Conseil doil se prononeer, de façon qu'nne majorité de décisions puisse être rendne à l'automne. Cela évitera que l'assemblée du Palais-Royal o'ait à se prononcer deux fois sur une même situation. Elle pourra joindre le jugement sur la régula-rité de l'élection et l'appréciation du respect de la législation sur le financement. En effet, la commis-sion, qui doit étudier les comptes de tous les candidats, n'a le pou-voir ni de casser une élection ni de déclarer un candidat inéligible. Seul le juge de l'élection - le Conseil constitutionnel pour les parlemeotaires - dispose de et droit. Tout risque de redite n'est pourtant pas exclu-

La querelle des étiquettes écologistes

En effet, il se peut que la com-mission formule des objections sur le compte d'un candidat présen dans une eirconscriptinn que le Conseil n'aura pas jugé nécessaire d'examiner à fund, l'écart de vnix étant tel qu'une contestation ne lui paraissait pas recevable. Dans ce cas, la commission est tenue de saisir le juge de l'élection, qui devra se prononcer. Si le compte contesté est celui de l'élu, il pourra alors annuler l'élection et, même, l'empêcher de se représenter.

En attendant cette éventualité, le Conseil constitutionnel va devoir se proconcer sur la querelle iles étiquettes soulevées par les Verts et par Génération Ecologie, qui ont contesté les bulletins de certains caodidats se réclamaot aussi de l'écologisme (le Monde du 19 mars). Les décisions prises par les tribunaux posent le problème le plus difficile qui soit, puisque, seloo les juridietions saisies, des candidats d'un même parti ont pu se présenter ou non. Comme il n'y avait pas de possibilité d'arbitrage par le Conseil constitutionne avant les élections, le vide juridi que a été total. Une fois que le Conseil aura mis à plat ce dossier, il ne pourra que se retourner vers le gouvernement pour lui demander que le législateur intervienne afin que de tels crrements ne puissent se reproduire.

LIVRES POLITIQUES

ANDRE LAURENS

LE COQ SUR LA PAILLE de Renaud Dutreil, Quai Voltaire, 188 pages, 120 F. LA FRANCE DÉCAPITÉE de Ange-Mathieu Mezzadri et

Paul-François Paoli. Editions Autres Temps, 190 pages, 98 F. LES MALINS ET LES FOUS de Roger Ascot, Balland, 154 LA VIE QUOTIDIENNE DE PATRICK BESSON

SOUS LE RÈGNE DE FRANÇOIS MITTERRAND de Patrick Besson, Albin Michel, 526 pages, 150F.

A nouvella expérience de coexistence entre deux pouvoirs également légitimes mais politiquement opposés a com-mancé aous les auspices de la mesure et de la prudence. La marge da manceuvre est trop mince, la délai de probation trop réduit, la dimension de la crise trop large, pour que lea vainqueurs du jour jouent les matamores. La consigne est à la modération : profil bas, pas de vagues, il na e'agit pas da drametiser, encore moins de triompher, mais de gagner una confiance encore incertaine. Cette méthode, ou ce calcul peuvent répondre aux inquiétudes que provoque una crise installéa, et ressentie par tous, en particulier à travers ses conséquances les plus tangibles, le chômaga et l'appauvrissement, même lorsque ce demier ne se tra-

duit que par une moindre prospérité. Cependant, le mai est peut-être plus profond et appelle alors d'autres recours qu'un changement purement gestionnaire. Crise d'identité, crise morale, crise de civilisation? Ces questions sont parfois séneusament posées, quand elles

Pamphlets dans la mare démagogie qui y trouve le moyen de s'employer sans mesure. Si certaines voix disent que le mal est plus grave et ses effets plus nocifs qu'on ne le reconnaît et si elles s'ex-

priment avec des excès dont se gardent les nouveaux gouvernants, ce n'est point pour flatter l'opinion ou attirer una clientèla. Elles clament une indignation, une amertume, une souffranca, ou aimplement ce cu'elles tiennent pour une vérité occultée. Le plus souvent, leur ton est celui de la colère et, au risque da troubler la modération ambiante, leur styla celui du pamphlet, lequel peut préférer le virulence sur la fond à celle sur la forme Renaud Dutreil expose, par exem-

pla, ses réflexions sur la France. avec une passion contenue, sous le titre le Coq sur le paille. Fût-il de facture moderne, suivant la présentation dont se prévaut celui-ci, le pamphlet naît toujours d'une révolte qui généralament procède de diverses sources. Aussi bien, serat-on dans l'impossibilité de rendre compte, dans ces quelques lignes, de tous les motifs d'indignation accumuléa par les pamphlétaires signalés à l'attention des lecteurs. L'objectif recherché est da mettre en valaur, qu'elle soit fondéa ou contestabla, excessive ou injuste, l'exigance sous-jacante da caa réquisitoires, ne serait-ce que parce qu'elle bouscule le jeu établi at les certitudes des docteurs de la modération et des ingénieurs du raisonnable. Il n'en manquait pas dane la précédente expérience de gestion gouvernementale, celle-là même qui

Au reste, Renaud Outreil ne sa démarque pas du bon sens en recommandant au pouvoir ∢d'agir véritable action politique est plus bref eque le temps apparent des législatures et des mandats ». L'auteur déplore que l'aménagement du territoire ait eessé depuis vingt ans d'être une priorité et dénonce aussi coverante années d'errance » dans l'enseignament, car, affirme-t-il, «l'école égalitariste engendre une société inégalitaire». Au moment où la moda de scrutin est, comma antès chaqua élection, remis en cause, il avance, à contre-courant. eles avantages d'un scrutin plus radical, majoritaire à un seul tour», comme en Grande-Bretagne, quitte à flanquer l'Assembléa nationala d'une «Chambre disparate, élue à la proportionnelle dans le cadre de circonscriptions régionales ou nationales»; il estime que « les passions françaises pourraient y bouillir sans menacer la démocratie parlementaires de leurs débordements ».

C'est avec plua de virulence qu'Ange-Mathieu Mezzadri et Paul-François Paoli fustigent «douze années de médiocrité béate » dans un essai intitulé la France décapitée. Les socialistes sont les premiers visés parce qu'ils étaient aux affaires, mais l'acta d'accusation concerna autant l'évolution das idées que le gestion politique proprement dite. «Nous leur en voulons plus pour ce qu'ils ont dit que pour ce qu'ils n'ont pas fait; plus pour pour leurs actes manqués», écrivent

L'un de leurs principaux motifs d'indignation leur est fourni par l'exaltation du concept de différence et la sacralisation du communautarisme au profit de minorités et particularismes divers, y compris celui de le Corsa. Eux aussi, pourfendent ne la sont pas pour alimenter une avant de lasser», car le temps da la «l'impérité éducative» et appellent à récit n'est pas triste.

une sélection drastiqua du talent at de l'intelligence afin de réhabiliter « le miritique mot d'élite». Ils veulent du style et da la classe, ils réclament «une ambition visionnaire», ce que de Gaulle, seul dans ce siècia, a incamé, estiment-ils. Si on na partage pas toutes leurs colères, on ne reprochera pas aux auteurs de proclamer : «Désormais, la donne n'est plus le rêve ou la réalité, mais quelle vision pour quelle réalité?»

Roger Ascot a'interroga, da son côté, sur les rêves, les aspirations, qui hantent les habituàs des allées du pouvoir, de quelque bord qu'ils scient. Il note leur totale connivence depuis que les chances de changer le système se sont astompées. Au fil de ses souvenirs, l'auteur, écrivain at ancien rédacteur an chef de l'Arche, mensuel du judaïsme français, confronte ses désillusions de sexagénaire, mêlé à tous les combats da son tempa, à sa quète d'adolescent. Cela le conduit à distinguer les Malins et les fous, titre de son ouvrage, et à se demander où sont les transfuges ai « seul l'échec est condamnable ». Il ne resterait qu'amertuma de ce bilan si ne demeurait, chevillé à l'âme, l'espoir que « des hommes et des femmes, je ne sais pas quand, mais il le faut, réinventeront le socialisme - le vrai - l'honneur, l'abnégation, Dieu... ».

Pour revenir à la satire et au pamphiet, signalors la réédition en un seul volume de cinq textes de Patrick Besson, L'auteur y raconte sa vie quotidienne sous le règne de François Mitterrand, dont il sort d'autant plus marri qu'il en conçut, au départ, beaucoup de joie : si le compte n'est pas satisfaisant, le

Les premiers secrétaires fédé- Fabius et ses proches, sans aller con-

that er commen

The same of the same

CO! OMBIE de perticiper, pour la plupart, à cette réunion, efin de poser leurs conditions pour l'organisation des « états généraux » du 2..... Les partisans de Laurent Fabius. réunis vendredi soir dans une salle du Sénat, ont décidé de participer à la réunico des premiers secrétaires fédéraux, organisée samedi au siège

du PS, mais pour y exprimer avec fermeté les conditions auxquelles ils accepteront les états généraux pro-posés par la direction provisoire. Encore l'unanimité n'était-elle pas acquise sur la participation à la réu-nion de samedi. Les Bouches-du-Rbône, le Pas-de-Calais envisa-gesient d'être représentées par un « observateur », de même que la Seine-Maritime, alors qu'à l'inverse, l'Aude, autre grosse fédération fabiu-sienne, devait l'être par son premier

nion du comité directeur, le 24

avril. Les fabiusiens ont décidé

La tonalité des débats, parmi les emis de l'ancien premier secrétaire, a été vive à l'encontre de Michel Rocard et de la direction provisoire. Maurice Benassayag, délégué à l'éco-nomie sociale sous le gouvernement de Pierre Bérégovny et animateur des clubs Démocratics, e ironisé sur ce parti « dirigé par Mélhuchon » (contraction de Jean-Luc Mélenchon, l'un des dirigeants de le Gauche socialiste, et de Jean-Paul Huchon, second de Michel Rocard), dans lequel il refuse de se Huchon, second de Michel Rocard), dans lequel il refuse de se reconnaître. Les saillies ont fusé contre le «rocarnaval» et «ces «quadras» dont il ne faut pas avoir peur, car leur nom signifie qu'ils sont qualier». Proche de Pierre Joxe, Jean-Pierre Bonin-Moulins a fait un peu d'histoire : jamais, a-t-il dit, on n'a vu une direction du Parti socialiste. vu une direction du Parti socialiste qui ne a'appuie oi sur le groupe parlementaire ni sur les principales fédérations.

Les fabiusiens ont le sentiment de détenir la légitimité historique du PS, celle des fédérations et des élus. face à une direction hybride, compo-sée, à leur yeux, de courants minoritaires et d'un groupe de jeunes acti-vistes qui se sont servis du statut de «présidentiable» de Michel Rocard afin de prendre le contrôle du parti pour l'avenir. Cependant, Laurent

raux du Parti socialiste, réunis samedi 17 avril, devaient prendre connaissance des projets de la scission, conséquence logique la direction provisoire, présidée d'un refus de reconnaissance de la direction du parti. Dans un entretien accordé à

'Agence France-presse, le député de Seine-Maritime confirme qu'il n'a pas l'intention de se «laisser enliser dans je ne sais quelle querelle des chefs, qui ne m'intéresse absolument pas; dit-il, et qui dégoûte les Français». Annonçant qu'il va s' «investir pleinement dans le travail de réflexion national et international, dans lecol activité de preferentaire dans [son] activité de parlementaire et dans [ses] responsabilités locales», Laureot Fabius affirme : «Il s'agit de bâtir l'ofternative future à lo droite actuelle, qui, sur la longue période, ne réussira pas. » Pour lui, cette tâche doit être menée dans le cadre du PS. Si les états généraux, dit-il, « permettent un vrai débat, s'ils sont organisés dans la clarté, l'indé-pendance et l'unité, allons-y!».

de «coupe-gorge»

Les fabiusiens mettent comme condition principale à leur accepta-tion des états généraux, dont les dates sont maintenant cooformes à leurs sonhaits, le fait que le droit de vote y soit réservé aux militants du vote y soit réservé aux militants du PS. « Des observateurs extérieurs pourront certes participer à ces états généraux mais seuls les militants du généraux mais seuls les militants du Parti socialiste pourront prendre les décisions et voter», a déclaré Claude Bartolone, principal lieutenant de Laurent Fabius, après la réunion de vendredi soir. «Les militants du PS, doivent décider de l'ovenir du PS, a-t-il ajouté, mais s'il s'agit d'une outre organisation et d'un autre parti, celo posera un sérieux problème.»

L'ancien premier secrétaire et ses amia craignent qu'en décidant de distribuer des cartes de participant aux états généraux, la direction pro-visoire ait dans l'idée d'y faire venir les membres des elubs rocardiens Convaincre ou les étudiants de PUNEF-ID, contrôlés par les jospi-nistes, pour modifier les rapports de force. Dans un entretien publié par Vendredi (daté 16 avril), Michel Rocard parle de «droit de vote, ou moins initial, pour les délégués aux états généraux ». Les fabiusiens refu-sent de se laisser attirer dans ee qu'ils considéreraient comme uo «coupe-gorge» si ce droit de vote n'était pas circonscrit aux adhérents du PS.

PATRICK JARREAU

JUSTICE

Dans le cadre d'une information sur des infractions au code de l'urbanisme

Les relations entre MM. Botton et Mouillot font l'objet d'une nouvelle enquête

Le parquet de Paris a requis, vendredi 16 evril, l'ouverture d'une information judiciaire contre X pour violation du secret de l'instruction et violatinn du secret professionnel eprès le reproduction, dens plusieurs journaux, d'extraits de correspondance portant sur les relations financières entre Pierre Botton et Michel Nnir. Ces documents avaient été adressés par M. Botton eu juge d'instruction, Philippe Courrove, Par ailleurs, des infractions au code de l'urbanisme, commises lors du réaménagement par Pierre Bot-ton de sa villa « Helen Roc», eur les hauteurs de Cannes, font ectuellement l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Grasse. L'homme d'affaires lyonnais devrait être prochainement entendu dane le cadre de cette enquête qui n'interfère pas avec l'instruction du dossier Botton, mais qui peut lui apporter un nouvel éclairage.

LYON

de notre bureau régional

Ayant acquis, en juin 1991, pour près de 12 millions de francs, une villa dans le quartier cannois de la Californie, Pierre Botton y entre-

DANS MOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde L'ÉCONOMIE

HISTORIQUE

notamment la construction, à flanc de colline, d'une piscine de 80 m² sur une plate-forme de 200 m² sceltée dans le rocher au moyen de piliers. Cette piscine-terrasse, d'un coût supérieur à 4 millinus de francs, est achevée en mars 1992 sans qu'un permis de construire ait été délivré. De surcroît, l'un des piliers de la terrasse empiète sur un site classé «boisé à conserver».

Un procès-verbal de constatation d'infraction a bien été dressé par les autorités municipales, le 29 mai 1992 – alors que le dépôt de bilan de Boisson SA marquait le prologue de «l'affaire» Botton, — mais ce «PV» o'a été transmis à la Direction départementale de l'équipement (DDE) des Alpes-Mari-times on à la mi-juin. Plus trou-blant, il a failu que le procureur de la République de Grasse le réclame avec insistance pour obtenir ulté-rieurement ce document qui, léga-lement, aurait dû lui être transmis

Salariés « fantômes »

L'enquête préliminaire ouverte par le parquet de Grasse porterait donc moins sur le délit de non-respect d'un permis de construire que sur certaines carences des services municipaux de Cannes - dnot Michel Mouillot, ami de Pierre Botton, est le maire (UDF-PR), qui pourraient être considérées comme de l'indulgence.

M. Mouiliot, qui a, sans doute, déjà du fournir des explications sur dejà dil fournir des explications sur cette singulière négligence, a, par ailleurs, été longuement entendu, le 9 evril, à Lyon, par le juge Philippe Courroye, sur ses ectivités pour trois sociétés du groupe Botton. Durant les six premiers mois de 1990, M. Mouillot a perçu 673 000 francs des SARL Bailly, 3B Holding et ENFIN, dont il aurait été, sumultanément dans cer-

NRJ

1 ERE RADIO DE FRANCE

SUR LES MOINS DE

50 ANS*

la 1 - fois de son histoire, NRJ qui était dépuis des années 1 - radia de France

sur les moins de 35 ans, devient la 1 madio de France sur les moins de 50 ans,

«conseiller en marketing». Une activité que Marc Bathier, ancien bras droit de Pierre Bottnur et gérant de ces trois SARL, conteste formellement, affirmant que Michel Mouillat n'a jané « aucun rôle effectif o dans ces entreprises nù il n'aurait jamais fait acte de

De son côté, le maire de Cannes soutient qu'il rencontrait son «employeur» chaque semaine à Paris et son avocat, M. Jean-Michel Baloup, a produit une lettre de M. Bathier « pour solde de tous comptes» remerciant M. Monillot a pour les conseils judicieux donnés et déjà mis en applications. Afin d'exercer cette mission, le maire de Cannes avait sonhaité que sa plus proche collaboratrice soit à ses côtés. C'est ainsi qu'Hélène Hugues apparaît durant plusieurs mois sur les relevés de salaires de la société ENFIN, à une époque où elle était directrice de la communication à la mairie de Cannes, fonction qu'elle assura de mars 1989 à janvier

M. Bathier affirme o'avnir jamais rencontré M. Hugues, qui faisait, selon lui, partie d'un petit groupe de salariés «fantômes». Parmi ceux-ci, il cite - sans être contredit par Pierre Botton - le nom de Pascal Parent, qui aurait été faussement salarié durant les cinq derniers mois de 1988 comme directeur commercial de Vivien SA alors qu'il était en fait « responsable de l'organisation de terrain pour la campagne municipale de Michel Noir ». Pascal Perent occupe actuellement le poste de chef de cabinet du maire de Lyon, où il a succédé à Bernard Sarroca après l'inculpation et la démission soudaine de celui-ci, le 28 mars 1991.

ROBERT BELLERET

Interpellées lors des récentes manifestations parisiennes

Des «victimes de violences policières» se regroupent dans un collectif et portent plainte

Un « collectif des victimes de violences policières » e rendu publics, vandredi 16 avril à la Maison des associations du dixhuitième arrondissement de Paris, les témoignages de cinq jeunee gens ayant déposé plainte pour avoir subi des «brutalités, injures, propos racistes et antisémites » dans des locaux de police de ce quartier. Agés de dix-huit à vingt-sept ans, ces jeunes avaient été interpellés la semaina demière, lors des manifestations provoquées par la mort d'un mineur zaïrois en cours d'un interrogatoire de police dana un commissariat

Salim Hadjej, un lycien âgé de dix-huit ans, n'avait e jamais fran-chi la porte d'un service de police». Il garde un « souvenir brutal » de son premier acontact», mercredi 7 avril, dans un commissariat du dix-huitième arrondissement. a Un passage à tabac à coups de pied et de poing», précise ce jeune Fran-cais d'origine arabe. Il dit avoir été traité de « sale juif » par des poli-ciers qui « se référalent à Hitler ». Salim est cependant « reconnaissant à un CRS, plus âgé que les autres : 'il m'a enlevé des mains de son col-lègue qui m'avait frappé à plusieurs reprises et qui voulait m'ammener dans les étages pour, je pense, me

tabasser encore plus. Mon sauveur hai a dit qu'il s'en chargealt. Mais il ne m'a rien fait quand nous sommes montés tous les deux dans

Comme les quatre autres jeunes plaignants, Salim est aujourd'hui poursuivi pour «coups et blessures volontaires sur agents de la force publique». Comme Ini, Alexis Rouvière, vingt ans, étudiant, Yves Zarapucha, vingt-quatre ans, étu-dient et militant trotskiste (dont le récit e été publié dans le Minde daté 11-12 avril), Philippe Gibes, vingt-cinq ans, coursier, et Alexis Logié, vingt-sept ans, assistant de directeur artistique dans la publi-cité, sont accusés d'avoir jeté des projectiles sur les policiers et ils passeront en correctionnelle. Réfu-tant ces accusations, et cumulant, à eux cinq, une trentaine de jours d'arrêt de travail, ils ont à leur tour déposé plainte pour « violences policières ».

Le rôle des « déshabillés »

« Innocents ou coupables, insiste Alexis, le publicitaire, la loi prévoit des sanctions pour les gens qui agressent des policiers. Mais agressent des poticiers. Mais surement pas pour des passages à tabac dans les toilettes d'un commissariat. » Philippe, le coursier, reachérit : «S'il faut avoir peur de la police maintenant, la vie va être impossible. Il ne faut pas qu'un groupuscule de policiers, soit nazis,

institution chargée de nous protèger. » Snr la base de ces temnignages, la Ligue des droits de l'homme (LDH) a saisi le Conseil supérieur de l'activité de la police nationale des cas de a personnes. manifestants ou non, aui ont fail l'objet de violences dans les locaux nù elles étaient détenues». Et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a demandes au ministre de l'intérieur, qui récemment a dénoncé les violences verbales et physiques, des explications ».

Les plaintes des jeunes gens donnent lieu à une enquête de l'inspectinn générale des services, la « police des polices » parisienne. Pnnr vérifier leurs allégations, il conviendra de déterminer quels sont les policiers susceptibles d'avoir commis des violences. L'enquête devra, nntamment, déterminer le rôle jnué par les «déshabillés», ces gardiens de la paix ayant troqué l'uniforme contre des habits «bourgeois», dont jes interventions musclées ont été remarquées. Venus spécialement des brigades anti criminalité et du service de protection et de sécurité du métro, ces «déshabillés» n'ont, en effet, reçu aucune formation au maintien de l'ordre : ils sont habituellement chargés d'interpeller en flagrant délit les petits délinquants.

ÉRICH INCIYAN

٠<u>٠٠</u> - ٢٠٠٠

: ---

tz.,

~ X

.

. . . .

· ·

BIGIONS

Way ...

Same

L'avenir de la réforme du code de procédure pénale

M. Méhaignerie estime que le nouveau système est «inapplicable et déséquilibré.»

magistrats et les fonctionnaires des greffes de la cour d'appel et du tions de l'homme politique». Inter-rogé au sujet de la réforme du code de procédure pénale, dont les principales dispositions sont entrées en igoeur le 1º mars, M. Méhaignerie a estimé que le nouveau sys-tème était «inapplicable et déséqui-libré». Le garde des sceaux fera douc, avant la fin de la session parlementaire de printemps, des propositions sur « ce qui doit être conservé, modifié ou abrogé». An sujet de la détresse des greffes, M. Mchaignerie, qui a souligné que « tout ne serait pas possible dans les prochaines années», a déclaré que « la priorité de la justice à l'intérieur du budget devait être essentielle parce qu'il s'agissait d'une fonction régalienne indispensable dans un Etat de droit ».

A la veille de cette déclaration, la CFDT (justice, police et journa-

D Remise en fiberté des sept militants présumés d'Iparretarrak later-pellés le 10 avril. – Les sept militants présumés de l'arganisation séparatiste basque Iparretarrak interpellés, tamedi 10 avril, à l'issue d'une conférence de presse clandestine dans les Pyrénées-Atlantiques, ont été remis en liberté et placés sous contrôle judi-ciaire, vendredi 16 avril, par Roger Ribaut, juge « délégué» chargé de la détention. Pierre Bidart – le frère de Philippe Bidart , - Jean-Etienne Coscarat, Pein Igoa, Arnaud Socarras, Jean-André Olats, Victor Lalanne et Jean-Marc Cazaubon avaient été transférés à Paris après leur garde à vue et mis en examen pour les chefs d'a asso-ciation de maifalteurs et reconstitu-tion de ligue dissoute en relation avec une entreprise terroriste» par le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière. Celui-ci les avait placés sous mandat de dépôt, en vertu de ses pouvoirs d'incarcéra tion provisoire, mais le «juge délé gué charge de la mise en déten-tion », fonction instaurée par la réfirme du code de procédure pénale, a choisi de les remettre en liberté.

Deux toxicomanes mis en exames pour l'agression de libraire de La Courseave. - Christian Juan, trente-trois ans, et Bachir Alt Aouli trente ans, not reconnu, vendredi 16 avril, être les auteurs de l'agression contre Michel Melli, le libraire de la cité des 4 000 de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), décédé, mercredi 14 avril, à l'hôpitai du Kremlin-Bicètre à Paris (le Monde du 16 avril). Pré-

A l'issue d'une rencontre avec les listes), la CGT (cours et tribunaux), le Syndicat des avocats de France (SAF), le Syndicat national des personnels de l'éducation sur-Resines, le garde des sceaux, Pierre veillée (SNPES) et le Syndicat de Méhaignerie, a déclaré qu'il arri- la magistratuse (SM) avaient souli-vait au ministère de la justice gné dans au communiqué eles individuelles a de ce texte. Dénonçant « l'incohèrence que constituerait la suspension, voire l'abrogation pure et simple de ces mesures qui, compte tenu de leur récente entrée en vigueur, n'ont en aucun cas fait l'objet d'une expérimentation suffisante pour qu'il puisse en être tiré un bilan sérieux», l'intersyndicale demandait à être associée à une «évaluation objective» à l'is-sue de la période transitoire d'epplication, qui s'achève le la janvier 1994. Constatant que l'absence de mayens conduisait à « condamner l'effectivité des avancées nouvelles », elle exigeait l'edoption sans délai d'un collectif budgétaire permet-tant le fonctinunement « satisfaisant » des services de police et des greffes des juridictions et la rémunération de la prestation des avo-

sentés vendredi 16 avril à Jean-Paul Cavaillès, premier juge d'instruction en tribunal de Bobigny, les deux hommes ont été mis en examen pour a coups mortels ».

Interpellés tôt dans la matinée à leur domicile de la cité des 4 000, les deux hommes - des toxicomanes, selno la police - ont reconnu avoir frappé le libraire après une dispute et un échange d'insultes en précisant, toutefnis, qu'ils n'avaient pas l'intention de tuer. Après cette agression, Michel Melli, cinquante et un ans, avait sombré dans un coma profond et décédait une semaine plus tard.

u Un ressortiesant égyptien qu

menacait de faire santer l'ambas-sade d'Iran à Paris a été interpellé. - Un ressortissant égyptien qui affirmait détenir sur lui des bâtons de dynamite a mobilisé la police pendant plusieurs heures, vendredi 16 avril, devant l'ambassade d'Iran, à Paris. Après avoir déployé devant l'entrée du bâtiment une banderole condamnant le terrorisme et l'intégrisme, il avait menacé de «faire tout sauter». La police, qui avait établi un périmètre de protection interdisant la cir-culation automobile et piétonnière autour de l'ambassade, a interpellé dans le calme le ressortissant égyp-tien en fin d'après-midi. Conduit dans les locaux de la première divi-sion de police judiciaire, l'homme a déclaré avoir agi pour attirer l'at-tention des médias sur les dangers de l'intégrisme. Selon la police, ses SPORTS

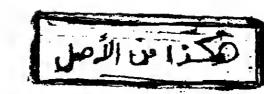
Pour séroposivité Un boxeur déchu de son titre mondial

Le Colombien Ruben Palacio été déposeédé de son titre mondial des poids plume ver-sion WBO (World Boxing Organisation), après le résultat d'un examen médical de routine du British Boxing Board of Controi, qui aurait révélé une séropositivé evant le championnat du monde que le Colombien devait disputer contre le Britannique John Davison, samedi 17 avril en Angleterre. «Le repport médicel e indiqué la présence du virus du side. Dans ces conditions, il ne nous restait plus qu'à décierer le titre mondiel vacant,, e indiqué Ed Levine, président du comité sportif de la WBO.

«La boxe est un sport où le sang peut jaillir d'une blessure. Nous devons protéger le boxeur et ne pas mettre en danger son adversaire, l'arbitre ou toute autre parsonne qui pourrait être en contact evec lui», a expliqué Ed Levine. Le baxeur coinmbien, qui evait conquis le titre mondiel. le 26 septembre 1992 à Londres, en détrônant le Britannique Colin McMillan (arrêt sur blessure à la huitième reprise). a été remplacé par le Galloia Steve Robinson pour le championnat du mande, meintenu samedi solr. - (AFP.)

D FOOTBALL: PAJ Auxerre condamnée pour avoir abusivement licencié an joueur blessé. - Le ennseil des prud'hnmmes d'Auxerre a condamné l'Associatinn de la jeunesse auxerroise (AJA) à verser 1,6 millinn de francs à Axel Gendreau, un ancien. joueur professionnel de club, pour rupture abusive de son contrat. Gravement blessé au cours d'un match en 1987, Axel Gendreau avait été déclaré inapte à poursui-vre son activité professionnelle, et licencié. Il avait alors saisi le conseil des prud'bommes. Une querelle de procédure a retardé la décision de justice, le joueur récla-ment l'arbitrere des prud'hommes. mant l'arbitrage des prud'hommes, le chub celui du tribunal adminis-

Pour justifier ce licenciement, l'AJA s'est toujours référée à l'arti-cle 12 de la charte du football proce 12 de la charte du fotosin pro-fessionnel, qui prévoit la résiliation du contrat en cas d'inaptitude. Mais le consoil des prud'hommes a extimé que cette charte ne se substituair pas au code du travail.
L'AlA a fait appel de cette décision. Le jugement, s'il était confirmé, constituerait une première depuis la création du statut de leure professionnel de frottail.



Thunder Herner

127

1. 10 20 F

2. ...

SPORTS

7 4 7 35 William

 $g = (1+\epsilon) g \approx 2$

A STATE

 $z=(z_1+z_2)\in \mathcal{A}^2$

 $j_{\rm eff} = 2 - 2 \delta^{1/4} \delta^{1/2}$

g = (1, 0, 1)

1. 14 July 19 14 14 "

and the second

 $\varphi = \varphi = \{ \varphi^{\alpha},$

19

The second second

 $\gamma_{i} = 2.77$

Elle a ensuite affectueusement. Elle à ensuite affectueusement enveloppé ses parents d'une couette, leur a posé un coussin sur la tête, sans doute pour ne pas affronter ce qu'il restait de leur regard, puis a tiré à son tour, sur eux, et enfin sur elle. C'est cette thèse qui sera retenue par les gendarmes, puis confirmée par le médecin légiste.

médecin légiste.

Jean Odier était le dernier d'une famille de quatre enfants. Né à Bas-cu-Basset, en Haute-Loire, le 24 juin 1947, il n'a fréquenté que l'école primaire, à Nice, où il a ohtenu le certificat d'études. Le jenne écolier devient maçon. Il travaille sur des chantiers pour le compte d'une petite entreprise qu'il réintègre des son retour du service militaire. Mais Jean a déjà la bougeotte. A vingt ans, il conjugue des rêves de grandeur avec un caractère instable. Il quitte la maçonnerie, s'installe nn temps caractere instable. Il quitte la maconnerie, s'installe un temps chez son frère René à Lyon, puis s'envole pour l'Australie où il sejonmera six ans. De cette période, il ne dira rien à personne, sinon que la truelle n'est plus pour lui qu'un manysis souvenir. Il est devenu « informaticien ».

Mégalomanie et grande vie

Rentré à Paris, Jean trouve un travail, début 1974, chez un ven-deur de matériel photographique. Il y déchiffre les notices écrites en anglais. Un soir de printemps, ebez un autre de ses frères, Claude, il fait la connaissance de Martine Chausson, une secrétaire de direction du même âge que lui. Après le divorce de ses parents, elle a été élevée par sa grand-mère, une femmo aisée issue d'un milieu mondain. Martine est licen-ciée en « lettres anglaises, littéra-ture et civilisation américaines ». on la dit « intelligente, appliquée et travailleuse ». Bref, tout ce qu'il fant à Jean qui rève d'imiter Stendhal. Un peu hábleur, cet homme de 1,86 m sait être drôle, serviable et semble tont connaître du monde. Martine succombe vite à son charnie. Très vite même, puisou'il emménage chez elle trois qu'il emménage chez ello trois jours plus tardis Dès l'hiver suivant, le couple se marie en cati-

mini, sans en parler aux parents. Stimulé par les origines et l'érudition de son épouse, Jean vs alors se construire un oouvestu personnage, à l'étrangor. Les déménagements se succèdent. Le conple vit d'abord à Sydney, en une fille, Sybillo. Ils s'installent, une fille, Sybillo. Ils s'installent, ensuite, à Toronto au Canada, parce que l'enfant, disent-ils, souf-fre de problèmes d'asthme. Puis à Montréal, où le climat est cependant «trop froid». Les voilà donc repartis pour Auckland, en Nonvelle-Zélande, mais là, le sentiment anti-Français est vif après l'affaire Greenpeace. Et e'est le retour en de la des allures de fuito perpetuelle.

RELIGIONS

L'archevêque de Prague nouveau président du Conseil des conférences épiscopales d'Europe

Mgr Miroslav Vik, archevêque de Prague, a été élu président du Conseil des conférences épiscopales d'Enrope (CCEE), en remplacement du cardinal Martini, archevêque de Milan, eu cours d'une réunion de cet organisme, jendi 15 et vendredi 16 avril au Vatican. Il sera entouré de deux vice-présidents, Mgr Karl Lehmann, évêque de Mayence et président de la conférence épiscopale allemande, et Mgr Istvan Seregely, évêque d'Eger et président de la conférence episcopale hongroise.

Né après le concile Vatican 11

Né après le concile Vatican 11 (1962-1965) pour renforcer les liens entre les Eglises d'Europe occidentale, le CCEE est ouvert désormais aux présidents des vingt-huit conférences épiscopales de l'ouest et de l'est de l'Europe. Seuls les représentants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de la Lettonie et de la Grèce técime electre de cette réunion et étaient absents de cette réunion et n'ont pu participer au vote.

Le pape a souhaité une restructuration de cet organisme, appelé à s'ouvrir prioriteirement aux besorns des Eglises de l'Est et à devenir un instrument de la « nou-velle évangélisation » de l'Europe. Il s'agit, e t-il dit, de « rendre plus unitaires ses orientations, pleine-ment effective in collégialité entre les pasteurs et toujours plus riche la communion avec le page». An cours de ces quinze années, Martine se débrouille pour décrocher des emplois de scarétaire juridique, d'attachée de direction, de
traductrice, auprès de banques, de
compagnies d'assurances ou d'antennes ministérielles. Tonjours à
un hant niveau dans la hiérarchie
des eotreprises qui l'embauchent.
Jean, en revanche, vivote. Il travaille plus ou moins pour des
sociétés d'informatique, mais
consaît aussi de longues périodes
d'inactivité. Lorsqu'il écrit, il reste
évasif, on s'invente parfois des
emplois qu'il n'occupe pas.

Les Odier vivent essentiellement

Les Odier vivent essentiellement sur les revenus de Martine. En Australie, ils mènent la grande vie. Tennis, piscine, belle voiture, garden-parties... Ils dépensent à tort et à travers. La grand-mère de Martine leur fait un don de 300 000 francs. A son décès, en 1984 ils héritent de 13 million de 1984, ils héritent de 1,3 million de francs, fruits de la vente de ses bijoux, de ses meubles, et de son appartement parisien. L'argent est placé en banque. Le rêve peut

Ceux qui fréquentent Jean voient alors en lm un modèle de réussité sociale. Ils le trouvent « souriant et dynamique ». Mais ils sont aussi frappés par son côté « autoritaire » et « imbu de sa per-sonne ». Personne na semble être à sa hauteur. Il voudrait le monde à ses pieds. Sans paraître en souf-frir, Martine subit progressivement son écrasante personnalité.
«A table, lorsqu'on questionnait
Martine, c'était lui qui répondait»,
se souvient un proche. Pour parachever sa métamorphose, Jean chever sa métamorphose, Jean s'invente un nom aux consonances aristocratiques. « Odier» devient e Odier Du Villard». Et pour ses interlocateurs étrangers, « Jean » devient « John ». Il a pris un accent anglais. Une nouvelle labie, se dit sa mère qui l'a, de toute façon, toujours trouvé bizarre.

Retour sur terre... en France

Février 1990. C'est le temps du retour. Sybille a grandi. Ello a besoin, d'une éducation enropéenne, pensent ses parents, qui choisissent le Midi de la France, dont on leur vanto lo climation dont on leur vanto lo climation de Montpellier, ils achètent, pour 829 000 francs, lo pavillon de Fontanès. Les voisins s'accordent d'abord bien avec ces «Anglosaxons» de bonne présentation. Jean investit 300 000 francs dans la société Boissy d'Anglas Distrien vins à Vauvert, dans le Card. Il va en assurer la direction commerciale, tandis que Martino trouve de petites vacations d'anglais dans différentes écoles de Montpellier. Sybille fait du cheval et du tennis. Elle étudie an conts Alphonse-Daudet de Montpellier, une école privée réputée qui coûte à ses parents 27 000 francs par an.

Six mois plus tard, Jean cède de nouvean à son instabilité. Son patron le trouve très droit et effi-cace en affaires, tout en remarquant qu'il a de la peine à se faire qu'ant qu'il a de la poine à se faire à « l'esprit paperassier » des Français. Mais lui préfère récupérer ses fonds. Officiellement, dit-il, parce qu'il n en vue « un meilleur poste à IBM ». A d'autres, il raconte qu'il n elaqué la porte et qu'il n intenté un procès à son employenr. Dans les deux cas, deux nouveaux mensongés à mettre sur le compte de sa mythoms. tre sur le compte de sa mythoma-

Le voilà donc au chômage. La famille vit cependant toujours audessus de ses moyens, sans se ren-dre compte que l'béritage s'ame-nuise et que le compte en banque fond à vive allure. Jean, dont la fierté lni interdit de postuler autre chose qu'à des postes de direction, ne retrouve pas d'em-ploi. Il commence à maudire ces « nuls de Français diplômés » et « nuis de Français aiptomes et ressent son écbec comme une injustice criante. Lui, l'autodidacte bilingue, vaut pourtant bien mieux que ces « ânes » qui l'entourent. Dès septembre 1991, il touche le RMI. 2 161 francs par mois au début, 697 francs par la suite.

L'année suivante, Martine vend l'émeraude qu'elle avait reçue en béritage de sa grand-mère. Elle emprunte encore 50 000 francs à une amie pour faire, dit-elle, une vérande destinée à embellir la maison qu'ils ont décidé de vendre. Mais ils en demandent nu prix excessif: 1,4 million de francs. Personne nc se présente pour l'acheter. Le salaire de 3 000 à 5 000 francs que touche Martine se révèle vite insuffisant pour satisfaire leur train de vie toujours élevé. Les Odier empruotent à nouveau 70 000 francs à leur banque pour combler un découvert. Novembre 1992, le cercie des voisins se réduit comme une peau de chagrin. Jean leur adresse de

moins en moins la parole. Sa mère moins en moins le parole. Sa mère est trop âgée pour venir les voir. Martine n'a plus de contacts avec sa famille paternelle, qui ne supporte plus, de toute fâçon, le caractère hautain de son mari. A l'étranger, le simple fait d'être Français lui conférait déjà un statut mu différent para maintant. tut, une différence, une existence. Loin de ses origines il avait pu tromper les autres, et se tromper lm-même. Ici, Jean Odier est un chômeur anonyme sans qualifica-tion, sans racines, et sans res-sources. Le décalage avec l'image qu'il a tonjours cultivée devient

Une atmosphère de huis-clos

Il passe désormais de longues journées, seul, à entretenir méti-culeusement la maison ou le jardin. Il lave la voiture une fois par-din. Il lave la voiture une fois par-semaine. Dans le domicile, il n'y n pas un signe de désordre, pas un gramme de poussière. Le voilà devenn maniaque. Il commence à souffirir d'une légère lombalge et doit cassar de se recombalge et doit cesser de se promener avec son épouse et sa fille dans la campagne. Son horizon se rétrécit comme dans un roman de Boris Vian. De temps en temps, il se rend à la librairie anglaise de rend à la librairie anglaise de Montpellier pour acheter des essais scientifiques. Il reste là parfois une heure à s'épancher sur son mépris envers la France, «un pays composé de gens inefficaces et ingrals». Le libraire britannique reste sur ses gardes face à ce «Français bavard qui n'aime pas les Français ». Il ne répondra jamais à ses invitations à d'îner.

Martine intériories l'aigrant de

Martine intériorise l'aigrenr de son mari. Discrète et très appré-ciée dans trois des établissements ciee dans trois des établissements où elle enseigne, elle se fait remarquer, en septembre 1992, à l'ESI-CAD (une école sinpérieure da commerce de Montpellier), où elle donne dix heures de cours par semaine. Elle semble en vouloir à la vie, à la France, qu'elle juge de plus en plus bostile. Elle se renferme, se montre agressive à ferme, se montre agressive à l'égard de ses élèves, et même de certains des autres enseignants. A tel point que la direction décide de lui réduire de moitié ses vacations. Elle quitte également le club de tennis anquel elle s'était ins-crite. Lorsque la présidente demande confirmation de son désistement à Jean, celui-ci lui raccroche au oez. Dans les rare conversations que les Odier entre-tiennent encore avec le voisinage, l'expérience sustralienno prend désormais une dimension obsessionnello et idéalisée. Un frère de Jean s'inquiète alors de l'atmo-spbère de « psychose effrayante » qui règno à l'intérieur du foyer.

Sybille, pourtant, se montre bril-lante en classe où elle fait partio des meilleures élèves. En trois ans, elle s parfaitement assimilé la lan-gue française. Mais sa frimousse et son sourire d'adolescente masquent un regard d'une froide luci-dité. Elle se montre peu communicative. Secrète, elle reste facilement dans son coin, plaisante rarement dans la cour, et ne fréquente pas les garçons commo le font les autres filles de quinze ans. Seule sa famille semble compter. Lorsqu'on la taquine, elle se montre agressive, parfois violente même, avec ses camarades. Hiève très douée, elle a dn mai à s'intégrer. Son père l'aide peu, il est vrai, râlant sonvent contre « les enseignants indignes de l'intelli-gence de sa fille».

Les Odier songent à nouveau à partir, cette fois sur la côte Onest des Etats-Unis, Mais leur banque leur refuse un nouveau prêt. Les voilà donc prisonniers de Fontanes. Ils coupent les derniers pouts qui les reliaient à leur entourage . Ils vivent désormais reclus, et plus soudés que jamais, autant par leur rejet de la France que par le cuite do leurs expériences communes

« Ils sout inséparables »

Comme dans tine secte dont le gouron ici serait le père, Jean Odier met an point lo scénario odier met m point lo scenario final. Les Français n'ont pas su reconnaître sa valeur. Ils ne méritent plus sa présence. Refusant le miroir de ses propres échecs, il se prépare pour lui et pour les siens une sortie majestueuse. Un ultime voyage qui sonne comme une démission provocante, mutant avante communion vers un se qu'une communion vers un an-delà qu'ils veulent croire meilleur. Bien qu'effrayée et meurtrie, Martine se résigne. Elle sait qu'elle va perdre son mari et confie à une amie que sa fille « l'imitera ». Sybille, déracinée elle aussi, voue en effet une adoration sans limite à celui qui l'a nourrie de ses certi-tudes et de sa haine envers la France. Elle a, de plus, l'âge des coups de cafard facues. Son jour-nai intime en témoigne. Elle culpahilise d'être à l'urigine de la venue de ses parents en France et s'imagine être la cause de leur nouveile pauvreté. Suivre son père sera done sa façon de se faire par-donner, de lui prouver son affec-tion, et de dire « merde » à tous

Marie Comment

ces « cons » de Français, « diplômés » mais « minets igno-

Peu avant les vacances de Noël, elle confie à un camarade qu'elle va e partir en voyage » et one e là où elle irait personne ne la déran-gerait ». Un antre jour, un bus serre de trop près une de ses rares amies. Sybille prend brutalement sa place le long de la chaussée. «Si quelqu'un derait avoir un acci-dent, explique-t-elle, il vaudrait mieux que ce soit moi ». Durant cette période, elle se rend aussi chez un animalier de Montpellier, pour essayer de vendre les trois perruches auxquelles elle tensit pourtant comme à la prunelle de

La veille de leur mort les Odier signent tous trois une lettre qu'ils adressent à un cousin de Jean, un notaire de Toulon. Ils lui demandent de «ne pas informer la famille, car ils ne comprendront pass. Ou alors qu'il dise bien « que c'était un accident ». Ils demandent nussi à ce que leurs cendres soient jetées sur la Bar-rière de enrail et que leurs biens soient donnés nux nborigènes. Dans l'enveloppe, ils glissent la cié de la mison. An pied de la cage aux oiseaux, Sybille griffonne un petit mot que les gendarmes trou-veront: «Ne les séparez pas. C'est une famille. Ils sont inséparables.»

Faute de place pourtant, les humains, eux, ont été enterrés séparément au débnt du mois de février les parents d'un côté, leur enfant de l'antre, à une trentaine de mètres, dans le petit cimetière qui jouxte l'église de Fontanès. Ils reposent là, anonymes, sous un tas de terre. La mairie s'est chargée de tont. La famille n'est pas venue aux obsè-ques, où seule une quinzaine de voisins et collègues de travail de Martine se sont déplacés.

Autourd'hui, après plus de trois mois d'enquête, l'information indiciaire ouverte par le parquet de Montpellier pour «rechercho des causes de la mort» est close. Tonte hypothèse criminelle a été levée. Le « mystère Odier » va bientôt rejoindre la pile des autres dossiers estampillés « affaires clas-

JACQUES MONIN

A l'occasion du cinquantième anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie

Le centre de documentation juive contemporaine diffuse un montage du film du procès Barbie

anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie (lire, page 2, l'ar-ticle de Nicolas Weill) et de la jour-née de la mémoire du génocide juif (Yom Hashoa), le Centre de documentation juive contemporaine (qui célèbre également son cinquantième anniversaire) diffuse, dimanche 18 avril, pour la première fois à Paris, un montage du film du procès de Klaus Barbie.

Trois projections auront lieu d 13 beures, à 19 heures et à 20 heures, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris (1). A cette même adresse, le Mémorial du martyr juif adresse, le Mémorial du martyr juif ineonnu accueillera, également dimanche 18 avril, à l'initiative du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), du Congrès juif mondial et du CDJC, une cérémonie officielle, précédée de la projection de deux films. Une exposi-

A l'occasion du cinquantième non sur le soulèvement du ghetto de Varsovie sera inaugurée et durera jusqu'au 30 juin.

Le comité français pour Yad Vas-hem et l'association Respect de la mémoire publient une plaquette retraçant l'histoire de l'insurrection du ghetto. Elle sera envoyée gratui-tement à tous ceux qui en ferout la demande anprès de l'association Respect de la mémoire (2).

Enfin, à l'initiative du Mouve-ment juif libéral de France (MJLF), une lecture publique des noms des déportés juis devait avoir lieu du samedi 17 avril à 21 h 30 au dimanche 18 avril à 18 h 30, place des Martyrs-Juiss-du Vélodrome-d'Hiver, à Paris dans le quinzième

(I) TEL: 42-77-44-72. (2) 5, impasse du Débarcadère, 78000 Versailles; Icl.: 39-50-67-80.

Le pape lance un appel à l'unité entre chrétiens et juifs

Dans nn message publié, ven-dredi 16 avril à Rome, à la veille da cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varso-vie, et adressé à Mgr Henryk Muszynski, président de la commission épiscopale polonaise pour le dialo-gue avec les juis, le pape évoque « ces jours terribles de mépris de la personne humaine, marqués par l'horreur des souffrances supportées par tant de nos frères et sœurs

«C'est avec une profonde tris-tesse, ajoute Jean-Paul II, que nous rappeions ce qui est arrivé à cette époque, pendant lo longue nuit sombre de la shoah. Nous rappelons, mais nous avons besoin de rappeler avec une confiance renou-velée en Dieu et dans sa bénédic-tion qui guérit les blessures.»

Le pape souligne les responsabi-

lirés actuelles des chrétiens et des jnis: « Les morts des deux communautés, lo mer de souffrances horribles et d'injustices endurées devroient non pas nous diviser mais, au contraire, nous unir. Les lieux mêmes des exécutions ainsi que les sépulcres communs nous invitent à rechercher cette unité, »

« En tant que chrétiens et juiss, poursuit-il, nous sommes appelés à être une bénédiction pour le monde entier. C'est la tâche commune qui nous attend. Mais il est nécessaire que nous soyons d'abord une bénédiction les uns pour les autres, Celo pourra effectivement arriver si nous sommes unis face aux maux qui nous menaceni, comme l'indisse-rence, les préjugés, ainsi que toute manifestation d'antisémitisme ». -

PATRIMOINE

Polémique autour d'un vaste projet d'urbanisme

Les travaux de démolition de la gare du Sud à Nice sont interrompus

Les travaux de démolition de l'ancienne gare du Sud, au centre de Nice, entrepris, jeudi 15 avril, en vue de la réalisation d'un complexe commercial et immobilier de 65 000 m². ont été interrompus eussitôt, sur instruction du ministre de la culture. Le promoteur, auquel la ville de Nice e accordé un permis de construire le 8 avril, n'est pes encore, effectivement, propriétaire des terrains que l'Etat s'est engagé à lui céder. Ce coup d'arrêt dans la mise en œuvre du projet e égelement pour but d'étudier la protection de la façade du bâtiment qui date du dix-neuvième siècle.

de notre correspondant régional

Qualifié de « projet du siècle » par l'actuelle municipalité de Nice, le réaménagement de l'ancienne gare du Sud, qui était le terminus de la ligne des Chemins de fer de la Provence (CFP) reliant Nice à Digne, remonte à 1987. Mais, depuis une dizaine d'années, il étail anestion de démolle ce bâtiment, rare exemple d'architecture polychrome sur la Côte d'Azur, construit, en 1892, sur les plans de Prosper Bobin, élève d'Hittorff (l'architecte de la gare da Nord à Paris), et dont la vertibre d'Aller de la vertibre de la vert rière, réalisée par Victor Baltard, avait norité le pavillon russe de l'Exposition universelle de Paris en 1889.

L'accord intervenu entre l'Etat. propriétaire des terrains, le Syndicat mixte Méditerranée-Alpes (SYMA), gestionnaire de la ligne, et l'aménageur permettait d'attein-dre deux objectifs. D'une part, réa-liser une opération urbanistique souhaitée par la ville de Nice dans un quartier en voie de paupérisation. D'antre part, tronver une solution sux problèmes chroniques d'exploitation - 20 millions de francs de déficit par an - des CFP. L'Etat devait vendre les terrains d'emprise de la gare su groupe Trema pour une somme de

151 millions de francs, dont 50 millions devaient être reversés an SYMA pour la modernisation de la ligne ot 14 millions ntilisés pour la reconstruction d'nne nouvelle gare, légèrement en amont de

Dans un décret pris le 23 mars entre les deux tours des élections législatives, - les terrains avaient été déclassés du domaine publie de l'Etat pour être cédés à l'aménageur qui, de son côté, avait construit, en six mois, la nouvelle gare. L'erreur du groupe Trema, après avoir obtenn un permis de construire de la ville, le 8 avril, a été d'entamer les travaux de démolition de l'édifice avant le transfert effectif de propriété. Erreur, ou volonté délibérée de rendre l'apération irréversible?

« Un dossier flou »

Dès l'origine, en effet, le projet, prévoyant la construction d'un ensemble immobilier de 65 000 m², dont 33 000 mètres carrés mê de surfaces commerciales (pour un investissement de 700 millions de francs), avait suscité de très vives réactions des commer-cants et de la population du quar-tier. Il étail combattu par plusieurs associations, opposées à la fois à la destruction totale de l'ancienne gare, au volume et à l'architecture du nouveau bâtiment - un banal cube vitré de six niveaux, en avancée sur l'ancien parvis et dépassant de plusieurs mètres, en hauteur, les immeubles avoisinants. Le promoimmeubles avoisinants. Le promo-teur nvait, tontefois, accepté de sauver la nef métallique de l'an-cienne gare – démontée, à ses frais, pour une autre utilisation – et d'in-tégrer des éléments de la façade de Prosper Bobin dans la nouvelle

Cependant, le 7 svril, le député (RPR) Christian Estrosi, étu de la circonscription où est implantée l'ancienne gare du Sud et l'un des plus vigoureux opposants an projet, décidait d'alerter le nouveau ministre de la culture, Jacques Toubon, Niçois d'origine. « Par son gigan-tisme, estimait-il, ce complexe va asphyxier le tissu commercial tradi-

construction.

tionnel et mettre en péril l'harmonie architecturale du quartier, en portont otteinte à l'un des monuments les plus prestigieux de Nice. » Indiquant qu'il allait déposer un recours en vue d'obtonir l'annulation du permis de construire, M. Estrosi demandait au ministre d'engager une procédure de classement de la façade de l'ancienne gare du Sud.

«Ce dossier, nous a déclaré le député, baigne dans un véritable flou [nucune maquette n'a encore été présentée par le promoteur] et o été conçu sans aucune concertation. Je souhaite que l'on élobore un projet global d'aménagement et que l'université de Nice s'implante sur le site pour insuffler un dynamisme nouveau à tout un quartier. Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, M. Fran-çois Fillon, est tout à fait favorable à cette idée. » Dans l'entourage du maire, Honoré Bailet (app. RPR), on fait curieusement observer que la ville n'a fait que délivrer le permis de construire, mais qu'elle est ouverte «à toutes les propositions » a condition eque l'on fasse quelque chose rapidement et que cela ne lui coûte rien » (1).

La façade de l'ancienne gare du Sud sera-I-elle classée? Jack Lang avait, en son temps, envisagé de prendre une telle mesure avant de renoncer, la direction du patri-moine estimant que ce hâtiment « appartenoit plus au patrimoine local que national». On indique, au ministère de la culture, que des négociations vont être engagées avec l'aménageur « de façon à amé liorer le projet ». Le gabarit de l'opération devrait être réduit et le programme revu dans le souci de qui peut l'être. C'est-à-dire la façade, puisque la verrière ue peut guère être conservée in situ, sauf à imaginer nne destination radicalement différente de l'ancienne gare

La ville a pourtant prévu, jusqu'ici, de loger ses nouveaux étudiants dans un campus extra nuros.

Epousées: 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIB
(43-66-42-17). Les Nonnes: 20 h 30.

ANTOINE - SIMDNE-BERRIAU
(42-08-77-71). L'Amour foot: 17 h et
20 h 45, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). D.E.S.I.R.:
20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (46-05-49-24). Lee
Pessions: 21 h, dim. 15 h 30.

BASTILLE (43-57-42-14). The Pitchfork Disney: 21 h, dim. 17 h.

BATEAU-THÉATRE LA MARE AU
DIABLE-RIVE GAUCHE
(40-46-90-72). Le Bel des cuisinières:
16 h. Love: 21 h, dim. 17 h. Le Saga
HLM: 22 h 30.

6ATEAU-THÉATRE OURAGAN
(40-48-01-24). Seile Folis-Méricour.
Un monde fou: 22 h 30, dim. 20 h 30.

Salle Mistral. Paris accords et à cris:

Salle Mistral. Paria accords at a cris : 21 h, dim. 17 h. BERRY-ZEBRE (43-57-61-66). A (a

conquête des océans : 20 h. Dialogues insolents : 21 h 30.0im. Les Champères de jois : 20h30.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50).

L'Homme qui : 16 h et 20 h 30. BOUFFES PARISIENS (42-98-60-24). Les Monstres sacrés : 17 h 30 et 20 h 30, dim, 15 h 30.

BOUFFONS-THÉATRE DU XIX-(42-38-35-53). Les Chierds du grand CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Leurent Violet : 20 h. Le Graphique de Boscop : 21 h 15.0km. Les comédons

sont sortis : 20h30. CARTOUCHERIE-THÉATRE DE CARTOUCHERIE-THEATRE
L'AOUARIUM (43-74-96-51). La
Retraite d'Eugène : 20 h 30, dim. 17 h.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DU
CHAUDRDN (43-26-67-04).
Woyzeck : 21 h, dim. 16 h.

Woyzeck: 21 h, dim. 16 h.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA
TEMPÈTE (43-26-36-36), La Pièce
pardus: 21 h, dim. 16 h 30,
CAVEAU DE LA RÉPUBLIOUE
(42-78-44-45), Etats frères? Et ta
sour...: 21 h, dim. 16 h 30, CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (44-07-01-18). Le Foi, l'amour, l'espérance : 20 h 30. CINO DIAMANTS (45-80-51-31). Le Bat du lieutenant Helt : 20 h 30, dim.

17 h 30. COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00), Evénement sur la goé-lette Bandury : 19 h, elm. 17 h. Amour de Don Perlimplin pour Bellse dans son jerdin : 21 h, dim. 19 h.

COMÉDIE CAUMARTIN 47-42-43-41). Les coqs se couchent à 'aube : 21 h. CDMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 16 h

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Le Doux Gaiser d'amour : 20 h. dim. 14 h. L'Epouse prudente : 21 h 15,

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseeu : 19 h at 21 h 30, COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15). Le Faisaur : 20 h 30.Dim. Le Serve amo-

rosa : 20h30. Lea Précieuses ridicules ; l'Impromptu de Versailles : 14h. COMEDIE-FRANÇAISE THEATRE (44-58-14-44). La Silenca ; Elle est là : 20 h 30, dim. 15 h. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE

6AINT-EUBTACHE) (47-00-19-

31) Dim. Le Cid : 17h30. DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 21 h, dim. 15 h 30. DÉCHARGEUR6 DÉCHARGEUR6 (TLD) (42-36-00-02). Histoira d'ax: 19 h.Dim. Le Cabaret de la grand peur: DEUX ANE6 (46-06-10-26). Tonton, pourquol tu tousses7 : 21 h, dim. 15 h 30.

DUNOIS (45-64-72-00). Hasard : EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-58-92). La Frousse : 21 h, dim.

ELDORADO (42-49-60-27). Una rosa pu petit déleumer : 16 h et 21 h. au peut osseuner: 10 n et 21 n.
ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22).
L'Urgsnea d'simer: 19 h 30, dim.
15 h. Arisquin servitaur de deux
mattres: 21 h, dim. 17 h.

ESPACE MARAIS (48-04-61-65). Le Mariaga force : 16 h. L'ile dea esciaves : 19 h. dim. 15 h. Feu la mèra de mademe : 20 h. dim. 16 h. La Mouette : 21 h. Danse avec las fous : 23 h, dim. 16 h.Dim. Le Mariage da

Figero : 16h. ESPACE SAINT- 6 ABIN (47-97-55-20). Iphigérie : 20 h. ESSAIDN DE PARIS (42-78-46-42). Ne devient pes fou qui veut : 15 h. Dislogue avec una jeuna fille morte : 20 h 30, dim. 16 h. FONDATION DEUTSCH-DE-LA-

MEURTHE (42-50-76-25). Manpes sant... Mon bel ami : 20 h 30. FONTAINE (46-74-74-40). La Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45. GAITÉ. M.D. NTPARNASSE (43-22-16-18). Ca qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45, dim. 15 h. GRAND EDGAR (43-35-32-31). Una fille entre nous : 16 h et 20 h 15.

Mignanne, allona volr si la rosa : 22 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-89-61). Le Chute : 16 h 30, Trottoir chegrin : 20 h 30. Histoire d'en chenter : 22 h 15. HÉBERTOT (43-67-23-23). Pygmslion: 16 h 30 at 20 h 45, dlm. 16 h.

HUCHETTE (43-28-38-99). Le Cantatrica chauva : 16 h 30. La Legon : 20 h 30. L'Augmentation : 21 h 30. INSTITUT FINLANDAIS (40-51-89-06). L'Histoira d'amour du Mecia: 16 h, dim. 16 h. L'EUROPÉEN (43-87-26-66). La

LA 6RUYÈRE (48-74-78-89). Temps contre temps : 20 h 30, dm. 15 h. LA VIELLE GRILLE (47-07-22-11). La Ticket du pressing : 20 h 30. LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14).

Novochnie, Novochnie, Novochnio FUNAMBÜLE THEATRE (42-23-86-83). Le Palace : 21 h. LE PROLOGUE : (45-75-33-15). L'Homme en morceeux : 16 h. Edgar et se bonne : 20 h 45, dim. 15 h 30, LE TRIANON (46-08-63-66). Dére page sur un cleir de lune : 16 h 30, dim. 14 h 30. Schubert, le voyageur de

l'hiver : 20 h 30, dim. 16 h. LUCERNAIRE FORUM
(45-44-57-34), Théâtre noir. Le Petit
Prince: 16 h 45. L'Esceller: 20 h.
René Descartes, la passion d'un exilé
volontaire: 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 16 h. lcí tu dois danser : 20 h. La Si Jolia Vie de Sylvie Joly : 21 h 30.

des ténèbres : 21 h. dim. 17 h. Lablche: 22 h, dim. 20 h 30.

> BRU (42-23-15-95), Marri : 19 h. Madame de Sade : 20 h. Albedo-Solo : 22 h. dim. 17 h.

THÉATRE MONTORGUEIL (42-71-37-56). Quelque chose de pourt dans le royeume : 20 h 30.

Oemain, une fe dim. 15 h 30.

Petite salla. Ambulenca : 16 h, dim.

sLa Sorbonnes, 15 heures, 46, rue Seint-Jecquee (P.-Y. Jaslet).

MADELEINE (42-65-07-09). Monsieur Klebs et Rozelle ; 17 h et 21 h. MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FDRUM DES HALLES)

PARIS EN VISITES

«Les salons Napoléon III de la mai-son Opéra et les hôtels du perc Mon-ceaus, 15 houres, 5, rue du Docteur-Lancereux (D. Boucherd).

« Cités d'artistes sur la versant chaud de la butte Montmertre », 10 h 30, métro Abbesses (V. de Lan-

«De la haute galanterie à la basse finance du quartier Brada», 14 h 45, métro Pigelle sortie Guimard (V. de sHôtels et jerdins du Merals. Place des Vosgess, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

a Las passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine, exc-tiarne et dépayarment assurés s, (deuxième percours), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris-Autrefois).

s.Le marché aux puces de Saint-Ouen s cent ens, les nouvelles ins-tallations s, 15 heures, métro Porté-de-Clignencourt (Paris-Autrefois).

« Au Palais-Royal : trois siècles

LUNDI 19 AVRIL

d'histoire da Paries, 14 h 30, 2, piace du Palais-Royal, devant la Louvre des entiquaires (Cornaissance

si. Institut Pasteurs, 14 h 30, 25, rue du Docteur-Roux (l. Hauller). a Exposition : Aménophis Illa, 16 h 30, Grand Palais (C. Merie).

a L'Opéra de Parla, chef-d'opuvre de Charles Gerniers, 11 heures, Marches da l'Opéra, Groupe da la dense (D. Fleuriot). aLe parc du château de Versailles et sa replantations, 14 h 30, RER C Versailles-Château, sous la statue de Louis XV (cour d'honneur) (Office de tourisme de Versailles).

«Les selons de réception de l'Hôtel de Ville» (limité à trente personnes), 14 h 20, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobeu (Cazes).

«Les salles soutérraines nouvells-ment fouillées des thermes da Ctuny s. 11 heures, Musée de Ckuny (P.-Y. Jaslet).

Le Monde EDITIONS

Rencontres avec des citadins extraordinaires

Douge experiences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

L'ÉCONOMIE

(42-38-27-53). Pareille à l'amour est le guerre : 20 h 30, dim. 19 h. MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des

MARIE STUART (45-08-17-80). Je me tiens devent tol mue : 16 h et 20 h 30. Huis clos : 16 h 45.Dim. A Tribute to Eugène D'Neill (an angleis) : 20h30.

MARIGNY (42-56-04-41). Ja ne s pas un homme facile : 17 h 30 et 21 h. dim. 15 h.

MATHURINS (42-85-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 20 h 30. dim. 15 h. MÉTAMDRPHD61S (42-61-33-70). Méliès, le megicien de l'écran : 21 h, dim. 15 h.

MICHEL (42-65-35-02). Saxa & jalou sie : 16 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. MICHDDIÈRE (47-42-95-22). Partenaires : 17 h at 20 h 30, dim. 16 h. MDGADOR (48-76-04-04). Les Rustres : 20 h 30, dim. 15 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74).

Mortadals: 16 h et 21 h 15. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Le Golem : 21 h, dim. 15 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Roméo et Jeannette : 20 h 45, dim. 15 h. PALAIS DEG GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyazi : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) 142-02-27-171. 9ud dens Tu t'es vu quand t'es ril : 21 h. PETIT THÉATRE DE PARIS

(40-89-02-89). Querra pièces en un acte : 20 h 30. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre houres de le vie d'une femme : 16 h et 21 h, dim. 15 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-06-00-32): Knock : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. RANELAGH (42-88-64-44). Les mile et une nuits d'Alatiel : 16 à 30, dim. 20 h 30. Les Enfants du silence : 20 h 45, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-06-18-50). Pétaguchnek: 20 h 30. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). L'homme qui plantait des arbres : 20 h 30. Les Méssventures de M. Karl : 22 h 15, dim, 15 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirina pour deux : 20 h 45, dim.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). A l'abordage : 20 h 30. THEATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Fin d'été à la campagne : 20 h 30, dim. 17 h. THEATRE DEJAZET (48-87-52-65).

Alica eu pays des merveilles : 15 h. Coupeurs de virages : 21 h. THÉATRE DE DIX-HEURES (46-08-10-17). Les Meilleures de Guy Montagné : 20 h 30. Vous allez tire : 22 h

THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). I faut que Ciéo parte : 20 h 15. Les Sacrés Monstres : 22 h. THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47).

Eric Thomas: 20 h 30. THÉATRE JACQUES-COURIVAUD (42-08-59-91). Le Seuvage : 20 h 30, dm. 15 h.

THÉATRE DE LA MAIN-D'DR SELLE-DE-MAI (48-05-67-69), Rendez-vous rue Watt: 16 h. Belle de Mai. L'Evell THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-63-33). Les Dessous de

THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALA-

THEATRE DE MÉNILMONTANT 148-36-96-60). Le Passé confondu : 21 h, dim. 15 h.

THEATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grands salle. Osmain, una fenêtre sur rue : 20 h 30,

THÉATRE NATIONAL DE L'OOÉON (44-41-36-36). Grande salle. John Gabriel Borkman : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DE NESLE (48-34-81-04). Juste la tempa de vous embrasser : 19 h. On va faire la cocotte, Meis n'te promène donc pes toute nue : 20 h. THÉATRE DU ROND POINT RENAUD-BARRAULT (42-68-80-70).

THÉATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-98). Arlequin serviteur de deux maîtres : 20 h, dim. 16 h 30. THÉATRE DU TAMBDUR ROYAL (48-06-72-34). Etre ou ne pes être fille fatale : 19 h, dim. 18 h. Le Come d'hiver : 20 h 45, dlm. 15 h. TOURTOUR (48-87-82-48). Verlaine: 19 h. Les Petites Femmes de Maupas

19 h. Les Perites sent : 20 h 30. TREMPLIN-THÉATRE DEG TROIG-FRÈRES (42-54-91-00). l'Drchestre : 20 h 30, dim. 17 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Marc Johnet : 21 h. VARIÉTÉS (42-33-09-62). The à la menthe ou t'es citron : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Granda salle. Medame Klein : 20 h 30, dim. 18 h. NEURLLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (48-24-03-83), L'Ours ; le Demande en mariage : 20 h 30,

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

L'ADVERSAIRE. v.o. : Racine Odéon, 6- (43-25-19-68) ; Le Baizac, 8- (45-81-10-60) ; La Bastille, 11-(43-07-48-60); Bierrvenua Montparnesse, 15- (36-65-70-38). 6ENNY'S VIDEO. v.o. : 14 Juillet Oddon, 6 (43-25-59-83).

CŒUR DE MÉTISSE. v.o. : Gaument Les Halles, 1-(40-25-12-12); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-18-09, 36-65-75-08); Gaumont Grand Ecran Italia, 13 (45-80-77-00); Gaurnont Parmassa, 14 (43-35-30-401 : v.f. : Français, 9- (47-70-33-86) : Les Nation, 12- (43-43-04-67, 38-65-71-33) ; Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

legan, 6- (45-44-28-80). JENNIFER B. v.o. : Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Impérial, 2-(47-42-72-52); Gaumont Hautafaulle, 6- (46-33-79-38); Publicis Champs-By-sées, 8- (47-20-76-23); 14 Juillet sees, 3º (47-20-76-23); 14º Juliet Beeugrenelle, 15º (45-76-79-79); v.f.: Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31, 36-65-70-18); Geurnont Gobelins, 13º (47-07-55-88); Geurnont Alésia, 14º (38-65-75-14) ; Miramer, 14 (36-65-70-39) : Pathé Wepler II, 18- (36-68-20-22) : Le Gambetra, 20- (46-36-10-95, 36-65-71-44).

LE SEPTIÈME CONTINENT. Michael Haneke. Utopis, 5- (43-26-

sa, 14 |43-36-30-40).

BAD LEUTENANT (**) (v.o.) : Germont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Utopia, 5 (43-26-84-65) ; Bretagna, 6 (36-65-70-37) ; Germont Manignan-Concords, 8 (43-59-82-82).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

COUP DE JEUNE : Foram Horizon, 1-

USC Opéra, 9- (45-74-85-40, 38-85-70-44); USC Lyon Bustille, 12-43-43-01-89, 38-85-70-84); USC Gobe-

lins, 13 (45-61-64-95, 36-65-70-45); Mintrel, 14 (36-65-70-41); UGC Conven-

tion, 15 (45-74-93-40, 35-66-70-47); Patha Cachy, 18 (36-68-20-22); La Gam-

LA CRISE : Forum Orient Express, 1"

(42-33-42-26, 36-65-70-67); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); UGC Biantiz, 8-

45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Las Mont-

CUISINE ET DÉPENDANCES : Gaurmont

Gaurnort Alésia, 14/ [38-65-75-14]; Miramar, 14/ [36-65-70-39]; Gaurnort Convention, 15/ (48-28-42-27); UGC Mailot, 17/ (40-68-00-16, 36-65-70-61);

DERNIÈRE LIMITE (") (v.o.) : Gaumont

Les Halles, 1- 140-28-12-121 : Gaurnort

Amhasaeds, 6* (43-56-16-06 38-65-75-08); Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40); v.f. : Français, 9*

DES HOMMES D'HONNEUR (4.0.) : Crné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Grand Pavois, 15- (45-84-48-86); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

DES JOURS ET DES NUTTS DANS LA FORET (v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Les Trois Luxembourg, 6-(48-33-97-77, 36-65-70-43).

EPOUSES ET CONCUBINES (v.o.) : Ciné

Beaubourg; 3- (42-71-52-36); Lucerneire, 6- (45-44-57-34); Saint-Lambert, 15-

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS Nº 3 (v.o.) : Gaumont Gobeline, 13-(47-07-55-88).

HYÈNES (v.o.) : Images d'elleurs, 5-(45-87-18-09).

IMPITOYABLE (v.o.) : Geamont Grand

Pathé Weoler E. 19- (36-68-20-22).

47-70-33-88).

(45-32-91-68)

Demos, 14 (38-85-70-42)

(1): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

Ambasesde, 8. (43-59-16-06,

LA CINÉMATHÈQUE 15- (36-85-70-38). PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) L'ARBRE LE MAIRE ET LA MÉDIA-SAMED THEOLE: Le Saint-Germain-des-Prés, Sele G.-de-Beuregerd, 5- (42-22-87-23); Le Bettec, 8- (45-61-10-80).

SAMEDI

Histoira permanente du cinéma : A travers
les repides (1620), de Meuritz Stiller,
16 h 30 ; Hommage à Frank Borzege :
l'Adieu aux armes (1832, v.o. traduction
simultarrée par casque), de Frank Borzege,
16 h : Secreta (1923-1924, v.o. traduction
simultarrée sous casque), de Frank Borzege,
21 h ; le Nuit de tous les dengers : le
Chevauchée des morra-vivants (1975,
v.o.), d'Armendo de Casorio, Evil Desd III :
Assay of Dertness (1992, v.o. s. - t.f. - an
avera-première), de Sam Reimi, Un milion
d'ampées avent Jésus-Christ, (v.f.), de Don
Chaffey, A des milions de kilomètres de la
Tarre (1957, v.o. sous-tirres néclandais),
de Nathen Juser, 23 h. ARIZONA DREAM (v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26, 35-65-70-67); Les Trois Limenthouse, 6- (48-33-97-77, 36-65-70-43); UGC Biarritz, 6-(45-62-20-40, 36-65-70-81); Les Mont-parros, 14- (38-65-70-42). parnos. 14 (38-85-70-42).

AVRII. ENCHANTÉ (v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-67-67, 38-85-70-83);

UGC Ddáon, 6" (42-25-10-30, 38-85-70-72); La Pagode, 7" (47-05-12-15); UGC Champe-Byaées, 8" (45-82-20-40, 38-85-70-89); UGC Opéra, 9" (45-74-85-40, 38-85-70-49); 14 Juillet Bastille, 11" (43-57-80-81); Gausmont Grand Ecran Italie, 13" (45-80-77-00); Sept Parmassions, 14" (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrandle, 15" (45-75-79-79); v.f.: Français, 8" (47-70-33-88); Gausmont Parmasse, 14" (43-35-30-40).

Histoire permanente du chéme : A travers Forage (1920), de David Wark Griffith, 16 h 30 ; Hornmage à Frank Borzage : le Repentir (1921-1922), de Frank Borzage ; le Repentir (1921-1922), de Frank Borzage, 79 h ; Corome les Granda (1934, v.o. traduction aimulantée sous casque), de Erank Borzage 21 h de Frank Bozzage, 21 h. PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

DIMANCHE

SAMEDI Beyrouth, mile at time images: le Chimiene du Liben (1968; de Richard Pot-tier, 16 h 30; le Fille du gerdien (1968; v.o. at.f.), d'Henri Bereist, 16 h; le Feus-aure (1981, v.o. at.f.), de Volker Schlön-doff, 21 h.

DIMANCHE Beyrouth, mile et une images ; Jemié sous les cèdres (1939), de Cherles d'Espiney, Un Egyptien au Liben (1952, v.o. s.t.f.), de Femoluha, 16 h 30 ; Gohs (1968), de Jeo-

ques Beratier, 21 h. CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-28)

SAMEDI Las Chrimes dr. Ceneda : Histoires de peries (1977, v.o. s.t.f.), d'ishu Petel, J.A. Martin photographe (1976, v.o. s.t.f.), de Jean Beaudin. 14 h 30 ; Après le vie (1978, v.o. s.t.f.), d'alsu Petel, Dernères Hancelles (1973, v.o. s.t.f.), de Jean-Pierre Lafères, 17 h 30 ; Tony de Petrie (1985, v.o. s.t.f.), de Philippe Bergaron, Pierre Lachapelle, Pierre Robidoux, Daniel Langlois, le Déclin de l'ampire américale (1986, v.o. s.t.f.), de Denys Arcand, 20 h 30. Les Cinémes du Conede ; l'intoires d

DUMANCHE

Les Cinémes du Cenade : le Chendeil (1880, v.o. s.t.f.), de Sheldon Cohen, Mon conde Antoine (1870, v.o. s.t.f.), de Claude Juhn, 14 h 30 ; l'Ours ranifeur (1892, v.o. s.t.f.), de Co Hoedenan, Léolo (1991, v.o. s.t.f.), de Jeer-Claude Leuzon, 17 h 30 ; Sports et transports (1952, v.o. s.t.f.), de Colin Low, Forbidden Journey (1949, v.o. s.t.f.), de Richerd J. Jarvis, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande Galerie, porto Saint-Eustache Forum des Helles (40-26-34-30)

SAMEDI

SAMEDI

Hitratti di Horne: Büchers et Poleons: Je meure martyr de bon coeur (1990), de Merilisa Czio, Béetrice Cenci (1956), de Riccardo Frede, 13 h 30; Vertennio: Rimpsode romaine (1936), de Gianni Amelio, 16 h; la Guerre et l'après-guerre; forme, ville ouverte (1945), de Roberto Rosselini, 16 h 30; Fastis Impériato: la Voie Impériate (1963), de Fernando Carchio, Quo vadie 7 (1613), d'Enrico Gusz-zoni, 21 h.

DIMANCHE DIMANCHE
Ritratti di Rioma: la Ville étamalle: Fallini
Roma (1972), de Federico Felloi, 13 h 30;
la Ville abstratte: le Terre vue de le Lune
(1966), de Pier Paolo Pasolini, le Verstre de
l'architecte (1987), de Patre Greenswey,
16 h: la Ville étamalle: Comment on Bu-nishe le basilique vaticans (1935), Rome
(1990), de Alfachelengelo Amonisoni, le
Latium (1987), de Folco Quilici, 19 h 30;
Ce que nous étions: les Reuristes (1980),
de Francesco Meselli, Dommage que tu
sois une carrelle (1964), d'Alessandro Bis-setti, 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE MER (v.o.) : Latine, 4. A FLEUR DE MER (v.o.): Latine, 4(42-78-47-84).
AGAGUR (v.o.): Forum Orient Express, 1(42-33-42-26, 38-85-70-87): Gaumont Marignan-Concorde, 8- (43-88-92-82): George V. 9- (45-62-41-46, 36-65-70-74); v.f.: Rax, 2(42-36-83-93, 36-65-70-23): Français, 9(47-70-33-88): Gaumont Adesia, 13(47-07-85-88): Gaumont Adesia, 14(36-85-75-14): Mompamasse, 14(36-85-75-14): Mompamasse, 14(43-20-12-05): Gaumont Convention, 15(48-28-42-27): Pathé Clichy, 18(36-88-20-22).
LES AMMES DE CCEUR (v.o.): Latine, 4-

(37-52-23-22). LES AMRES DE CCEUR (v.o.): Latine, 4-(42-76-47-89); Reflet Logos (i, 5-(43-54-42-34); Elysées Lincoln, 9-(43-59-36-14); Germont Parnesse, 14-143-159-36-14); Germont Parnesse, 14-ANTONIA & JANE (v.c.) : Geumont Heutefeuffe, 8- (46-33-79-38) ; Geumont

Ecran Italia, 13* (45-80-77-00); Grand Pavois, 15* (45-54-48-85). INDOCHINE: Forum Orient Express, 1-(42-33-42-28, 36-65-70-67); Impéris, 2-(47-42-72-52); Georga V. 6-(45-62-41-48, 36-85-70-74); Saim-La-[45-52-41-48, 38-85-70-74]; Saint-Lazara-Pasquier, 6- (43-67-35-43, 38-85-71-88); Geumont Gobelins, 13- (47-07-55-88); Geumont Alésia, 14- (36-65-76-14); Les Montpernos, 14- (38-65-70-42); Garmont Convention, 15- (48-28-42-27); Grand Pavols, 15- (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88). DE PORCE AVEC D'AUTRES : L'Ar-

LE JEINE WERTHER: Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Ciné Basubourg, 3-(42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); UGC Rictonde, 5-(45-74-94-94, 38-65-70-73); La Baizac, 3- (45-61-10-60); 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-60-61); Escuriel, 13-84 (45-61-10-60); 1-3 Junes passes, (43-67-60-61); Escuriel. (47-07-28-04); Geurnont Alésie, (36-65-75-14); 14 Juillet Beergrend 15- (45-75-79-79).

LE JOUR DU DÉSESPOIR (v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). LIGHT SLEEPER (") (v.o.) : Utopia, 5-43-26-84-85). LIOUBOV (v.o.) : Epée de Bois, 5

LOIN DE BERLIN (v.o.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47). LUNES DE FIEL (") (v.o.) : Lucemeire, 8-

MALCOLM X (v.o.): Gaumont Les Helles, 1- (40-26-12-12); Georgs V, 8-(45-82-41-48, 38-85-70-74); v.f.: Para-mount Dpérs, 9- (47-42-56-31, 38-85-70-18); Gaumont Gobalins his, 13-(47-07-55-88); Les Montparnos, 14-(38-85-70-42).

MARIS ET FEMMES (v.o.): Lucemaire, 6: (45-44-57-34); UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50, 36-65-70-76); Saint-Lambert, 15- (46-32-91-68). MENSONGE : Sept Part 143-20-32-20 LES MILLE ET UNE FARCES DE PIF ET HERCURE : Sept Parmassiens, 14-(43-20-32-20).

| 43-20-32-20|.
| LES NUITS FAUVES [*]: Ché Beaubourg.
| 3- (42-71-52-36); UGC Montpamassa, 8- (45-74-94-94, 39-65-70-14); UGC Odéon, 8- (42-25-10-30, 36-65-70-72); UGC Triomphe. 8- (45-74-93-80, 36-85-70-72); UGC Opéra. 9- (45-74-95-40, 36-85-70-44); Les Nation. 12- (43-43-04-87, 36-65-71-33); UGC Gobellina. 13- (45-61-64-85, 36-65-70-45); Milatral., 14- (36-85-70-41); UGC Convention, 15- (45-74-93-40, 36-85-70-47); Pathé Wapier II. 18- (36-85-70-47); Pathé Wapier II. 18- (36-85-20-22). L'CEL DE VICHY: Fourm Orient Express.

Waper II, 16 (36-36-20-22).

L'CEL DE VICHY: Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26, 36-65-70-67); Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5- (43-54-15-04); Gaumont Ambessade, 8- (43-58-19-08, 36-55-76-08); USC Opéra, 9- (45-74-95-40, 38-65-70-44); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Sept Pannassiens, 14- (43-20-32-20).

seets, 144 (47-20-32-20).
PETER'S FRIENDS (v.o.): Forum Orient Equess. 1= (42-33-42-26, 36-66-70-67); Gaurant Orient, 2= (47-42-60-33); UGC Daeron, 6= (42-25-10-30, 36-65-70-68); UGC Rotonde, 6= (45-74-94-94, 36-65-70-73); UGC Bienritz, 6= (45-62-20-40, 36-65-70-81); 14 Juliet Baudis, 11= (43-57-80-81). (45-44-57-34); Reflet République, 11-(48-05-51-33); Grand Pavois, 15-(45-54-45-85).

OSU JU UNE FEMINE CHINOISE (v.o.) : Seint-André-dos-Arts I, 6- (43-26-48-18). SAMBA TRAORÉ (v.o.) : Utopia, 5-(43-26-84-65). SANTA SANGRE (*1 (v.c.): Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36); Espace Saint-Mi-chel, 5 (44-07-20-49).

CURSINE ET DÉPENDANCES: Gaumont Les Helles, 1º (40-28-12-12); Gaumont Opére, 2º (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); Geumont Hautefeulle, 6º (46-33-79-36); La Pagode, 7º (47-05-12-15); Geumont Ambassade, 8º (43-59-19-8); Bestinet, 8º (43-67-35-43, 36-65-71-88); Lea Netion, 12º (43-43-04-87, 38-65-71-33); UGC Lyon Bestille, 12º (43-43-01-88, 38-65-70-84); Geumont Alésie, 14/ (38-65-75-14); Mira-Gaumont Alésie, 14/ (38-65-75-14); Mira-LA SÉVILLANE : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47). LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-81-68).

SISTER ACT (v.o.): Cinoches, 6-(46-33-10-82); Club Gaumont (Publicis Matignon), 8- (42-56-52-78); Grand Pevols; 15- (45-54-46-85); Suint-Lumbert, 15- (45-32-91-68).

.1

17

LE SOUPER : UGC Blamitz, 8-145-62-20-40, 36-65-70-81) ; Sept Par-ressions, 14- (43-20-32-20) ressions, 14 (43-20-32-20).

LE TEMPS D'UN WEEK-END (v.o.):
Forum Horizon, 1= (45-06-57-57, 36-65-70-83): UGC Denton, 6-(42-25-10-30, 36-65-70-89); UGC Rotonde, 6-(45-74-84-94, 36-65-70-73); UGC Berritz, 6- (45-62-20-40, 36-86-70-81); UGC Lyon Bestille, 12-(43-43-01-59, 36-85-70-84); 14 Juliet Beaugirende, 16-(45-75-79-79); UGC Meillot, 17-(40-68-00-16, 36-65-70-81); v.f. Rax, 2- (42-36-63-93, 36-65-70-43); UGC Mortpernesse, 6-(45-74-94-94, 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31, 36-65-70-18); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95, 39-95-70-45); Mistral. 14-(38-65-70-47); UGC Convention, 15-(45-74-93-40, 36-65-70-47).

THE CRYING GAME (*) (v.o.): Impériel,

DRACULA (7) (v.o.): George V, 8-(45-62-41-46, 36-65-70-74); Grand Payols, 15- (45-54-46-85). THE CRYING GAME () (v.o.): Impériel, 2- (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet Octors, 8- (43-25-69-83); Elysées Lincoln, 8- (43-25-36-14). ET AU M(LIEU COULE UNE RIVIÈRE (v.o.): Gaumont Hautsfeuilla, 6-(46-33-79-36); Gsumont Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Escuriel, 13-(47-07-28-04); v.f.: Geumont Parnesse, 14- (43-35-30-40). THE UNBELIEVABLE TRUTH (v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Lucemaire, 6- (45-44-57-34).

TOUS LES MATINS DU MONDE : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Grand Pavois, 15 (45-64-48-85); Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68). 14 (43-35-30-40).

FORTRESS (*) (N.o.) :: Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26, 38-85-70-67); UGC Normandle, 9= [48-63-16-16], 36-65-70-82); v.f. :: Rsx., 2= (42-38-83-93, 36-65-70-23); UGC Mornspanaee, 6= (45-74-94-64, 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9= (47-42-66-31, 38-65-70-18); UGC Gobelins, 13= (46-61-94-95, 36-65-70-45); Miramer, 14= (38-65-70-39); UGC Denton, 6= (42-25-10-30, 36-55-70-68); Geumont Ambassade, 8= (43-59-19-08, 36-65-75-09); Gaorga V, 9= (45-82-41-48, 38-65-70-74); Sept Paramount Dpéra, 9= (47-42-56-31, 39-65-70-18).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS UN COEUR EN HIVER : Sept Parmae-siene, 14 (43-20-32-20). UN LIEU DANS LE MONDE (v.o.) : Laine, 4 (42-78-47-86). UNE BRÊVE HISTOIRE DU TEMPS (v.o.): Ciné Beautourg, 3 (42-71-52-36); Sept Parmassions, 14 (43-20-32-20). Sept Parmessions, 14* (43-20-32-20).
LES VISITEURS: Geamont Les Halice, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opére, 2* (47-42-80-33); Rex, 2* (42-36-83-83, 36-65-70-23); Pretagns, 9* (36-85-70-37); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30, 36-65-70-72); Geumont Ambassade, 9* (43-59-19-05; 36-85-76-08); Publicis Chempe-Bysées, 9* (47-20-76-23); Français, 9* (47-70-33-88); UGC Lyon Bestille, 12* (43-43-01-58, 36-65-70-84); Geumont Gobelins, 13* (47-07-56-88); Geumont Alésia, 14* (36-85-75-14); Montpernasse, 14* (43-20-12-05); 14* Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); Geumont Convention, 15* (46-28-42-27); UGC Maillot, 17* (40-88-00-16, 38-85-70-61); Pathé Cictry, 19* (36-88-20-22); La Gambatts, 20* (48-38-10-96, 38-66-71-44).

1

ARCHITECTURE

Tadao Ando, du minimalisme au baroque

Une exposition exceptionnelle pour révéler une œuvre hors du commun

TADAO ANDO au Centre Pompidau

Talloga - Tallog

A CONTRACTOR CAN STREET

wer are chance

The same of the same

The Third Age and

170

THE STATE OF THE S

ent of Albahillan

. v : 1 - 10 - 1 - 2

441 197

, , , , aso'

 $(1-\epsilon_{1})^{2} = (1-\epsilon_{1})^{2} \operatorname{dist}^{2} \widetilde{B}_{1}^{2}$

The state of

Committee Committee

11. 25 E.

WELLOWN L. SECTION

Tadao Ando est l'un des plus grands architectes vivants, et quelques-uns de ses admirateurs sont enclins à en faire l'un des phares de ce siècle. Pas un constructeur vaguement perméable à la cuitore vaguement perméable à la cuitore de son art, pas un étudiant ne saurait résister à cette évidence largement déployée par la presse spécialisée, même si peu d'entre eux ont eu la chance de mettre les pieds eu Japon, unique – et nationale – terre d'accueil des œuvres du maître jusqu'à ces derpiéses naie – terre d'accueil des œuvres du maître, jusqu'à ces dernières années tout au moins. Pourtant, le grand publie – et même le très grand publie – anra en l'occasion d'entrevoir son travail pourvu qu'il se soit rendu à Séville, ou qu'il ait suivi, même de loin, la spectaculaire aventaire de l'Exposition universelle Le paylllon du l'apour verselle. Le pavillon du Japon dominait l'île de la Cartuja, immense vaissean de bois renversé qui tenait à la fois du monument an soleil et du temple. Un temple où l'on célébrait les merveilles du pays, depuis l'art de la cocotte en papier à celui des lasers et des ordinateurs, en passant par toutes les valeurs sûres de la tradition, au premier rang desquelles l'architec-

Avec son exposition Tadao Ando, le Centre de créatioo iodustrielle .(CCI), titulaire de la «chaire» d'architecture au Centre Pompidou, frappe à nonveau un grand coup. Les amateurs de ces monographies consacrées aux plus célèbres et souvent aux plus grands des maîtres d'œuvre contempo-rains, comme Le Corbusier, Rossi, Kahn, etc., regretteront sans doute d'apprendre qu'il s'agirait sans doute d'une des dernières du genre, la tendance allaot désormais vers des sujets transversaux. Tadao Ando s'est lui-même chargé de la rude besogne de présenter son œuvre, et a lui-même produit, aidé de quelques mécènes japonais, cette impressionnante autocélébra-tion. Louable économie pour le Centre, œuvre pie pour l'artiste. Et pour le public aussi qui ne peut qu'être ébloui par la démonstration de cet architecte né en 1941 à

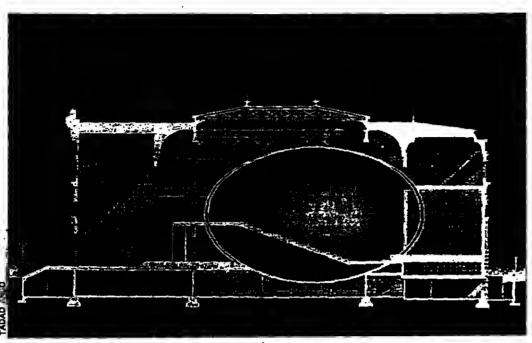
L'exposition est en elle-même une œuvre, et même la seule œuvre, hélas épbémère, de Tadao Ando en France, Ce n'est pas, on l'a vu, faute de célébrité, ni même du genie certain de la communica-tion qu'aura su déployer depuis des années cette personnalité pourtant peu loquace, voire monosyllabique, mais dotée d'une épouse plus pro-lixe. Ainsi, dès 1982, alors qu'il n'avait construit qu'une vingtaine de maisons et deux ou trois centres commerciaux, l'Institut français d'architecture lui avait consacré ses salles de la rue de Touraon. En 1988, ce fut le tour d'Arc-en-Rêve, à Bordeaux, puis, en 1989, cetui de l'Académie d'architecture, vénérable institution s'il en est.

Démarche éclectique

Ando, qui n'a pas cinquante ans, a alors, pense-t-on, attient la per-fection d'uo style fondé sur un génie inné de la tradition japonaise et un formidable savoir acquis au cours de voyages auprès des plus grands maîtres occidentaux. Cet ancien boxeur, qui s'était pris de passion, en pur autodidacte, pour l'art de construire, «croise» Le Corbusier, auquel il voue un véri-table culte. Pas de chance, le maître vient de mourir lors-qu'Ando arrive à Paris, en 1965. qu'Ando arrive à Paris, en 1965. Dans l'estimable biographie qu'il se consacre en tête du catalogue, il parle aussi de son voyage en Finlande, à la recherche d'Aalto, de sa passion studieuse pour Micbel-Ange, ou encore, étonnant triptyque culturel, de ses «dialogues avec Loos, Gaudi ou Pallogues de colorismo et

De cette démarche éclectique et curieuse où l'on voit les pionniers du Mouvement moderne flirter avec les vétérans du Baroque ou même les marginaux de l'Art nouveau, le Tadao Ando de la fin des années 80 paraît n'avoir longtemps années 80 paraît n'avoir longtemps gardé qu'une extrème rigueur classique, une parfaite sobriété, un sens de la géométrie, des formes épurées et des matériaux bruts, un vocabulaire enfin qui, à une ou deux courbes près, pourraient trouver leurs origines dans le seul lanon.

etrange lyrisme dans sa manière même de refuser le lyrisme, une tentation d'absolu dans le dépouillement et la recherche du détail, qu'exprimait avec justesse le titre du catalogue de l'IFA, Minimalisme. Cette manière d'être et de lisme. Cette manière d'être et de l'IFA, minimalisme. Cette manière d'être et de l'IFA, minimalisme. Cette manière d'être et de l'IFA, minimalisme, ce fait au fond que sa l'en savoir de quoi il s'asis-Il y a cependant chez lui un penser ne fait au fond que se confirmer avec l'Eglise sur l'eau, à Hokkaïdo, la chapelle du mont Rokko; ou l'Eglise de la lumière, à vidéo (1). Et puis, Bertrand Taver-



Le projet Nakanoshima II d'œuf urbein.

Osaka, jalons majeurs de la décennie 80. Elles donnent certes une dimension nouvelle au symbole de la croix, beaoconp penseront une spiritualité renoovelée, même si c'est par un empruot quasi animiste aux anciens dieux nippous de la nature et des saisons. Mais ici même, alors qu'en familier de Michel-Ange il pourrait se laisser aller à plus de souplesse de l'âme ou de la forme, il laisse loin derrière lui les plus austères des Cisteriere lui les plus austères des Cisterieres des Cisteries de la les plus austères des Cisteries des consents de la les plus austères des Cisteries des consents de la les plus austères des Cisteries des consents de la les plus austères des Cisteries des consents de la les plus austères des Cisteries de la les plus austères de la les plus de les plus de la l terciens, dresse l'espace à la plus stricte ascèse, poussant an plus loin le fameux « less is more » (1) de Mies Van der Robe, sans pour autant rien renier des matériaux, pour atteindre une sorte de masochisme volaptaeux. Nous sommes ici, dans cet univers de béton dur et doux commec'la pierre des monuments bénédictins, fort et sobre comme La Tourette, assez proché de ce qu'il faut bien nommer l'extase architecturale.

Est-ce à travers cette extase qu'il s'en est retourné vers ses amours baroques? Toujonrs est-il que si l'on en eroit la somptoeuse progression de son exposition à Beaubourg, le minimalisme original de Tadao se trouve désormais enfermé étonné de vénérables théâlres... Un vrai rêve de psychanalyste.

Tadao Ando, Cantre da créa-tion industrielle. Centre Pomplou. Jusqu'au 24 mai. Tous les jours, sauf mardi de midi à 22 heures. Semedi et dimancha, de 10 haures à 22 haures. Semedi et dimancha, de 10 haures à 22 haures. Entrée : 20 F. Catalogue : 96 p.

dans un coffre à souvenirs. L'architeete, au cours des dernières années, semble avoir connu une ctonnante mutation. Ses projets changent d'échelle pour devenir piranésiens. Son architecture quitte a ville ou même une position de dialogue frontal avec la campagne pour embrasser, presque enserrer, le paysage. Il le dompte, ce paysage, il le terrasse, il le creuse, il l'arrache, le laboure. Son minima-lisme enfin atteint au simplisme, à moins qu'il n'y sombre. Le Musée de littérature d'Himeji, à Hyogo, le Musée d'art contemporain de Naoshima, à Okayama, le ceotre culturel de Nara, le projet Nakanoshima II, immense pare culturel à Osaka, tous ces projets, souvent illustrés de maquettes aux frontières du réel et du fantastique, indiquent une trajectoire pour le monts surpissante, ponerute d'immenses salles aux formes d'œuf déposées parfois dans le ventre étonné de vénérables théâtres... Un

l'exposition Tadao Ando, au Centre de création industrielle, le luxe de ses maquettes, l'absolu professionnalisme de son maître d'œuvre, le plaisir d'invention donné par ses dessins ne doi-vent pas nous abuser. L'exposition, c'est vrai, est une œuvre en soi, elle oublie – et fera oublier à d'éventuels maîtres d'ouvrage – une question d'importance : Ando perd-il son âme en endossant ainsi les vétements du gigantisme? Nous emméno-t-il, à sa manière, vers un nouveau monde dont les prémisses seraient ceux, par exemple, d'un Boullée? Question subsidiaire, en ces temps où la «qua-rantaine» fait figure d'age-clé dans la carrière d'un architecte : qui sera vraiment en mesure de maîtrises les projets de grande échelle sans perdre une part de son talent, sans céder à la mégalomanie?

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Littéralement «le moins c'est le

MUSIQUES

Bartok, la hantise de l'essentiel

Deux œuvres maîtresses réunies pour la première fois en France

LE MANDARIN MERVEILLEUX er LE CHATEAU DE BARBE-BLEUE

au Polais des sports de Bordeaux

de notre envoyée spéciale

Serions-nous dans une « année Serions-nous dans une « année Bartok» célébrant quelque anniversaire? Sourcils froncès, un saisit un dictionnaire: non, il est né en 1881 et mort en 1945. C'est donc à de pures coîncidences que l'un doit cette avalanche actuelle de nouvelles versions du Mandarin merveilleux: la churégraphie d'Istvan Herzog pour le Ballet-Théâtre de Bordeaux précède celle de James Kudelka pour le Ballet national du Kudelka pour le Ballet national du Canada à Toronto et vient après les spectacles de Béjart à Lausanne (le Monde du 7 décembre 1992) et de Milko Sparemblek pour le Ballet de l'Opéra de Niee. Quant au Château de Barbe-Bleue, sa dernière représentation bordelaise, dimanche, précédera de cinq jours sa première au Châtelet,

A Bordeanx seul, en revanebe, l'excellente idée de présenter dans la même soirée ces deux œuvres maîtresses. A vrai dire, ce jumelage est pratiqué couramment en Hon-grie, patrie du compositeur (on y ajoute même parfois le ballet le Prince de bois, ce qui fait un peu beaucoup) : il ne l'avait jamais été en France. Or il assure au spectacle une forte cohérence non seulement musicale, cela va de soi, mais dramatique (même économie de moyens, de personnages, même hantise de l'essentiel), voire thématique : n'est-ce pas la toute-puissance du désir qui mêne Juditb, l'épouse de Barbe-Bleue, comme le

Quatre voyous utilisent une prostituée pour attirer et détrousser ses elients. Ils ont bezu étouffer, poignarder puis pendre le troisième de œux-ci, un mandarin : il ressuscite ebaque fois, jusqu'à l'assouvissement de sa passion sur le corps de la fille. Créé en 1926 à Cologne, pussion interdit a page raisons aussitöt interdit « pour raisons morales» par le maire de l'époque, Konrad Adenauer, le Mandarin merveilleux va subir d'autres censures pudibondes (notamment à toire international qu'à partir de 1942, avec la version d'Aurel von

A l'attention des cinéphiles qui, en

deburs de Paris, n'auront pas la possibi-lité de redécouvrir le film sur grand

teran. Bonne chance n'a jamais été dif-fasé à la télévision. En revanche, son

remake américain Double chance (Lewis Milestone, 1940, avec Ronald Colman et

Ginger Rogers) y a été présenté en 1967 et 1987...

► Le Champo-Espace Jacques Tati, 51, rue des Ecolas, Paris

la valeur de la partition et du livret, aucune n'a marqué l'histoire du ballet. Celle d'Istvan Herzog ne le fera pas non plus : sa chorigraphie reste trop attachée à un néoclassicisme qui paraît aujourd'hui ranci. Au moins a-t-il le mérite de raconter l'histoire avec clarté, concision et înrce expressive. En Mandarin, Paolo Bortoluzzi, directeur de la troupe bordelaise, mon-tre qu'it a conservé, à cinquantecinq ans, sa jeunesse de lignes, sa présence scénique et son légendaire art de bouger.

Sept tours fantastiques à la Victor Hugo

Le Château de Barbe-Bleuc est mis en scène par Maté Rabinovski. Avec son décorateur Daniel Ogier, il a sagement renoncé à illustrer à exigée par Judith malgré les mises en garde de son époux : s'il est possible de donner à voir une salle des tortures ou une salle d'armes. bien des scénographes ont échoué à un lac de larmes. On a fait ici confiance à la puissance de la musique, du lexte et du chant. Les portes sont symbolisées par les noires silbouettes de sept tours fan-tastiques à la Victor Hugo, se détachant l'une après l'autre par de sobres eclairages. Judith et Barbe-Bleue sont incarnés par deux chan-teuts de l'Opéra de Budapest, encore inconnus en France, mais qui ne devraient pas le rester. Elle, Katalin Szendrenyi, volx magnifi-que de couleur, d'ampleur, d'éga-lité dans tous les registres; lui, Mihaly Kalmandi, voix moins éclatante peut-être, mais si bien accordée au personnage dans sa noblesse, son intériorité, sa douleur. Précisons qu'à Bordeaux l'ouvrage est entièrement et fort bien sous-titre (et même doublement, deux cerans étant places pour commodité de lecture à droite et à gauche du plateau) : na parti pris qu'on ne louera jamais assez. Et il advient ce miracle que l'on attend si souvent en valn, hélas ! dans les speciacles d'opéra : que l'on connaisse on non le livret on entre, souffle suspendu, dans le drame, on espère que l'insatiable curiosité de Judith ne détruira pas son bonheur, on picure avec Barbe-Bleue sur le désastre.

Ce miracle n'aurait peut-être pas lieu, il est temps de le dire, sans ses principaux auteurs : Alain Lombard et l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine. Celui-ci, entbousiasmant par sa sonorité, son raffinement, sa précision. Celui-là, dans l'épanouissement de sa maturité, dirigeant Bartok sans violence inutile mais avec une intensité dramatique sans faille, en faisant impérieusement ressortir les liens qui unissent le compositeur hongrois à Debussy. Bordeaux découvrait pour la première fois, paraît-il, le Mondorin comme Barbe-Bleue : les acclamations du public, à la fin du spectacle, donnent à penser qu'il ne les oubliera

SYLVIE DE NUSSAC Palais des sports, placa Ferme-Richemond. Dernière représentation la 1B avril à 14 h 30. Tél.: 56-48-58-54.

Cukor au Palais Garnier

(I) Aux éditions René Chareau, dans la Tati, 51, rue des Ecolocollection Mémoire du cinéma français. 5-. Tél.: 43-54-51-60.

La Cinémathèque de la danse a été créée, en 1983, pour accompa-gner le développement de l'art cho-régraphique en France. Ainsi en avaient décidé Maurice Fleuret,

montrer le film de Tony Gailif sur les musiques et les danses isiganes et gitanes, de la vallée de l'Indus aux pays de l'Est, de l'Egypte à l'Espagne.

» Parallèlement aux projections, nous avons continué notre mission d'archivage et de recherche. Notre d'archivage et de recherche. Notre collection compte environ 1700 vidéos et 500 films. Mais il ne faut pas oublier, qu'une fois nos frais de fonctionnement payès, il ne nous reste que 100 000 è pour acheter des films. Une misère. Notre budget principal, hors nos recettes propres, est de 2,5 millions de francs, qui viennent de la Direction de la musique et de la danse. Nous sourres le seul organisme concerné par l'image à ne pas être subrenpar l'image à ne pas être subren-tionné par le Centre national du cinema. Alors comment reussir notre troisième mission qui serait de produtre?»

> Propos recuaillis par DOMINIQUE FRÉTARD

► My Feir Lady, de George Cukor, la 1B avril, 19 h 30, Opéra Garnier. Réservations : 42-56-08-55,

L'arrêt de la production da 45 tours

Les grandes firmes d'édition phonographique réunies au sein du Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) ont annuncé que, en accord avec les distributeurs de phonogrammes, elles arrêteraient la fabrication des disques de vinyl 45 tours à partir du 3 mai.

Cette décision intervient alors que les ventes de ce support, intro-duit en 1951, étaient en chute libre. En 1992, il s'était vendu 6 millions de 45 tours contre 14 500 000 cn 1991. Les nouveaux formats courts (cassette deux titres et CD-single) se sont respectivement vendus à 5 millinns ct 4 200 000 exemplaires ел 1992.

La décision du SNEP vise à donner un coup de fouet aux nouveaux supports. Quelques 45 tours devraient encore être produits. entre autres pour les radios locales qui ne sont pas encore équipées en lecteurs CD. D'autre part, on pourrait assister, comme aux Etats-Unis, à l'apparition d'éditeurs indépendants, spécialisés dans les rééditions sur vinyl.

cinema l'Arlequin (le Monde du 2

avril). Et puis, comme Tavernier ne prêche jamais dans le désert,

une salle parisienne reprend main-

tenant Bonne chance. Une mer-

veille de comédie sur l'amour et le bonheur, et d'invention cinémato-

ponneur, et d'invention chemato-grapbique. Cette même année 1935, Sacha Guitry avait écrit un roman Mémoires d'un tricheur, qui allait loi inspirer, en 1936, cet autre film écrit spécialement pour l'écran et devenu, lui, un classique, le Roman d'un tricheur. Cette

même année 1935, divorcé d'Y-vonne Printemps, il avait épousé Jacqueline Delubac. Ils s'aimaient

depuis trois ans. Il avait cinquante

ans, elle en avait vingt-cinq. Claude et Marie, dans Bonne

chance, ce sont eux, aussi bien per-sonuages qu'interprêtes, couple en plein bonheur heureux de vivre et d'aimer, cela se voit à chaque

Moios concerté, dans la forme cinématographique que le Roman d'un vicheur, Bonne chance est un film en liberté qui utilise la techni-que de prises de vues et du mon-

tage pour fixer des idées, des dialo-gues pétillants, des gags, des gestes, des mouvements, des regards, un grand voyage sentimental abolis-

sant le temps et les distances. Gui-

try invente, à Paris, une rue Albert-Willemetz (hommage à l'ami de toujonts), sait diner sac-queline Delubac en tête-à tête avec un superbe petit tableau de Renoir,

lui offre un diamant et joue, avec

elle, la naissance, l'épanouissement et l'accomplissement de l'amour.

En la filmant, il la couve des yeux.

It donne au spectateur son propre

regard pour admirer cette jolie

femme, spirituelle, élégante, fine

le serviteur pliant le genou que le

Pygmalion. Il valse avcc elle

comme un adolescent un peu fou.

Aucun film de Guitry ne respire,

comme celui-ci, la joie et la ten-

JACQUES SICLIER

Un grand voyage sentimental

1935, date du premier film mis en scène et joué par Sacha Guitry : une comédie d'amour, un régal

nier, qui le connaissait, l'a présenté «modernes») dont il est bien plus dans sa récente «carte blanche» au le serviteur pliant le genou que le

CINÉMA

BONNE CHANCE

Marie a vingt-cinq ans. Elle est lingère dans un quartier populaire de Paris. Claude habite tout à côté.

de Paris. Claude habile tout à côté. Il a cinquante ans, il est peintre. Un matin, il souhaite « Bonne chance» à sa jolie voisine. Il artive à Marie un petit bonheur. Alors, elle achète un billet de la Loterie nationale et décide Claude à partager le gain, s'il y en a un. Mais, pressée par sa mère, et croyant que Claude courtise une autre femme,

Marie accepte d'épouser Prosper, le

Marie accepte d'epouser Prosper, le benêt venu faire sa demande en mariage. Les noces auront lieu après que Prosper aora accompli une période militaire de treize jours. Or, le billet de loterie gagne le gros lot : deux millions. Avec la part qui lui revient, Claude emmène Marie pour un voyage de noces de deux semaines, «en frère et segur».

En 1935, Sacha Guitry, qui se méfiait du cinéma (même si deux

ou trois œuvres de lui y avaient déjà été adaptées par d'autres), met en scène pour l'écran sa pièce Pasteur afin de contrer un projet

de film américain aur le savant français. Tout de suite après, il tourne Bonne chance, produit par Maurice Lehmann et Fernand Rivers (ce dernier faisant office

également de conseiller technique). Le voilà conquis par le cinéma. Il

oe s'arrêtera plus...

de Sacha Guitry

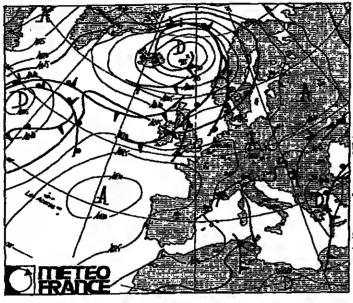
Les dix ans de la Cinémathèque de la danse

alors directeur de la musique et de la danse au ministère de la culture, et Costa-Gavras, à l'époque directeur de la Cinémathèque française. Pour ce dixième anniversaire, on pourra voir on revoir My Fair Lady an Palais Garnier.

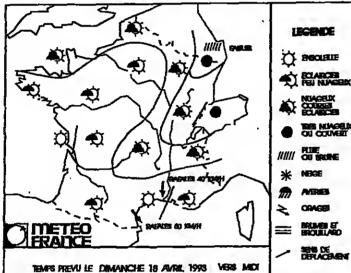
Patrick Bensard, qui dirige la Cinémathèque de la danse depuis sa création, esquisse um bilan: sa eteation, esquisse un origit de rechercher de nouveaux publies pour la danse. A côté des soirées organisées à Chaillot sur des sujeis pointus, parfois pédagogiques, nous ovons répondu à une demande de l'Order de Beste mi l'alle a fait l'Opèra de Paris qui étalt, en fait, une sorte de « carte blanche». Nous avons proposé des programmes de avons proposé des programmes de comédies musicales, le dimanche, à 19 h 30. A 60 francs la place, tout un public, très jeune, nous a rejoints. l'Opéra Garnier refuse du monde. Nous obtenons les films en conchargemère grant qu'ils ne procomédienne (sa voix, son jeu nous avant première avant qu'ils ne sor-semblent étonnamment tent en salle. En mai, nous allons

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 18 AVRIL 1993



Dimanche: temps doux, souvent blen ensoleillé l'après-midi. - De la Lorraine à la Bourgogne et su nord des Alpes, le clei restera couvert toute la matinée, mais s'éclairche peu à peu su fil des heures, Par contre, la Lorraine restera sous les nuages toute la journée, et il tombera même quelques

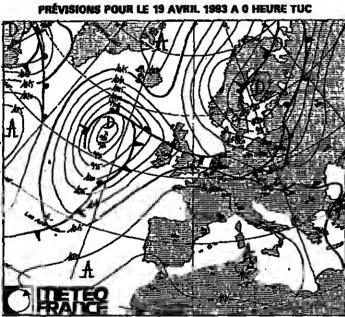
meux le matin, avec de nombreux nuages bas. Dens la journée, de belles éclarcies es dessinerunt sur toutes les régions, seules les côtes de la Manche conserveront un ciel plus gris, avec de

fleront encore à 40-50 km/h le metin,

mais s'atténueront dans l'après-mid.

Partout allieurs, la temps sers bru-

Sur les régions méditerranéennes, malgré quelques brefs passages nua-geux, le ciel restete bien dégagé toute le journée. Mistral et tramontane souf-Les températures manineles seront le plus souvent comprises entre 7 et 9 degrés au Nord, et jusqu'à 18 à 21 degrés au Sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et tamps observé ie 17-4-93 Valeurs extrêmes relevées entre le 16-4-1993 à 18 houres TUC et le 17-4-1993 à 6 houres TUC



TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi arec le support technique spécial de la Météorologie nationa

Le Monde L'ÉCONOMIE

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio télévision » ; u Film à éviter ;

Samedi 17 avril

TF 1

20.45 Divertissement : Le Pied à l'étrier.

0.10 Magazine : Formule sport. 1.25 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.50 Theatre: Les Seins de Loia. 22.30 Variétés : Taratata.

20.45 Téléfilm: Interdit d'emour. 22.25 Journal et Météo. 22.50 Magazine : Repères. 23.45 Magazine : Musiques

CANAL PLUS

Témoin à tuer. 22.05 Flash d'informations.

E On peut voir : EE Ne pas manquer ; EE E Chef-d'œuvre ou classique.

22.35 Téléfilm : Meurtre à Atlantic City.

FRANCE 3

sans frontière. 0.30 Continentales Club.

20.30 Téléfilm :

22.10 Documentaire : Descente au cœur de l'Irian Jaya. 23.00 Cinéma : The Horror Show, House 3. 0

0.31 Di Rosa Giris.Manon. 0.35 Cinéma : Van Gogh. www ARTE

20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Documentaire : Et la vie. 22.10 Téléfilm : Un été à Lesmona

23.55 Musique: Montreux Jazz Festival. 0.25 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6

19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Série : Cosby Show. 20.30 Divertissement:

Tranche de rire. 20.40 Téléfilm : Sarah et Diana, 23.55 Série : L'Edié.

20.35 Cinéma : Tous les matins

22.30 Magazine : L'Equipe du dimanche. 0.59 Di Rosa Girls. La Péreuse.

1.00 Cinéma : Popcom. #

Sur la câble jusqu'à 19.00

Un siècle de danse.

ARTE

17.00 Documentaire:

17.55 Documentaire:

Chroniques

de l'île du roi boiteux. Os Jérême Bouyer, (voiif). 19.00 Série : Trois étolles, L'Antori Jeses (3-épisode).

Ne dis pas que tu suis

ton demler chemin. Résistances dens le ghetto de

Du Printemps à l'hiver,

Plammes dans la cendre. De Halm Gouri et Jaquot Ex-

Pâque juive à Varsovie. O'Alain Jorny. L'insurrectio du ghetto, svril-mai 1943.

19.30 Magazine : Mégamix

Varaovis, 1943.

il n'y e qu'un pas.

20.55 Documentaire : Musique su ghetto de Varsovia.
De Krzystof Zarussi. Avec Marcel Reich-Raniold.

21.35 Dialogue. Alsin Finklefkraut/ Rechel Ertel.

23.00 Dialogue. Alain Finkiekreut/ Annette Wieviorka. 23.20 Documentaire: Dernière

L'Ombre portée,

et transmissions. De Robert Bober.

13.50 Série : Cosmos 1999.

15.40 Magazine : Fréquenstar. Patricia Kaas.

14.45 Série : Soka, brigade des stups.

20.45 Court métrage :

21.45 Documentaire:

0.05 Documentaire :

mémoire

M 6

20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Soirée thématique

tu monde. === 22.20 Flash d'informations.

0.40 Informations:

Dimanche 18 avril

TF 1

13,20 Série : Rick Hunter, especteur choc. 15.05 Série : Perry Meson. 16.55 Disney Parade. 18.05 Des millions de copains. 19.05 Magazine : 7 sur 7. Invite : Edouerd Balledu

20.00 Journal, Tiercé et Météo. 20.45 Cinéme : SOS fantômes 2. 0

22.35 Magazine : Ciné dimanche. 22.45 Cinéma : Thank you Satan. # 0.15 Journal et Météo.

0.25 Magazine : La Vidéo Club: 0.40 Sport : Rugby à 7.

FRANCE 2

14,50 Série : Mission cassa-cou. 15.40 Dimanche Martin (suite).

17.15 Documentaire: L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. 18.10 Magazine : Stade 2. 19.25 Série : Maguy.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo. 20.50 Cinéma : Nimitz,

retour vers l'enfer. = 22.35 Cinéma : Tolérance. = s 0.20 Journal et Météo. 0.35 Megazine : Musiques eu cosur.

FRANCE 3

13.30 Magazine: Sport 3 dimenche. 18.00 Magazine : lamais sans mon livre. 19.00 Le 19-20

de l'information. De 19.09 à 19.30, le journel de la région.
20.05 Divertissement : Yacapa.
20.45 Divertissement :

Spécial Senny Hill. Magazine : A vos amours. 22.45 Journal et Météo. 23.10 Cinéma : Jenny. =

14.00 Série : Antoine Rives, le juge du terrorisme. 15.30 Magazine:
24 heures (rediff).
16.35 Documentaire:
Les Alkuntés...
17.05 Documentaire:

Les dauphirs ont-ils une âme? 18.00 Téléfilm : Polly West est de ratour.

En clair jusqu'à 20.35 - 19.30 Flash d'Informations. 19.35 Ca cartoon. 20.25 Magazine : Dis Jérôme 7 20.30 Le Journel du cinéma:

CANAL PLUS

18.35 Magazine : Flashback. Spécial guitare. 17.05 Série : L'Exilé. 18.00 Série : Cleir de lune. 19.00 Série : Tonnerre mécanique.

Tonnerre mécanique.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Sport 8 (et à 1.00).

20.50 Téléfilm : Cui a tué Joy?
De John Liewelyn Moxey.

22.30 Magazine : Culture pub.

23.00 Téléfilm :
Liaisons à domicile.
De Raoul Chenille.

0.25 Informations :

0.25 Informations:

Six minutes 0.35 Magazine : Nouba.

CARNET DU Monde

Naissances

Martine DEHAUT, Cambe LENTSCHENER,

≥ 13 avril 1993.

Décès - Le général (c.r.) J.-H. Auffray,

son épour, M= Y. Macquet, sa mère, Clande et Marc Dayan, Mario-Noëlle et Jean-Marie Leyat, Yves et Bénédicte Auffray,

Pierre Auffray. Jacques Auffray et Anne Barberon, Alain Auffray.

ses enfants, Mélanie, Sarab, Claire, David, Jéré mie, Victor et Judith, ont la douleur de faire part du décès de

M= Christiane AUFFRAY.

survena le 12 avril 1993, à Saint-Clord.

La cérémonie religieuse a été célé-brée le vendredi 16 avril, en l'église de Saint-Cloud centre, suivie de l'inhuma-

tion à Monflières-par-Oisemont

11, rue du Crillon, 92210 Saint-Cloud.

- La société MWM SA, Son président, Ses collaborateurs ont la douleur de faire part de la dispa

Ellege COCHET,

« Riga quod est saucium. »

- Le président de l'université Joseph-Fourier (Grenoble-I). Les membres du burezu, Le doyen de la faculté de médecine, Et l'ensemble des personnels hospi talo-miversitzires de Grenoble,

Gilbert FAURE, eur à la faculté de médecine (service prologie).

ont la tristesse de faire part du décès de

Nons adressons nos sincères condo-imors à sa famille.

M= Georges Liber,
 née Renée Flachon,

son épouse, Catherine Liber, Elisabeth Liher, Robert Vinet, Michel et Julia Liber, Antonin, Basile, Oscar et Elsa, ses petits-enfants, Paule Flachon,

sa belle-sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

Georges LIBER, ancien dève de l'Ecole centrale de Paris (45),

survena le 15 avril 1993, à l'âge de

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le fundi 19 avril à 9 h 30, entrée principale.

4, place Violet, 75015 Paris.

Anniversaires

Depuis le 19 avril 1979,

Henri GARIH.

quitté ce monde.

Son souvenir doux et chaleurenx est toujours présent dans le cœur de sa famille et de tous ses amis.

- Il y a quatre ans, le 18 avril 1989, Charles SOUSSAN,

nous quittait.

Que ceux qui l'ost cones et simé ient, en ce jour anniversaire, une peu-

De la part de Sa fille, Danielle.

Conférences

5-2

7200

5-00

ರ್ಷನ್

7

T .

E

. 2 %

2000

274. . .

∓ **€** : ** -

200

22.77

>>,-.

₹8 •; •

122

E . . .

- T- -

3---

.

Water.

 \sim

~~~

د محدد، 17

1

. - .

-

S. 35. 3

**\*** 

P. San

---

Page 12

CONTRACT OF THE

E. ..

CHE CONTRACTOR

2

S. . 1

 Conférence et débat avec déjenner sur place, Journée du 29 avril 1993, sur bateau (port de Suffren), Paris-15'). Thèmes : « L'ex-Union soviétique après la fia de la guerre froide. Les Enropéens de l'Enrope des Douze et le traité de Maastricht. Quel avenir pour Afrique (side humanitaire ou au déveloopement) ? »

Renseignements et inscriptions : 47-23-47-47 (heures de buresa).

CARNET DU MONDE Benssignements: 40-65-29-94 Tarif : la ligne H.T. Toutes rubriques 100 F Abonnes et actionnaires 90 F 

# MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 6021

HORIZONTALEMENT

I. Son travail l'oblige souvent à s'agenouiller. Est dans le penade. A souvent le bras long et met perfois les gens dans une situation instable. — II. Retraites ou reculs. Divinité. — III. Qualité d'un trois-quarts. Grappes ou rapes. - IV. Ont

besoin d'un bon coup de peigne. Un embonpoint promettaur la désigne pour un sacrifice ritual. - V. Souvent frappé per

Mozart. Attire bien des mouches. -VL Non payé, N'a rien d'axtraordinaire. Abrévietion. -VII. N'était pas étrangère à la question. Ce que fait un homme qui soutient une grue. Lettre. – VIII. Prouve le qualité des peil-IX. Titre. Mission. -

X. Symbole, Peu bril-lante. Essence. Ne sut pas concéder à ses descendents une vie exempte de aoucia. - XI. Eclats d'une rose. Oétenus, ils doivent êtra blen gardéa. En visite. -XII. Est main comme un singe. Grands nettoyages. - XIII. Ont une répartie facile. Terme de jeu. Partie de la Sologne. - XIV. Crut devoir kreister sur certains points pour ne pas prendre perti. Eloignal de tout volsinage. – XV. Touchent d'abord ce qu'ils veulent gagner. Ne fait pas

VERTICALEMENT

1. S'agitalt dens les « campagnes ». Ville étrangère. Courant continu. - 2. Avec kri, tout est une question de proportion. Commen-cer par le commencament. Adverbe. – 3. Se mettent inutie-ment à l'ouvrage. Satisfit un besoin. – 4. Ce qu'était Bayard. Ne sont pas douces pour les aigrefins. Se montre réfractaire. – 5. Pait una crafie». Se auvent sans se ressem-bler. S'épanouit sous l'effet d'une envie mai contenue. - 6. Plans. Personnes incrédules. Sonnait et trébu-cheit. – 7. Filets. Bien protégées. Prix réduit de moltié. – 8. En Franca. Ne point en avoir n'empêche pas d'en avoir. Sentent généralement le renfermé. - 9. Pro-

I IV | | | | | | le quante des pell-lesses. Ont une cervelle d'oiseau. - XIV XV

nom. Genre. Pease sux ectes. -10. Etsit au service d'un dieu. Carrière qui n'offrait aucun attreit à ceux qu'elle accuellait. Ne saurait être considéré comme un bon mou-vement. – 11. Joue un rôle protecteur. On a'efforce de les déposséder. Abréviation. - 12. En instance. Particule, Symbole, Se tensit. -13. Fut mise temporairement hors d'état de pleire. Préposition. Ne pert pas sane faire de bruit. -14. Recoivent des roses. En famille, il se partage plus aisément qu'un héritage. Lattrea d'emour. — 15. Rien ne va plus quand ils retrouvent leurs « forces ». Il en faut besucoup pour rempiir une pipe.

Solution du problème nº 6020

Horizontalement i. Pasaablee. – II. Ilien. Ile. –
iii. Oteriee. – IV. Nimbés. Et. –
V. N.E. Ermite. – VI. Iris. Elan. –
VII. Are. – VIII. Rea. Paume. –
IX. Va. Else. – X. Canard. Ré. –
XI. Ale. Ossis.

Verticalement 1. Pionnier. Ca. - 2. Altier. Aval. - 3. Siam. Insane. - 4. Serbes. - 5. Anier. Apéro. - 6. Esméralds. -7. Lis. Néus. - 8. El. Eta. Mari. -9. Sentence. Es. **GUY BROUTY** 

Avec Le Monde sur Minitel

AVEC SNVB GAGNEZ UNE CROISIÈRE

SUR LE NIL POUR DEUX PERSONNES

Promotione au 40-60-90-03 Istanbul, du 19 au 23 mai 1993 : 3 935 F

**36.15 LE MONDE** 

Tapez JEUX

# **ECONOMIE**

Les projets de réforme du premier ministre

# difficile

11 - 11- EX 10am

1 34 m 50(56)

ITS CROISES

and the state of the

Il faudra attendre une quinzelne de jours pour savoir comment le gouvernement va réduire les déficits publics, ceux de l'Etar et de notre système de protection sociale. C'est en effet au cours du conseil des ministres du mercredi 5 mai que Nicolas Sarkozy, ministre du budget, fera conneître son «collectif», c'est-è-dire le projet de loi modifiant pour 1993 les dépenses et les recettes de l'Etat, arrêtées par le Parlement à la fin de l'année demière. Têche difficile. Non seulement certaines dépenses ont été sous-estimées dans le budget initial de 1993, mais les recettes continuent de se tarir, notemment celles de TVA qui, au cours du premier trimestre, ont été anormalement basses. Du coup, les demiers pointages font apparaître un déficit budgétaire qui, pour cette année, pourrait nteindre 350 milliards de francs. De mâme les déficits sociaux pourraient-ils atteindre 50 milliards de francs. Soit au total 400 miliards de francs environ de besoins de financement public. Ce sont probablement des chiffres très voisins que fera apparaître dans une dizaine de jours la commission Raynaud mise en place le 9 avril par M. Balladur pour évaluer les déficits publics. On sait déjà que diverses taxes vont erre alourdies, celles quiportent sur le tabac, l'alcool, essence. Tout le problème est de savoir jusqu'où l'Etat peut aller dans sa ponction fiscale sans courir le risque d'aggraver le récession puisque alourdir les prélèvements, c'est bien sûr ponctionner du pouvoir d'achat et freiner les dépenses de consommation.

Le débat est loin d'être clos au sein du gouvernement. prélèvements atteindraft une cinquantaine de milliards de francs sur une année entière, soit 20 à 25 milliards en 1993. Pour compléter ce que les taxes sur l'essence, le tabac, l'alcool, ne pourront pas fournir à elles seules, le problème se pose de savoir à quel impôt avoir recours. M. Balladur ne cache nas sa préférence pour une hausse de la TVA dont les effets sur l'activité lui semblent moins nocifs qu'un refèvement des cotisations sociales ou de la CSG. Toutes ces taxes seraient versées dens un Fonds destiné à venir en aide à notre système de protection sociale.

Le premier ministre, avant de prendre une décision, veut avoir connaissances des études d'impact sur la conjoncture de ces différentes formes de prélèvements. Ne risque-t-il pas de changer d'avis quand il découvrira le danger d'avoir à alimenter en permanence avec des recettes d'Etat un Fonds de sauvetage de la Sécurité sociale? Ne changera-t-ii pas d'avis en découvrant certains calculs démontrant les effets nocifs d'une hausse de la TVA qui entraîne directement et immédiatement des hausses de prix? Et par contre-coup des tensions salariales.

ALAIN VERNHOLES

u Une union économique est concevahle sans monaie unique est concevable sans monaie unique selon M. Schlesinger. — La mise en place d'une monaie unique o'est pas forcément «la conclusion logique» du processus d'intégration économique européen, a déclaré, vendredi 16 avril à Los Angeles, le président de la Bundesbank, Helmut Schlesintaire ne peut pas compenser des politi-ques fiscales et salariales mal orienlees et la lutte contre l'inflation requiert «la volonté du corps politique et de la société», a-t-il ajouté.

. 10 to 10 t

# Un collectif budgétaire | La volonté de rupture

Suite de la première page

A Bercy, même si Edmood Alphandéry n été jusqu'à présent Alphandéry n été jusqu'à présent très occupé par les réunions internationales du G 7 (le groupe des sept pays les plus industrialisés), le projet de loi portant sur la réforme de la Banque de France et les modifications à apporter à la loi de privatisation de 1986 sont pratiquement prêts, le projet visant à la réforme de la Caisse des dépôts étant un peu moins avancé.

Promise anx marchés des changes pour assurer que la politique monétaire ne sera plus sou-mise aux aléas politiques, la loi visant à accorder l'audonomies à la Banque de France doit être adoptée au conrs de l'actuelle ses-sion parlementaire. « Autonomie » on «indépendance»? M. Balladur ntilise le premier terme, affirmant qu'il n'y a sucune différence avec le second. Il ne retiendra pas, pour autant, la proposition de loi élabo-rée an début de l'année par l'UDF. Le projet préparé par le gouverne-ment prévoit certes, et comme dans celui de M. Giscard d'Estaing et de ses amis, de transférer la responsabilité de la gestion monétaire (la création de monnaie, la gestion des taux d'intérêt, etc.) à la banque centrale, le gouvernement restant, comme en Allemagne, le décideur eo matière de taux de change. Mais il s'en différencie par certaines

Qui dirigera la Banque? C'est naturellement à travers la composi-tion du conseil de la Banque et le fooctionnement de cet organisme de direction que doit se réaliser l'autonomie attendue. Pour le premier ministre, ce conseil doit être composé non seulement de repré-sectants de l'Etat, mais aussi de personnalités représentatives des forces économiques et sociales du pays. Le mode de leur désignation n'est pas encore arrêté, Edocard Balladur na veut pas, en tout cas, d'un système comme ceux en

vigueur dans les institutions que sont le Conseil constitutionnel ou le Consell supérieur de l'audiovisuel, où les membres sont nommés, à raison d'un tiers chacun, par le président de la République, le pré-sident de l'Assemblée nationale et celui du Sénat.

Si le conseil de la Banque décide de la politique monétaire, le gouverneur - le numéro un - n'en jouera pas moins uo rôle important. S'inspirant du modèle allemand (le président de la Bundesbank est nommé par le chef du gonvernement, le chancelier), Edouard Balladur souhaite que le gouverneur de la Banque de France soit nommé par le gonvernement. Il aura un mandat irrévocable et renonvelable. Ce mandat sera à renonvelable. Ce mandat sera à durée limitée – entre quatre ans (c'est la durée du mandat du président de la Réserve fédérale américaine) et huit uns (c'est celle du mandat du président de la Bundes-bank), la décision n'est pas encore arrêtée.

Confirmer ou non les PDG des sociétés nationalisées

Sur la polémique qui oppose traditionnellement la direction du Trésor du ministère de l'économie et la Banque de France à propos du contrôle et de la réglementation bancaire, le premier ministre n'a pas d'états d'âme : le contrôle res-tera de la responsabilité de la banque centrale (le gouverneur présidera toujours la commission bancaire), la réglementation continuant à relever du gonvernement (le ministre de l'économie sera toujours le président du comité de la réglementation bancaire).

En ce qui concerne les privatisations, le gouvernement va repren-dre la loi de l'été 1986 et y appor-ter, compte tenu des eleçons du passe», quelques modifications. Elles porteront notamment sur la liste des entreprises à privatiser (tontes les sociétés publiques du

secteur concurrentiel) et surtout sur la composition et le rôle de la commission de privatisation. Le premier ministre l'a déjà annoncé, il ne souhaite pas engager une «chasse aux sorcières» dans les entreprises nationalisées. Mais un article du nouveau projet devrait indiquer que, si le gouvernement décide de privatiser une entreprise (par un simple décret ministériel), il aura le droit au préalable de confirmer, ou non, le président de cette entreprise.

Concernant enfin la Caisse des dépôts et consignations, Edouard Balladur avait été particulièrement choque par le comportement de cette institution - et surtout de son directeur général d'alors, Robert Lion - dans le raid manqué sur la Société générale, en 1988. A la suite de cette affaire, le député de Paris avait fait à l'Assemblée nationale une proposition de loi très radicale qui organisait un éclatement complet de l'institution, vicille de plus de cent soixantequinze ans.

Le premier ministre est, semblet-il, revenu à des sentiments moins révolutionnaires. Le projet que le gouveroement prépare devrait maintenir une institution publique ou parapublique qui gérera les fonds collectés sur le livret A en faveur du logement social. L'idée du sénateur de Paris Roger Chinaud, déjà intégrée par M. Lion dans la réforme que celui-ci avait proposée au gouvernement avant son départ et visant à créer une banque qui regrouperait toutes les activités bancaires et financières de la Caisse, devrait être reprise par le gouvernement de M. Balladur. Cette banque ne devrait pas, dans l'immédiat, être cédée au secteur privé. En revanche, les activités d'assurances (la Caisse nationale de prévoyance) et de prêts aux collectivités locales (Crédit local de France) devraient quitter le giron de la CDC et être privatisées rapi-

ERIK IZRAELEWICZ

La visite de M. Miyazawa à Washington

# M. Clinton demande au Japon de réduire ses surplus commerciaux

nt américain Bill Clinton et le premier ministre japonais, Kiichi Miyazawa, vendredi 16 avril à Washington, a été. certes, courtoise. Les deux dirigeants n'ont cependant pas manqué de s'opposer avec fermeté lorsqu'ils ont abordé leurs contentioux commerciaux.

WASHINGTON

de notre correspondent

Comme le chef du gouvernement

tioo de plus en plus conflictuelle l'explosion de l'excédent commercial du Japon dans ses échanges avec les

«Intolérable», «insupportable», «inadmissible», disent les responsa-bles de l'administration américaine pour qualifier le déficit enregistré avec l'allié nippon : nux dernières estimations, il devrait être cette année de quelque 49 milliards de dollars (environ 260 milliards de francs). Pour son malheur, M. Miya-zawa est arrivé à Washington au moment où les derniers chiffres du japonais, Kiichi Miyazawa, est d'un caractère fort affable, sa première rencontre, vendredi 16 avril à Washington, avec le président Bill

Deux cents embauches déià réalisées

## La troisième équipe de Renault-Flins a démarré

Depuis le 5 avril, l'usine Renault recrutements, indique Renault, a de Flins (Yvelines) a créé une troisième équipe, fonctionnant partiel-tement de nuit, qui a déjà permis le recrutement de deux cents personnes. Après dix jours d'activité, cette équipe supplémentaire a contribué à porter à quelque cinq cents le nombre d'exemplaires de Twingo fabriqués quotidiennement dans eet établissement de 8 400 salariés qui assure également la production des Clio.

L'équipe du soir, dont les horaires de travail bebdomadaire sont de trenta-deux henres (20 h 18-2 h 03 quatre jours par semaine et 20 h 18-5 h 18 le ven-dredi) sans perte de salaire (grâce aux majorations conventionnelles accordées pour les horaires nocaccordées pour les horaires noc-turnes), permettra d'accroître de 40 % le temps d'utilisation de l'une des deux lignes, soit trois cents voi-tures supplémentaires par jour. En novembre, la capacité maximale de l'usine ponrra donc riteindre 1 900 véhicules/jour et la troisième équipe, dont l'effectif actuel est d'environ sept cents personnes, emploiera alors ! 200 salariés.

Actuellement, deux cents embauches ont eu lieu et un nom-bre équivalent sera réalisé dans les prochains mois. L'annonce de ces

suscité plus de six mille candidatures spontanées. La moitié des nouveaux employés de Flins ne sont pas diplômés et 75 % sont originaires du département des Yvelines. Au total, la moitié sont des enfants du personnel de l'usine. Les autres membres de cette

l'accord conclu en 1990 entre la direction de Flins et les syndicats CFDT, FO, CFTC at CFE-CGC,

The second secon

La première rencontre entre la Clinton s'est déroulée dans une rait d'un déficit de 84 milliards de dollars à 110 milliards. Dans cet mance enregistrée avec le Japon a acquis des dimensions politico-psy-chologiques : elle est devenue la bête noire. Le serein Kiichi Miyazawa, soixante-treize ans, a redit à son sonante-tezz ans, a reuit a son hôte que le gonflement de l'excédent japonais était principalement le fait d'une chute dans son pays et non pas le produit d'une agressivité com-merciale exacerbée. Il a répété que son gouvernement venait d'adopter un programme de relance publique massif de l'ordre de 115 milliards de dollars, qui devrait stimuler les importations japonaises de biens américains. Il a fait valoir que l'exetident japonais était quasi structurel et ne ponvait qu'évoluer lentement. Il a mis en garde contre un certain ton àméricain et la tentation de mesures « unilatérales ».

#### Des échanges dirigés

Le problème est que M. Clinton,

Le problème est que M. Clinton, quarante-six ans, est impatient, an moins dans le ton. Il a eu quelques nots durs pour le Japon. S'il apprécie l'ampleur du programme de relance japonais — eun bon premier pas » — il souhaiterait plus et de manière plus spécifique. Les Etats-Unis entendent embarquer les Japonais dans une oégociation qui les obligerait dans certains domaines précis — électronique, informatique, automobile, services — à fixer des objectifs quantitatifs d'importation de produits américains. Cela existe déja pour les semi-coaducteurs, où le Japon respecte un «quota» de 20 % de produits «étrangers» (même s'ils sont fabriqués au Japon...). Un mécanisme de négociation, prévoyant des remontres biannelles nu sommet, doit être mis sur pied. Mais les Japonais seraient très peu enthousiastes à l'idée de généraliser l'expérience des semi-conducteurs: M. Miyazawa y verrait une manière de substituer à la liberté du commerce un système d'échanges dirigés.

Les pourpariers vont se poursui-vre. L'état d'exaspération américain est tel que la question du déficit domine les relations bilatérales et conditionne leur avenir, même si les Etats-Unis n'ent pu qu'etre satisfaits de l'effort financier de Tokyo envers la Russie. Paradoxalement, seule la chute continue du dollar par rapport an yen apporte un peu de baume aux Américains.

ALAIN FRACHON

Première sortie du ministre de la pêche en Bretagne

# Baptême de la mer pour Jean Puech

marins-pêchaurs de Guilvinec. vendredi 16 avril. Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pâche, a promis que les aides de l'Etat prévues (42,5 millions de francs) seraient versées cavent le 10 mai et si possible plus tôt ».

GUILVINEC

de notre envoyée spéciale

De la ouate. Ou l'état de grâce, Comme on veut. Une douceur infinie, des ondes de sympathie, des tonnes de courtoisie, et même un peu de poésie quand, dans le port, le soleil a déchiré le voile bleu de la nuit... De la ouate, oui. De celle qui amortit les chocs, les bruits et les conflits. De celle qui enveloppe tontes les aspérilés, adoucis les guerriers, apaise les rebelles et fil-tre les colères.

Chloroformés, les pêcheurs de Guilvinec? Tétanisés par la visite de leur nouveau ministre? Le soupcon les vexe affreusement. Allons donc la La politesse et l'hos-pitalité bigoudennes n'ont jamnis signifié allégeance», se récrie un jeune patron-pêcheur, qui, pour la circonstance, a choisi une cravate à motifs petits poissons. « Nous restons vigilants et jugerons sur des actes!... Mais il y a un temps pour tout.» Et l'humeur des quais, vendredi matin, est empreinte d'indulgence. « Le temps d'initier le petit nouveau!» rit un matelot. Et à ce « nouveau »-là qui, quelques jonrs seulement après sa nomination, a choisi de saluer en priorité Guilvinec, port symbole de la erise en cours, ils semblent prèts à pardon-ner beaucoup.

#### Avec le patron, alors

Pardonner d'être oé loin des côtes et de n'avoir pas le pied marin e Ln tête de nos maris quand ils ont appris que le ministre de la pèche était un ramasseur de patates!», sourit une Lorientaise, précisant, devant notre air incrédule, que le terme vant pour tous les ruraux, a fortiori un petit-fils de paysan! Pardonner aussi de n'être point breton. « C'est un petit problème bien sur, et son accent du Midi marquera constamment la dis-tance. Mais nous sommes gens ouverts...» Pardonner enfin de chapeauter à la fois l'agriculture et la deux mondes a part. Aurez-vous assez de poids pour défendre in

Lors de sa première visite aux puech, monsieur Pèche? « demande un pecheur, visiblement ému,

Mais la criée est si bruyante que le ministre, saos doute, n'cotend pas. Souriant, il se déplace entre les photographes et les caisses de lottes, de seiches, de raies tout justes débarquées des navires et jaugées par les mareyeurs. Et il tra-

verse le quai pour se rendre à bord du Risten et puis du Syracuse, dont les jeunes capitaines prennent en main la visite. Allez! Un cliché à la barre, demande un photographe Le ministre hésite, soudain un peu timide. Avec le patron, alors... Le jour, déjà, se pointe. Un grand bol de café, une crêpe peut-ètre, à la capitainerie, avec une poignée de professionnnels et M. le ministre poursuit l'exeursion le long du même quai : mareyeurs, ateliers d'entretien et de réparation

navale...

Et c'est la réunion attendue à la salle des loisirs. Une salle pleine, comme aux grandes heures de conflit de la pêche. Beaucoup d'hommes sont en mer, mais les énouses sont là, en groupes, attentives, promptes à prendre des notes et applaudir chaleureusement l'intervention de leur présidente... et puis celle du ministre. Non, les nouvelles du front ne sont pas bonnes. Non, les budgets ne se sont pas miraculeusement redresses. Tout juste les cours ont-ils un peu remonté, comme d'habitude à Páques; mais une centaine de navires, selon le Crédit maritime, sont anjourd'hui dans le rouge. Des créances énormes mettent en danger les artisans, tandis que certains travaux sont dangereusement différés. Le ministre écoute, il est venu pour ça, a pour mettre des visages d'hommes et de semmes derrière des dossiers, et leur assurer que la pēcho sera d'autant mieux défendue qu'elle dépendra de ce ministère si ouissant. »

Des chiffres? Des mesures? Une simple confirmation : le versement - avant le 10 mai - des aides exceptionnelles de 42,5 millions de francs décidées en mars par l'ancien gouvernement pour com-penser les pertes enregistrées en février. C'était bien le minimum qu'on pouvait annoncer. Mais la prestation de «ce ministre assez courageux pour se rendre tout droit dans le village d'Astérix et des irrèductibles », selon le moi d'André Le Berre, le présideot du comité local des pêches, fut somme toute jugée prometteuse. De la ouate

ANNICK COJEAN

Effet de ciseaux sur les taux d'intérêt

# Boom sur les sicav obligataires

plus rapide que celui du long terme, - commence à se diffuser sur les marchés des sicav, les gestionnaires des réseaux et les guichetiers appuyant, par ieurs conseils éclairés, une tendance que la clientéle de base commence à percevoir. Ainsi, en mars 1993, selon les statistiques d'EuroPerformance, les souscriptions nettes de sicav obligataires ont atteint 10,2 milliards de francs, sur un encours qui s'élève à 357,1 milliards de francs. En revanche, les sieav monétaires (1 091 milliards de francs) out enregistré 4,7 milliards de francs de retraits acts, alors que le montant des souscriptions est traditionnellement positif en mars.

La reprise de la collecte sur ce produit en février (30 milliards de francs) aura donc été de courte durée: an premier trimestre 1993, les souscriptions nettes s'élèvent à 27 milliards de francs, ce qui ne compense pas les 63 milliards de francs de retraits nets enregistrés en décembre 1993, du fait, essentiellement, des trésoriers d'entreprise et de certains gros particuliers, qui s'étaient reportés sur des placeme olus rémunérateurs comme les certificats de dépôts des banques (1 million de francs au minimum), qui ont rapporté jusqu'à 12 %.

Il est probable que ce mouvement de bascule va s'amplifier, car les baux à court terme, qui régissent les sicav monétaires, devraient poursuivre leur repli et probablement retomber au-dessous des taux à long terme, dont le recul sera plus lent. Il convient de noter que si ces taux à court terme redescendaient vers 6,50 % en fio d'année, comme certains le pronostiquent, les livrets A de carsse d'épargne, rémunérés à 4,50 % avec exemption d'impôt, redeviendraient plus attrayants, surtout si le nouveau gouvernement a le courage de ramener les sicav

L'effet de ciseaux sur les taux monétaires au droit commun fiscal. d'intérêt - baisse du court terme c'est-à-dire une taxation à 18,9 %. Sur les sicav actions (210.6 mil-

liards de francs d'encours), les retraits nets se poursuivent :
- 1,2 milliard de francs en mars. D'après les calculs d'EuroPerformance, enfin, les dix premiers réseaux distribuent les trois quarts de l'encours des sicav. Le Crédit agricole est en tête, avec une part de marché proche de 14 %, suivi par la Société générale avec 9,6 %, talonnée par les Caisses d'épargne (9,5 %), avec la BNP (8,7 %) et le Crédit lyonnais (7,5 %); ces cinq réseaux placent la moitié de l'encours. Viennent ensuite la Caisse des dépôts-Trésor publie (6,2 %), La Poste (6 %), le groupe Paribas (5,1 %), le groupe CIC-UE (4 %) et les Banques populaires (3,6 %).

FRANCOIS RENARD

D Le Bandesrat approuve les grandes lignes du « pacte de solidarité». - Le Bundesrat, Chambre haute de Parlement allemand où sont représentés les seize Lander, a approuvé en première lecture vendredi 16 avril les grandes lignes du « pacte de solidarité» conclu il y a un mois entre le gouvernement et les ministres-présidents des Lander. Le ministre des fioances, Theo Waigel, a qualifié ce pacte, qui redéfinit les relations financières entre l'Etat fédéral et les Lander, et partage le poids de la réunification. de « succès du fédéralisme ». Des réserves pot tontefois été exprimées lors du débat sur des points précis du «programme de consolidation financière» présenté par M. Waigel, qoi devraient donner lieu à révision. Les intervenants ont cependaot pour la plupart excin toute renégociation du pacte.

de la Bundesbank, Heimit Schlesh-ger, « Un marché unique peut exister sans requérir forcément une intégra-tion monétaire plus poussée», a-t-il précisé lors d'une conférence de presse devant le World Affairs Council. Il est erroné, a ajouté l'orateur, de penser que le marché unique européen ne sera achevé que lorsque l'Europe sera dotée d'une monnaie unique. Aussi importante que soit l'indépendance de la banque centrale d'un pays, elle ne peut être consi-dérée comme «un remède à tous les maux », a encore déclaré le président de la «Buba». «La politique monééquipe supplémentaire sont des volontaires provenant des équipes de jour. Ce dispositif, élaboré à partir de

permet d'augmenter les capacités de l'usine sans qu'il soit nécessaire de recourir à des investissements supplémentaires et contribue à rajeunir la moyenne d'âge de l'éta-hlissement qui dépasse actuellement les quarante-deux ans. Il s'accompagne d'une réduction de la durée du travail des équipes de jour (de 38 heures à 37 heures) en échange d'un réaménagement des horaires, certains temps de pause ayant été raccourcis et la prise des repas étant repoussée en fin de

# Quatre séances pour rien

INDICE CAC 40

Len gameines sa suivent at se ressemblant à la Bourse de Paria. Ainsi, une nouvelle fois, la période n'a compté que quetre

eéances, en raison du lundi de Pâques, et les pertes auront été une fois, encore insignifiantes. Et, tout comme la semaine demière, da nouvelles initiatives en faveur de la relence du marché boursier ont vu le jour.

Après quatre jours chômés, la Palaia Brongniart a rouvert ses portes mardi 13 avril. Bien que largement enticipée depuis quelques semaines, la baisse da deux points du taux de prise en pension de la Banque de France, pour le ramener à 10 %, dopa la marché. Non pas que le geste soit d'une importance démesurée, mais les apéreteurs astimaient dans leur majorité qu'il elleit dens le bon sens. Catta détente, rendue possibla grâce à l'accalmie constatée sur le marché des changes, devrait sa poursuivre. C'est en tout cas le souhait du premier ministre, qui a affirmé mercredi 14 avril à l'Assemblée nationale que son gouvernement «ferait tout pour que la baisse des taux d'intérêt se poursuive», sans toutefois «fixer d'objectif chiffré à son action». Au bout du compte, l'initiative da l'institut d'émission fut salué par une haussa de 1,57 %, Findice CAC 40 refranchissant ainsi la seuil psychologique das 2 000 points. Le lendemain, quel-

16-4-93

16-4-93 Diff.

631 + 19 1 337 - 7 430,10 + 0,10 951 - 129 541 - 8 576 - 4

Diff.

inch. 1 inch. 6 2,20

20 2,90 3,70 15 90 10 4,10

DIFF.

DHf.

DIH.

Bâtiment et matériaux

16-4-93

16-4-93

Consommation non alimentaire

16-4-93

16-4-93

Crédit et banques

Diff,

inch. + 30 + 17 - 5,20

Alcatel-Cable.

Distribution

Agroalimentaire

Assurances

Chimie

fastèrent, mais la marché résista plutôt bien pulsqu'il n'abandonna en clôtura que 0,13 %.

En revanche, une certaine déception, eprès que la Banque de France eut annoncé maintenir son taux d'intervention à 9,10 % lors de son appel d'offres du jour, pesa très sensiblement sur les cours. Il eat vral que peu d'apérateurs étaient convaincus d'un aecond geste à quarante-huit heures d'intervalle, mais les valeurs perdirent quand même 1,33 % en clôture. Au cours de la demière séance de la semaine, le principal indicateur de la place évolus autour du point d'équilibre, dena una faurchette d'une quinzaine de points, pour ter-miner en repli de 0,10 %. Au final, sur le période, les veleurs francaises auront timidement baissé de 0,17 pointe, soit un repli on ne peut plus symbolique de... 0,01 %. L'indice CAC, pour se pert, s'inscri-vait è la cote 1 986,69.

De nouvelles mesures pour la Bourse

Du côté des valeurs, quelques titres ont retenu l'attention, les valeurs financières notamment sou-tenues par la baisse des taux. Les pétrolières unt été également très recherchées comme Tatal, Elf, Esso et BP, qui ont terminé la dernière séance de la semaine parmi les quinze plus fortes hausses.

Les réflaxions at les masures propres à relencer et à redynamiser le marché boursier ne manquant

16-4-93

4 770

3 474

Diff.

- 87 - 3,50 + 2 + 84 - 23

1,50 0,80

ciation française des sociétés de Bourse rendait public son rapport sur la Bourse au service de l'économie (le Monde daté 11-12 avril). Mardi 13 avril, la SBF-Bourse de Paris, da son côté, annonçait la signature, avec dix-neuf réseaux banceiras, d'una conventinn de prospection afin da relancer les introductions en Bourse. Dans un rapport commun publié au mois de février 1993, la Commission des opérations de Bourse (COB) et la SBF constataient la nécessité d'une réelle relance du second marché. Les recommandations de ce repport partaient aussi bien sur la liquidité - l'un des points les plus faibles du second marché - que sur l'adaptation des rècles de cotation, la notion de parrainage ou la mobilisation des acteurs du marché (SBF et banques) en faveur des valeurs moyennes notamment aux fins de sensibiliser de nouveaux imetteurs (le Monde du 13 février). A cet égard, la aignature de la convention entre la SBF-Bourse de Paris et dix-neuf réseaux bancaires est une première application prati-que de cette volonté de mobilisation du marché. Aux termes de cette convention de prospection, les banques signataires (qu'elles

de sensibilisation des chefs d'entreprise afin de les inciter à demander l'introduction en Bourse de leurs sociétés. Pratiquement, chaque établissemant a'engage à organiser un minimum de dix rencontres par an avec les responsables d'entreprises susceptibles

d'être introduites en Bourse. De son côté, la SBF-Bourse de Parie s'angage à appuyer la démarche commerciale de chacun des réseaux bancaires. Elle mettra à leur disposition des représentants pour appuyer l'action commerciale auprès des chefs d'entreprise et pourra leur fournir également toute la documentation dont elle dispose, tant sur l'organisation que sur le fonctionnement de la Bourse.

S'appuyant sur la demier rapport de l'AFSB (Association française des sociétés de Bourse). Jean-François Théodore, président de la SBF-Bourse de Paris, a rappelé que le réservoir des entreprises susceptibles de a introduire en Bourse est bien réel car il existe pas moins de 70 % de sociétés réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 200 millions de francs - soit 2 700 entreprises - qui potentiellement pourraient tenter una aventure boursière. Le président de la SBF est convaincu que la reprise boursière est à proximité et que l'on peut «parler au passé de la désaffection du second marché ».

#### gent à mener une campagne active Immobilier et foncier Electricité et électronique

|               | 16-4-93 | Diff.  |
|---------------|---------|--------|
| CFI           | 290     | + 2.90 |
| GFC           | 414     | + 4    |
| Locie         | 220     | + 10   |
| Oliper        | 64      | + 3    |
| Rue Impériele | 3495    | + 24   |
| Seffeneg      | 496     | + 6    |
| Stern         | 700-    | + 30   |
| Simea         | - 660 . | + 29   |
| Sogepart      | 720     | + 2    |
| . Ulf         | 550     | ÷ 21   |

soient de réseau, comme le Crédit

lyonnais, la Société générale, la

BNP, etc., mutualistes, comme le

Crédit agricola ou les Banques

populaires, ou institution financière

comme le Crédit national) e'enga-

Investissement et portefeuille

| 18 4 02                                                                                             | Diff                                                                                      |                                                                                                                                                        | 16-4-93                                                                                              | DH                        | Ħ              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------|
| 2 086<br>583<br>2 667                                                                               | Diff.<br>- 36<br>- 2<br>- 87                                                              | Amerit et Asso Bollori                                                                                                                                 | 261<br>525<br>89,50                                                                                  | + 11<br>- 20              | ±              |
| 148<br>902<br>514<br>1 348<br>3 490<br>487<br>1 650<br>1 490<br>1 600<br>735<br>814<br>723<br>15,90 | - 37<br>+ 3<br>+ 2<br>- 47<br>+ 30<br>+ 1<br>+ 36<br>- 10<br>+ 5<br>- 27<br>- 27<br>- 245 | CGP_ Euroteacon Gue et Ease Lagardien MMS Mexico-Wendal Nevigation edute Nord-Est Crigny-Desvolce Partinance Partinance Pinnatt SPEP Suez Worme et Clo | 1110<br>1636<br>1636<br>364<br>364<br>1023<br>147,90<br>743<br>195<br>418,60<br>325<br>414<br>318,40 | + 3<br>+ 1<br>+ 16<br>+ 0 | 1<br>1<br>1,10 |

| VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT<br>TRAITÉES AU RM |                     |                        |  |
|----------------------------------------------|---------------------|------------------------|--|
|                                              | Nombre<br>de titres | Valeur en<br>cap. (MF) |  |
| Alcotol Alethoro                             | 1296128             | 873 939                |  |
| Total                                        | 1642200<br>867200   | 438776                 |  |
| Sant                                         | 924.375             | 325620<br>295713       |  |
| Emuz (Gárdoste des)                          | 123400              | 292 526                |  |
| MP (CP)                                      | 818750              | 208 007                |  |
| Societé glaterie                             | 448 000             | 287216                 |  |
| TEN                                          | 292 830 .           | 283776                 |  |
| Order #.7                                    | 242250              | 276796                 |  |
| Saint Cobain                                 | 841 610             | 274 624                |  |
| At Seption (1.7)                             | 315200              | 246 038                |  |
| Corporar estaticis                           | 1148860             | 233296                 |  |
| LT 100 100 100 100 100 100 100 100 100 10    | 61 140              | 227 637                |  |

| Valence         | Haurese<br>% | Valeura        | Suise<br>% |
|-----------------|--------------|----------------|------------|
| Sogenel         | +17,3        | Earo #800      | - 8,5      |
| Donnelt Aviet.  | + 9.5        | Bollow Teche,  | - 7,1      |
| Cridt Lai Ft    |              | Materialis for | - 12       |
| Giophys. (Gle)  | + 1,9        | Lagardère Gr   | - 5,2      |
| Bertand Fecre . | + 5.8        | Estation Inc   | - 44       |
| Silecthorage    | - 55         | Planted Helef  | - X        |
| UF              | + 5.1        | SDR NAP 4+ C   | - 44       |
| Cotolon         | + 8.1        | Synthelisto    | - 43       |
| STOR Smiller    | 1 24         | Brokette Kal   | - 31       |
| Franceger. Bel  | + 4,1        | Ingurico       | - 36       |
| Construence     | + 41         | Nord Sat       | - 34       |

|                       | VOLUME DI<br>8-4-93   | 13-4-93                | 14-4-93                           | 15-4-93                   |  |
|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------------------|---------------------------|--|
| RM                    | 3 057 407             |                        |                                   |                           |  |
| R. et obl.<br>Actions | 26 463 766<br>160 755 | 34 864 853<br>173 957  | 18 983 888<br>257 695             | 27 240 382<br>581 505     |  |
| Total                 | 20 601 020            | 27 424 205             | 40 005 DEE                        | 00 000                    |  |
| 10tan                 | 23 001 328            | 37 434 335             | 22 685 877                        | 30 088 739 1              |  |
| 1001                  |                       | CES CAC (du            |                                   |                           |  |
| 1000                  |                       | CES CAC (du            |                                   |                           |  |
|                       | 13-4-93               | CES CAC (du            | mardi en vend                     | redi)                     |  |
| Indice gén            | 13-4-93<br>537,4      | CES CAC (du<br>14-4-93 | mardi en vend<br>15-4-93<br>541,8 | redi)<br>16-4-93<br>536,5 |  |

| · Notionnel | 10 %. – Cotat<br>Nombre de d | MATIF<br>ion en pourcen<br>contrate : 93 76 | tage du 16 av<br>38 environ | ศปี 1993  |
|-------------|------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------|-----------|
| 20112       |                              | ÉCHÉ/                                       | NCES                        |           |
| COURS       | JUIN 1993                    | SEPT. 1993                                  | DÉC. 1993                   | MARS 1994 |
| Premier     | 118                          | 118,06                                      | 117,84                      | 120,10    |
| Dernier     | 118,02                       | 118,02                                      | 117,90                      | 120,20    |

## FRANCOIS BOSTNAVARON

|                   | 16-4-93 | Diff.  |  |
|-------------------|---------|--------|--|
| Cargottd Metalbux | 208,50  | + 8,30 |  |
| Decemble Avertice | 494     | + 81   |  |
| De Dietrich       | 1701    | + 1    |  |
| Fires-Lille       | 311,90  | - 4,30 |  |
| imital            | 405     | + 1    |  |
| Logic Industrie   | 195     | + 12   |  |
| Micaleurop        | 71,60   | - 0,90 |  |
| Pechiney Cl       | 293     | + 10   |  |
| Pachiney Int.     | 213,10  | - 0,40 |  |
| Peopet St         | 570 .   | + 4    |  |
| Strafor Facom     | 645     | - 5    |  |
| Vales,            | 779     | - 1    |  |
| Vallourec         | 163     | + 2,40 |  |

| ľo | r, diam        | ents .           | sen        |
|----|----------------|------------------|------------|
|    | 16-4-93        | Diff.            | rag        |
| n_ | 121,90         | - 14,80          | ann        |
|    | 37,40<br>86,06 | - 5,60<br>- 8.55 | gon        |
|    | 43,46          | - 5,45           | une        |
|    | 11,90<br>17,35 | - 0,70<br>- 2,65 | 2,6<br>199 |
|    | 24,05<br>28,80 | - 1,95<br>- 3,40 | 133        |

| Delefentalis Gencor Hassequy Randfestalis Seleta-Helena Western Deep | 43,46<br>11,90<br>17,35<br>24,05<br>28,80<br>96 | - 5,45<br>- 0,70<br>- 2,65<br>- 1,95<br>- 3,40<br>- 20,50 |  |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|--|
| Pétrole                                                              |                                                 |                                                           |  |
|                                                                      | 16-4-93                                         | Diff.                                                     |  |
| RP.France                                                            | 91 25                                           | - 235                                                     |  |

| Eseo          | 760<br>661<br>273,5                                           | inch.<br>+ 47<br>+ 15                                             |   |
|---------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---|
| Sicomi ou     | ex-sico                                                       | <u>mi</u>                                                         |   |
|               | 16-4-93                                                       | Diff.                                                             |   |
| Sail Investia | 918<br>310<br>401,10<br>520<br>570<br>842<br>170,20<br>405,50 | + 19<br>+ 18<br>+ 1,10<br>+ 11<br>- 1<br>- 13<br>+ 9,20<br>+ 7,50 |   |
| Transports,   | loisirs,                                                      | services                                                          | 3 |
|               | 16-4-93                                                       | DHT.                                                              | ! |

|                   | 16-4-93  | DIFF.   |
|-------------------|----------|---------|
| Accor             | 887      | - 4 .   |
| 848               | 172      | + 7     |
| Const Plot        | 1302     | - 44    |
| Casp Gerpini      | 199,50   | - 10,30 |
| CEP Communic      | 393      | - 3     |
| CGI Inf           | NC ·     | jaak.   |
| Club Médhezenée   | 377      | - 4,80  |
| Desphin Ote       | NC       | inch,   |
| Ginir, des esux   | 2335     | - 31    |
| Esco              | 416      | +       |
| Euro Dissey       | 83,56    | - 6,65  |
| Harmer            | 466,10   | - 10,90 |
| Lyonnaine Durnez. | 470      | 11      |
| 0GF               | 598      | + 13    |
| Pub. Filipacchi   | 699      | + 44    |
| Publicia          | 730      | - 10    |
| SITA              | NG       | inch,   |
| 91A               | 633      | + 26    |
| 00000             | 483      | - 2     |
| TFI               | 986      | - 14    |
| 15.1 14           | 460,40   | + 13,90 |
| Valeurs à         | revenn f | ive     |

|                                       | 16-4-93                                              | Deff.                                          |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| 10 % 1978                             | n.e.<br>100,20<br>102,02<br>102,05<br>5 410<br>90,65 | A.C.<br>Inc.<br>n.c.<br>Inc.<br>+ 30<br>+ 0,15 |
| CNE Par. 6 000 F.<br>CNB Seaz 6 000 F | 99<br>98.05                                          | + 1,25<br>+ 0,25                               |

**NEW-YORK** 

# Au plus haut

Wall Street a cure-gistré une furte

grâce à de bons résultats de sociétés an premier trimes-tre 1993 et à une d'intéret sur le marché obligataire. L'indice Dow Jnnes des valeurs vedettes a fini vendredi sur nn nouveau record à 3 478,61 points, en hausse de 82,13 points (2,4 %) par rapport à la semaine précédente.

hausse au cours de la semaine écoulée,

Plusicurs sociétés unt annonce, dans le courant de la semaine, des résultats financiers meilleurs que ceux attendus, ce qui a compensé des statistiques économiques mitigees, selon les analystes. De plus, nne nnnvelle détente des taux d'intérêt sur le marché obligataire, on le taux moyen sur les bons du Trésor à trente ans est tumbé à 6,75 % contre 6,85 % la semaine passée, a également profité à la grande Bourse new-yorkaise.

Wall Street « pourrait tester de nouveaux records » dans les semaines à venir et le Dow Jones atteindre 3 550 points, sclon James Schroeder, analyste chez MMS International, mais tontefnis sans se maintenir à ces niveaux.

Des liquidités importantes, dégarées des investissements à taux fixe, continueront d'affluer sur le marché boursier. Mais plusieurs indicateurs, tels qu'un volume d'échanges très moyen et l'essoufflement des autres indices boursiers, laissent entrevoir un repli à plus long terme, selon M. Schroe-

Les chiffres éconnmiques pen encourageants de la semaine recul de 1 % des ventes de détail. augmentatinn de 0,4 % des stocks des entreprises et gonflement de 0.5 % du déficit commercial américain en février - n'ont pas en d'impact sur la Bourse car ils ont été attribués en grande partie aux mauvaises conditions météorologi-

Indice Dow Junes dn 16 avril :

| 3 478,61 (c. 3 39                     | 6,48).                      |                            |
|---------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
|                                       | Cours<br>8 avril            | Cours<br>18 avril          |
| Alcos                                 | 60 3/8<br>58 3/4            | 63 3/4<br>60               |
| Chase Men. Bank<br>Du Pont de Nemours | 35 3/4<br>50 1/8            | 37 3/4<br>36 7/8<br>53 3/8 |
| Eastman Kodak                         | 55<br>68                    | 56 1/8<br>68               |
| Ford                                  | 54 6/8<br>92<br>39 1/2      | 55 1/4<br>95 1/4<br>40 1/2 |
| Goodyear                              | 77 7/8<br>51                | 76 1/2<br>49               |
| Mobil Oil                             | 78 5/8<br>70 1/2<br>58 3/4  | 84 1/4<br>70 1/4<br>80 1/2 |
| Schlumberger                          | 84 3/4<br>83 7/8<br>136 1/8 | 86<br>84 5/8<br>145.76     |
| Union Carbide<br>United Tech          | 17 7/8<br>47 5/8            | 19 1/2<br>49 1/2           |
| Xerox Corp                            | 15 1/8<br>79 5/8            | 15 1/8<br>80 1/8           |

**TOKYO** 

# Au-dessus des 20 000 points

La Bourse de NOICE NICKE Takyo a poarsuivi 'sa progression cette semaine, l'indiec Nikkei terminant an-dessus de la barre des 20 000 points, soutenu par l'annonce d'un plan

de relance du gouvernement japo-nais de 13 200 milliards de yens (615 milliards de francs). L'indice Nikkei, qui comprend 225 valeurs, a gagné 405,68 points, soit 2 %, a 20 297,86 points après une progression de 445,24 points la naine précédente.

Les investisseurs unt été encougés par le plan de relance moncé, mardi 13 avril, par le evernement, qui devrait se traire, selon les estimations, par progression supplémentaire de points du taux de croissance en

Cette annonce a sontenu l'acti-vité des investisseurs privés et des banques, selon des opérateurs. Ouvrant en début de semaine à

| moins inquiets d'une poursuite d'appréciation du yest contre le de                                                               | ie<br>i- |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| lar, qui aurait pour effet de rend<br>plus conteux les produits japonai<br>affectant les entreprises nrientées<br>l'exportation. | s,       |
| Indices du 16 avril : Nikke<br>20,297,86 (e. 19 892,18); Tapis<br>1 565,10 (c. 1 563,28).                                        |          |
|                                                                                                                                  | _        |

+ (

19 929,22 points, l'indice a atteint

son plus hant en treize mois mer-

credi matin, à 20 874,71 points.

Une vague de prises de bénéfice a

ensuite tiré l'indice vers le bas,

Les investisseurs restent néan-

selon des sources du marché.

|                                                                                                                       | Cours<br>9 avril                                                            | Cours<br>16 avril                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| Alfinomoto Gridgestone Czenor Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Missushita Electric Sony Corp. Toyota Motora | 1 340<br>1 330<br>1 510<br>2 060<br>1 470<br>1 330<br>658<br>4 840<br>1 700 | 1 370<br>1 330<br>1 500<br>1 990<br>1 470<br>1 380<br>656<br>4 880<br>1 680 |

LONDRES Stable

+ 0.1 % Les valeurs sont restées stables

pendant cette courte semaine au Stock Exchange, nù la tendance a été duminée par les signes de reprise éconnmique, mais oussi par les menaces inflationnistes qui l'aecompagnent. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 2,6 points, soit 0,1 %, à 2 824,4 points. La plus farte hausse de la

semaine, pintôt calme en raison des vacances paseales, a eu lieu mardi (+ 0,9 %), nu les valeurs unt été poussées par la stabilisatinn des prix de gros en mars et par la baisse du taux de prises en nsinn de la Banque de France. Le Stock Exchange a ensuite été irrégulier mercredi et jendi, l'influence de Well Street lui faisant abandnnner ses gains initiaux dus anx signes de reprise de l'éconnmie britannique, comme la hausse de 1,6 % de la produc-tion industrielle en février.

Indices «FT» du 16 avril : 100 valeurs, 2 824,40 (e. 2 821,80); 30 valeurs, 2 202,5 (e. 2 180,80); fonds d'Etat, 96,3 (c. 97,20); mines d'or, 112 (e. 128,70).

| ,                                                                             | Cours<br>8 avril                                                                                  | Cours<br>10 avril                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Affied Lyons BP BTR Cadbary De Beers Glam GUS ICI Reethers RTZ Shall Uniferer | 0.52<br>9.04<br>5.99<br>4.68<br>11,13<br>5,73<br>26,45<br>11,40<br>13,37<br>8,65<br>6,87<br>11,17 | 5,50<br>3,04<br>6,06<br>4,78<br>10,38<br>5,54<br>26,45<br>11,88<br>12,78<br>6,47<br>6,84<br>11,20 |

**FRANCFORT** Calme + 1,39 %

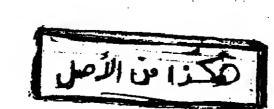
La semoine boursière en Allemagne a été caractérisée par le plus grand calme, les investisseurs prolongeant jusqu'à vendredi la trêve pascale. L'indice DAX des trente valeurs vedette de la cote a ter-miné vendredi à 1 678,85 points, soit une progression de 1,39 % par rapport à la clôture de la semaine passée. Les cours ont été essentiellement

soutenus par la bonne tenue de la Bourse japonaise et de Wall Street ainsi que par les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt directeurs lars de le prochaine réunian da conseil central de la Bundesbank jeudi, ont souligné les courtiers. Malgré ce l'éger sursaut à la hausse, la phase de consolidation

se poursuit, note la Commerzbank. Depuis la mi-mars, la Bourse allemande «reprend son souffle» après un début d'année démarré sur les chapeaux de roue.
« Un mouvement de reprise de

l'économie n'est toujours pas en vue », précise t-elle. Mais elle excim un chute brutale des cours car « la Bourse allemande continue d'être portée par les espoirs d'une baisse des taux».
Indice DAX du 16 avril: 1 678,85 (c. 1 655,73).

|                                                                                       | 6 swill                                                                                 | Cours<br>10 avril                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| AEG BASF Beyer Commerchank Deutschehnek Hoschek Karsteit Mannesmen Stemens Volkswagen | 166<br>238,30<br>276,40<br>296,80<br>686,60<br>248,80<br>628<br>255,50<br>636,50<br>311 | 158<br>239,30<br>278,90<br>300,70<br>712,70<br>249,70<br>528<br>260,50<br>644<br>317,70 |



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHES

### MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Une longue échéance en eurofrancs

Electricité de France a temporté un beau succès en rouvrant le compartiment des euro-emprunts à très longue échéance. Sa dernière émission porte sur 2 milliards de francs et devrait être remboursée en 2012. Cette date a été retenue pour per-mettre une comparaison directe avec des fonds d'Etat. An départ, avec des fonds d'Etat. An depart, jeudi 15 avril, le rendement proposé était supérieur de trente-trois points de base à celui des obligations du Trésor qui ont encore dixneuf ans à courir. Cette marge étroite a suffi à attirer en foule les bailleurs de fonds.

in plus haut

TO ME

11-712-43

The state of the s

Taller State

14 (10) Doing

1 1 1 Park

3 MANUTHORT

1,50

L'affaire est un modéle d'équili-bre. Pnur le débiteur, son mérite est d'allonger la durée de sa dette à des ennditinns avantageuses. Thut compris, l'emprunt ne ini coûte que 7,75 % l'an, ce qui est très peu élevé. Le niveau de l'intérêt à long terme a beaucoup baissé ces derniers mois. Il pourrait certes dimi-nuer encore prochainement, mais on ne s'attend généralement pas à une baisse aussi prononcée que celle qui pourrait se produire pour des échéances plus rapprochées.

Si le loyer de l'argent était ramené à des niveaux raisonnables, on assisterait vraisemblablement à on assisterat viassemoiadement a un retour à la onrmale sur le mar-ché des capitaux, où le niveau de l'intérêt dépendrait de la durée des ritres, les plus eourts rapportant moins que les plus longs. Ce n'est pas le cas actuellement. Lever des fonds à cinq ans colite à peu près aves de currents. aussi eber qu'à dix aos et guere moins qu'à vingt ans. Electricité de France a mis cette situation à pro-fit, eo remboursant certaines dettes à court terme pour les remplacer par cette opération.

Quant aux souscripteurs, ce qui les attire, e'est de pouvoir se pro-curer des titres de qualité irrépro-chable, d'une durée très rarement proposée en Europe à des condi-tions réalistes. Le taux d'intérêt facial des obligations est de 7,50 %. Ce taux conforme à la situation du marché paraît bien tenir compte des perspectives des prochains mois. Il a ainsi été possible

d'arrêter no prix d'émission infé-rieur à la valeur nominale des titres de façon à procurer un ren-dement de 7,70 %. Les euro-obliga-tions de longue durée disposibles sur le marché secondaire nnt été lancées l'année dernière et leurs coupons sont beaucoup plus élevés, de l'ordre de 8,75 % ou de 9 %, ce qui fait que leurs cours dépassent de très loin le pair. Ils sont en fait montés si haut que les investisseurs d'arrêtes no prix d'émission infémontés si haut que les investisseurs en sont rebutés.

Trois banques de nationalités différentes dirigeaient la dernière opération d'EDF, dont le placement est très diversifié. La responsabilité la plus grande incombait an Crédit commercial de France auquel étaient associés un établissement d'origine britannique, SG Warburg, ainsi que l'Union de banques suisses.

#### Les Trésors publics préférent le mark

En général, le marché des titres en francs o accueille guère que des débiteurs français. Les candidats étrangers le trouvent encore trop coûteux et très souvent préférent recourir au marché allemand. Les grands Trésors publics européens continuent de s'y précipiter. Depuis Pâques, la Norvège et le Danemark s'y sont annoncés pour 1,5 milliard et 1,3 milliard de deutschemarks, respectivement par l'intermédiaire de la Deutsche Bank et de la Westdeutsche Landesbank. Ces deux pays lèvent des fonds à cinq ans, la durée la plus recherchée des iovestisseurs, qui savent que e'est ce segment du marché qui profitera le plus d'une nouvelle réduction du loyer de l'arment

Ces transactions allemandes sont bien accueillies et l'effet d'entraînement sur les autres can-didats à l'emprunt est très important. De nonveaux pays sont sur les rangs. Le Portugal, par exemple, a déjà fait part de son intention de se présenter à son tour sur le mar-ché allemand. Il faut convenir que

c'est une source de financemeol très économique et qu'il suffit pour attirer les bailleurs de fonds de s écarter assez peu du gnuverne-ment allemand. La Norvège s'est contentée de proposer douze points de base de mieux que les bons du Trésor de Bonn. Le Danemark ne fera vraisemblablement pas de surenchère; les conditions de sa transaction seront arrêtées lundi matin.

Parmi les autres devises euro-

péennes, la lire italienne est actuel-lement en évidence sur le marché. La monnaie attire de très nom-breux investisseurs, qui pensent qu'elle a maintenant touché le food et qu'elle est appelée à se redresser. routelois, cela ne va pas nécessairement de pair avec un rétablissement de la confiance dans la situation de l'Italie et dans les effets publics émis par ce pays. En fait, les conditions sont toutes réunies pour assurer la réussite des emprunts des débiteurs étrangers dont les euro-obligations sont très recherchées alors même que leurs rendements sont-bien inférieurs à ceux des obligations du Trésor ita-lien. Les meilleures signatures du monde figurent dans la liste des nouveaux emprunteurs en eurolires. Et il y a tant de candidats que la Banque d'Italie dair, à son corps défendant, intervenir pour éviter une congestion de ce mar-

Par ailleurs, une organisation européenne de satellites, Eutelsat, s'est chargée, par l'intermédiaire de Paribas, d'entretenir nne certaine animation sur le marché de l'écu qui o'attire plus guère les emprun-teurs car il en coûte beaucoup de lever des fonds dans cette monnaie composite. Les investisseurs, en isse et au Benelux surtout, ne se font pas prier pour souscrire car les rendements proposés leur convien-nent. L'emprunt de 100 millions d'écus d'Entelsat est d'une durée de eioq ans, son taux d'intérêt facial est de 7,50 %. Il revient à son débiteur à 7,62 % l'an.

CHRISTOPHE VETTER

....

### **DEVISES ET OR**

# Le franc se raffermit lentement

Le franc français a continué de se raffermir, à un rythme moins rapide que la semaine précédente. il est vrai, ne gagnant «que» un demi-centime, à un peu moins de 3,38 francs, pour un deutschemark contre 3,3850 francs huit jaurs auparavant. En trois semaines, tout de même, le raffermissement a été spectaculaire, le cours de la devise allemande à Paris retambant de 3,41 francs à la veille du premier tour des élections aux 3,38 francs précités. Il retrouve ainsi son niveau de la traisième semaine de novembre 1992, dans la rémission qui avait suivi la grande crisc de septembre et celui de la mi-août

1992 Bien que les avnirs nets en devises de la Banque de France soient restés stables entre le 1º et le 8 avril à 75 milliards de francs environ, il semble que les rachats de francs dnivent s'accélérer, ce qu'ils ont déjà fait cette semaine. Même si M. Balladur n'obtient pas grand-chose du chancelier Kohl le 22 avril en matière de taux d'intérêt, faute de pouvnir violer une Banque fédérale d'Allemagne qui s'en tient à sa politique de « petits pas » (voir en rubrique Mar-ché monétaire et obligataire), la spéculation contre le franc risque

de payer très cher son affensive contre notre monnaie, vendue, à décnuvert, les derniers mois de l'année à des cours compris entre 3,39 francs et 3,41 francs pour un mark, et qu'il va falloir racheter à 3,38 francs et au-dessous.

Il faudra ajouter à la facture le cnût du parrage de l'apération : pour vendre à découvert des francs qu'ils ne possédaient pas, en espirant les racheter plus cher après dévaluation nu décrochement de nntre mnnnaie, les spéculateurs ont dû s'en procurer en empruntant sur le marché de Paris à des taux supéricurs à 10 %. « Cela va saigner ». entend-on sur les marchés des changes.,

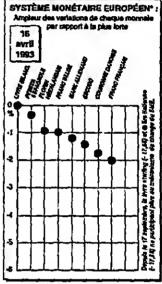
En Europe, les tensions très vives ces dernières semaines semblent s'atténuer un peu. La Banque d'triande a pu ramener de 9,5 % à 9 % le taux de ses avances à court terme, et de 6,25 % à 5,75 % celui des dépôts au jour le jour. La lire italienne, très faible il y a quinze jours, avec un mark à 1 005 lires, s'est un peu raffermie à 960 lines pour un mark dans l'attente du résérendum de dimanche sur la réforme électorale. En revanche, la peseta a été affectée par l'annunce d'élections législatives en Espagne le 6 juin : les marchés bruissent de

rumeurs sar une devaluation de la devise bispaoique et la Banque d'Espagne a dú intervenir assez Inurdement.

Le dollar a un peu rebandi, après ètre també à près de 1.58 DM sur une série de nouvelles neu faynrables, untamment te recul, inattendu, de 1 % des ventes au détail en mars sur tnutes les catégories de produits, alors qu'on s'attendait à une bausse, ce qui semble indiquer que la reprise de l'économie américaine a subi un coup d'arrêt. Du coup, la remnntée du dollar parait bien « cassée » dans l'immidiat.

A Tokyn, l'ascension du yen se poursuit ris-a vis d'un dellar qui a battu son record historique de baisse à 112,10 yens, Les opérateurs pensent que le sommet Clinton-Miyazawa pourrait déboucher sur la possibilité d'une entente sur une hausse supplémentaire du yen, ce qui n'est pas acquis. Selnn un organisme de recherche nippon. l'industrie japonaise ne commencerait à souffrir qu'à 110 yens pour un dnilar.

F. R.



#### **COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 16 AVRIL 1993** (La ligne insérieure donne ceux de la semaine précèdeme.)

| PLACE     | Livre   | SEU.     | Franc<br>français | Franc      | O.merk    | Franc<br>beige | Florin   | Lire<br>Italienne |
|-----------|---------|----------|-------------------|------------|-----------|----------------|----------|-------------------|
| Londres   | -:      | 1,5260   |                   | 2,2513     | 2,4614    | 50,6937        | 2,7666   | 2369,20           |
|           | -       | 1,5265   | 7,3509            | 2,2569     | 2,4523    | 50,4966        | 2,7563   | 2384,3            |
| New-York  | 1,5260  |          | 18,3419           | 67,7828    | 61,9963   | 3,6162         | 55,1572  | 8,00647           |
| 101       | 1,5265  | -        | 17,9099           | 67,6361    | 62,2471   | 3,0230         | 55,4017  | 8.0064            |
| Paris     | 8,3198  | 5,452    | -                 | 349,5520   | 338,0637  | 16,4118        | 300,7170 | 3,526             |
|           | 8.3026  | - 54390  |                   | 367,8728   | 338,5621  | 16,4420        | 301,3256 | 1,482             |
| Zurich.   | 2,2513  | 1,4753   | 27,0598           |            | 91,4631   | 4,4410         | 81,3734  | 0.850             |
|           | 2,2569  | LATES    | 27,3932           | -          | 92,0334   | 4,4695         | \$1,9114 | 11,9465           |
| -         | 2,4614  | 1,6130   | 29,5855           | 109,1337   |           | 4,8555         | 88,9686  | 1,040             |
| Franciert | 2,4523  | 1.6065   | 29.5334           | 108,6574   | -         | 4,8564         | 89,0028  | Links             |
| Sruselles | 94,6937 | 33,12    | 6,0932            | 72,5175    | 20,5952   | -              | 18,3232  | 1.140             |
|           | 50,4966 | 33.68    | 6.0947            | 22,3740    | 28,5913   | -              | 18,3269  | 1.117             |
| Ameterdem | 2,7666  | f.8130   | 332.53851         | 1,22990    | 112,39925 | 5,45756        | -        | STEPPE            |
|           | 2,7553  | 1,8096   | 332,48798         | 1,22083    | 112,35605 | 5,45647        | -        | 1555.697          |
| Miles     | 2399,20 | 1546     | 283,5057          | 100 125    | 958,4625  | 46 53073       | 852,7383 | -                 |
|           | 2334.39 | 1962     | 275,9918          | 1056,4762  | 972,3000  | 47,31886       | 865,3740 |                   |
| Tokyo     | -171,98 | D1.78    | 28,67131          | 76,39124   | 69,36981  | 3,39253        | 62,16216 | 5.87.188          |
|           | 172.65  | - 113.16 | 2L57249.          | - 76.49645 | 79,40149  | 3,41898        | 62,55928 | SURE AND          |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 avril 1993, 4,8376 F contre 4,8090 F le vendredi 9 avril 1993.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

# Le coton s'effiloche

Drôle de trame sur le marché du coton. Tandis que quatre Républiques de l'ex-URSS - l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Azerbaïdian - bradeut leur coton à des prix défiant toute coocur-rence, la fibre issue de cette régioo du monde vaut, selon l'indice Liverpool, 1 250 dollars la tonne, soit 7 % de moins que le coton d'Afrique et 10 % de moins que celui d'Amérique. Faute de payer en dollars le coton des quatre Républiques, la Russie sera probablement bientnt contrainte d'acquérir du coton... américain. Ce chasse-croisé étonnant obcit à un principe simple : les Républiques de l'Oural refusent absolument d'être payées en rouble, monnaie qui se déprécie chaque jour davantage. Si le coton pousse avec vigueur en Asie centrale - les quatre Républiques citées se elassent parmi les dix principaux exporta-leurs mondiaux, - Moscou et ses alentours concentrent 70 % des filatures de l'ex-URSS.

Pour l'Ouzbékistan, qui assure 60 % des exportations de l'Oural, le coton est la seule monnaie d'échange. Cet Etat pratique la monoculture et préfère vendre à l'étranger pour pouvoir acheter les enrées de base qui lui manquent le plus : le blé et le sucre.

Evidemment, cette situation ubuesque favorise les mouvements

| PRODUITS                                | COURS DU 16-4    |  |  |
|-----------------------------------------|------------------|--|--|
| Caivre h. g. (Londres)                  | 1 262 (~ 66)     |  |  |
| Trois mois                              | Livrestonne      |  |  |
| Aluminium (Londres)                     | t 133 (-7)       |  |  |
| Trois mois                              | Dollars/tonne    |  |  |
| Nickel (Loodes)                         | 5 935 (- 135)    |  |  |
| Trois mois                              | Dollarshoune     |  |  |
| Secre (Paris)                           | 285 (- 3,5)      |  |  |
| Mai                                     | Dollars/tonne    |  |  |
| Café (Londres)                          | 896 (+ 6)        |  |  |
| Mai                                     | Dollars/tonne    |  |  |
| Cacao (New-York)                        | 909 (~ 13)       |  |  |
| Mai                                     | Dollars/tonne    |  |  |
| Blé (Chicago)                           | 358 (+ 9,75)     |  |  |
| Mei                                     | Cents/boisscau   |  |  |
| Mais (Chicago)                          | 228 (- 4)        |  |  |
| Mai                                     | Cents/boisseau   |  |  |
| Soja (Chicago)                          | 182,70 (- 2,8)   |  |  |
| Mai                                     | Dollars/L courte |  |  |
| Pëtrole (Losdres)                       | 18,64 (- 0,13)   |  |  |
| Mai                                     | Dollars/baril    |  |  |
| Le chiffre entre parenthèses indique la |                  |  |  |

une échéance de livraison au mois de mai. Les opérateurs, qui dans l'eosemble peusent que les cotatioos vont encore monter d'iei la fin de l'année, ne manquent pas de se couvrir avec beaucoup d'avance car les prix du coton de l'ex-URSS sont incontestablement bas et attractifs mais les livraisons demeurent problématiques. « Il faut acheter benucoup pour recevoir peu », affirme un oégociant.

#### Les Russes aux abois

Les Russes aux abois perturbent les cours, c'est une affaire entendue. Une réalité plus délicate encore se cache sous cette conioneture: l'ex-URSS consommait 8 millions de balles (!) avant l'im-plosion du bloc; elle n'en cousom-

mera pas la moitié cette année. Néanmoins, globalement, le négoce international prend une nouvelle densité. «Sur les 90 millions de balles échangées, se souvient Garabed Deois Kazarian, delident de l'Association fragaise président de l'Association française cotonnière, 19 millions de balles il y a quelques nonées faisaient l'objet de négoce. Aujourd hui, ces volumes ont augmente de 6 millions».

Le coton, pour autant, ne s'est pas renebéri au cours de la décen-nie écoulée. Il vaut à peu près le tiers de sa valeur passée... Les prix actuels couvrent à peine les frais de production et, en fait, la plupart des planteurs, sont pris dans un goulet d'étranglement, sauf aux Etats-Unis et en Europe, car celle-ei a calqué son système de prix minimum garaoti sur le modèle américain. C'est la Grèce et l'Espagne qui bénéficient de la « manne céleste » communantaire. mais, en aucun cas, ces deux pays producteurs de faibles tonnages (respectivement 150 000 tonnes et 90 000 tonnes) ne sauraient couvrir la demande des Douze. La France consomme 110 000 tonnes de coton par an, l'Italie exactement le double, l'Allemagne également.

Si l'Europe coosomme plus qu'elle ne produit, la situation est analogue sur le plan mondial, mais pas dans les mêmes proportions. Selon les prévisions du département américain de l'agriculture (USDA), les importateurs ont besoin, pour la campagne 1992-1993, de 85 millions de balles de eoton, les pays producteurs exportent 22 millions de balles sur une récolte totale de 83,4 illions de

Les stocks ne représentent que 38.8 millions de balles, soit environ cinq mois de consommation de coton. Ce qui est peu, car les opérateurs ane trouvent pas toutes les qualités qu'ils désirent. Seuls les cotons de mauvaise qualité encombrent le marché». Or, plus que tout, les professionnels eraignent une raréfaction des offres de belle qualité. Le cotoo s'effiloche.

Mais if ne faut pas s'y tromper. Même si le marché réagit à l'éphémère ou se couvre précipitamment lorsqu'il se eroit menacé, la demande reste molle. Les filatures traversent une période difficile, à l'exception de celles qui tissent du denim (jean). Elles aebètent pour rentabiliser leurs investissements dans un matériel très performant, et aussi très cofiteux, mais le cœur o'y est plus. « Il est impossible de faire de bonnes affaires, affirme un professionnel, et encore moins de songer à de nouveaux investissements. » La filature, dans son ensemble, se plaint de prix de vente inférieurs aux couts de revient, en dépit du faible niveau des cours de la matière première. MARIE DE VARNEY

(1) Une balle pèse théoriquement 250 kilos, sauf en Chine où elle en pèse 170. Dans la pratique, su moment de l'exécution des contrats, il arrive que le poids d'une balle de coton varie de façon perfois frauduleuse, à l'intérieur de cette fourchette.

| MARCHÉ LIBRE DE L'OR                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                               |                                                                                                        |  |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Cours<br>8-4-93                                                                                               | Cours<br>15-4-93                                                                                       |  |  |
| Or fin faile au berre)  - fide an impod  Pilea insepsine (20 tr.)  Pilea saines (20 fr.)  Pilea saines (20 fr.)  Pilea saines (20 fr.)  - Pilea turietume (20 tr.)  Souverain Elembeth II —  - Derai-souverain Elembeth II —  10 dollars  - 50 persos  - 50 persos | 69 150<br>59 500<br>364<br>364<br>341<br>343<br>340<br>432<br>420<br>270<br>2 085<br>1 122,50<br>685<br>2 200 | 59 050<br>59 060<br>342<br>384<br>339<br>337<br>344<br>450<br>253<br>2 120<br>1 240<br>851,25<br>2 200 |  |  |
| - 20 marks                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 407<br>348<br>234                                                                                             | 430<br>350<br>250                                                                                      |  |  |

a Cas pilious d'or na annt cottes qu'à la son

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# La baisse, à petits pas

Oui, la banque fédérale d'Allemagne a diminué, à nouveau, le taux de ses pensions à court terme (REPO) de bien peu, il est vrai, 8,11 %-8,14 % contre 8,14 %-8,17 % huit jours auparavant, 8,17 %-8,20 % le 31 mars et 8,25 % le 5 mars. Non, la Banque de France n'a pas jugé bon d'abaisser le taux de ses appels d'offres, maintenn à 9,10 % depuis le 12 novembre 1992 (elle pourrait le faire la semaine prochaine). Mais, toutefois, prenant acte de la désescalade sur les marchés interbançaires, cile a consenti à ramener de 12 % à 10 % celui de ses pensions à 5-10 jours, qui avait été relevé de deux points le 5 janvier pour défendre le

De l'autre côté du Rhin, les auto-rités manétaires affirment rester fidèles à la politique des «petits pas», formulée fin mars par l'un des membres du conseil de la Bundesbank, Helmut Hesse, pour qui «le temps des petites réductions de taux n'était pas encore révolus. S'exprimant aux Etats-Unis, le président de la banque centrale, Helmut Schlesin-ger, a déclaré que sa banque conti-nuerant de réduire ses taux directeurs avec la plus grande prudence. Les observateurs en ont conclu qu'une diminution des taux d'escompte et du Lombard, lors du prochain conseil de la BUBA, jeudi 22 avril, était peu probable. Ils rappelleut que l'abaissement à 7,50 % du taux d'escompte contra de 1,50 % du taux d'escompte contra 2,50 % d compte, contre 3 % précèdemment, consenti le 18 mars, laisse encore de la place pour de petites réductions du taux des pensions à très court terme. et qu'on peut donc attendre...

A Paris, cette alternance de bonnes et de moins boanes nouvelles a fait évoluer le marché en dents de scie, avec un MATIF assez chahuté, le cours de l'échéance juio sur le notionnel (emprunt d'Etat à 10 %-10 ans) barrant à nouveau son record à 118,36 mardi, avant de retomber à 112,92 et de se rétablir un peu ven-dredi à 118,02. En fin de semaine, un petit vent de consolidation a donc souffié, sans entamer le robuste opti-misme des opérateurs : sur le PIBOR (argent à 3 mois), le cœur de l'échéance mars 1994 correspond à un rendement de 5,50 %, ce qui constitue une sacrée chute par rapport aux 9 % actuels. Trois semaines après les élections, on peut faire le

bilan du reflux des taux d'intérêt à court terme en France: 9 3/8 %-5/8 % contre 11 % au jour le jour, et 8,75 %-9 % contre 10 1/2 %-7/8 % à trois mois. Sur huit jours, la baisse atteint plus d'un demi-point pour le jour le jour, mais est restée infinne pour les trois mois. En fait, on s'achemine progressivement vers un retour au rendement en vigueur à la mi-août, avant la crise monétaire, et c'est là que les affaires sérieuses commenceront. Logiquement, les taux financiers deviaient se rapprocher des taux allemands, qui nnt fintement fléchi depuis septembre (7,95 % à trois mois), ce qui devrait permet-tre au trois mois français de revenir à 8 %-8,50 %, après avoir «effacé» l'énorme bulle qui l'avait poussé à 12 % au premier trimestre de l'an-

#### **Optimisme** tons azimuts

A long terme, l'écart continue de A long terme, l'écart continue de se réduire entre le rendement de l'OAT 10 ans (7,09 %) et celui du Bund allemand 10 ans s'approchant de 0,50 point (en mai 1992, il avait fléchi jusqu'à 0,35 point) ... Sur 5 ans, il est encore d'environ 0,7 point, comme l'indique l'adjudication de bons à 5 ans du Trésor français (BTAN), 19,5 milliards de francs à 6,87 %, le plus bas rendement bistorique depuis le démarrage de ces adjudications en 1986.

Optimisme, avons-nous dit, non seulement à Paris, mais à l'extérieur de nos frontières. La Dresdner Bank, par exemple, après avoir propostiqué une croissance de la masse monétaire alternande M3 de 1 % à 2 % en rythme annuel pour le mois de mars, par rapport au rythme du dernier trimestre 1992, done en dessous de la fourchette officielle de 4,5 % 16 5 % recommandait cette semaine à ses clients d'acheter des OAT fran-

Au chapitre des pronosties, citons celui de M. Bas Vliegenthard, ges-tionnaire de Rarento, filiale obligataire du groupe néerlandais Robeco, avec un portefeuille de 22 milliards de francs, investi à 7,5 % en obligations européennes. Pour cet expert, la baisse des taux à long terme les raménorait, en 1994, à 5 % /5,25 %

en Allemagne, comme au début des

années 60, et à 5,25 %-5,50 % en France. Les raisons invoquées sont conjoncturelles (faiblesse des économies curopéennes et extrême modération de la reprise dans les pays anglo-saxons) et structurelles (endetangio-saxons) et structurentes (endet-tement général, prudence des ban-ques et possibilité réduite de relance par les budgets des Etats). Consé-quence : une inflation faible dans les cinq à dix prochaines années, de 3 % à 4 % au maximum, comme au début des années 60. Si ces pronostics se révélent exacts, quel ebambardement à prévoir!

Les banques françaises ont annoncé, cette semaine, une diminution de leur taux de base (TBB) élevé de 9,45 % à 10 % le 17 décembre dernier et ramené à 9,75 %.

Après la diminution du taux des pensions à 5-10 jours de la Banque de France, elles ont fait un geste, pas plus de 0,25 point. Le Crédit du Nord s'est fait une belle publicité en prenant la mesure avant les autres, et suivi par tout le monde, y compris les banques populaires. Les mau-vaises langues prétendent que le Cré-dit du Nord, dont la campagne pour son crédit immobilier à taux plus réduit était génée par celle des Caisses d'épargne, voulait se donner un coup de publicité.

Sur le marché obligataire, on a joué «relâche». Le Crédit foncier de France, à qui on prétait l'intentinn d'émettre, n'en a rien fait: selon la rumeur, soit il n'avait pas vraiment besoin d'argent, soit il a préféré éviter une nouvelle bataille entre les chefs de file éventuels, dans un climat qui est devenu florentin (dagues à tous les étages), ou carrément assassin, comme la semaine dernière pour l'emprunt SNCF: les trois grands (BNP, Société genérale et crédit bonnais) plus Paribas avaient refusé oué «relache». Le Crédit foncier de lyonnais) plus Paribas avaient refusé de participer au syndicat de place-ment. Ledit emprunt SNCF s'est, d'ailleurs, si bien place que, selon certains, le marché aurait manqué de papier, un intervenant en ayant vendu plus qu'il o'en avail reçu.

La semaine prochaine, on attend un Aéroport de Paris, et un Caisse de refinancement hypothécaire, le Crédit local de France, Floral déclarant forfait, faute de besoins réels,

FRANÇOIS RENARD

Après les déclarations de M. Balladur

### Le gel des grandes surfaces ne fait pas l'unanimité à droite

Jean-Paul Charié, député RPR du Loiret et rapporteur du budget du commerce et de l'artisanat, s'est dit opposé, vendredi 17 avril, à la suspension des implantations de grandes surfaces en milieu rural. M. Charié approuve, dans un communiqué, la volonté d'Edouard Balladur d'« engager le gouverne-ment daos une politique ferme adaptée aux atouts du commerce et de l'artisanat », mais il estime que la décisioo du premier ministre « cache les vrais problèmes ». « Au-delà de l'effet d'annonce. expliquet-il, cette mesure oe tnuchera pas les hard discounters de mnins de 1 000 m² et ne servira pas les intérêts des entreprises actuellement soumises aux pratiques déloyales de certaines enseignes et points de

En revaoche, Jean Royer, maire de Tours et auteur de la loi de 1973 sur l'urbanisme commercial, appuie la démarche du premier mioistre: « Je soutiens complètemioistre: « Je soutiens complete-ment l'orlentotion du premier ministre qui vise à geler les autori-salims de grandes surfaces en milieu rural, et je propose de rame-ner ce seuil d'implontotinn de l'000 in à 4 400 m².» Jean Royer voudrait une véritable réglementatioo sur les extensions accordées, après les autorisations d'implantation, qui ont été accordées selon lul, avec trop de facilité dans le passé, et souhaiterait que soit corrigée la compositioo des nouvelles commissions départementales (ex-CDUC), car le petit commerce y est largement sous-représenté. L'ancien ministre soubaite une procédure de contrôle de l'évolution des grandes surfaces avec les critères de l'évolution démographique et du pouvoir d'achat de la clientèle. Une mesure qu'il appliquera au plan d'agglomération de sa ville.

□ Réexamen du tracé du TGV-Méditerranée. - Le ministre de l'équis pement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, a demandé dn tracé du TGV-Méditerranée dans les secteurs où la commission d'enquête publique a formulé des « réserves ». Ces réserves concerneot plus particulièrement le département de la Drôme et portent notamment sur le couloir du Tricastin, la plaine de Marsanne, et certaioes plaines inondables.

Malgré la mise en garde de M. Monory

# Le maintien des « délocalisations » est contesté au sein de la majorité

La poursuite de la politique de délocalisation d'emplois publics de la région parisieone vers la provioce suscite des dissonances dans la nouvelle majorité. Jusqu'alors, le gouvernement s'était efforcé de ne pas aborder de front cette question, en adoptant noe attitude ooo dénuée d'ambiguités.

Sans contester le bien-fondé de procéder au traosfert de certains établissements publics vers les régions, André Rossinot, mioistre de la fonetion publique, avoit estimé lors de sa nomination qu'il était préférable de procéder à une expertise e au cas par cas» des mesures décidées par les précédents gouvernements.

De son côté, Miehel Giraud, mioistre du travail - et, en tant que président (RPR) du conseil régional d'Île-de-France, particulièrement concerné par ce dossier, -avait plaidé en faveur d'une pause ct d'une « remise à plat ».

est mort

Ioterrogé vendredi 16 avril sur France Inter, René Monory, prési-deot (UDF-CDS) du Sénat et du conseil géoéral de la Vienne, a ouvertement mis en garde le gou-vernement. Selon lui, un a gel ou une pause » des « délocalisations » serait « un signe d'arrêt très mai perçu par la province », c il faut faire très ottentian et il faut être cohèrent : un ne peut pas vouloir d'une part maintenir et développer le milieu rural et d'autre part stopper les délocalisations », a-t-il ajouté. Aussitôt, le Collectif contre les délocalisations — qui regroupe des représentants des établisse-ments coocernés — a réagi. «M. Minnory est-il certain que les délocalisations unu impact au privant de l'américament de l'américant

niveau de l'aménagement du terri-toire?», s'est interrogé le Collectif. Le programme lancé en octobre 1991 par le gouvernement d'Edith Cresson et confirmé par Pierre Bérégovoy vise officiellement à transférer, d'ici à l'an 2000, quatre-

vingt-cinq organismes publics représeotant ao total quinze mille emplois, dans soixante-dixsept villes.

Très contesté par la plupart des salariés concernés et par les syndicats, malgré les plans socianx qui l'accompagnent, ce plan s'est déjà traduit par le déménagement de l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Strasbourg et par celui du CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) à

En revanche, le Conseil d'Etat o annulé le 3 mars le départ de la SEITA (Société d'exploitation iodustrielle des tabacs et allumettes) vers Angoulême. D'autres recours ont été déposés afin de revenir sur le transfert de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), de l'ENA et de l'Office

Le nouveau ministre de la communication inaugure le 30° MIP-TV

# Alain Carignon «s'interroge» sur les quotas de diffusion imposés aux télévisions

de notre envoyé spécial

Pas de réforme spectaculaire, mais des inflexions réglementaires et législatives au coup par coup : et législatives au coup par coup :
tel semble être le programme politique d'Alaio Carignon, ocoveac
ministre de la communication, qui
inaugurait à Canoes, veodredi
16 avril, la trentième éditioo du
MIP-TV, le marché international
des programmes. M. Carignoo a
déclart d'emblée, que « le déreloppement du secteur de la communication avait moins besoin de bouleversent que de vérbille et de leversements que de sérénité et de claries. Une profession de foi qui n'implique pas pour actant l'inac-tion. M. Carignon a reconno qu'il s'interrogeait sur un certain nom-bre de dossiers, à commencer par celui des « quotas de diffusion qui ont pu isoler la France » de ses naires européens.

Ces fameux quotas, qui ont fait en leur temps l'objet de vives polé-

miques, obligent les chaînes de télévision à diffuser des pourcentages minimaux d'œnvres d'expression française et européenne. Uo alignement sur la directive européenne Télévision sans frootières n'est donc pas à exclure.

Le ministre a aussi indiqué qu'il réfléchissait à une réforme dn compte de soutien à la production audiovisuelle, dont les « effets inflationnistes » sur les coûts de produc-tion sont aujourd'hui mis en cause. Enfin, les cooditions de création d'un véritable e second marché » pour les œuvres aodiovisoelles seront aussi réexaminées. M. Cari-gnon o'a pas manqué également de reprendre à soo compte les critiques sur la dérive commerciale da secteor public audiovisuel. Il a affirmé que la distinction entre le public et le privé était « de moins en moins perceptible» et qu'il convenait d'en raffermir les fron-tièrea, l'allégement des e contraintes » pesant sur le secteur

privé étant également à l'ordre du jour. Bien que M. Carignon ne l'ait pas annoocé, la rédaction d'un Livre blanc sur les missions du service public pourrait être prochainement confiée à one personoalité iodépendante. Tontefois, aucune décision ne sera prise sans consultation des professionnels concernés, a conclu le ministre.

YVES MAMOU

Candidat à une élection cantonale partielle

### M. Marsaud (RPR) veut conforter son implantation à Limoges

Alain Marsaud, nouveau député (RPR) de la Haute-Vienne, a été désigné par le comité départemen-tal de son parti, vendredi 16 avril, cantonale partielle, dont le premier tour est prévu pour le 9 mai et qui vise à remplacer le conseiller ge rai Paul Parbelle (apparenté PS),

La candidature de M. Marsaud, parachuté » avec succès par le RPR face au président du conscil régional du Limousin, le socialiste Robert Savy, lors des dernières élections législatives, montre que ce proche de Charles Pasqua, fort des bons résultats de soo parti, qui a ravi au PS trois des quatre si de député en jen, entend conforter son implantation dans la perspective de la prochaine échéance municipale. La candidature de M. Marsaud est d'autant plus sym-bolique que le canton qu'il guigne avait eu, jusqu'eo 1988, comme conseiller général l'actuel maire de Limoges, Alain Rodet (PS).

de la gauche eo Haute-Vience, manifeste avec la déroute des élections législatives, la compétition ponr la mairie de Limoges, en 1995, risque d'être particulière-ment disputée. Au second tour des élections de mars 1989, à la surprise générale, l'inamovible maire de Limoges, Louis Longequeue, handicapé par la présence d'une liste écologiste extrêmement combative, ne l'avoit emporté que d'extrême instesse, en n'obtenant que 40,86 % des voix contre 39,67 % au caodidot RPR et 19,46 % aux écologistes.

La polémique entre le Financial Times et la BERD se poursuit. Le Finoncial Times apporte, samedi 17 avril, de nouvelles informations sur la Banque européenne pour la reconstruction et le déve-inppement (BERD) que préside M. Jacques Attali : les cinquantesix pays et agences internationales actionnaires de la banque auraient demandé à ses dirigeants des détails sur les dépenses d'équipe-ment et de mobilier du nnuveau siège de la BERD à Londres. Le Financial Times iodique en outre que la société appelée à concevoir le design de l'ensemble a été fondée par un architecte français, Jean-Louis Berthet, celui-la meme qui a aménagé en 1979 le palais présidentiel de Saddam Hussein. président de l'Irak, l'aéroport international Saddam-Hussein de Bagdad en 1981 et le bâtiment du conseil des ministres irakieo en

Les conclusions d'un rapport du Conseil économique et social

### Créateur du «Saint» L'écrivain Leslie Charteris La France doit soigner son image à l'étranger

Leslie Charteris, doot le béros L'image de la France à Simon Templar, alias «le Saint». fut uoe star dn cinéma des 'étranger est mauvaise. Le années 30 avant de coonaître le constat est connu. Mais inexact. succès à la télévision, est mort jeudi 15 avril, à Windsor (Grande-Bretagne), à l'âge de quatre-vingtcioq ans. L'ecrivain britannique, oé à Singapour d'une mère anglaise et d'un père chinois, avait entamé sa carrière en 1928 en publiant Enter the Tiger (premier titre dans lequel apparaît son héros Simon Templar), après avoir interrompn ses études à Cambridge et avoir été barman, joneur de bridge, chauffeur de taxi, etc.

Quatre ans après ce succès littéraire qui fera de lui un romancier populaire et multimillionnaire, il devient scenariste aux Etats-Unis: le premier film du «Saint», The SOFT SUF IE écrans en 1938. Mais ce sont surtout les feuilletons du «Saint» à la télévision, incarné par l'acteur Roger Moore, qui feront connaître son héros. La série « Le Saint » a été diffusée à partir de 1962 dans 80 pays. Elle est actuellement reprise, notamment, sur M6 et sur la nouvelle ebaine «Série Club » diffusée sur les réseaux câblés.

Ce n'est pas la France qui souffre d'un déficit d'image, Bien au contraire, l'attrait de l'Hexagone pour les investisseurs étrangers est aujourd'hui conaidéré comme l'un des plus forts du monde. Ce sont ses produits et surtout ses entrepiises qui sont partout jugés moins « performants » que ceux de leurs principaux concurrents. En partia à inste titre, en partie du fait de l'instruire, en partie du fait de l'instruire, et surtout parce que la France, contrairement à sea retrouve une France traditionnelle, d'image » cohérente et globale.

Mais dès qu'il g'agit d'exportations, le jugement a niverse de retrouve une France traditionnelle, etiritée, hermétière dux langues étrangères, maniquant de souplesse et de sens commercial. où, mis à part

A l'heure où la mondialisation des économies exacerbe la concurrence entre les nations, ou Edouard Balladur appelle à créer « un nouvel exemple français », le rapport de Claude Legros au Conseil économique et social (CES) sur «L'image de la France à l'étranger et ses eonséquences économiques », prend un intérêt inattendu. Car, déjouant la plupart des pièces communs à ce genre d'exercice, le rapporteur remet en cause un certain nombre d'idées reçues.

Cette analyse met eo effet en tumière le décalage éconne qui existe entre l'image - excellente que les étrangers ont de notre pays lorsqo'il s'agit pour eux de s'y implanter, et celle - médiocre qu'ils se font de ses produits et de ses entreprises. Dans le premier cas, la France apparaît comme un pays moderne, bénéficiant d'un marché important, quatrième exportateur et troisième importa-

de l'Europe, un pays doté d'infrastructures de transports et de com-munications remarquables, d'une main-d'œuvre de très bonne qualité, compétitive en matière de coûts, d'un environnement culturel et universitaire de qualité, avec, en prime, une qualité de la vie inéga-iée. C'est tout juste si on déplore les défauts d'une administration gtatillone y et d'un climat social encore jugé incertain.

> Exécrable aux Etats-Unis

sens commercial, où, mis à part quelques secteurs de prédilection, toujours les mêmes (luxe, agroalimentaire, tourisme), les entreprises et les produits français sont jugés moins compétitifs et moins performants que leurs ecocurrents. L'image est particulièrement exécrable aux Etats-Unis - où les fiascos de Renault avec la Dauphine puis la R5 servent encore de référence - et au Japon. Elle est un peu moins manvaise en Europe, où oos principaux partenaires ont une image moins déformée de la réa-lité. Ailleurs, elle est pratiquement inexistante... sauf en Russie!

Si on écarte le poids de l'bistoire, important mais noo décisif -l'Allemagne et le Japoo après la guerre avaient des handicaps autrement importants à surmooterl -, il y a deux explications à ce décalage. La première, affirme courageuse meot le rapport, est que les «cli-chés» sur l'industrie et l'administratioo françaises o'eo soot pas

mixte de collaboration économique

qui s'est achevée, jeudi 15 avril, à

La Havane. Aucune précision o'a

été donoée sur le volume de ces

échanges à l'issue des négociations

de l'agriculture, Issa Kalantari, et

le ministre eubain de lo coopéra-

tion économique, Eroesto Melen-

D ÉTATS-UNIS : un deuxième

otage libéré par les muthes de la pri-

son de Lucasville. - Les mutins de la

prison de Lucasville (Ohin) nnt

dez. - (AFP.)

tout à fait. «L'image d'un pays a partie liée avec la réalité », noto-t-il, spécialisation forte de l'industrie française, présente un peu dans tous les secteurs, mais inégale on note les secteurs, mais inégale on moyenne partout. Pour redresser notre image à l'étranger, il convient donc, an préalable, de faire notre antocritique et « d'infléchir un certain nombre de comportements, de procédures, de traits culturels, réels ou supposés, des acteurs publics et privés ».

La seconde explication est que, contrairement à l'Allemagne et au Japon, la France o'a pas de politi-que d'image à l'étranger cohérente et globale. Mangé des moyens importants, évalués par le rappor-teur à 1,33 milliard de francs en 1989 pour les actions de communimenées se caractérisent par une a dispersion excessive, source de gaspillage et de perte d'efficacité».

Le rapport suggère donc d'abord de coordonner l'ensemble des actions publiques et parapubliques en réactivant l'éphémère commission d'agrément des actions d'information gouvernementale en directioo de l'étranger, mise en place en avril 1991 et aussitôt supprimée, laquelle, s'appuyant sur le service d'information et de diffin sion do premier ministre (SID) anrait une vocatioo interminist rielle affirmée. Il propose ensuite d'encourager, par des crédits d'impôts, les entreprises à développer leurs efforts de communication à l'étranger, et enfin de coordonner l'ensemble des actions publiques et privées au sein d'un Comité stratégique pour l'image de la France à l'étranger placé sons la présidence du premier ministre.

VÉRONIQUE MAURUS

New-York, puis immédiatement après avec le secrétaire général de POEA. - (AFP.)

□ TURQUIE : le président Targué Ozal hospitalisé d'argence. - Le urésident turc, Turgut Ozal, a été bospitolisé d'urgeoce, samedi 17 avril, à Ankara eo raison de troubles soudains de la tension sanguioe, o annoncé l'agence de presse Anatolia. L'hôpital et la présidence o'ont fait aucun comm taire dans l'immédiat sur l'état de santé de M. Ozal. - (AP.)

D ZAIRE : les Etats-Unis envisagent des sanctions contre le président Mobutu. - Le secrétaire d'Etat. adjniot aux affaires africaines, George Moose, a annoucé, vendred 16 avril, que Washiogton s'apprétait à prendre des mesures contre le président Mobutu, «similaires à celles prises par la France et la Belgique». Bruxelles et Paris ont déjà refusé d'accorder des visas d'entrée au président zaïrois ou à ses proches. Washingtoo envisage notamment d'empêcher M. Mobitu d'utiliser des fonds qui devraient être à la seule disposition do 200vernement « légitime » du Zaïre. Les Etats-Unis, comme la France et la Belgique, reconnaissent le gon-vernement formé par Étienne Tshi-sekedi et non pas celui désigné par le chef de l'Etat et dirigé par Faus-

## SOMMAIRE

### DATES

Il y a cinquante ans, l'insurrection du ghetto de Varsovie ....

Bosnie-Harzégovine : le siège de Sre-Italie : les référenduma des 18 et Loin dee capitales : «Dixmuda,

Russie: Les chefs d'Etat da la CEI apportent leur soutien à M. Elteine. 5 Hongria : la gouvarnement lance 

Angola : dans Huambo dévastés 5 Etats-Unis : M. Clinton a reçu une délégation d'homosexuels ...... 6 Les Pelestiniens demandent le report des pourpariers israélo-

### POLITIQUE

L'autorité de M. Beiladur sur la majorité parlementaire ..... Le contentieux électoral du scrutin des 21 et 28 mars ........ Livres politiques, per André Lau-rens : «Pamphlets dens la mare».. 7

### SOCIÉTÉ

Les relations entre Pierre Botton et Michel Mouillot font l'objet d'une nouvelle enquête......8 M. Méhaignerie et l'avenir da la réforme du coda da procédura gere du Sud à Nice sont inter-

### CULTURE

Mualques : Bartok, la hantisa da l'essentiel.,.... 11 Cinéma: la reprise de Bonne chance, de Sache Guitry ...... 11

### ÉCONOMIE Première cortia du ministre de la

pêche en Bretagne ...... M. Clinton demende au Jepon de réduire ses surplus commerciaux 13 Boom sur les sicav obligataires... 13 Revue des valeurs ..... Crédits, changes et grands marchés .....

### HEURES LOCALES

Au aervice du public rural Régions : réveiller la conscience civique des Annamassiens e lle-de-France : cinq villages devant l'or de Picsou e Dossier : les variétés au Zénith e Cités : Auxerre .... 17 à 24

### Services

Abonnements.....

Carnet ... Météorglogie ... Mots croisés ..... 12 Télévision...... 12 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ca numéro comporte un cahier Heures locales > folioté 17 à 24 et un cahier Radio-tálévision a

Le monéro de « Monde » daté 17 avril 1993 a été tiré à 473 755 exemplaires

### EN BREF

Un député de l'Orns abandonne son mandat de conseiller général. – Jean-Claude Lenoir (UDF-PR), élu député, le 28 mars dernier, dans la deuxième circonscriptioo de Orne, a enonneé, vendredi 16 avril, qu'il abandoooait son mandat de conseiller général. Maire de Mortagne (Orne) depuis 1989, conseiller général depois 1981, M. Lenoir, qui a battu le député sortant Francis Geng (UDF-CDS) au second tour des élections législatives, cooserve en revanche son mandat de conseiller régional de Basse-Normandie.

D AFGHANISTAN: deux journalistes américaioes tuées dans oo accident d'hélicoptère. - Quinze personnes, dont deux correspondantes américaines, ont trouvé le mort, vendredi 16 avril, dans l'aceident d'uo hélicoptère qui s'est écrasé les mootagnes de l'Hindou-Koush, au nord de l'Afghanisten. Les deux jnurnalistes sont Sharon Herbaugh, chef du bureau d'Islamahad de l'agence AP, et Natasha Singh, journaliste jodépendante travaillant entre nntres pour l'agence UPI. - (AFP, AP. UPI.)

CUBA: accord avec l'Iran sur l'échange de sucre contre du pétrole. - Cuba et l'iren ont décidé d'accroître leurs échanges de sucre contre du pétrole lors de la quatrième session de la Commission

öbéré vendredi 16 avril l'un des six gardiens qu'ils retenaient en otage, peu après avoir exigé la liberté de religion pour les détenus de religion nane, e indiqué l'administration pécitectiaire. Les mutins avaient libéré un premier gardien

icudi après qu'un détenu eut présenté leurs revendications sur uoe station de radio locale. - (AFP.)

médiateur de l'ONU et de l'OEA. -La cinquième mission de Dante Caputo, médiateur de l'ONU et de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour Halti, s'est achevée vendredi 16 avril sur un échec, a reconou le diplomate peu nvant son départ de Port-au-Prince nour New-Ynrk, précisant qu'il eurait des consultations avec le secrétaire général de l'ONU dès samedi à

٠.٠

.

WSERVICE

HLM SOUS SURV

# Le Monde

Réveiller la conscience civique des Annemassiens Le mare propose la création de « réseaux de solidarité »

quitas de diffusion

Cinq villages devant l'or de Picset Euro Disney a fait faire un bond

Les variétés au Zénith

Plusieurs villes se sont offen des salles sur le modèle pansier Auxerre:

deux « consuls » et un ballon

La ville est régentée par le tandem Jean-Pierre Soisson-Guy Roux

# **AU SERVICE DU PUBLIC RURAL**

Plutôt que de regretter la disparition de la poste dans les campagnes la Haute-Saône préfère miser sur une meilleure accessibilité des administrations

ES chaussons s'alignent devant les deux classes, au pied de l'escalier. A l'étage supérieur, la salle de rénnion de la mairie est décrépie, même balayée, l'odeur séculaire de la poussière y flotte ancorc. Un ordinateur trône dans le bureau du maire, bien encombré. La poste contigue arbore au contraire un jaune pimpant.

Situé ca « zone rurale moyenne », à 20 kilomètres de Vesoul, mais à 30 de la première pompe à essence en direction de Besançon, Raze n'a pas à se plaindre : les services de l'Etat n'ont pas encore déserté les lieux. Le village est une des 456 communes, sur les 546 qui constituent le département de la Haute-Saône, à abriter moins de 500 babitants. Raze est cependant connu, moins pour son lavoir et sa bibliothèque installée dans un pigeoonier du dix-huitième siècle que

M. Marsaul M

bell confine

son implante

a Limege

. . ..

pour la personnalité de son maire.

Gérard Pelletier, qui, s'il avait une étiquette politique, le placerait du côté du centre gauche et de France unie, est vice-président de la Fédération nationale des maires ruraux. L'homme n'a pas sa plume dans sa poche, ct ta lettre mensuclle qu'il eovole, entre autres, à ses adbéreots du département fait mouche. « Est-ce qu'un jour deux administrations complèmentaires réussiront à coordonner deux trombones, à l'heure où l'on sait amarrer des satellites autour de la terre?», écrivait-il dans un de ses éditoriaux, « La poste, la perception, l'école, la gendarmerie sont en permanence menacées. Il faut se battre sans relâche pour éviter leur disparition. Après c'est trop tard », répète-t-il aujourd'hui.

Pourtant, Gérard Polletier pourrait bien consentir à une trêve avec ses èterncls adversaires, ces fonctionnaires avides de « postes à rendre », comme ils les nomment. Avec d'autres élus, des représentants d'organisations syndicales, de l'administration et des usagers, il a participé au groupe de travail chargé d'élaborer le « schéma départemental d'organisation et d'amélioration des services », avec Jacques Michaut, sous-préfet de Lure.

Toutes les idées du maire de Raze n'ont pas connu le même succès : la création d'un corps de Volontaires du service national en milieu rural, par exemple, n'est toujours pas à l'ordre du jour. Il n'empêche, ce schéma lui paraît un bon

Vingt-quatre autres départements ruraux ont suivi la même démarche, répondant ainsi aux attentes du gouver-



nement d'Edith Cressoo exprimées lors du comité interministériel de l'aménagement du territoire du 28 novembre 1991. La Haute-Saone a rendu ses conclusions en juillet 1992, après un état des lieux exhaustif. L'ensemble des cartes réalisées se passe de commentaires.

Simplifier la vie des habitants

Quelques poiots rouges figurent les permanences de l'ANPE, de rares ronds jaunes celles des caisses d'allocations familiales. A chaque page de cette bro-chure, des surfaces blanches révèlent le manque de tout. Cependant, les membres de l'instance de réflexion ont préféré œuvrer à l'amélioration des services plutôt qu'au maintien à tout prix des fonctionnaires. Leurs propositions, sans être révolutionnaires, pourraient simpli-

ficr la vic des gens. L'émicttement du territoire a paradoxalement du bon : la Haute-Saône compte près 6 300 élus locaux. Ce no sont donc pas les interlocuteurs qui font défaut, maia les relais. Faute de secrétaire, une malric sur cinq est ouverte moins de trois heures par semaine. Le groupe de travail a done imagioé la créatioo de « points publics », sorte de chaînon aujourd'hui manquants entre les usagers et l'ensemble des administra-tioos. Distribution de formulaires, réponses pour l'obtention d'un permis de construire ou d'uoe prime laitière, prise de rendez-vous avec le fooctionnaire idoine, etc., ces structures légères rendraient bien des « services ».

Deux d'entre elles pourraient être installées cet été, espère le sous-préfet, à Jussey et à Saint-Loup. L'idée de les placer dans des bameaux a vite été abandonnée. Mieux vaut que les administrés aient l'occasion de faire le plein d'informations en se rendant chez leur médecin. Certaines administrations pourraient y tenir des permanences, pourquoi pas le samedi, jour du marebé? Les pointa publics scraient aussi utiles aux maires des petites communes, en mettant à leur disposition photocopicur, télécopieur, Minitcl, voire on recevant leurs appels télépbooiques.

Pour eux, la préfecture envisage de mettre en place un comité de lecture origioal. Un ou deux élus, autant de fonctionoaires, peut-être un professeur de français dans le rôle de Candide, seront charges de rendre lisibles les circulaires qui, apparemment, ne le soot guère. La sous-préfecture de Lure s'apprête à déli-vrer les cartes grises, afin d'éviter aux automobilistes des voyages à la préfec-ture de Vesoul. Les deux institutions pourraient aussi vendre, toute l'année, timbres fiscaux et vignettes, dès que les financements nécessaires à un oouvel agencement des bureaux seront dégagés.

Pour être sensées, ces mesures n'en résultent pas moins d'un long travail de coocertation. Les coutumes administratives ne se laissent pas bousculer rapidement. Une fois le principe admis, le soutien de l'Etat s'avère indispensable. La déclaration du premier ministre de suspendre « toute suppression de services publics en zone rurale » a plutôt rassuré. Les élus de Haute-Saône sont impatients de voir ces intentions se traduire en textes officiels, lisibles.

> de notre envoyée spéciale Martine Valo

### Notoriété

Confrontés aux problèmes du mai da vivra dans les grands ensembles, au chômage, parfois à la délinquance, les maires ont souvent l'impression d'être les fantassins las plus exposés aux critiques de leurs concitoyens. Its doivent panser, sans répit, las plaies d'una société, en veillant au bon équilbre de leur budget, en rassurant des commerçants anxiaux, en construisant ou rénovant des crèches et des écoles pour des parents inquiets pour l'avenir de eurs enfants.

Parfois la lassitude, voire le découragement, gagne ces élus diverses at contradictoires. La décentralisation leur a certes donné quelques pouvoirs supplémentaires, mais ils les payent chèrement dans une nation où la frilosité et le repli sur soi-même grandissent, Cea hommes at ces femmes, embarqués dans le même esquif, quella qua soit leur couleur politiqua, doutent souvent de l'utilité de leur engagement.

'Ils ont tort. Un sondage, publié par le Nouvel Observateur du 8 avril, devrait, sinon leur redonnar complètament la moral, du moins les encourager dans leurs actions. Interrogés pour savoir en qui ils avaient «plutôt confiance», 600 jeunes de 18 à 24 ans ont répondu, à 61 %, en citant la maire. Un pourcentage qui place, à l'indice de satisfaction, les premiers magistrats das communas devant la président de la Républiqua (51 %), loin des députés (36 %) at de l'administration (37 %). Un bon point pour les maires, qui trouvent ainsi une reconnaissance auprès de la jeu-nesse. Mais cette notoriété, sans doute facilitée par la proximité, comporte aussi un revers C'est à ces élus que la génération des vingt ans demande de régler tous les problèmes. Les gestionnaires des cités ont-ils les moyens, politiques et finanvie, de créer des emplois, de rendre la société plus agréable à cas nouveaux électeurs?

Serge Bolloch

### **PARIS**

# **HLM SOUS SURVEILLANCE**

Pour assurer la tranquillité des cités des patrouilles de vigiles viennent renforcer le gardiennage

ÉCEMMENT repeintes, sien à dix minutes du Quartier une tour de dix-neuf étages et trois barres de moindre hauteur cernent la cour, son parking, sa pelouse fatiguée et son bac à sable. Unc douzainc de jeunes tuent le temps en houspillant le gardien, en démootant unc « mob » ou en rêvant devant unc voiture haut de gamme. Moulée dans un minisbort, une jeune semme trottine, de façon suggestive, et croise la ronde des vigiles en tenuc américaine.

« C'est Chicago », murmure le chef de patrouille. Non, c'est un soir ordinaire dans une cité HLM de la capitale, quelque part dans le treizième arrondissement. Un morceau de banlieue planté dans le tissu pari-

latin. On y pratique une cohabi-tation tendue, où chacun sait exactement jusqu'où il peut

Des lieux de ce type, il y en a plusieurs centaines à l'intérieur du périphérique. Avec ses 100 000 logements sociaux, Paris bat tous les records de

: S'ils n'oot pas jusqu'iei défrayé la chronique des violences, c'est en raisoo de leur dispersion, de leur taille (en moyenoe 220 logements par ensemble) et de la surveillance auxquels ils sont soumis.

La paix des HLM est d'abord assurée par les gardiens ct gardienoes d'immeubles qui. depuis quelques décennies, refusent énergiquement l'appellation de concierge. A lui seul, l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Paris en emploie plus de 730. Ils qua-drillent les grands ensembles à raison d'un pour cent logements, en moyenne. Coincés entre les récriminations des locataires et la main de fer de l'Office, ils exercent un métier difficile. Pour les rencontrer, il faut jurer qu'on ne révélera ni leur nom oi le lieu de leur tra-

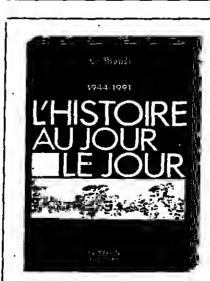
Celui-ci n'est pourtant tissé que de besognes banales : balayage des cours, distribution des plis et objets postaux six fois par jour, contrôle des éclairages et des ascenseurs, surveillance des travaux d'entretion, récep-

tion des livreurs, manipulation des poubelles, etc. Une fois par mois ils collectent les loyers. Mais aurtout, il leur faut quotidiennement dialoguer avec les locataires, avoir l'œil et l'oreille à tout et, au moindre pépin, appeler le gérant de l'OPAC. Rémunération: un logement gratuit et environ 7 000 francs par mois pour 38 heures d'activité. Autrefois sous-payés et rivés à leur loge, 24 houres sur 24, les gardiens ont obtenu il y a quelques mois un nouveau statut qui les transforme en salariés « normaux ».

Leur méticr, lui, reste exceptionnel. Témoin cette gardienne d'une cité du dix-neuvième arrondissement.

La voici assistante sociale volant au secours d'un infirme en difficulté dans son appartement. Puis grimpant sur uce échelle pour remplacer l'une des 256 ampoules éclairant les parties communes de son bloc.

> Marc Ambroise-Rendu Lire la suite paga 21

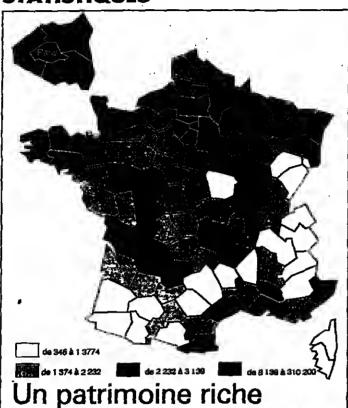


Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE



Plus que le Sud méditerranéen et son héritage romain, le nord du pays possède un patrimoine architectural fourni. C'est en ile-de-France, en Picardie et en Champagne couvertes, entre autres, de très nombreux édifices religieux, en Alsace embellie de châteaux et, surtout, en Bretagne truffée de traces de la préhistnire, que les densités de manuments histariques classés sant les plus élevées. (Source : direction du patrimoine.)

**NOUVEAU GOUVERNEMENT** 

DE DANIEL HOEFFEL

une moitié de fidèles et des ingénieurs

nagement du territoire et et des structures territoriales.

territoire.

tés locales.

aux collectivités locales, a La coordination de ces dossiers

formé son cabinet vendredi se justifie car les transferts de

DGCL, sera chargé des finances, de la décentralisation

compétences aut eu d'innam-

brables implications finen-

cières, qu'il s'agisse des

concours de l'Etat ou de la fis-

calité Ineale. L'intercommuna-

lité aussi soulève des problèmes

d'argent, en mme l'a montré,

untamment, la récente polémi-

que sur les dutations eux grou-

pements. Les incitations finan-

cières accordées aux communes

qui se rassemblent peuvent, en

outre, jnuer un rôle détermi-

nant pour l'aménagement du

fonetinn publique territoriale,

des élus locaux et du contrôle

de légalité. Le poste de cet

ancien chef des affaires sociales

de la DGCL est le seul qui soit

limité eu secteur des collectivi-

comprend trois ingénieurs, qui

e'efforceront de travailler en

collaboration avec le ministère

de l'équipement et la Déléga-

tinn à l'aménagement du terri-

tnire et à l'actinn réginnale

(DATAR). Daniel Bursaux et

Patrice Parisé, diplômés des

ponts et chaussées, se partage-

ront les dussiers relatifs à

Le cabinet de M. Hoeffel

Paul Pény s'occupera de la

Parmi les collaborateurs du ministre

LE CABINET

ministre délégué à l'amé-

9 avril Comprenant neuf mem-

bres, celui-ci est composé, pour

muitié, d'anciens collaborateurs

avant travaillé soit avec l'ancien

ministre chargé, successive-

ment, de la santé et de la

famille, puis des transports, soit

avec le président du conseil

général du Bas-Rhin, suit avec

Philippe Ritter, est un Alsaeien

de souche. Il a passé neuf ans

aux côtés de M. Hneffel (le

Mande du 7 avril). Après avnir

été chargé de missinn dans les

cabineta du ministre, il a

occupé la fonction de directeur

général des services du départe-

chef de cabinet, chargée des

relations avec le Parlement et la

presse, est, elle aussi, une fidèle

de M. Hoeffel, qu'elle côtnie

depnis 1980. Elle a été son atta-

chée parlementaire, avant de

devenir sa collaboratrice per-

sonnelle au Sénat. Les conseil-

lers techniques unt une « dauble

casquette» de apécialistes des

collectivités locales et de l'amé-

nagement du territoire, Deux

d'entre eux sont des anciens de

Marie-Claude Chardeau,

ment, de 1982 à 1987

Le directeur du cabinet.

le sénateur d'uninn centriste.

COMMUNICATION

# **NANTES S'EXPRIME AVEC PASSION**

Pour informer les habitants, se faire connaître à l'extérieur la communication d'une grande ville réclame du professionnalisme

L y a celles qui s'exposent, qui se vantent, qui juuent leur notoriété dans un championnat de football ou des événements culturels, et puis celles qui se proclament nombril de l'Europe. Depuis quelques années, chacune des grandes villes françaises a investi dans le vaste domaine de la commnnication. Conséquence de la décentralisation, peut-être pas fondamentale mais voyante, l'appétit à promouvoir l'image de la cité se mesure au budget affecté à cette action. Des postes de directeur de la communication ont été créés, les équipes ont gonflé et les bulletins municipaux poussiéreux se sont métamorphosés en pimpants

Nantes n'échappe pas à cette évolution. Certes, ni frénétique ni éteinte pour autant, elle ne figure pas parmi les plus en vue. Selon Capucine, une agence spécialisée dans la communication des collectivités locales, la capitale des Pays de la Loire se classe huitième des dix agglomérations auxquelles la presse s'est le plus intéressée en

ques du conseil général. Il s'in-

téressera au développement

local et veillera ou maintien des

services publics en milien rural.

Patrice Parisé traitera les dos-

slers relatifs ou littoral et aux

zones de muntagne. Il sera eussi

responsable des délocalisations,

rebaptisées «Incalisations

publiques ». Frédéric Schnei-

der-Monoury, ingénieur des mines, aura la ebarge du déve-

loppement économique et

industriel, des localisations d'entreprises, amér que de l'en-

seignement supérieur et de la

recherche, en ligison avec les

M. Hoeffel a fait appel à deux

administrateurs territoriaux.

Marc-Etienne Pinauldt s'occu-

pera de l'aménagement du terri-

toire, des contrats de plan et des

compétences. La signature des

enntrats devent intervenir

avant la fin de l'année, c'est lui

qui devra préciser les critères

d'attribution des enveloppes de

l'Etat. Une tâche délicate, puis-

qu'elle permettra de mesurer

l'effort de splidarité du gouver-

nement envers les régions dites

pauvres. M. Pinauldt a occupé

pendant neuf ans des postes de

responsabilité dans des com-

munes, des départements et des

réginns, avant d'être détaché au

Commissariat général du Plan.

A ce titre, il a été l'un des rap-

porteurs de la commission du

XI. Plan sur la décentralisation.

Alsaces du cabinet est Bernard

Dreyfus, administrateur territo-

temps, à occuper sun poste de

socrétaire général des services

du Bas-Rhin. Il entend défendre

la ennstruction du TGV-Est

ainsi que le maintien à Stras-

bourg de l'Ecole natinnale d'ad-

rial onl engliquera à mi-

Enfin le «Mansieur

Pour compléter son cabinet,

ministères correspondants.

1991. Cependant, Nantes ne serait transports en commun et dans le pas mécontente d'améliorer son domaine de l'écologie urbaine. score. Pour preuve, la campagne publicitaire d'un montant de 7 millions de francs qu'elle s'est offerte récemment, déclinant le que ceini de Nantes. Et Strasbourg thème « L'effet côte ouest » dans des magazines et sur les écrans Pnnr prenve eneure, 'les embauches qui se sont succédé depuis l'arrivée à l'hôtel de ville de Jean-Marc Ayrault (PS), en mars 1989, jusqu'à ce que se constitue une solide équipe de vingt profes-

« Un manque d'identité »

Les quelques clichés qui col-lent à ces bords de Loire - cité de la douceur de vivre et du petit LU1 - ne pouvaient pas satisfaire le maire d'une commune de 250 000 habitants. D'entant que cette dernière ne manque pas d'atouts pour se faire valoir. Depuis quelques années, elle à multiplié les actions en faveur des cation, dispose d'enthousiasme et

**BLOC-NOTES** 

Métiers artistiques. - Le Centre

national de la fonction publique terri-

toriale et la Direction des musées de

France organisent una journée

d'étude sur eles métiers des musées

et la filière culturelle territoriale»,

mardi 20 et mercredi 21 avril, à Paris.

Métiers, qualifications, gestion prévi-

sippnelle des emplois culturels, évolu-

tion de la fonction de conservateur

seront évoqués au cours de ces jour-

nées qui sont destinées notemment

► Renseignements au (16-1)

40-60-47-64 ou 40-15-35-83.

des affaires culturelles.

AGENDA

Des axes pour le moins « porteors» actuellement. Las, le tram-way de Grenoble est plus célèbre e su montrer la première aur toutes les chaînes de télévision, son centre-ville rendu aux piétons, tandis que Nantes s'apprête à en faire antant sur une surface de 30 000 mètres carrés.

« Jusqu'à présent, notre ville a souffert d'un manque d'identité clairement définie», constate Jean-Marc Ayrault. L'idée que le maire se fait de l'information et de la promotina municipale est en revanche très précise. «La communication n'est qu'un outil parmi d'autres de l'animation générale au service d'un seul objectif, le développernent. Notre but est de mobiliser les Nantais, de susciter un état d'esprit dynamique et de placer la ville en position d'être reconnue comme la grande métropole de l'Ouest.»

Pour y parvenir, Guy Lau-rant, le directeur de la communi-

d'un budget annuel ginbal de 20 millions de francs, légèrement revu à la baisse pour 1993. Dans les villes, les départements et les régions, ce secteur est sans doute le plus sensible aux variations de la conjoncture économique.

Un secteur qui ne brille pas, en outre, par sa transparence. Les comparaisons s'y révèlent difficiles. Par exemple, contrairement à certains de ses homologues, Guy Laurant n'a pas, dans son escarcelle, la communication interne, celle qui s'adresse aux 5 000 employés de la municipalité. Non seulement les collectivités locales comptabilisent différemment leurs effectifs vacataires - employés municipaux nu salariés d'association - mais elles annoncent surtout evec réticence leur budget réel

A Nantes, le directeur de la communication accepte de jouer cartes sur table. Neuf professionnels de l'information écrite, deux photographes, deux vidéastes, quatre secrétaires, deux assistantes, un technicien, composent l'équipe de rOffice municipal nantais d'information et de communication (OMNIC), régi sous le statut d'association municipale. Les rédacteurs consacrent nne bonne partie de leur temps à la réalisation du magazine Nantes passion, un mensuel abondamment illustré, à la maquette sérée.

Mais les neuf «chefs de projet», comme les nomme Guy Laurant, qui ont tous une expérience des journaux locaux ou nationaux, unt bien d'eutres plames à leur stylo. Chacun dans son domaine d'intervention peut être amené à collaborer à la production de plaquettes de présentation sur la bibliothèque municipale ou sur le nouveau plan de circulation, à animer des réuninns publiques dans les quartiers, à rédiger des dossiers de presse, voire à fournir la trame de discours d'un élu. « Travailler au service de la communication d'une ville demande une grande affinité à la fois avec la personnalité du maire et avec les projets qu'il nourrit pour sa cité », assure Guy Laurant. Dès locs, les membres de son équipe affichent une sérénité qui peut surprendre dans une pro-fession où le risque de perdre brument sa place est rythmé chaque élection municipale, «Il n'est pas plus élevé que pour n'importe muel cadre supérieur», promet le directeur de la communication, a Pas pire que dans la presse écrite ces temps-ci », estime en écho Philippe Bouslé, rédacteur en

Mairie-Expo. - La prochaine édition de Mairie-Expo, Salon réunissant des prestataires de services aux collectivités locales, eura lieu à Paris, dans la Grande Halle de La Villette, du mardi 11 au jeudi 13 mai.

Renseignements au (16-1) 42-68-68-19.

■ L'enfant en milieu rural. - L'inspection ecadémique d'ille-et-Vilaine omanise un colloque sur «l'enfant en milieu rurals, les mercredi 12 et jeudi 13 mai. à Rannes. A cette occasion. elle ve dresser un bilan de la politique mise an place, par l'éducation nationaie et les collectivités locales, depuis une quinzaine d'années, dens le département, afin d'améliorer les conditions de scolarisation des enfants des campagnes

> Renseignements au (16) 99-25-10-20.

TEXTES

Transparence financière et ratios. - La Journal officiel a publié. le 28 mers, un décret précisant, notamment, les onze ratios que les communes doivent désormais produira, en annexe de leurs budgets. Ces ratios, qui sont des rapports entra des valeurs, permettent de fournir une image plus synthétique des finances locales. Ils doivent améliorer l'information du citoyen, comme le prévoyait la loi du 8 février 1992 sur l'administration territoriale de la Répuiblique. Lee communes de plus de 3 500 habitants doivent publier les données suivantes, rapportées su nombre d'habitants : dépenses de fonctionnement, produit des impositions directes, recettes de fonctionnement, dépenses d'équipement brut. encours de la dette, dotation globale de fonctionnement. Les communes de plus de 10 000 habitants doivent indiquer, de surcroît, les ratios suivants : dépenses de personnel sur dépenses de fonctionnement, coefficient de mobilisation du potentiel fis-cal (rapport entre produit des impôts aux et potentiel fiscal), dépenses de fonctionnement plus remboursement annuel de la dette en capital sur recettes de fonctionnement, dépenses d'équipement brut sur recettes de fonctionnement, encours de la dette sur recettes de fonction

### CONTACTS

Forum pour la gestion des villes. - L'ancienne Fondation pour la gestion des villes s'est rebaptisée Forum pour la gestion des villes, Elle a dû modifier son appellation car le titre de fondation est réservé aux associations utilisant lears produits financiers pour une œuvre d'intérêt lénéral. Le Forum vient de changer de pré-

sidence, celle-ci étant toumante tous les deux ans. Alain Richard (PS), place André Santini (UDF), maire d'Issy-les-Moulineaux. Le Forum propose des séminaires aux élus locaux, aux cadres territoriaux, ainsi qu'au personnel de certaines entreprisee privées souhaitant mieux connaître le secteur public local.

► Renseignements au (16-1) 42-56-39-70.

### **PUBLICATIONS**

Intéressement des fonctionnaires. - Alors que le décret du 6 septembre 1991 sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux a été validé par le Conseil d'Etat, où en est l'intéressement dans les collectivités locales? Sylvie Trosa, rapporteur général adjoint du Conseil scientifique de l'évaluation des politiques publiques, organisme rattaché au Commissariat général du Plan, fait le point sur cette question dens un nuvrage intitulé le Guide de l'intément des fonctionnaires.

Selon l'euteur, les collectivités progressent à la fois sur la voie de l'intéressement collectif et sur celle d'une mailleure appréciation individuelle des egents. Sylvie Trosa présente lee expériences menées dans des collectivités pionnières telles que Saint-Denis, Sceaux, Nancy ou Issy-les-Moutineaux. Elle expose aussi la nature de l'intéressement dans les directions départementales de l'équipement, et dans les préfectures.

▶ 139 p. 95 F. Pouvoirs locaux Collection « Guides pratiques de l'administration territoriale », 2, rue des Longs-Prés, 92100 Bou-Ingne-Billencourt. Tel. (16-1) 47-61-92-48.

Guide budgétaire. - La direction générale des collectivités locales (DGCL) vient de faire parattre le Guide budgétaire communal, départemental et régional 1993. Ce document fait le point sur les dotations de l'Etat et les compensations financières résultant des transferts de compétences.

Il commente les principales dispositions législatives et réglementaires intéressant les finances locales, et présente les informations nécess à l'élaboration des budgets (cotisations obligatoires, réglementation des tarifs des services public locaux, régime des garanties d'emprunt...). ▶ 144 p., 80 F. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

La tournée de Cargo 92

chef de Nantes passion.

Autre clef du dispositif de communication de la ville, Isabelle Campet, attachée de presse auprès du maire, supervise toutes les opératinns en direction des médias natinnaux. Par ailleurs, Nantes avait joué les pionnières en créant, des 1982, un service télématique. TELEM, qui fait travailler sept personnes, met aujourd'hui à la disposition du grand public, sur le 36-14, une quinzaine de rubriques consultables gratuitement grâce aux trente-quatre Minitel répartis dans des lieux publics. Des programmes de cinéma jusqu'aux offres d'emplois de l'ANPE, en passant par les renseignements administratifs émanant de communes alentour, la palette est large, et TELEM, bien ancré dans le paysage urbain nantais, recoit 45 000 appeis par mois en

Vailà pour les troupes chargées de mener l'affensive de charme. Mais, comparée à d'autres agglomérations, la capitale des Pays de la Loire dispose d'une arme originale. L'été dernier, Cargo 92 a sillonné les côtes du eud de l'Amérique, evec à son bord des artistes comme la troupe de Royal de luxe et celle de Philippe Découflé. Dans ses soutes, le bateau transportait une rue de Nantes, reconstituée par les employés municipaux. Si l'nn ne vient pas à Nantes, ses ambassa-deurs sont capables de traverser 'Atlantique.

> de notre envoyée spéciale à Nantes Martine Valo

(1) Selon un autre sondage mené par l'agence Capucine anprès de 58 villes de plus de 50 000 habitants, 41 % d'entre elles dispossient, en 1991, d'un service de communication de plus de dix personnes; 45 %, d'un budget de plus de 10 millions de francs.

la direction générale des collecministration (ENA). U devra l'équipement, aux transports et tivités locales (DGCL), Didier à l'aménagement. Daniel Buraussi s'intéresser à la coopéra-Bénutis et Peul Pény, edministinn transfrontalière et eux saux a été sept ans responsable de la direction départementale affaires européennes. de l'équipement (DDE) du Bas-Didier Béoutis, chef du bureau des budgets incaux à la Rhin, puis des services techni-B.P 114 - 72003 LE MANS cades Thémes première journée 1\_ le patrimoine comme ressource de développement. 2 conservation/mise en valeur du patrimoine: quelle répartition du champ des compétences entre l'Elat. les collectivités territoriales et le secteur privé? Thèmes deuxième journée 3\_mise en valeur du patrimoine: nouvelles demandes, nouveaux services, la dimension européenne et la dynamique française. ... mise en valeur du petrimoine: nouveaux services,

DES ANNEMASS

.

Water In

.

. . .

...

2.

ALSACE

# REVEILLER LA CONSCIENCE CIVIQUE DES ANNEMASSIENS

Contre la délinguance, le maire propose la création de « réseaux de solidarité » dans les quartiers

UTANT et même plus que la mnrt, quelques semaines plus tôt d'un semaines plus tôt, d'un icunc deotiste victime d'un volcur de vnitures surpris sur le fait, ce crime-là, odieux comme tous les autres, a provoqué la colére de Robert Bnrrel (div. g.), maire d'Annemasse (Haute-Savnie). Le vendredi 5 mars, jnur d'afflueoce sur le marché fnrain de la graod-place, une dame de quatre-viogi-sept ans était assassinée dans son appartement du centre-ville. Son corps fut retroové le lendemain. sans que persnane oe se fût apercu de rien. Bien qu'identifié. l'auteur du crime, uo vagahand, n'a taujours pas été retrouvé. Quelques jours plus tard, un tireur fnu, emhusqué

The same

an ann

is the late

- be

den

्ट है। इस्कूट

C-1-20

1. 15

35....

1.04

-1.00

Dung.

Aucuo lico direct entre ces trois effaires, se sont empressés d'expliquer les responsables de la police, dant les inspecteurs nnt élocidé la série de faits divers dont cette agglomératinn frootalière de 26 438 habitants se serait bien passée. Mais le maîre, lui, n'a pas réussi à contenir sno exespération : « Chaque semaine, ce sont les mêmes sempiternelles plaintes des habitants qui m'accusent d'une situation qui se dégrade. Comment leur faire comprendre que, face à la banalisation des délits, les élus ont peu de pou-

sur le tnit d'un supermarché,

hlessait deux jeunes qui aor-taient de la MJC du quartier du

Perrier, un grand ensemble

voirs?» Las d'être tenu pour res-ponsable de la frionte de de la définquance, frrité de la confusion établic chitre des polices nationale et municipale, victime de rumeurs le taxeot de laxisme, M. Borrel, uo des seuls maires de gauche d'un départemeot bieo aocré à droite, a voulu créer un « électrochoc » en appelant les habitants à « s'organiser, sans armes, pour effectuer une surveillance de leur quartier, repérer les suspects et les rôdeurs » et à « crèer un résenu de solidarité entre les gens honnêtes pour ne pas laisser le champ libre aux mnlfnil'homme a'est aussitôt inquiétée de la « dérive sécuritaire » d'un homme peu suspect pourtant de sympathies pour ce type de discours. « Déclaration scandaleuse et dangereuse qui appelle la population à se constituer en milice », a dénoncé, de son côté, Noël Mercier, le responsable incal et départemental du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN), nrganisation marquée à droite.

Malgré les doutes et les incompréhensinos auxquels son intempestive déclaration a donné licu, M. Borrel persiste et

qui ont disparu, avec le risque d'accentuer les dérives : la démission totale ou la montée des extrémismes. » Citations de Montesquieu et de Malraux à l'appui, cet agrégé de lettres de cinquante-neuf ans, adepte de la restauration des valeurs républicaines an nnm de la défense des plus faibles, snuhaite que « les habitants retrouvent les voles du dialogue, de l'assistance à leurs proches et de la prise en charge de leur environnement immédiat».

Bref, qu'enfin ils redeviennent «citoyens» d'une ville qui signe : «La sècurité, assure-t-il, n'en finit pas de chercher sun est d'abord une question de identité et son unité. Au temps

La Ligue des droits de civisme et de morale collective de la grande prospérité helvétique la «banlique» de Genéve était plutôt considérée comme le Far-West nu un Eldorado grace à l'abondance d'emplois hien rémunérés. Frappée par une spéculation accentuée par la rareté des logements sociaux, cette région privilégiée a attiré des milliers d'émigrants, étrangers nu chômeurs de régions déshéritées. Ici comme ailleurs, la crise pourtant s'est installéc, avec un reflux des travailleurs frontaliers qui, aux guichets de l'ANPE, côtnient les salaries français licenciés.

& Icl, tout respire l'argent », reconnaît un fonctionnaire de police qui, de la scoetra du

nées par cet éventuel projet, nnt

constitué dès le mois de mars 1991 un syndicat iotercommunal

à vocation d'urbanisme (SIVU)

pour effectuer des études de fai-

sabilité. Si l'extension de la

technipole sur les terres du

département du Var semble

aujourd'hui la micux position-

née, de oouvelles études d'oppor-

tunité ont cependant été lancées.

Elles dureroot deux ans et nn!

pour objectif une meilleure défi-

nition du plan d'améoagement et

Var est d'avoir privilégié l'idée

d'une chaîne de microparcs d'ac-

tivité, întégrés daos un plus large

espace naturel de 8 000 hectares.

L'eosemble étant délibérèment

axé sur l'environnement, qu'il

s'agisse d'eotreprises d'industrie

légère, de structures de recherche

et de formation de type universi-

espèrent des retombées écocomi-

ques; les experts les plus onti-

mistes annoccant la création de

2 000 emplois directs et induits

daos les dix ans à venir. Il est

cependant peu probable qu'une

. ... Aujqurd'huj quatorze com,

L'nriginalité du projet du

des coûts.

taire

la propriété d'un émir saoudien sur la colline, comme les rutilaotes voitures des Genevois habitués à s'approvisionner de ce côté de la frontiére. Dans ces conditions, la délinquanec, la petite, est devenue un phénomêne courant, « banolisé », estime M. Borrel, constituée à 47 % des 4 000 faits recensés en 1992 (+ 2 %) de vols de voiture ou à la ronloite, même si, recnonait-oo, la situatinn est lnin d'être catastrophique (1). Malgré no réseau de cent quatre-vingts associations, l'encadrement des nombreux travaillours sociaux, parmi lesquels des animateurs maghréhins, et lo présence de nombreux equipements enllectifs, la « conscience d'appartenir à une communquie » reste inexistante.

La drogue, le « shit » ou l'héroine en provenance d'une Suisse plus libérale, a fair son apparition dans certains immeubles HLM. Substitut d'une éconnmie souterraine, elle est le plus inquiétant révélateur de la marginalisation d'uoe partie des jeunes et de certaioes familles, à l'nrigine de la majarité des petits délits commis dans la ville. Mnis surtnut clie est devenue sujet de conflits entre une partie de la populetioo et la pulice natinoale, eccusée à mots couverts, de passivité face à cette degradatioo.

Daos ccs enoditinns, M. Bnrrel sc refuse à assumer seul la charge collective de la sécurité dans sa ville. S'il no cesse de réclamer la restitution des effectifs maoquants au commissarint, il o'eovisage pas de renforcer le enrps des seize agents de la pulice municipale, « un corps en trampe l'æil qui constitue une lourde charge pour le budget », estime-t-il, co attendant, avec une certaine impa-tience, le vote de la lui sur la répartition des missions entre les agents municipaux et le corps d'Etat.

D'ici là, il espère que snn « coup de gueule » pravocateur réveillera aussi les pouvnirs muoes de l'Est varois represeo-tant 210 000 habitants sont enga-gées dens ce projet, dont elles publics, le préfet, la police et des magistrats, silencieux dans ce débat. Même si, jusqu'à présent, il a surtout été perçu comme un appel dans uo désert d'indifférence.

> de notre envoyé spécial à Annemasse Michel Delberghe

(1) Dans les stalistiques du ministère de l'intérieur, Annemas classée au dix-huilième rang des villes de 20 000 à 50 000 habitants.

commissariat, pointe du doigt BOURGOGNE Diion informatise les parkings Depuis septembre demier, les huit parkings souterrains de Dijon, d'une capacité totala de 2 900 places, sont reliés entre

aux par un système informatisé permettant l'affichage en temps réel du nombra da places encore disponibles dans chacun des endroits. L'affichaga est retransmis à vingthuit mâts équipés de caissons lumineux placés aux principales entrées at carrefours de la ville et à proximité des parkings. Le comptaga des véhicules se fait par l'intermédiaira du distributeur de tickats d'entréa at de la bome de paiement, reliés à un système da gestion technique centralisé. Les automobilistes entrant dans la capitale régionale peuvent se diri-ger directement vers le parking de leur choix grace à un fléchage approprié. Par ailleurs, k capacité da stationnemant souterrain de Dijon davrait être

> BRETAGNE La « Recouvrance »

neuvième parc.

met les voiles

augmentée, dès la fin de certe

ennéa, de 500 nouvellos

placas avec l'nuverture d'un

Construite à Brest pour enrichir le petrimnine maritima français, la goélette Recouvrance a reçu ses deux mâts le samedi 3 avril. Ce bateau, réplique d'un ancien vaisseau da guarre, avait été l'un des héros du rassemblement des vieux gréments de Brest 92, l'été dernier (le Monde daté 12-13 juillet 1992). Une foule de obsieurs dizzines da milliers de personnes avait assisté à la mise à l'eau du bateau le 14 juillet, mals il manquait la mâture et les voiles

Celles-ci seront hissées le 20 mai. La Recouvrance, qui dolt plus tard affectuer des voyages organisés pour touristes, pouma alors tirar ses premiers hords vers Douamenez, où auront lieu jusqu'au 23 mei las cérémonies d'inauguration du Pon-Rhu, premier pon-musée français. Dans ce port, le moment fort sera, le 22 mai, l'assemblege da la quilla d'un clipper français du Havre da 48 màtres, appelé à devenir chantier muséographique, avant de prendre lui eussi

### PROVENCE-ALPES-CôTE D'AZUR

# L'ESPÉRANCE D'UNE TECHNOPOLE

Quatorze communes du Var voudraient profiter de l'extension de Sophia-Antipolis

LLES soot quatorze com-munes, situées dans l'est du département et dans le du comité interministériel pour moyen Var, et elles rêvent de participer à l'extension de la technopole Sophia-Antipolis proche de Nice, aujourd'hui saturée. Telle est la double perspective de Sophia-Esterel, un projet ambitieux concernant one superficie de 8 000 hectares.

Lancé en 1970, le pare technologique et scientifique de Sophia-Antipolis a conou une forte accelération de ses rythmes de commercialisation au milieu des années 80: Il a bénéficié d'un important engagement financier de l'Etat (2 milliards de francs d'investissements), ainsi que de l'implaotation d'établissements publics de recherche et d'enseignement de haut niveau, repré-

sentant 2 500 emplois.

Les 750 cotreprises que compte actuellement le site emploient 15 000 personoes. Mais, aujourd'hui, les 500 hectares de la techonpole niçoise l'eménagement du territoire (CIAT) ont approuvé le principe d'un élargissement de 2 200 hectares ao nord de l'actuelle technopole et celui d'une mise à l'étude d'une autre extension, à plus long terme. Trois sites possibles ont été retenns, deux dans les Alpes Maritimes et un dans le Var.

de faisabilité

Les préfets des deux départements oot recu missioo d'établir « un document de référence faisant apparaître les enjeux de l'Etat » sur les territoires coocernés. Dans la foulée du schéma de enhérence des équipements publics de l'Est varois, réalisé par la direction départementale de l'équipement (DDE), trais communes varoises, les plus concer-

telle réalisation puisse être mise en chantier avant cinq ans. de notre correspondant

à Toulon José Lenzini

ALSACE

# LE TRAMWAY SEME LA ZIZANIE A STRASBOURG

Derrière la poursuite de ce projet et le nouveau plan de circulation se profile la lutte pour la mairie

du tramway n'est jamais terminée. Tandis que des traveux importants pour la réalisatinn de ce nouveau mode de transport collectif ont commencé au déhut de l'anoée dernière et que ann cornllaire, le plao de circulation (« Plao Strass ») a été mis en place au même momeot, la pnlémique est à l'ardre du jour.

D'autant plus que le nnuveau député de Strashnurg-centre (la circonscription la plus tnuchéc par les chantiers), Harry Lapp (UDF), a mujnurs été à la pointe du combat contre le projet de la municipalité socialiste conduite par Catherine Trautmann, qui ne s'est pas présentée nux législatives. Ocpuis snn électinn du 28 mars dernier, le ennseiller municipal d'opposition croit, avec de plus en plus de conviction, à son destin : « Le règne de Catherine Trautmann s'est orrête: on ne perd que les batailles au'on ne livre pas. »

Afin de bien montrer qu'il est l'homme de la situatinn, il affirme : « Strasbourg a toujours été plus nu moins mal défendue, alors qu'il est impératif de faire passer cette idée qu'il y a en France une ville dont le destin est particulier. »

Strasbourg, la bataille Ne se définit-il pas comme naot c'est « son » président de « un électron libre » en précisant tnut de même qu'il n'est pas « mégalo » parce qu'il veut " ouvrir pour rassembler " et se mettre « nu service du meil-

> Le « meilleur » pnur l'ins-tent, c'est Daoiel Hoeffel, ministre délégué à l'aménagement du territaire et aux collectivités locales et président du conaeil général du Bas-Rhin. Il utilisera plutôt sa présence dans le gouvernement Balladur pour l'autre « affaire d'Etat » de la capitale alsa-cience : la réalisatino du TGV-Est jusqu'à Strasbnnrg. En effet, Daoiel Hoeffel n'a jamais feit de déclaratinos tnnitruantes contre le tram.

#### « Course de vitesse »

La victoire aux législatives de Harry Lapp est en tnut cas un coup dur pour Catherine Trautmann. Au moment du lancement du «Plao Strass» il était à l'époque président de l'association des commercants.

- le député de Strasbourg du projet socialiste. Mainte matiser « l'inconscience des

la chambre de commerce et d'industric (CCI), Claude Danner, qui a pris le relais.

Tnut en clamant haut et fort qu'il ne fait pas de politique, ce personnage important de « la société civile » strasbourgeoise tire à boulets rouges sur le maire et ses adjnints : a Une théologienne, un professeur de français, un professeur de musique et un avocat lancent en ville des travaux sans savoir ce qu'on veul faire ni comment le faire. » Et de poursuivre : « Leur seule motivation est une course de vitesse pour les èlections alors qu'ils feraient mieux de survre les conseils de professinnnels pour nvoir un projet cohérent et ne pas ruiner les commerces. »

Dans une enquête publiée le 25 février et réalisée auprès de 157 entreprises du centre de Strashnurg, In CCI constate que 79 % des cotreprises cancernées ant cannu une baisse de leur chiffre d'affaires en 1992. Elle souligne que la chute a commencé en février de l'en dernier, c'est-à-dire au mnment de l'entrée en vigueur du plan de circulation. Harry s'époumooait à dénnncer « les Lapp en profitnit, lors de la consequences catastrophiques » campagne législative, pour stigélus socialistes qui détruisent, à In vitesse du TGV, l'économie strasbourgeoise ».

De son côté, la muoicipalité se veut sereine bico que l'ampleur des chantiers provoque des embarras réels sur certnins sites, notamment place Kleber, nu l'accès au parking souterrain releve d'un gymkhana dangereux pour les piétons. Face aox attaques iocessantes - « qui s'expliquent par la crainte de voir Trautmann reussir» – on repond à l'hôtel de ville que le calendrier de ce « mal nécessaire » est respecté ct que la ligne unrd-sud de 12,6 kilomètres scra achevéc, comme prévo, à l'automne

Catherine Trautmann, qui déplore la politisation du dossier, affirme même que « beaucoup d'habitants sont intéresses par la poursuite du projet ». Le maire a raisoo d'être optimistc: tous les priocipaux «trous» sont faits; on ne peut maintenant que les reboucher. Autant dire que les chases sont trnp cogngées pnur qu'nn pnisse revenir à la case départ. Il n'empêche : la premiére étape du tramway «socialiste» sera nchevée mais sa réalisatinn, même dans de bnones conditioos au bout du compte. sera-t-elle suffisaote pour assurer la reconduction de l'équipe actuelle? Rieo o'est moins sûr, surtout qu'il est de hon ton d'adresser au premier magistrat de la ville le reproche de se préoccuper plus de son image internetionale que du sort de ses edministrés.

> de notre correspondant régional à Strasbourg Marcel Scotto

## LA CONCENTRATION LA PLUS INTENSE DES ENERGIÉS ET DES METIERS POUR LE RAYONNEMENT DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

LYON 12, 13, 14 MAI 1993. 5° FORUM DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

> GRANDS DEBATS **6 TABLES RONDES** 26 ATELIERS

sociale.....Démocrátie.....Education Civique.....Typographie.....Communication financière.....Marketing politique.....Plan Média....Journaux municipaux.....Environnement.....Territoire, identité et appartenance,...,Etc.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION AU 78 62 33 62

### FINANCES

# CINQ VILLAGES DEVANT L'OR DE PICSOU

L'arrivée du parc Euro Disneyland a fait progresser brusquement. mais de façon inégale, les ressources des villages riverains

l'oot appelé le Graod Fossé, comme le système de défense du village gaulois d'Astérix contre les envahisseurs romaios. C'est le com officiel du tronçon du boulevard eirculaire qui sépare le parc Euro Disneyland de Chessy, l'une des cioq commuoes ao milieu desquelles a été construit le complexe de loisirs, ouvert depuis le 12 avril 1992. Il y a moins de 1 kilomètre entre les stucs du château de la Belle au bois dormant et l'église XVIII de ce bourg typique de Seine-et-Marne.

Enfant du pays, Olivier Bourjot, le bouillant maire de la commune, a pris la tête de la « contestation ». Il décooce les orientations d'Epafrance, l'établissemeot publie responsable de l'aménagement de ce secteur de la ville oouvelle de Marnela-Vallee.

Soo eooseil muoieipal refuse de voter le budget du SAN des Portes de la Brie, le syndicat d'agglomération oouvelle qui gère les équipements des cinq communes sur le territoire desquelles a été bâti Euro Disneyland. Enfin, la mairie de Chessy a saisi les tribunaux pour limiter les nuisaoces sonores provoquées par les feux d'artifiee tirés régulièrement depuis le parc,

Avec 1 174 babitaots. Chessy n'a pas vu sa population exploser depuis l'arrivée du géant américaio. Au cootraire, avaot l'ouverture officielle. queloues-uns sont partis ehereber ailleurs la tranquillité qu'ils eraignaient de perdre. Avec ses commerces, soo

ES habitants de Chessy auberge, soo centre coquette- tieot pas immédiatement sa ment aménagé, la commune connaissait un développement équilibré. « Avec le parc, on voulait nous imposer 1 200 loge-ments et une zone d'activités de 4 hectares. Nous avons obtenu d'Epafrance que, sur une ZAC de 117 hectares, 40 soient réservés aux espaces verts, que le nombre de logements soit ramené à 750, et que la zone d'activités permette de créer au moins 1 500 emplois. » raconte M. Bourjot

#### Multiplication des projets

La commune, sur laquelle a été construite la plus grande partie des bâtiments du parc, a vu ses ressources faire un bond depuis l'année dernlère. Bien que la taxe professionnelle aille au SAN, son budget a été multiplié par 5,5 et atteint 26 millions de francs, grâce à l'impôt sur le foocier et aux taxes de séjour payées par les clients des bôtels. La mairie eo profite pour rénover tous les réseaux et aider les associations locales. Elle cherche des idées, peut-être un festival, pour faire connaître la commune.

Bizarremeot, dans le climat de «guéguerre» avec leur imposant voisin, les élus viennent de décider de dimioner la taxe sur le foncier bâti. « Nous pouvions faire ce cadeau, car nous allons bientôt avoir des recettes supérieures à nos dépenses. » explique M. Bourjot. Il est également favorable à l'extension du parc sur sa commune... même si Disney ne promesse de eoostruire des bureaux.

La commune de Coopvray bénéficie, avec Chessy, de la manne financière du parc. Mais elle reste à l'écart de l'agitation du plateau voisin. Blotti dans une vallée, ce charmant village attirait, depuis quelque temps déjà, près de 200 nonveaux babitants ebaque anoée. La proximité de la gare d'Esbly, à une demi-heure de la gare de l'Est, a fait passer la population de 1 200 à 2 600 personnes en moins de dix ans.

Ces babitants oot, pour la plupart, vu avec inquiétude approcher l'onverture d'Euro Disney. Tous craignafeot une «iovasioo». Un an après, rares sont fioalement les « débrouillards » à la recherche d'un raccourci pour éviter les bouchons autour d'Euro Disoey ou les touristes égarés dans les rues du village. Grace ao eommissariat de police installé près du parc, les problèmes de vols et de sécurité oot même quasiment disparu. Persooce n'ose se plaindre de l'écho des fameux feux d'artifice qui ne réveillent plus les enfants. Le maire, François Bentz, a

fait savoir à la direction d'Euro Disney que l'église, fraîchement rénovée, était prête à recevoir les fidèles qui séjourneot dans les hôtels du parc. « C'est une occasion de disfuser le tourisme dans la région», estime M. Bentz, soucieux de faire tourner le commerce local. Alors que la municipalité de Coupyray avait dû faire face, charges liées à l'arrivée d'une ne sommes pas certains de pou-

oouvelle population, e'est le SAN qui va moderniser la mairie et construire le nouveau groupe scolaire oécessaire pour accueillir 380 enfaots eo primaire et en maternelle.

Avec 16 millions de recettes fiscales supplémentaires, Conpyray multiplie les projets de rénovation. « Nous allons devenir i'une des communes les mieux équipées de France », avoue M. Bentz qui racoote comment, avec ceux de Chessy, les élus ont accepté de rétrocéder la plus grande partie de la taxe de séjour pour l'aménagement des voies d'accès à Euro Disney.

M. Bentz n'aimerait cependant pas que Coupvray dépasse 4 000 habitants à la fin do sièele: «Notre commune doit garder son caractère rural. Les aménageurs doivent aussi savoir que les nouveaux arrivants, qui ne trouveront pas de travail sur place satureront un peu plus l'autoroute vers Paris et la ligne de RER. »

#### Les laisséspour-compte

Cette prudence n'est pas partagée par les élus des trois communes du sod du plateau, qui ne benéficient directement d'aueune taxe payée par le parc. An cuotraire, à Serris, comme à Magny-le-Hongre et à Bailly-Romainvilliers, on aimerait bien que les promesses de la convention avec Disney se réalisent et que les zones d'activités ne restent pas trop long-

voir sinancer l'entretien de l'école de seize classes que le SAN vient de construire», constate ainsi Michel Colombé, maire de Magny.

La commune o'a vu acriver que 200 oouveaux habitants, essentiellement des célibataires qui travaillent sur le parc. Plus question de la zone d'activités de 100 hectares prévue dans les premiers projets. Dans l'attente des programmes de logements promis par Epafrance, seules cinq elasses sont ouvertes dans l'école. Et aucun commerçant oe manifeste l'intention de s'installer dans la commune.

Dans les locaux flambants oenfs de la mairie de Magny, Jean-Paul Balcou est beaocoup plus optimiste. « Nous avons du réviser à la baisse nos projets d'équipements, mais le SAN va construire un nouveau groupe scolaire, car la population a doublé depuis 1991. » Avec une résidence pour 800 cast members de Disney, Magny compte 200 habitants an plus fort de la saison. M. Balcou demande un surclassement pour que la dotation globale de fooctionnement soit augmentée.

La zone d'activités est co panne, le programme immohilier de villas luxueuses autour du golf d'Euro Disneylaod est suspendu. Mais M. Balcou compte sur la commercialisation des 800 logements qui devraient être construits dans les prochaines anoées pour relancer le développement de la

A Serris, les cast members de la résidence de 410 studios se mélent quelquefois à la vie du village. Amateurs de bières

étrangères, ils fréquentent le café-tabae et se rendent volontiers aux réunions organisées par le comité des fêtes. Financièrement, la commune est relativement aisée. Fixée en fonctioo de six occupants par nouvel appartement, la dotatioo globale de fonctioonement est caleolée sur la base de 3 500 habitants, alors que la populatioo dépasse à peine 1 500 personnes. Mais Philippe Maocel. le jeune maire de Serris, espère qu'avec la commercialisation de la ZAC par Epafrance, après le forfait de Disney, la commune va enfin pouvoir améliorer ses équipements : « Nous n'osions pas nous lancer dans ies investissements ces dernières années, en attendant les décisions définitives d'Euro Disney. »
L'évolution de ces com-

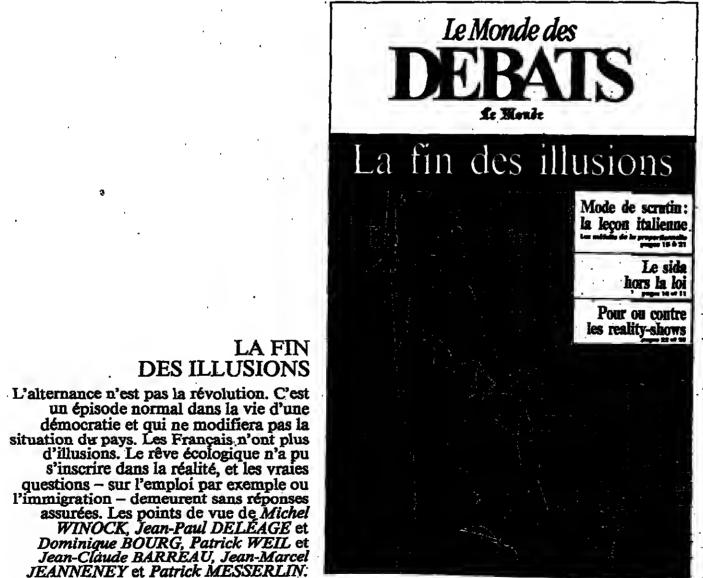
munes est suivie avec iotérêt par le SAN des Portes de la Brie. Charles Boetto, son président, dénooçait, le 24 novembre 1992, l'option « tout-tourisme » présentée par Euro Disney pour la deuxième phase du projet, en raison de la conjoncture difficile dans l'immobilier (le Monde daté 29-30 novembre 1992). Le conseil général de Seine-et-Marne, qui a fait de gros efforts financiers pour permettre l'installation du parc, observe également attentivement les retombées économiques dans ees communes et dans l'ensemble du département. Six cents entreprises locales (imprimerie, nettoyage, transports...) travailleot pour Euro Disney: 14 % des achats divers sont effectués en Seine-et-Marne. Certes, toutes les pommes de terre qui sont consommées dans le parc ont été produites dans un rayon de 5 kilomètres autour de l'enceinte, mais ce commerce ne remplace pas les nouveaux habitants attendus par les communes riveraines.

Christophe de Chenay

INUS SURVEILLAN

# NOUVEAU MENSUEL DU MONDE

**AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL** 



### MODE DE SCRUTIN: LA LEÇON ITALIENNE

Quel est le meilleur mode de scrutin : le majoritaire pratiqué en France ou la proportionnelle intégrale appliquée en Italie ? Le Monde des débats a, sur ce sujet, organisé à Rome une rencontre entre constitutionnalistes français et italians italiens.

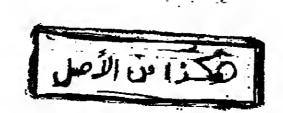
## LE SIDA HORS LA LOI

La propagation de cette maladie incurable soulève des difficultés inédites illustrées par quelques procès récents: peut-on au nom de la nécessaire défense de la santé publique porter atteinte aux imprescriptibles libertés individuelles? Les analyses du juriste Jean-Paul JEAN et de l'historien de la médecine, Mirko GRMEK.

# POUR OU CONTRE LES REALITY-SHOWS

Des émissions de télévision à la mode sur lesquelles se divisent téléspectateurs et producteurs. Les opinions de Jacqueline BAUDRIER et de François NINEY.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX LE 10 DE CHAQUE MOIS



# **FONTAINEBLEAU SOUS TUTELLE?**

Une expérience avortée de géothermie pèse lourdement sur le budget municipal

E budget municipal do Fontainebleau, commune de Scioe-et-Marne de 18 753 habitants, sera-t-ll placé dans quelques semaines sous la tutelle de l'Etat? La question est en suspens depuis le 12 mars, date é laquelle la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France a préconisé l'inscription d'office de certaines dépenses obligatoires.

Le montant de ces dépenses est de 68 millions de francs. Il a'agit d'un emprunt cootracté par la ville en 1988, auprès de la Banque fraoçaise pour le com-merce extérieur (BFCE), pour régler l'addition d'une catastrophique opératioo de géothermie, ioitiée en 1979, et qui n'a pratiquement jamals fooctiooné depuis. Déjé l'an dernier, le maire, Paul Dubrule (divers droite), élu le 7 mars 1992 é la suite do décès de Paol Séramy (UDF), avait refusé d'inscrire au budget le montant de l'accuité. En juin prochain, le remboursement de la totalité de l'emprunt arrivera à échéance et la commuoe devra alors faire face à une dette d'environ 75 millions de francs oo comptant les intérêts. Comment pourrait-il, à court terme, assurer un tel engagemoot alors que la balance généralo du budget s'équilibre à 119 millions de francs?

#### Un lourd héritage

ing de ea con Pora Recito s

· Pikea 👡

er p

100 to <u>6</u> 250

75500

Total Control of

. . . ?

En refusant de payer, Paul Dubrula compte sur lo temps, et surtout sur lo gouvernement, pour débloquer une situation aujourd'bui -dans d'impasso. «D'un point de vue juridique, nous ovons tort, reconnaît-il volontiers. Mais l'Etat porte so responsabilité dans l'échec de la géothermie, puisque toutes les incitations venaient alors de lui. Lorsque j'oi pris mes fonctions. on m'o annonce un moratoire de lo dette sur vingt-cinq ans par lo Calsse des dépôts et consigna- tère de l'industrie. En juin 1989,

tions, pour toutes les communes sinistrées. Je constote que Fontainebleau reste la seule dont les problèmes ne sont pas réglés. J'espère parvenir rapidement à

une solution politique. » Mais l'Etat, au pied du mur, refuse d'assumer le loord héritage de la géothermie, même s'il se garde de mettre en cause cette technique. Douze ans après, il serait facile de chercher des responsables. Encore une fois, il a'agit d'un problème politique : «Le gouvernement a tout foit pour encourager les collectivités locales à se lancer dans lo géothermie. » Et le coprésident du groope bôtelier Accor ajoute: «Je n'étals pas en politique à l'époque, mais seulement dans les affaires. Nous avons nous-mêmes installé dans nos hôtels des systèmes solaires avec des pompes à chaleur qui se sont, par lo sulte, révélées inutiles. On ne peut jeter la pierre à per-

Les fautes techoiques et financières qui oot abouti à la faillite de la géothermie é Fontainebleau sont nombreuses. Ce fut tout d'abord une erreur de localisation : la ville se trouve à la lisière do bassio aquifère du Doigger, réservoir do toutes les opérations de géothermie menées eo lie-de-France, Cootrairement à d'autres opérations, l'échee de celle de Fontainebleau fut d'ailleurs très rapidement constaté.

Dès octobre 1982, la direction régionalo de l'iodustrio ootifialt so Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) l'échec fotal du forage, . avec uo débit de 116 m³/h, au lleu des 190-m3/h escomptés pour rendre l'exploitation reu-

En dépit de ces résultats, le syndicat mixte pour la géother-mie créé à l'initiative de la ville do Fontajoebleau décidait de mener l'opération à son terme. Il décernait, en ootre, dans son ovec une reprise et un étalement budget, une aide de 8,4 millions la place de la Concorde!» de francs accordés par le minis-

la Cour des comptes constatait : « Au lieu de servir à indemniser le préjudice causé ou syndicas par l'abandon de son projet, la procédure de garontie contre les risques d'échec à l'issue du premier forage a été utilisée pour tenter de poursuivre à moindres frais une opération aux résultats Incertoins et finalement déce-

### Hausse des impôts locaux

Dans ce même rapport, la Cour des comptes déconçait « la mattrise insuffisante des dépenses d'investissements, les surcours dus aux relards dans la réalisation des travaux, l'absence de contrôle sur l'exécution finanelère des marchés passés par les mondatolres ». Le syndicat débloquait des fonds sans que les pièces justificatives des dépenses aient été produites, ou cocore « une politique commerciale incompatible avec l'équillbre financier des opérations ». Le syndicat mixte accordait à ses abonnés, doot plus de la moitié étaient ses propres membres, des tarifs attractifs, mettant en péril l'équilibre fioancier, déjé

très précaire, du système. En 1988, alors que la dette s'élevait à 40 millions et 20 millions en iotérêts, Footainebleau décidait de quitter la Caisse des dépôts et coosignations pour cootracter un oouvel emprunt auprès de la BFCE, organisme bancaire réclamant aujourd'hui son du. En gestionnaire, Paul Dubrule conoaît trop bien les banquiers pour feiodre de croire qu'ils puissent passer l'éponge sor une telle dette, Reste à savoir de quel poids seront ses arguments pour ecovaincre le ministère de l'économie. Car la mise sous tutelle du bodget monicipal et la bausse des impôts locaux qui s'eosulvrait seraient sans donte insupportables pour les habitants, et dooc les électeurs. Paul Dobrule a .déjà annoncé soo intentioo d'être candidat à la mairie eo 1995, mais cette fois devant le suffrage universel.

Pour l'beure, il fait preuve d'optimisme : « La mise sous tutelle de notre budget serait la dernière extrémité. Nous n'en sommes pas là. Et s'il le fallait je serais prêt à faire parler de moi, en m'enchoinant au besoln sur

Roland Puig | rachat de la moitié du CNIT

HAUTS-DE-SEINE

# LE DEPARTEMENT INVESTIT

Projet MUSE, rachat de la moitié du CNIT le conseil général choisit l'expansion

urbaine souterraioe express), le conseil général des Hauts-de-Seine va permettre à la société chargée de réaliser ce futur réscau d'établir un avant-projet (le Monde du 14 avril). Seloo Charles Pasqua (RPR), présideot de l'assemblée départementale, le projet MUSE est ala réalisation d'un réseau souterrain d'une ampleur inégalée dans le monde ».

Loogue de 48 kilomètres. cette liaison co sous-sol devrait comprendre trois niveaux, deux pour le réseau routier et un pour le métro. Deux hypothèses soot covisagées poor ce dernier: un métro léger sans conducteur de type « Val », ou «Transville», uo équipement plus lourd eocore au stade expérimental. Le Syndicat des transports parisiens (STP) doit donoer soo avis pour uo équipement dont la mise en service de la première tranche pourrait iotervenir co 1999.

#### Un espace culturel à la Défense

Uo droit de perceptioo sur la partie routière et le versement de redevaoces au coocessionnaire pour l'iofrastructure transport eo commuo destinées à l'eotretieo oot été autorisés. La société concessionoaire, MUSE S.A., jouira de la liberté tarifaire pour le péage, mais le conseil géoéral fixera les plafonds.

Les élus ont souhaité qu'un abattement de 20 % soit consenti aux véhicules immatriculés dans le département. Ce o'est qu'à l'horizoo 2015 que l'on pourra traverser le département du oord au sud, de Ville-neuve-la-Garenoe à Antooy, eo un minimom de temps.

Charles Pasqua a par ailleurs proposé à ses collègues le

N adoptant, vendredi (Ceotre oational des iodustries 9 avril, le projet de concession du réseau de transports MUSE (Maille premier symbole architectural et techniques), regrettant de ne pouvoir acquérir la totalité « du premier symbole architectural de la Défense, qui a su imposer l'élégance de so voûte et de sa silhouerre, défiant treme années d'évolution, de modes et de goûts architecturaux ».

Mais c'est sortout pour aceroître sa présence à la Désense, « dont le pôle économique est apparu comme un focleur important de la vie des Houts-de-Seine, une donnée essentielle de l'image du dépar-tement », que le conseil général a décidé cet achat.

La promesse de veote doit être signée prochainement entre Charles Pasqua et la Générale des eaux, actuel propriétaire du CNIT. Elle portera sur 97 242 m², pour un montant de 1,190 milliard de francs que le département réglera en dix-huit

Cet iovestissement doonera au département « le grand lieu d'expositions et de congrès » qu'il avait iotégré dans son projet de Grand Stade. La seconde partie sera réservée aux activités culturelles et associatives: aiosi lo Cooseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) des Hauts-de-Seioe disposera de 1 000 m².

Eo devenaot propriétaire de la moitié du CNIT, le conseil général souhaite interveoir dans quatre directions: favoriser le développement des cotreprises, reoforcer le rayonoement des associations, créer uo pôle de promotion culturelle co organisant des maoifestations destinées à la population des Hauts-de-Seine, mais également aux touristes, et cofin assurer une syoergie doos le domaioe uoiversitaire. L'exploitation du ceotre des congrès sera coocédée à une régie dès le mois d'octobre. La redevaoce permettra de diminuer les aonuités dues par la collecti-

Jean-Claude Pierrette

ans d'expérience, quel est le

veillance oe fasseot que passer

et disposeot de si peu de pouvoirs. Pourtant, en 1992, les bommes de l'ACDS soot inter-

venus 3 300 fois pour calmer

Les gardiens et les locataires regrettent que les agents de sur-

## ESSONNE

Hausse des impôts départementaux

LE conseil général da l'Esaonne visnt de décider une augmentation de 25 % das taux départamantaux das quetre taxes d'impôts locaux. Pour justifier cette hausse, le majorité (RPR, UDF et div. d.) e souligné la néceasité da faira fece au financamant d'importants inveatissements, notamment an faveur des collèges et des réaeaux d'assainissamant. « Nous sommes également victimes des désangagements de l'Etar, qui nous considère comme un département riche at nous obliga à contribuer à ls dotation de décantralisation», assure Gérard Nevers (UDF), vice-présidant chargé du budget.

Cat accroissament des recattes fiscalas permettra enfin de réduire, de façon substantialla, le racours à l'emprunt.

L'augmentation du taux des taxes, conjugués evac calls de 3 % das bases d'imposition, davrait sa traduira par une eugmantation d'anviron 350 francs sur las fauillas d'impôts locaux, et ce pour la saule pert départamantala. Estimant qu'une telle eggrava-tion da la fiscalité na se justifie pas, les élus de gauche ont dénoncé « les nombrauses dérivas budgétaires a du département, an particuliar dans la réalisation das équipements sportifs initialament destinés à l'accuail das Jeux da la francophonie.

#### SEINE-SAINT-DENIS Une nouvelle mairie au chevet de la basilique

AFIN de ragroupar ses services municipaux éparpillés dans onze points différents de la commune, Saint-Denis a investi 134 millions da francs dans un nouvel hôtel da villa de 14 000 mètres carrés. Un local plein de coins et de recoins, où viennent d'amménager 550 das 2 500 fonctionnaires municipaux, qui est relié per une passarella à la maina d'origine, construite à la fin du dix-neuvième siècle. Le nouveeu bâtimant an verre, édifié au chevat da la basiliqua royale, est considéré ∢comme la pièce maîtresse de la recomposition contemporeine du centre-villa », engegée il y e plus da vingt ans par la municipalité, dirigée eujourd'hui par Petriek Braouezec (PC).

Il a été conçu par l'architecte Henri Gaudin, « sans aucune prérantion de monumentalisma at evec l'eccord da la Commission nationale des monuments historiques. Bien que divarsament appréciée, se réalisation à l'ombre da la sépultura das rois de Frenea, tréaor de l'art gothique, devreit aimpli-fiar noteblamant las démarches edministratives daa 91 000 Dyonislens.

#### VAL-DE-MARNE L'orchestre d'lle-de-France s'installe à Alfortville

UNE grande salle da repétition, pouvant accueillir une centaine de spectateurs, trois salles de répétitions (une pour l'harmonie, une pour laa cordes et une pour las parcussions) seront construites à Alfortville (Val-de-Marne) pour hébergar l'Orchastre national d'Ile-de-France. Une bibliothèque de partitions, un foyer avec das logas pour quatre-vingta musiciens, des salies de régia, des bureaux et un garage pour les camions de l'orchestre complétaront les équipements.

La Maison de l'Orcheatre national d'ile-de-France représentere pour la région un investissement de 21,5 millions da franes. La construction deviale commencer catte

### **PARIS**

# HLM **SOUS SURVEILLANCE**

Suite de la page 17

Voici encore cette gardienne transformée eo pédagogue et tachant d'appreodre é des gamins qu'un asceoseur o'est pas un uriooir. Et même un peu flie quand elle interpelle une baodo du quartior qui prend sa cour pour un champ clos. Et encore, iospecteur d'hygièce quand elle ramasse dans les buissons une seringue qui pourrait blesser. Ou psychologue, quand il faut calmer le président des locataires furieux que la permanence du week-end ait été supprimée. Mais aussi professioonelle, tenue au secret, quand elle refuse de répondre aux questions portant sur les loyers, le nombre des appartements libres ou les attributaires manifestement pistoonés.

#### Stopper la fermeture des loges

Cette goutte d'huile dans les rouages sociaux, l'OPAC avait été tenté de la supprimer voilà une dizeine d'ennées. Il paraissait plus économique d'installer des digicodes ou des interphooes et de louer les logos à des handicapes. Daos le même temps, une loi interdisait désormais aux agents des HLM, souvent d'anciens policiers reprenant du servico, de dresser contravention pour violation du règlement intérieur, Laissées à

elles-mêmes, certaines cités parisiennes de logements sociaux partirent à la dérive. Et leurs occupants de s'en plaindre, de façon véhémeote, auprès de Jacques Chirac.

En 1988, à l'occasion d'une visite sur le terrain, le maire déclda qu'il fallait changer de cap. Il adressa à son ami Georges Perol, le patroo de l'OPAC, deux injonctions : stopper les fermetures da loges et mottre eo place des équipes mobiles de aurveillance. Sur le premior point, la teodance est en effet inversée. Soixante-trois gardiennes ont été réinstallées en 1992; 36 autres le seront dès que possible, promet-on. On coovieot que les économies de personoel soot compensées et au-delà par les factures de réparation et la montée de l'insécu-

Pour combattre celle-ci, il a fallu faire appel à des sociétés spécialiséea. Après quelques déboires initiaux et une bavure majoure - le décès d'un vigile, -Yves Fromion, délégué municipal à la prévention et à la protection, a passé contrat avec l'Ageoce centrale de services (ACDS), une maison qui a trente ans d'oxpérience et qui emploie 3 500 personnes. Son patron, Pierre Morel, envoio trois fois par jour ses bommes patrouiller dans les deux cents ensembles qui lni ont été désignés comme les plus sensibles. Ils ont été choisis de concert

fonction du nombre de plaintes enregistrées par la police.

#### Rondes de jour

Deux cent soixante hommes en uniforme bleu et casquette de «cap'» mrveille et ainsi 44 000 logemeets sociaux dans buit arrondissements. Ils ne parcourent que les parties commuoes des cités à l'exclusion de la voie publique et des appartements privés, o'interviennent jamais dans les affaires de squat et ne relevent aucune infraction. Ils ont l'interdiction de porter une arme, uoe matraque ou même une bombe lacrymogène. Ils ne disposent que d'un sifflet d'alarme, mais ils soot co liaison radio permanente avec leur PC, circulent per trois et, la nuit, sont escortés par un chien muselé. Instruction : « Montrezvous et n'intervenez qu'en cas de flagrant delit, comme n'importe quel citoyen courageux. Mais alors prévenez immédiatement le central qui lui-même appellera la police! »

La roode des vigiles de l'ACDS n'est pas une sinécure. Il en est ainsi, dans une cité du dix-huitième arrondissement, lorsque Jalel, le maître chien, Nihat et Vincent entament leur tournée. Tous trois sont passés par le centre de formation de l'ACDS où ils ont appris le métier. Tandis que Jalel et son berger allemand restent en faction devant la porte de l'immeuble, les autres grimpent jusqu'au dernier étage et redescendent par les escaliers en visitant tous les paliers.

Placards de comptours, vide-ordures, grilles de ventila- Leur taux do remplacement est

avec la préfecture, les maires tioo, tout est ausculté. Aotant de 30 % par an. Après quatre d'arrondissement et l'OPAC eo de cachettes éveotuelles pour ans d'expérience, quel est le des sachets de drogue ou des armes. Il n'est pas rare qu'ils trouvent des couteaux ou des pistolets d'alarme. Quant aux seringues, qu'ils attrapeot avec uoe pince et glissent dans une boîte de sécurité attachée é la ceinture, ils vont eo ramasser

buit en moins d'une houre. Aujourd'hni, ni clochard ni dealer dans les étages, mais il est courant d'en débusquer. Les premiers s'eo voot sans demander leur reste, les autres peuveot être plus dangereux. «Il y a une semaine, raconte Vioccot, nous nous sommes fait braquer dans un escalier. En parlementant nous ovons pu calmer l'agresseur, puis le désarmer. Le chien l'a tenu en respect en attendant lo police. » Parfois, l'affaire est chaude. Après une ioterpellatioo de ce genre, trois vigiles sont tombés, le lendemaio, dans une embuscede teodue par des copains du voyou. Ils se sont retroovés à l'hôpital.

# sur la police municipale

Les bommes en bleu connaissent leur moode et sont sur leur garde. Cela n'em-pêchera pas de jeunes «facétieux » de les enfermer dans une cave. «Si nous n'avions pas immédiotement forcé la porte pour nous dégager, commente le chef de patrouille, ils nous auraient enfumés là-dedans avec une bombe lacrymogène, histoire de nous tester. L'autre jour ils ont lancé un chien contre le notre, pour voir. Ils ont vu. Depuis c'est cool.»

Mais à ce régime, les moins solides des vigiles craquent vite,

bilan?

des habitants trop bruyants, ils ont secouru 275 locataires, poussé dehors près de 1 500 indésirables et 350 prostituées. Ils oot surtout provoqué 460 interventions policières et procédé eux-mêmes é 43 «arrestations ». Leur présence o'a eu que peu d'effet sur l'usage de la drogue (4 800 seriogues récoltées), mais elle a empéché débordemeots, petite délioquance et violences. Grace aux gardiens d'immeubles qui ont retrouvé le morel et aux patrouilles quotidiecoes, uo calme relatif règne dans les cités parisiecoes. Les services de l'ACDS coûtent chaque année 56 millions de francs au budget communal.

Avec les inspecteurs des parcs et jardins, les gardiens de square, les « pervenches » et les nouveaux agents de sécurité des rues piétoones, les vigiles de HLM sont le einquième corps «municipal» co uniforme. A Paris, aucun espace public ou semi-public ne peut être aban-donné à lui-même et chacun réclame uo système spécifique de surveillance. Faut-il simplifier tout cela en créant une police municipale clairement identifiée, aux missions distinetes et complémentaires de celles de le police oationale? Une partie de la majorité municipale le demande. Le débat est

Marc Ambroise-Rendu

#### CENTRE

L'âge de raison du Printemps de Bourges

Dix-sept printemps et un eir

de génération enthologie, le

Festival de Bourges, prévu du mardi 20 au dimenche 25 evril, effiche sa diversité sous l'œll d'une granouille blaue chaussée de lunettes de rockere, la mascotte de l'ennée. Les organisateurs ont choisi un dosage subtil d'ertistes confirmés et de coups de cœur, au total quaranteneuf spectacles et trente-trois découvertes pour séduire le plus large public possible. Avec un budget de plus de 20 millions de francs, le festival va essayer une nouvelle fois de respecter l'équilibre financier. Les partenaires publics, le ville de Bourges (3,7 millions de frence), la conseil régionel du Centre (2,7 millions) einsi que le conseil générel du Cher (0,63 million) ont une nouila fois répondu présents, la billetterie devant essurer plus de 20 % des recettes et les psrtenaires professionnels offrent une enveloppe de 2 millions de francs.

# LIMOUSIN

Un aquarium • pour Limoges

Limoges possédait un trésor erchitectural caché, un réservoir souterrain voûté, en plein centre urbain, qui servsit eu siècle demier à l'approvisionnement de la ville en eeu potable. Désaffecté depuis des lustres, cet ensemble va vivre une seconde vie. Un aquenum y eccueillera, d'ici l'été, quelque 2 000 poissons de 250 espèces, provenent en pertie de la faune aquatique locale (le Limousin est un haut lieu de pêche préservé), pour une autre partie de la faune exotique, dens vingtcinq bessins de 6 mètres

cubes chacun. Cette Initietive, due à société equariophile et à le Fédération de pêche du Umousin, a bénéficié de l'appui de la municipalité (propriétaire du site), du conseil général de la Heute-Vienne et du conseil régionel; evec un Investissement direct de 4 millions de francs, qu'il faudrait doubler si on y ejouteit la part du bénévolat et des eides techniques et logistiques de le municipelité. Le futur equarium de Limogee espère accueillir, des sa première seleon, quelque 100 000 visiteurs; et, en dehors des périodes tourietiques, fonctionner comme structure pédegogique pour les écoliers de la région.

#### NORD-PAS-DE-CALAIS L'ambassade parisienne déménage

Installée à Paris depuis treize ans, le Maison de la région Nord-Pes-de-Cetais perd une partie de son nom. Privée du mot « région », elle entend ainei devenir, davantage encore, l'embassade de tous les ecteure du Nord-Pes-de-Catais. Privée de ses locaux du boulevard Haussmann, elle e dû s'inataller dans des bureaux en étage (1). Qu'importe, l'équipe de dix personnes qui l'anime entend continuer à ee distinguer de aac homologues par eon éclectieme. La Melson abrite non seulement un centre d'information touristique classique, mais elle a eussi, eu fil daa annéaa, développé un Important centre de documentation et d'informetion culturalle et économique ainsi qu'une médiathèque. Elle propose deux salles de réunion à la disposition d'entreprises et d'orgenismes.

(1) I, rue de Châteaudun, tél:

Enfin, l'équipe diffuse une let-

tre d'information elimantée

par les collectivitée locales, les établissements culturels et

les chambres de commerce.

# LES VARIÉTÉS AU ZÉNITH

La musique populaire a trouvé ses lieux de représentation Plusieurs villes se sont offert des salles « de grande capacité » sur le modèle parisien

ES invecteurs l'evaicot baptisé « Dakota », du nom du petit avion rouge qui leur sert d'emblème et doot un modèle réduit est toujours planté dans le parc de La Villette. Mais, aux oreilles de Jack Lang, Dakota, cele sonnait trop américain. Alors, ils l'oot appelé «Zénith», un nom qui e tenu ses promesses... De tous les grands chantiers présidentiels lancés depuis 1981, c'est à le fois le moins médietique et le plus décentralisé - le seul à evoir «essaimé» - et surtout le moins coûteux pour le budget de l'Etat puisque. pour l'essentiel, ce soot les collectivités locales qui finan-

C'est le 12 janvier 1984 que François Mitterrand ineugure, porte de La Villette, la première salle « de grande capacité » spécialement consacrée à la musique populaire (rock et vsriétés) ; une armsture métallique recouverte d'une toile grise sans prétention, conçue à l'époque comme provisoire, Deux ans plus tsrd, le 6 février 1986, Georges Frèche (PS), à soo tour, coupe le ruban de celui de Montpellier : copie conforme du grand frère parisien, le premier Zénith «régional» est

Mis sous le boisseau pendant la cohabitation, le programme reprend de plus belle lorsque Jack Lang, de retour rue de Valois, décide d'octroyer les crédits nécessaires à la constitution d'un véritable réseau. Depuis, les Inaugurations se poursuivent eu rythme de deux par an : Touloo et Pau pour le cru 92; Nancy et Caen cette année; Lille et Marseille en 1994, eo attendant Orléans et Tours.

Oue de chemin parcouru en dix ans I «En 1980, se souvient Daniel Colling - dont la société, Coker, foudée evec Daniel Keravec, assure la programmation et Paris depuis sa création - le rock, c'était un chapiteau morbide porte de Pantin. » Egalement directeur du Printemps de Bourges et producteur de Jecques Higelin, le même Colling rappelle que, « jusqu'en 1981, personne n'a levé le petit doigt pour la variété!» Musique populaire a loogtemps rimé avec précaire et éphémère : entre parcs d'expositions à l'acoustique de hall de gare et palais des sports «épouvantails à producteurs », les mélomanes o'étaient

pas gâtés! Depuie 1981, la France a donc rattrapé son retard en se dotant de six et bientôt huit grandes salies, rassemblées sous le prestigieux label «Zénith», entièrement consacrées à la musique populaire. Il était temps, comme

l'explique Serge Langeois, direc-teur du Zénith de Caen qui doit ouvrir fin juin : «Le Zenith nous permettra d'accueillir des artistes que nous ne pouvions pas recevoir au Palais des sports, » Pour les grandes villes, l'enjeu n'est pas mioce: «Il s'agit de réinsérer Nancy dans le circuit des spectacles, dont nous étions écartés depuis les années 70», assure Gérard Benhamou, adjoint s la culture du maire Aodré Rossinot (UDF-rad). Ambitions partagées à le meirie de Caen, doot le Zénith flambant neuf risque de feire de l'ombre à Rouen, son intortunce rivaic. parc des expositions à faire valoir. lovestir dans une vraie salle de concert, sous peine d'être définitivement rayé de la carte des grandes tournées du showbusiness: face aux exigences accrues des producteurs, les grandes villes n'svaient pas le

L'engouement des collectivités locales pour les Zénith est tel que la société Prospect (détenue à parité par Coker et la SCET, Société centrale d'équipement du territoire, filiale de la Caisse des dépôts), bureau d'études « de faisabilité» mandeté par le ministère de la culture pour sélectionner les projets, e déjà rendu une trentaine de verdicts... « Jusqu'au sénateur-maire de Saint-Amand-Montrond qui prétendait édifier

rock-variétés qui ne coûte rien

son Zénith pour contrer l'impact férentes « jauges », plafond du Printemps de Bourges!», se souvient Michel Martin, responsable des études à Prospect. lodispensable à la construc-

tioo d'uo Zéoith, le volonté du maire n'est pas une condition suffisante. Encore feut-il que le projet soit « réaliste » (au regard de la population, du marché des spectacles dans la région...) : pas question d'implanter une « salle modulable d'au moins 3-900 places » (la capacité maximale est généralement de 5,000 à 6 000 places) en rase campagne! D'sutant que le coût d'un Zénith oscille entre 70 et 100 m francs, selon qu'il s'agit d'une salle en toile ou en dur. Coodition sine qua non pour

bénéficier du label «Zénith» et de la petite subvention du ministère de la culture (17 millions de francs en général), la ville doit signer une convention avec l'Etat par laquelle elle s'engage à respecter le cahier des charges qui codific rigoureusement tant la conception que le mode de gestion de ces nouvelles salles. Outre les impératifs de programmatioo (le nombre de manifestations non culturelles ne doit pas excéder un quota de 30 %), le cahier des charges exige des « conditions scénographiques et acoustiques de haut niveau professionnel » soigneusement détaillées (possibilité de transformer la salle selon dif-

technique pouvant supporter une charge globale de 30 tonnes, isolation phonique...). Quant su mode de gestion, l'autonomie par rapport à la municipalité propriétaire est de rigueur - via une société d'économie mixte (SEM) on de droit privé, - ce qui exclut donc le recours à la régie.

«Pour la première fois, on a réussi à créer un prototype. d'établissement culturel qui, en principe, n'est pas déficitaire »

Enfin, jamais la société gestionnaire d'un Zénith ne produit de spectacle : elle doit se cootenter de louer la salle aux producteurs, qui assument ainsi leur part de risques. Cié du succès de la formule, la location à la soirée est proposée selon deux modes : le forfait, veriable scion la «jeuge» (comme à Paris), ou le prélèvement sur recette du concert (12 % par exemple à Toulon, svec minimum garanti de 11 000 francs pour 800 places à 100 000 pour 9 000 places). Gage à le fois de neutralité par rapport aux producteurs et d'éciectisme dans la programma-

tion, ce mode d'exploitation est aussi une assurance contre les dérives financières. « Pour la première fois, on a réussi à crèer un prototype d'établissement culturel qui, en principe, n'est pas déficitaire», souligne Petrice Mane, véritable «cheville ouvrière» des Zéoith eu ministère de la culture.

Une performance pour la rue de Valois qui ouvre la voie à la réconciliation de la culture et de l'économie. Pour preuve, le Zénith de Paris réalise le «grand équilibre», tandis que ceux de province peuvent légitimement ambitionner l'équilibre de ges-

Vériteble clé de voûte du réseau, le cahier des charges s'impose donc à tous les Zénith, mēme si deux établissements ouverts l'an dernier ont pris quelque liberté par rapport au règlement. « Cas hybride », selon Patrice Marie, Toulon, seule salle à revendiquer un double patroayme: «Zénith Omega» (du nom de la société qui l'exploite), déroge au principe de la neutralité de la location, puisque la salle est directement exploitée, via un contrat d'affermege. A Paris, en revanche, les rôles ont été soigneusement répartis entre Coker la société du producteur d'Higelin, - qui se cantonne à la programmetioo, et Zénigestion, filiale de la SCET, qui exploite le Zénith\_

A Pau, où une SEM gère le Zénith, l'entorse la plus flagrante au cahier des charges est venue de la ville, qui o'e saisi Prospect que lorsque la salle était pratiquement construite! Opportun retard qui rendait caduc l'avis du bureau d'études, peu enclin à donner son avai au projet. «Si on avait dressé une carte des Zénith à construire en priorité, on n'aurait certainement pas pensé à Pau, qui offre une zone de chalandise limitée », assure Michel Mar-

Des arguments que réfute Isabelic Kletz, la jeune et pétillante directrice de Pau, convaincue que soo Zéoith est en passe de devenir « la » salle de réfé-rence du Sud-Ouest, même si elle prévoit un déficit de « 2 à 3 millions de francs» pour 1993... que nairie épongera. A ses yeux l'idéal serait que les Zénith parviennent à «travailler ensemble pour constituer un vroi réseau ». Séduisante, l'idée relève malheureusement du vœu, oe serait-ce qu'en raison de la bataille que se livrent, en coulisses, les producteurs.

Aussi morcelée soit-elle, la grande famille des Zénith ne compte eujourd'hui qu'un faux frère, installé à Amnéville-les-Thermes, près de Metz, dont la salle modulable de 12 000 places s'est vu refuser la précieuse gratification, pour cause de nooconformité au cahier des charges. Un «vrai-faux» Zéoith, en somme, que le maire a tout simplement baptisé «Galaxie»!

Philippe Baverel

1111F

DE CHERRON

"charge de missior

### Les bons comptes de Paris

Renaud, Goldman, Berger, Geinsbourg, Hellyday, Lavilliers, the Cure, Prince, U2, Simple Mind... Des centaines d'artistes s'y sont produits devant prèe de capt millions de spectateurs au total I Légitime rançon du succès, le Zénith de Peris, conçu comme « provisoire», a eu tout le temps, en neuf ene, de devenir définitif. Car II y e belle lurette que le projet de construction d'une saile de 9 000 places, porte de Bagnolet, dont l'ouverture aureit constitué le point d'orgue de l'Expoeition universelle de 1989, est mort et enterré.

Relégué eu fond du parc de La Villette, niché contre le bou-levard Macdoneld, le Zénith, tout de toile vêtu, ne paie pae de mine... mels il se porte comme un charme. Construite en 1983 grâce à un emprunt de 35 millions de francs auprès de la Caisse des dépôts, la salle de La Villette a si bien tenu ses promessee qu'aujourd'hui, non contante d'équilibrer aon exploitation, alle s'offre en outre le luxe de rembourser son

financement... Si le Zénith a gegné eon pari Insensé, à savoir offrir au public, comma aux ertietaa, une vraic salle de concerts

aux contribuables, c'est que l'Etat, propriétaire de la salle, a su nettement distinguer exploitetion et programmation, confiant la première à Zéniges-tion, filiale de le SCET, et ls seconde à Coker (la société de Daniel Colling, producteur d'Hi-gelin). En cleir, Zénigestion ne produit aucun spectacle et loue la salle aux producteurs, selon des tarifs qui oecillent entre 94 000 et 152 000 frencs selon la «jauge» (de 3 800 à 6 300 pieces), à quoi e'ejoutent les charges de personnel d'eccueil (de 19 500 à 35 000 francs), de nettoyage, d'énergie... Autant de services confiés à des aoue-traitants choisis par le direction du Zénith, ce qui permet de limiter les frais de fonctionnement au minimum. Cela axplique que le salle da La Villette, qui accueille entre 130 at 150 epectaclee per en, n'emploie qu'une douzaine de parsonnes en perma-nence. Mais le plus aurprenant dane l'histoire de cette salle « toile-métel » conçue per Philippe Chaix et Jean-Paul Morel c'est qu'elle ait si bien affronté

### Le gigantisme de Nancy

Avec sa parure en acier qui scintille sous le soleil du printemps, sa forme oblongue dans lequelle CharlÉlie Couture a cru déceler les contours d'una guitare, il e toute l'apparence d'un velsseau spatial. Installé sur la commune de Maxéville au nordest de Nancy, sur la site d'une carrière déeaffactéa, le dernier-né des Zénith e ouvert ses portes le 26 mers devant 6 000 spectateurs.

Sièges en fer et gredins bétonnés, la nouvelle salle (dotée de vingt-deux entrées et de deux rampes d'eccès pour hendicapés) célèbre sans retenue le meriege du métal et du béton. Jusqu'aux vespesiennes couléas dene l'inox | Meis le plus grand mérite de l'erchitecte. Denis Sloan, est d'evoir eu parfaitemant edapter eon projet au aite originel, en transformant l'ancianne carrière en un smphithéâtre de plein eir de 25 000 places, eur lequel e'ouvrent six énormes portes de 35 tonnaa. Résultat : una ecène réversible, unique en son genre, qui fait du Zénith de Nancy une curiosité.

Une réalisation pharaoniqua qui aura coûté 110 millions da frança, finencée pour l'essentiel par la ville, la région ayant parti- une « vraie technopole du spec-

cipé à hauteur de 5 millions tandis que le ministère de le culture en octroyeit 22. A ces frais s'ejoutent lee 70 millions de francs débloqués per la dis-trict urbein pour eméneger le site (voirie, eseeinissement, perking...). Investiesement culturel indiepeneable pour touta métropola régionele eoucieuse d'eccueillir lee grends concerts d'aujourd'hui (le chapiteau du parc de La Pépinière eveit montré ses limitee), la construction d'une telle salle à Maxéville eet ausei une prouesee en metière d'eménegement du territoire.

### « Déghettoïser l'endroit »

Implenté à quelquea enca-blures du Haut-du-Lièvre, quar-tier périphérique de Nancy tris-tement célèbre pour avoir laissé pousser dane les années 50 un immeuble long de 630 mètres, la Zénith contribuera euesi à « déghattoïser » l'endroit, affirme Gérard Benhamou, adjoint eu meire de Nency, puisque, « désormais, le Haut-du-Lièvre n'est plus le bout du monde au-delà, il y a la Zénith...» et bientôt, peut-être,

se réelisent. En ettendent, le ville-propriétaire e confié l'exploitation de la selle à Zénith SA, une société anonyme dont la SCET (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) est ectionneire à 60 %, et Coker (qui aeaure le programmation du Zénith de Paris) à 40 %, par le biais d'une convention d'sffermage d'une durée de six ens. Si bénéfices il y a, ils seront partagés entre la ville et eon fermier (respectivement 60 % et 40 % chscun); è charge pour Zénith SA d'absorber les déficits, la ville ne s'engageant à « couvrir » qu'à hauteur de 500 000 francs.

tacle » si les vœux de la mairie

Conformément su cehier des charges, Zenith SA loue le Zénith aux producteurs. Beaucoup de servicea aont souatraités à des sociétée localea puisque l'équipe permenente compta seulement quatre pereonnes, une secrétaire et deux techniciane, raseembléaa autour du directeur, Claude-Jean Antoine, aliae Tito, encien president du festivel Nancy Jazz Pulsation.

De notre envoyé spécial



par Claude Pernes

U mois de février est paru Villes. démocratie, solidarité : le pari d'une politique, un repport rédigé per le groupe villes du XI. Pien. Nous n'étions que quatre maires à participer à ses tra-vaux, perdus eu milieu d'une cinquantaine de technocrates. Le repport n'e pu que constater l'échec de le politique de la ville.

Les chiffres cités dressent un bilan en forme de catastrophe sociale. Trois millions de personnes vivent dens plus de cinq cents equartiers en difficulté », pour la plupart des populations défavorisées com-portsnt 19,7 % de chômeurs, dont un nombre importent de jeunes et de

Villes, démocratie, soliderité présente une analyse sans compleisance de le décentralisation et regrette, evec nostalgie, l'époque « où l'Etat gerdeit la haute main sur la gestion des communes à travers ses deux instruments privilégiés que sont l'ur-banisme et le logement »; le repport affirme « qu'il est regrettable que les ser-vices locaux de l'Etat ne disposent pes de senctions réglementaires et finencières à l'encontre des municipalités ».

Selon le repport, « la nouvelle répartition des compétences n's pas entièrement respecté le principe des blocs de compé-tence affiché en 1982», et les collectivités locales se eont concurrencéee « sur les domaines considérés comme valorisants ». Mele l'effirmetion le plus choquante concerne l'ection sociele. Prétendre que e les collectivités locales ne font pas toujoura leure priorités des domeines peu valorisants » est une insulte aux maires qui, devant la gravité de la eituation, emploient toue les moyene pour eeseyer de faire baisser la pression. La conclueion s'impose ; ce eont les communes qui sont responsablee de l'échec de le politique

Derrière ces eccusations ee cache une

volonté réelle de porter etteinte à l'existence même de la commune. Villes, démocratie, solidarité propose comme remède au « déficit de citoyenneté » d'étendre la loi PLM à l'ensemble du territoire nationel. «Les anciennes communes deviendraient des errondissements ou seraient subdivisées : dans chaqus errondissement seraient élus directement les représentants

qui dirigeraient l'aggiomération. »
Cette mesure, d'un volontarisme utopique, constituerait un bouleversement aussi radical que la disparition des enclennes provinces sprès 1789. Elle ne conduirait malheureusement qu'à le formetion de mégapoles sans âme. Le maiaise serait encora eccentué per l'edoption de la notion de « citoyenneté de quartier » et de son corollaire non avoué, le droit de vote pour les populations immigrées.

La création d'un réseau associatif

Cette mesure, implicitement exprimée

per les propoeitions de « disjoindre inser-tion et citoyennete» et de « concevoir des dispositifs qui manifestent la reconnais-sence de l'immigré», reviendrait à créer de véritables conflits ethniques, lee populetione immigréee riequent de fonder leurs choix électoraux sur des critères d'appartenance communautaires au détriment d'une pretique de la démocratie. Il est illusoire d'imaginer qu'une telle reconneissance eseurereit l'intégretion de populations venues à la recherche d'aventages bien plus économiques que politiques. Au contraire des solutions préconisées par ce document, le problème des quartiers défavonsés passe par la sauvegarde et l'affirmation de la commune traditionnelle.

Seul son maire, interlocuteur politique plébiscité par 74 % des français, bénéficie de le légitimité nécessaire pour garentir le respect des grande équilibres. Le contrat Rosny-sous-Bois.

de ville doit reconnaître le nature epécifique des quartisre. La dotation globale de fonctionnement peut être edeptée et tenir compte de nouveaux critères comme le nombre d'immigrés, de jeunes, de familles monoperentales, de RMletes ou de

L'apparition de ghettos e été favorisée par le multiplication des centres de décision concernant l'attribution de logements eocieux. Le maire doit en avoir désormais le maîtriae totale à travers une commission, lui seul, et non pas le préfet, étant epte à harmonieer le répertition sociele dans sa ville.

Il faut rappelar l'immense effort foumi par les communes dene la création d'un résesu sseociatif destiné à faire baisser ls pression sociale. Le maire est un véritable pompier sans qui la situation aurait depuia longtemps explosé. Il est impossible d'espérer faire naître une vie économique et sociale dans les quartiers si l'ordre républi-

cain n'est pae respecté. A cet égard Villes, démocratie, solida rité n'est pes dépourvu d'un parti pris à l'égard des forces de l'ordre en préconisant l'instauration de « maisons du droit » où d'éventuels plaignants pourront signaler les « dysfonctionnements des forces de

Seule la volonté politique fait défaut, il faut evoir la lucidité d'envisager le lutte contre le trafic de drogue, l'expulsion des étrangers condsmnés pour crimea ou délits, une politique de traitement de la délinquance des mineurs.

Face à une volonté, certes généreuse mais, comme toutes les utopies, porteuse de toutes les catastrophes, seul l'empirisme basé sur une institution légitimée par des siècles d'expérience peut répondre au défi que constitue l'existence de ces nouvesux ghettos. La commune est la cellule de base de notre pays, n'y touchona pas.

► Claude Pernes (UDF) est meire de

### COURRIER

Toujours les départements

L'article d'un leetenr portant sur la remise en cause du département (le Mnnde daté 21-22 février) ineite à se souvenir que ces entités ont été créées, à l'origine, dans le double but de permettre an préfet, ou à son émissaire, de joindre à cheval tout point de son ter-

ritoire en au plus une journée. Je ne sais si l'échelle et la vocation du département sont encore de mise ejonrd'hui. En termes d'échelle, tout d'abord, l'ère du téléphone, du fax, du motard et de l'hélicoptère, chaque point de l'Europe est joignable en quelques heures. Si un déplacement personnel est nécessaire à un edministré, le département n'est certes pas la dimension optimale. Pour des affaires de feible importance, la sous-préfecture non seule-ment suffit, mais est officiellement préférée à la préfecture. Ponr des affaires de plus grande importance, l'exigence légitime de la décentralisation a instauré la préfecture de

région. En termes de partieularismes provinciaux, maintenant: il semble désormaia partagé par une majorité de nos concitoyens, voire de nos édiles, que l'un des dangers qu'encourt notre pays est de laisser perdre nos cultures locales, Aujourd'hui, les langues régionales, les festivals locaux reprennent force et vigueur, demain peut-être reprendront aussi les soirées avec danses, contes traditionnels, bref tout ee dont le tourisme pourra d'ailleurs notablement profiter.

La région, aujourd'bui ensemble de dépertements,

demain peut-être ensemble d'errondissements, peut per-mettre à la fois la réconciliation avec l'bistoire locale - en permettant à des arrondissementa apparentés culturellement et historiquement, depuis à peine deux siècles séparés et regroupés dans des départements ertificiels (exemple : l'Aisne), de se retrouver au sein d'une même région - et la compétitivité, en adoptant une dimension compatible avec les exigences européennes. Il sem-hlerait, en effet, illusoire de revenir aux provinces d'antan. N'en déplaise par exemple a l'Aunis, la Saintonge, l'Artois ou le Westhoek (la Finndre française), il leur faudra, pour evancer, coexister avec d'autres provinces au sein d'une région.

JEAN-MARC BLOT

L'air comprimé déprime

Votre article sur les réseaux parisiens de chaleur et de froid est fort intéressant (le Monde daté 21-22 mars). Mais vous avez omis de parler de celui de la Société urbaine d'air comprimé (SUDAC). Il est tout à fait original et même, à en croire ses responsables, unique au monde.

Or à la suite de la démolition de l'usine du Quai de la Gare, pour l'opération Seine Rive Gauche, tout le réseau desservant le rive gauche va être abandonné. Les utilisateurs d'air comprimé seront done obligés d'installer chez eux un compresseur de petite taille eu rendement et à la maintenance incertaines.

> PIERRE SARRAL Courbevoie

- OFFRES D'EMPLOIS -

REPRODUCTION INTERDITE



TO STATE OF THE PARTY OF

a seconda tradebility love

LE SERVICE EDUCATION-ENFANCE de la ville de MONTREUIL (Seine-Saint-Denis - 100 000 habitants)

Un(e) Chargé(e) de mission

Pour :

La mise en place d'un observatoira local du système éducatif (suivi scolaire des enfants, suivi des effectifs...)

La coordination d'apérations d'animations proposées aux écoles primaires et matemelles De niveau d'études supérieures, vous disposez d'une sensibilité importante à l'outil informatique et d'una rigueur irréprochable pour le suivi des dossiers. Par votre sens affirmé de la diplomatie, vous serez un interlocuteur reconnu par l'ensemble de vos partenaires.

Adresser candidature, CV è Monsieur le Député-Maire HOTEL DE VILLE - 93105 MONTREUIL CEDEX



Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris

# 3 professeurs de chant 2 professeurs de danse classique

Peuvent poser leur candidature à ces postes déclarés vacants le 1" Octobre 1993, les personnes :

titulaires de titres ou diplômes de l'enseignement supérieur délivrés par les

Institutions musicales françaises ou étrangères,

justifiant d'une sctivité d'enseignement d'au moins trois années,

justifiant d'une carrière nationale ou internationale exceptionnelle.

Les dossiers de candidature emportant un curriculum-vitae sur une seule page, devront être adressés le samedi 15 mai 1993 au plus tard, le cachet de le poste faisant foi sous la référence MD à :

Monsieur le directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Peris 209, ev. Jean Jaurès - 75019 PARIS. Pour tous renseignements complémentaires : (1) 40 40 45 12



### VILLE DE CHERBOURG

Cherbourg

OOOO MANCHE OOOO

**RECRUTE** 

## « chargé de mission »

Fonctionnaire de catégorie A Poste de la filière administrative

Par voie statutoire ou contractuelle

Responsable auprès des représentants de la Ville au sein de ses instances de l'examen et des études carrélatives, des dossiers départementaux et régionaux notamment, dans une démarche prospective, de préparer les orientations à faire valoir dans le cadre du prochain Contrat de Plan Etat/Région, puis d'en assurer ultérieurement le suivi, e1, d'une façan générale, de participer à la réflexion sur les axes de développement de la VIIIe.

les candidatures sont à adresser à :

Moneieur le Meire de Cherbourg Direction du Personnel et des Ressourcee Humaines BP 823 ■ 50108 Cherbourg Cedex



CENTRE INFORMATIQUE D'ÉTUDES ET D'EXPLOITATION

Du développement et de la mise en œuvre d'un système télématique national de cotisation d'encaissement. Recherche:

### UN INGÉNIEUR TÉLÉMATIQUE CONFIRMÉ

Il encadrera une équipe d'informaticiens. Il assurera le développement et la maintenance des applications sur serveurs. Il diffusera le produit et assurera la formation

et l'assistance aux utilisateurs. Ses connaissances devront lui permettre de participer aux choix technologiques. Niveau requis: bac + 5 avec formation infor-

Expérience de 4 ans en informatique, dont au

2 ans en serveur videotex

1 an en micro (DOS et ÓS2);

pilotage de projets.

Des connaissances réseau seront appréciées. Rémunération proposée entre 250 KF et 300 KF selon compétence. CABINET CONSEIL DU SECTEUR BANCAIRE FILIALE D'UNE GRANDE ASSOCIATION

### RECHERCHE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Poste permanent, complexe et évolutif consistant à assumer les fonc-tions de :

Gestion et de sélection des Ressources Humaines composant un fichier de 200 experts en renouvellement constant,

- Coordination et gestion de nombreux chantiers localisés principalement à l'Etranger,

- Négociation des interventions avec les donneurs d'ordres, Relations avec les administrateurs représentant les grandes banques, les ministères, les principaux acteurs de la profession bancaire, les organismes internationaux,

- Définition de la stratégie et des objectifs ; établissement et suivi

Au terme d'une carrière diversifiée en tout ou partie bancaire, dans des postes de Direction générale où vous avez reussi, vous souhaitez continner de consacrer vntre dynamisme et vos qualités d'animateur, de négociateur et de gestionnaire au service d'une mission d'intérêt général dans le cadre d'un statut de conseiller indépendant.

- Vous avez entre 55 et 60 ans et vous possédez une pratique

courante de l'Anglais parlé et écrit, - Vous aimez la communication et vous êtes passionné par les Relations Humaines et les problèmes internationaux,

- Vous bénéficiez déjà d'une source de revenu et vous acceptez de vous satisfaire d'une rémunération complémentaire

- Associé-gérant unique, vous êtes prêt à assumer la responsabilité totale de la gestion.

Adressez votre candidature au journal qui transmettra sous référence 8650 *Le Monde Publicité*, 15-17, rue du Colonel Pierre-Avia 75902 PARIS Cedex 15.

ne track

1 Po

in contra

15/15

151

# AUXERRE

# Deux « consuls » et un ballon

croute, en 1983. Une soirée entre copains, quand les retrouvailles s'arrosent à la bière et au vio blanc, sans excès mais dans la bonce humeur. 11 devait être minuit, peut-être un neu plus, oul ne s'eo snuciait vraiment. Les rives de l'Yonne étaieot désertes. Le stade de l'Abbé-Deschamps aussi. Sortie de table, la joyeuse baode s'était précipitée sur un terrain annexe, où s'entraioeot d'ordinaire les joueurs professionnels de l'Association de la jennesse auxerroise (AJA). Alors, no a pris un ballon, tombé la veste, remonté les bas de pantalon et allumé les projecteurs, pour mieux repérer les chefs de bande.

Ils étaieot denx. Uo gaillard plutôt costaud et fnrt en gueule: Guy Roux, manager ou elub de football incal depuis 1961. L'autre, moios trapu mais tout aussi expaosif, portait sa cravate «à l'apache», onuée autnur du froot : Jeao-Pierre Soisson, maire de la ville depuls 1971, aocieo ministre, milieu de terrain «polyvalent» de la pulitique française. C'est lui, en cette nuit d'euphnrie, qui marqua le dernier but deson équipe.

Des aoecdotes, des his-toires d'hommes et de passion, les habitaots d'Anxerre en coonaisseot des dizaioes. Rien oe les surprend plus. Car voilà maintenant quotorze ans que la préfecture de l'Yonoe, jadis célèbre pour sa cathédrale Saint-Etienne, sa vieille ville et son «bon enfant» Cadet Roussel (celui de la chanson), est régentée par ce tandem de vieux complices. Elle vit au rythme de leurs manœuvres, de leurs fausses querelles, de leurs succès, anssi bieo en football qn'en politique.

balinns et le reste : les oégociatinns de coulisse, les bruissements d'électinos, les cooflits locaux, les discussinns budgétaires... Mais l'essectiel demeure l'AJA, le club miracle du football français. Celui qui, avec son petit stade de 19 000 places et ses 10 000 spectateurs grands et brille en Coupe d'Europe. Uoe sorte de village gaulois qui résiste aux armées romaines du sport-business.

Auxerre, la paisible bourguignonne contrainte de courir aussi vite que sno équipe, oe s'eo plaiot pas nutre mesure. Electeurs et supporters accordent leur confiance aux « deux consuls », comme oo les surnomme parfnis dans la région. Jean-Pierre Soisson, cinquantehuit ans, s'est débranillé pour sortir indemne du dernier gouvernement socialiste et vient d'être réélu député (Mouvement des réformateurs) avec 63,02 % des voix (snn record personnel pour des législatives). Quant à Guy Roux, cinquantequatre ans, il cooserve une chance de qualifier snn équipe pour la fioale de la Coupe d'Europe de l'UEFA, à conditioo d'éliminer les Allemands de Dortmund, mardi 20 avril, en match retnur des demi-fi-

### Une réputation nationale d'emmerdeur en chef du football français

Bien sûr, l'AJA, finndée en 1905, existait bien avant les soirées choncroute et les gonvernements d'ouverture. Mais elle n'était alors qu'un club de patronage, emmené par l'abbé Deschamps, personnage essen-tiel de la vie auxerroise. Jean-Pierre Soisson, doot le père fut président du club, se souvieot d'ailleurs avoir porté le maillot des « culs bénis de l'AJA » contre les « laïcards du Stade 1979, pourtant, lorsque l'équipe s'est qualifiée pour la lorsque finale de la Coupe de France elle est mnntée eo première division un an plus tard -, tout a changé.

Certes, le crucifix est lnngtemps resté accroché dans les vestiaires mais, d'exploit eo

tante (choisir entre la présidence de la région Bourgogne et un siège de député), c'est à son ami do football qu'il demande d'abord conseil et non à ses col-Guy Roux lin ayant suggéré explnit, Auxerre a fini par eocoaître la recommée, en France puis en Europe, ootamment en formant des joueurs de

talent (Ferreri, Bnli, Cantnoa, Martini, Vahirua...). Dès lors,

la ville, déjà dirigée par le spé-

cialiste du cumul des mandats

qo'était «JPS», s'est entichée

d'uo autre «cumulard» hors

pair: Guy Rnux, manager

géoéral de l'AJA, président do

Syndicat oatiooal des éduca-

teurs de fontball, consultant à

de privilégier le Palais-Bourbon, il l'a écouté. S'il veut se détendre cotre une séance à l'Assemblée nationale et nn cooseil monicipal, e'est an stade, le dimanche matin, qu'il ira savonrer un sauna et des massages en discutant avec les joueurs. «Il est de la famille», réjouit le manager. Inversement, lorsque ce

rigueur. Quand M. Soisson doit

preodre une décision impor-

dernier, admirateur du général de Gaulle, commence à envisager une carrière pulitique arrivé d'aller chercher un joueur en Pologne avec un avion du GLAM », confesse-t-il.

Pius récemment, lors de la dernière campagne électurale, «JPS» o'a pas manqué de partager sa passion avec ses futurs cteurs. Le 16 mars, à l'occasion d'un match historique disputé à Amsterdam enotre l'Ajax, il avait fait installer un écran géant dans uo quartier populaire d'Auxerre. Il a suivi la partie aux côtés des habitants des cités. En fin de soirée, une fnis la qualification acquise, il a laissé couler one larme. « Une émntinn, sans doute sincère, mais plutôt bien venue », constate l'un de ses adversaires politiques. Si Roux et Soissoo s'accrocheot de temps à autre, e'est pour la

fnis qu'elle « ne sait rien refuser o Roux». Trop gâtés, les footballeurs? « Nous sommes conscients des possibilités de la ville, nnus restans danc raisannables », réplique Jean-Claude Hamel, le président du club. « Dès qu'un trottoir tarde à être refait, on prétend que c'est de notre foute», s'iosurge quant à lui Guy Roux avaot de rappeler que le funtball profite à la ville: " Un grand match, c'est mille couverts dons les restaurants et une promotion extraordinaire pour notre région!»

Pnur peu qu'un homme politique, quelle que soit son étiquette, s'oppose à son club lnrs d'une campagne électorale, il fera jnuer ses « réseaux » : «L'AJA, c'est quotre cents gosses que je connois un par un. Celo foit huit cents parents, donc huit cents électeurs, sans cumpter les grands-mères. » Si Jean-Pierre Soissoo lui-même admet que la pupulation est « très divisée » sur le sujet dn football professionnel - « c'est du 50-50, bien que, ginbalement, les gens soient plutôt fiers de leur équipe », - il o'eo est pas de même sur le plan politique. En fait, un seul élu de premier plan avance résolument à cootre-couraot : Michel Bonhenry (PS). Ce dernier se défend d'être «anti-AJA», lui qui a été eo classe avec Guy Roux et salue ses performances. Simplement, il revendique le droit de s'interroger sur l'utilisation des fonds publics par ce club qu'il a eu le malheur de qualifier de « donseuse », provoquant ainsi la colère de Guy Roux. « On n'arrête pas de nous dire que l'AJA est bien gérée, que c'est l'un des rares clubs français à ne pas être dans le rouge, constate M. Bnnhenry. Je veux blen le croire mais i'almerais qu'un me le prouve. Nous n'avons jamais accès aux

comptes. Michel Bonhenry, I'un des rares notables à suivre les matches à la radin et nnn dans la tribune d'honneur du stade, mène une croisade solitaire que les antres élus assurent perdue d'avance. « Je ne comprend pas trquot ti n'aime pas l'AJA v. s'interroge Jean-Marie Langnureau (PC), grand ami de Guy Roux («Sur TF 1, c'est le meilleur ( \*) et fidèle supporter des «bleus». «Pour aller à l'encontre de l'AJA, il faut être courageux ou inconscient », enofie Robert Wozoiak, qui occupe depuis 1989 le poste d'adjolot aux sports ( « Face à Roux, il faut avnir les nerfs solides,

Aiosi va donc Auxerre, daos le sillage de ses «enosuls», parfnis enotestés mais toujnurs co poste. Uoe situatinn appelée à perdurer. Du moins est-ce l'avis de Jean-Louis Hussoonois, secrétaire départemental du RPR : « Quand vous arrivez dans les appartements des cités, vous trouvez souvent deux photos dédicacées sur le buffet du salnn, à côté du poste de télévision : l'une de Roux, l'autre de

j'étais le seul candidat!»).

de notre envoyé spécial Philippe Broussard

(1) Guy Roux, Fou de foot, éd. obert Laffont, 1993, 200 p., 100 F.



forme, presque pour le plaisir.

très exigeant pour snn club et

qu'il s'efforce toujours d'obte-

nir le maximum du second :

« Cela ne va jamais très loin,

précise le manager général,

jamais d'insultes, jamais d'ir-

respect. Le maire nous a tou-

jours suivi. Sans lui, l'AJA n'au-

rait pas pu grimper aussi haut. »

rences, le football ne fait pour-

tant pas l'uoanimité daos la

préfecture de l'Yoone. L'AJA a

beau aynir la réputation - de

mnins eo mnins justifiée -

d'être on club aux moyens

fioanciers limités (le budget

annoel serait de 50 millinns de

francs, soit près de quatre fois

mnins que le Paris-Saiot-Ger-

main), son train de vie fait sou-

vent l'objet de débats. Et il se

Contrairement aux appa-

Parce que le premier est

est que plus efficace. Par ces temps de réussite sportive et de turbulences politiques, le coudes ministres européens, ou ple s'entend à merveille, même chez lui, en Bourgogne. «A si le vouvniement reste de l'épaque de Giscard, il m'est

on prétend que c'est notre faute...» Les deux complices se croiseot parfnis sur une piste de bar du ceotre-ville son café avec quelques oota-

différentes. L'un a eboisi le

oelle, surveille les jeunes du centre de farmatino (de jour comme de nuit), répond au téléphone quand la standardiste est partie déjeuner, s'inquiète de l'entretien de la pelouse, de la vente des billets et des sandwiches, rédige le bulletio Allez les bleus, raconte sa vie dans un livre à succès (1)... Jean-Pierre Soisson lui-même s'avnue parfnis surpris par le personnage. «Il obtient ce qu'il veut de Mit-terrand!» coostate aiosi «JPS». Les diverses activités de Guy Roux, sa propension à s'exprimer sur tous les snjets il s'en défend timidement -, à côtoyer avec une même aisance les ministres parisieos et les vignerons chablisiens, lui valent la sympathie du publie lucal, une réputation nationale d'emmerdeur en chef du football français, mais également ooe fortuoe personoelle doot M. Soisson estime qu'elle est la « première d'Auxerre ». Si les deux hommes ont fréquenté le même établissement scolaire, le

lycée Jacques-Amyot, poiot de

passage nbligé de tons les jeunes ambitieux do cru, ils oot

done opté pour des casaques

survêtement, l'autre le complet-

veston. Leur associatino o'eo

sons et appartements.

TF 1, ageot d'assurances, prolncale, e'est auprès du maire priétaire de numbreuses maian'il va ehercher des encouragemeots. « Guy se présentera Ce fils d'officier de l'armée aux prochaines cantonoles. française, élevé dans le village C'est un homme de pouvoir ». d'Appoigny à 10 kilomètres prévient ainsi «JPS» avant de d'Auxerre, est un hnmme orchestre : il cotraioc et confier que sa ville « se porterait mieux si elle avait dix Guy materne l'équipe professino-

> «Dès qu'un trottoir tarde à être refait.

ski, aux Arcs, ou encore dans uО d'Auxerre, le Biarritz, où Guy Roux boit traditinonellement bles. Quand ils ne peuvent se vnir, ils se téléphnoent, ao moins une fnis par semaine, beaucoup plus en période d'effervescence autour du club. L'entraîneur se souvient ainsi avnir appelé le maire à soo domicile parisien, un matin, à 7 h 30, pour se plaindre d'un secrétaire général de mairie qui avait osé autoriser un concert de Jean-Jacques Goldmao sur le parking du stade, un jnur de match. Impardonnable erreur! Priorité à l'AJA! Le chanteur a

du se replier vers un gymnase. M. Soisson trouve toujours le temps de s'occuper du club de sa jeuoesse, qu'il soit au Danemark, pour une réunion

trouve toujours quelques sceptiques pnur s'étonner des 2,4 millioos de franes versés cha-Prochain article: que année à l'AJA par une municipalité dont il se dit par-CARCASSONNE Préfective de département de l'Yonne, Auxerre compte
41 164 laboure. Résultats des Siections municipales du 12 mars. 

Dans la série c Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1 efévrier) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1 emars) ; Bastie (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Albertville (14-5 avril) et Saint-Quentin (11-12 avril).

